

501

LE MONDE DES LIVRES

An sommaire : Robert Walser, Sciascia, la vogue des biographies



Le Monde

VENDREDI 19 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

59^e ANNÉE - N° 16817 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

EDF optimiste

Dans un entretien exclusif au Monde, le PDG d'EDF, François Roussely, estime que l'entreprise est prête à affronter la concurrence.

Bioéthique : les carences de la loi

Un rapport parlementaire publié jeudi 18 février souligne les insuffisances des lois de 1994.

An 2000, an zéro de la dette ?

Les ministres des finances du G7 vont examiner, samedi 20 février, un projet d'effacement de la dette des pays les plus pauvres.



Mexico, une plaza unique au monde

Dans le chaudron de la Monumetal, ni les olé ni les passés ne ressemblent à celles du Vieux Continent.

Mois cruciaux pour l'agriculture

La réforme de la politique agricole commune, dont la France est jusque-là la première bénéficiaire, va dominer l'agenda de l'Union européenne.

Le procès du sang

L'ancien PDG de Diagnostics Pasteur a nié, mercredi 17 février, que le dépistage systématique ait été retardé pour favoriser la société française.

La « liste noire » des écrivains en Iran

Les durs du régime de Téhéran prennent les intellectuels pour cible et n'hésitent pas à tuer.

Hausse des salaires en Allemagne

Les salaires dans la métallurgie vont augmenter de 4 %. Cet accord va servir de base de négociations pour toute l'économie allemande.

L'Europe résiste au fast-food

Les Européens, et tout particulièrement les Français, conservent le goût du repas pris à table et en commun.

Allemagne, 3 DM; Angleterre, 97; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$CAN; Côte d'Ivoire, 850 F CFA; Danemark, 16 KRD; Espagne, 225 PTA; Grande-Bretagne, 1,2 £; Grèce, 500 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 FF; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Escudo; République Fédérale de l'Allemagne, 1,14 Euro; Suède, 2,10 SEK; Suisse, 2,20 CHF; Turquie, 1,2 TL; USA, 1,14 \$; USA (Hawaii), 2,20 \$.

M 0147-219-7,50 F

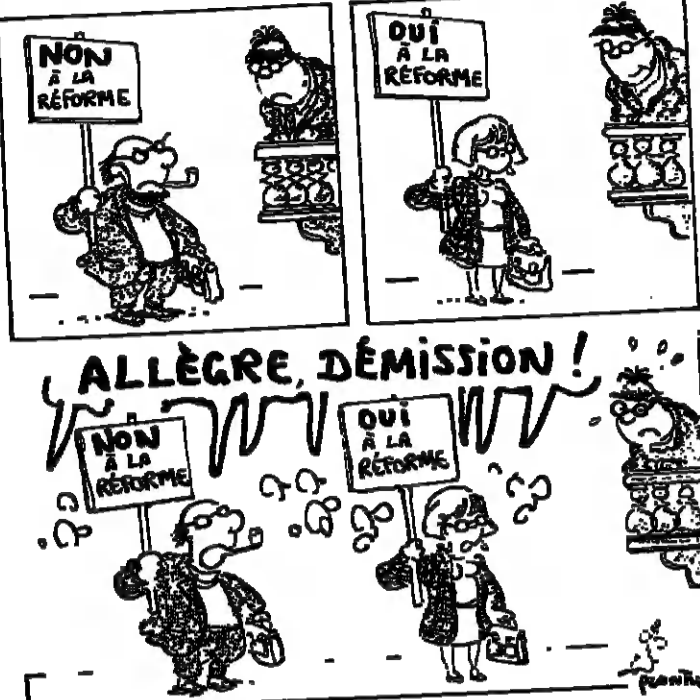


Le manifeste des profs anti-Allègre

Les opposants au ministre de l'éducation ont adopté une « déclaration unitaire » • Ce texte, signé par le SNES, le SNALC et des associations de professeurs, critique son « despotisme » et refuse une « école de l'inégalité » • Ils appellent à une manifestation nationale le 20 mars

LES OPPOSANTS à Claude Allègre s'unissent. Le jour où le ministre de l'éducation nationale avait envisagé de présenter son projet de réforme des lycées, trois syndicats du second degré - le SNES (Syndicat national des enseignants du second degré), le SNALC (Syndicat national autonome des lycées et collèges), la CNGA (Confédération générale autonome des classes préparatoires et du collectif du « Manifeste pour un lycée démocratique ») se sont associés pour diffuser un texte qui dénonce « le despotisme haineux et colonialiste de Claude Allègre », refuse une « école de l'inégalité » et annonce une grève et une manifestation nationale le 20 mars. Ces organisations représentent près de 75 % des voix aux élections syndicales - hors lycées professionnels - selon les résultats de 1996.

Dans leur « déclaration unitaire nationale », elles affirment : « Le choix n'est pas entre la "réforme" et les "conservateurs", mais entre deux politiques scolaires : l'une de régres-



sion culturelle et d'inégalité, l'autre de progrès pour la justice et la culture. Elles demandent au gouvernement quatre « mesures d'urgence » : « restaurer l'honneur du corps enseignant », « rétablir le taux des heures supplémentaires », « abandonner les chartes Allègre et toute la politique scolaire actuelle », « engager une vaste et véritable concertation ».

« J'ai le sentiment que la rupture est consommée », affirme Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, dans un entretien à L'Événement. Favorable à une réforme, le SGEN-CFDT et la FEN ont cependant demandé sa Charte des lycées. Face aux critiques formulées au sein même du PS contre Claude Allègre, le premier ministre a imposé une ligne de solidarité en demandant, mardi 16 février, aux membres du gouvernement de saluer chaque occasion pour défendre la politique de leur collègue de l'éducation nationale.

Lire page 10

La colère des Kurdes

Le ministre de l'intérieur allemand s'explique dans « Le Monde » après la mort de trois manifestants à Berlin

En France, les mesures de sécurité ont été renforcées

Les défenseurs d'Abdullah Öcalan, refoulés de Turquie, redoutent un procès truqué

Lire pages 2 et 3 et le point de vue de Gérard Challaud page 15

L'inspecteur du travail bavardait dans les rangs : au piquet !

MARTINE AUBRY ne badine pas avec la discipline. La ministre de l'emploi vient d'engager une procédure disciplinaire à l'encontre de Gérard Filoche, inspecteur du travail à Paris, qui a émis des doutes sur les succès de la première loi sur les 35 heures. L'histoire devient cocasse quand on sait que ce fonctionnaire, « sauveur », ancien dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), est membre du conseil national du PS et l'un des leaders du courant socialiste le plus turbulent, la Gauche socialiste.

Objet du délit ? Une tribune intitulée « 35 heures : évitons un second échec », publiée par Libération le 18 janvier. M. Filoche y affirme que la loi Aubry « est un échec ». En six mois, constate-t-il, « il y a eu moins de 1 000 accords d'entreprise concernant moins de 100 000 salariés et "créant" ou "sauvant" moins de 10 000 emplois [...] ». A ce rythme, moins de 100 000 emplois seraient sauvés ou créés en échange des 7 milliards de francs prévus au budget. Ce n'est pas comme ça que l'on en finira avec le chômage de masse. » Pis, il faisait la leçon à son ministre de tutelle et l'invitait à élaborer, enfin, une vraie loi de gauche !

Quatre jours plus tôt, Gérard Filoche s'était déjà rendu coupable d'avoir reçu, dans les locaux de l'inspection du travail, des journalistes de l'émission « Capital » qui préparaient un reportage sur l'emploi.

La directrice de l'administration générale du ministère a donc adressé une lettre à Gérard Filoche, le 9 février. Elle constate que son article « n'a pas été préalablement soumis à [sa] hiérarchie pour autorisation ». Marie-Catherine Bonnet-Galzy ajoute : « Vous y critiquez ouvertement l'action du gouvernement. » Après avoir rappelé deux « mises en garde » remontant à 1996, elle lui annonce sa décision d'engager [...] une procédure disciplinaire, en vue d'appliquer une sanction du premier groupe, le blâme, qui restera inscrite pendant trois ans dans le dossier du fonctionnaire.

L'inspecteur Filoche est la première victime de la circulaire du 5 janvier 1999, dans laquelle le ministre invite ses agents à faire preuve d'une « vigilance redoublée » dans leurs relations avec les médias (Le Monde du 10 février).

En 1997, il avait pourtant reçu un mot d'encouragement de M^{me} Aubry après la publication de son livre *Le Travail jetable* (Ramsay), un brûlot contre la déréglementation du travail et les abus de certains patrons.

Gérard Filoche est un homme dont je partage certaines analyses, notamment sur la précarité de l'emploi, nous a précisé M^{me} Aubry. Il peut écrire ce qu'il veut, y compris sur les 35 heures, mais pas en signant comme inspecteur du travail. Je suis là pour faire respecter le devoir de réserve des fonctionnaires, surtout quand ils ont des fonctions de police judiciaire. Il en va de la crédibilité de la fonction publique. Au ministère de l'emploi, on rappelle les récentes diatribes du multirécidiviste, qui assurait qu'« un patron sur deux est un délinquant au niveau du code du travail ». Aujourd'hui, le « sauveur » est au piquet pour avoir bavardé dans les rangs, transgressant ainsi la volonté d'une ministre qui veut transformer l'administration du travail en une « grande muette ».

Jean-Michel Bezat

POINT DE VUE

Européennes : pour éviter la catastrophe

par Valéry Giscard d'Estaing

VOUS allez à la catastrophe ! C'est l'expression que je me suis permis d'utiliser en 1996, lorsque je suis venu plaider devant les députés du groupe UDF en faveur d'une réforme du scrutin régional, que l'ampleur de la majorité de l'époque permettait de réaliser aisément. Il était évident que la combinaison d'un scrutin strictement proportionnel et de l'impossibilité de conclure des accords avec le FN conduisait droit dans le mur. J'ai repris la même argumentation au cours de trois visites à l'hôtel Matignon. Peine perdue ! L'obstruction des chefs de partis a bloqué la réforme. Et la catastrophe a eu lieu : nous avons perdu, en 1998, la majorité dans huit conseils régionaux, sur les vingt où nous la détenions auparavant.

Aujourd'hui, je reprendrai la même mise en garde : le fait que les électeurs de l'opposition parlementaire soient appelés à choisir, lors de l'élection européenne de juin prochain, entre quatre listes concurrentes, conduirait à la catastrophe. Aucune de ces listes ne peut espérer atteindre le seuil significatif de 20 % des voix. Aucune n'a de chance de se placer devant la liste du Parti socialiste. On peut imaginer sans peine le ton des commentaires des médias au soir du scrutin du 13 juin : « Les électeurs français confirment leur verdict de mai 1997 ! » La perspective d'une prochaine alternance politique, loin de devenir plus crédible, comme l'élection du Land de Hesse l'a fait apparaître en Allemagne, paraît s'éloigner encore.

On peut comprendre les considérations objectives qui ont conduit à la situation actuelle. L'électorat du RPR risquait d'être divisé par la candidature prévisible de Charles Pasqua.

Lire la suite page 15

Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, est député (UDF) du Puy-de-Dôme et président du conseil régional d'Auvergne.

L'homme en équations

A LA VEILLE du début du recensement en France, la méthode de comptage de la population fait l'objet, aux États-Unis, d'une controverse politico-scientifique. Cette querelle relance le débat sur les relations tourmentées qu'entretiennent, depuis Pascal et Condorcet, les mathématiques et les sciences sociales. L'informaticien et la simulation numérique sont devenues des auxiliaires indispensables pour les chercheurs en sciences humaines. Des modèles mathématiques sont utilisés en économie et en ingénierie du langage, notamment. Le démographe Hervé Le Bras estime que l'ordinateur et sa puissance de calcul sont à manier avec précaution.

Lire page 23

Naples chante rouge



GIOVANNA MARINI

CHANTEUSE, militante « rouge », compositrice, Giovanna Marini a créé, à la demande de la Cité de la musique, à Paris, un répertoire pour quatre voix, *Napoli per voi*, qu'elle présentera le 19 février, lors d'une soirée où elle a aussi invité le groupe ouvrier E Zezi. Dans *Le Monde*, elle dit sa passion pour Naples, son histoire, sa modernité, sa force.

Lire page 27

International	2	Tableau de bord	20
France	6	Aujourd'hui	25
Société	10	Météorologie-jeux	26
Carnet	12	Culture	27
Régions	13	Guide culturel	28
Horizons	14	Kiosque	30
Entreprises	17	Abonnements	31
Communication	19	Radio-Télévision	30

page 13

ron... 15
bord... 25
... 19
... 22
... 25
... 26
... 26
... 26
... 26

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER 1999

AFFAIRE ÖCALAN Les attentats visant des intérêts turcs se sont poursuivis, jeudi 18 février, en Allemagne. La veille, les affrontements qui ont opposé des gardes de sécurité

du consulat d'Israël à Berlin à des manifestants kurdes, avaient coûté la vie à trois de ces derniers. Quinze autres ont été blessés, dont un grièvement. ● OTTO SCHILY, le ministre

allemand (Vert) de l'intérieur, met en garde, dans un entretien exclusif au Monde, les manifestants et appelle les Kurdes à renoncer à la violence. Il estime nécessaire d'harmoni-

niser en Europe les questions d'immigration et de droit d'asile. ● LE PROCÈS du leader kurde Abdullah Öcalan devrait être « équitable », ont promis les autorités

turques. Ses défenseurs craignent au contraire qu'il soit truqué. Trois cent cinquante membres du parti pro-kurde Hadepe ont été arrêtés jeudi.

Les pays européens redoutent une vague de violence kurde

A Berlin, mercredi, les gardes du consulat israélien ont ouvert le feu contre des manifestants kurdes et tué trois d'entre eux. En France, les mesures de sécurité sont renforcées autour de plusieurs ambassades et de l'aéroport d'Orly

BONN ET JÉRUSALEM
de nos correspondants
Le gouvernement de Bonn avait refusé, à l'automne 1998, de demander l'extradition d'Abdullah Öcalan, pourtant arrêté en Italie à la suite d'un mandat d'arrêt lancé par la justice allemande. La République fédérale, qui héberge quelque 2 millions de Turcs dont près de 500 000 Kurdes, ne voulait pas devenir le terrain d'affrontements entre les deux communautés. Quelques mois plus tard, le chancelier Schröder constate que « Apo » sera jugé en Turquie, mais que son territoire est devenu le théâtre des violences kurdes.

Mercredi 17 février : les services de sécurité du consulat d'Israël à Berlin ont ouvert le feu sur des manifestants kurdes qui avaient pénétré dans le bâtiment. Bilan : 3 morts. Selon le préfet de police berlinois, Hagen Saberschnitzky, seuls trois policiers allemands étaient, comme d'habitude, alors stationnés devant le consulat. Ces policiers de faction sont aidés par deux patrouilles dans les environs. Lorsque, à 13 h 30, la police a été informée de l'intention des manifestants kurdes d'envahir le consulat, ils n'ont dépêché sur place que une trentaine d'hommes. Ceux-ci ont été accueillis par 50 à 100 Kurdes armés de barres de fer et de gourdins, qui ont frappé les policiers censés les empêcher de s'approcher du bâtiment, avec « une très grande violence », selon M. Saberschnitzky. Vingt-sept policiers ont été blessés.

Au même moment, un groupe de Kurdes fait irruption dans le consulat israélien. Il semble qu'un des manifestants ait subtilisé l'arme d'un officier de sécurité israélien et menacé deux autres gardes. Ceux-ci auraient riposté, tuant 3 personnes et en blessant au moins 16 autres, dont une très grièvement, vers 13 h 45. Neuf assaillants ont alors pris une employée en otage. Ils ont négocié très rapidement avec les policiers allemands pour sortir de la représentation israélienne.

Dans l'après-midi, à Tel-Aviv, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a expliqué pourquoi les gardes du consulat avaient tiré : « Les manifestants ont tenté de prendre une de nos employées en otage (...) et les consignes que reçoivent nos agents de sécurité sont

d'empêcher par la force, y compris en faisant usage de leurs armes, toute tentative de prendre des otages ». Il a répété qu'Israël continuerait à défendre ses citoyens et ses locaux partout dans le monde et que son pays n'avait rien à voir avec l'enlèvement d'Abdullah Öcalan - même s'il collaborait avec la Turquie dans la lutte contre le terrorisme. Plus tard dans la journée, le porte-parole des affaires étrangères, devait préciser que l'entrée de la police allemande avait permis la libération de l'otage.

Il semble toutefois que les services israéliens aient complètement sous-estimé les risques d'attentats contre leurs ambassades et consulats en Europe. Ces questions seront au cœur de l'enquête officielle qui va être menée sur ces événements. Désormais, la peur des au-

torités est qu'Israël soit entraîné dans un conflit qui, insiste-t-on, n'est pas le sien. Jérusalem craint notamment que l'affaire kurde nourrisse une solidarité avec des groupes palestiniens radicaux qui pourraient accroître les menaces terroristes.

TON TRÈS FERMÉ
A Bonn, Gerhard Schröder a déploré les morts au consulat d'Israël et les violences qui se sont produites dans d'autres quartiers de Berlin ainsi qu'à Hambourg. Mais il a adopté un ton très ferme à l'égard des Kurdes : « Nous ne pouvons pas tolérer que des conflits qui ne sont pas les nôtres soient portés dans les rues allemandes », a déclaré le chancelier. Toute personne qui séjourne ici est bienvenue quand elle respecte le droit et la loi. Celle qui

cause des troubles chez nous, nous lui demanderons poliment mais fermement de quitter notre pays ». Le gouvernement peut toutefois difficilement expulser les militants du PKK vers la Turquie, qui n'a pas aboli la peine de mort.

Le PKK est particulièrement bien organisé en Allemagne, où il peut s'appuyer sur une forte communauté kurde, notamment dans la région de Cologne. Selon les renseignements généraux, le nombre de militants est passé de 7 000 à 11 000 outre-Rhin depuis l'interdiction du PKK dans ce pays en 1993, à la suite d'une vague d'attentats antiturcs. Le PKK dispose également d'un « potentiel de mobilisation » de quelque 50 000 personnes ; il est rigoureusement centralisé, hiérarchisé et structuré, a assuré M. Frisch. Le comité central clan-

destin et tous les responsables locaux sont en liaison permanente par téléphone portable, ce qui explique la capacité de mobilisation extrêmement rapide de ses militants. Depuis janvier 1998, le PKK n'est plus considéré par la justice allemande comme une « organisation terroriste », mais seulement comme une « organisation criminelle », Abdullah Öcalan ayant appelé à renoncer à la violence. Udo Steinbach, professeur à l'Institut allemand de l'Orient, prédit, pour sa part que le pays va connaître une « violence diffuse » et déplore la détention en Turquie du dirigeant du PKK : « Une organisation sans chef est plus dangereuse qu'une organisation avec chef ».

Arnaud Leparmentier et Georges Marion

Offensive turque contre des bases du PKK dans le nord de l'Irak

L'armée turque a lancé, mardi 17 février, une opération dans le nord de l'Irak contre les positions des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). « Il s'agit d'une opération de faible envergure contre les terroristes », a déclaré un porte-parole du commandement militaire, confirmant les informations données par la chaîne de télévision turque NTV. Entre 3 000 à 4 000 soldats et des véhicules blindés ont franchi la frontière au cours des tout derniers jours à partir de la région de Cukurca, localité turque dans la province de Hakkari (Sud-Est). L'armée turque lance fréquemment de telles incursions dans le nord de l'Irak. Le PKK utilise comme base arrière cette région qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991, et est contrôlée actuellement par les factions kurdes d'Irak. La dernière incursion dans le nord de l'Irak de l'armée turque remonte à novembre 1998.

Mesures de sécurité renforcées en France

DEVANT l'émotion soulevée dans la communauté kurde par la capture d'Abdullah Öcalan, les mesures de sécurité ont été renforcées en France autour des cibles potentielles de représailles. « Tout ce qui semble de près ou de loin menacer fera l'objet d'une protection maximale », a indiqué une source policière. Les ambassades de Turquie, d'Israël, de Grèce, des États-Unis et du Kenya font l'objet d'une surveillance accrue, ainsi que les consulats de ces pays en province. A l'aéroport d'Orly, la protection des comptoirs et des vols des compagnies turques et grecques, Turkish Airlines et Olympic Airways, a été renforcée. Plusieurs organismes internationaux, ainsi que la conférence de Rambouillet sur le Kosovo ont également reçu le renfort de policiers et gendarmes.

De source officielle, on se refusait à donner plus de détails sur l'ampleur de la mobilisation. Le dispositif Vigipirate, bien qu'allégé, est cependant toujours en vigueur depuis les attentats de 1995. Il permet de recourir à l'appui des militaires dans le dispositif global de protection. Dès mercredi matin, quatre compagnies républicaines de sécurité (CRS) de la région parisienne avaient été placées en alerte.

De leur côté, les services de renseignement s'activent. A Paris, comme dans ses bastions de l'est de la France, la communauté kurde est placée sous surveillance, et bien connue des renseignements généraux. Selon les estimations policières, environ 70 000 Kurdes sont établis sur le territoire national pour un nombre total de Turcs de peu supérieur à 250 000. Près de 3 000 Kurdes sont considérés comme des membres du PKK. Le parti d'Abdullah Öcalan encadre très efficacement la communauté, soumise au paiement d'un impôt qui alimente le trésor de guerre du parti. 80 % des Kurdes de France seraient sous la coupe du PKK.

Les risques d'attentat sur le territoire français sont cependant peu probables, estiment les policiers. Ils redoutent plutôt des actions symboliques, telle l'occupation, mercredi 17 février, des locaux du Parti socialiste à Marseille. Une trentaine de militants ont envahi le siège du PS et entamé une grève de la faim en soutien à leur dirigeant emprisonné en Turquie. Ils ont été évacués par la force.

Pascal Ceaux

Otto Schily, ministre de

« Nous devons avoir une harmonisation européenne

« Quelle est votre réaction après la mort de trois manifestants kurdes à Berlin ?

— Il est regrettable qu'il y ait eu des morts. Cela doit servir de leçon pour les auteurs de violence qui violent que leurs actions ne mettent pas seulement en danger la vie des autres mais aussi la leur.

— Doit-il y avoir une solution politique à la question kurde ?

— Oui. Elle doit prendre en compte les spécificités culturelles, économiques et sociales des Kurdes, sans remettre en question l'unité de l'Etat turc. Il serait bon que l'Union européenne renforce ses efforts dans cette direction.

— Comment voulez-vous endiguer l'envoie de la violence ?

— D'un côté par une action ferme de la police et de la justice, de l'autre en lançant un appel à la majorité des Kurdes qui vivent pacifiquement en Allemagne. Ils doivent convaincre leurs compatriotes de renoncer à d'autres actes de violence, qui ne peuvent avoir pour la question kurde que des conséquences négatives.

« Comme dans toute l'Europe, nous avons eu des actions de protestation de militants kurdes, en particulier en provenance des milieux du PKK. Cela est regrettable et nous allons tout faire pour limiter les actions violentes. Ceux qui y prennent part seront traduits devant les tribunaux. Ils peuvent compter sur toute la sévérité de la justice et seront expulsés dans la mesure où la loi le permet. A plus long terme, nous devons combattre plus fortement les structures logistiques qui ont permis la préparation de telles actions. Nous sommes spécialement menacés avec près de 500 000 Kurdes vivant en Allemagne. Il faut noter cependant que l'immense majorité d'entre eux respecte la loi du pays. »

Il serait souhaitable que l'en-

semble des pays de l'Union européenne adoptent une attitude commune face à ce problème. Il est regrettable que dans certains pays le PKK ait un statut quasi officiel, alors qu'il est interdit chez nous pour avoir commis des actes de violence.

— N'avez-vous pas fait une erreur fin 1998 en renonçant à demander l'extradition d'Abdullah Öcalan pour le juger en Allemagne ?

— C'était une décision délicate. Je pense qu'elle était justifiée au regard des problèmes de sécurité et de paix intérieure qu'aurait posé un jugement en Allemagne. Cette décision a été prise alors que nous efforçons, et nous nous efforçons toujours, de faire traduire M. Öcalan devant un tribunal international. Les réactions en Allemagne après son arrestation par la Turquie confirment qu'il y avait bien un risque énorme de violence en Allemagne.

— La réaction de la communauté kurde ne donne-t-elle pas raison à l'opposition allemande qui affirme qu'il n'est pas possible d'accorder la double nationalité aux étrangers vivant en Allemagne comme le prévoit votre projet de loi, car on ne peut pas être loyal à deux pays ?

— Non. Les personnes dont la loyauté est en cause ne pourront être naturalisées. Notre projet de loi exige des candidats à la naturalisation la signature d'une déclaration de loyauté et exclut ceux qui ont participé à des activités anticonstitutionnelles. Tous les Kurdes qui font partie des cercles du PKK seront exclus de la naturalisation. C'est une tromperie que de prétendre comme l'opposition que ces gens seront naturalisés.

Plus généralement, dans notre projet de réforme, nous ne voulons pas multiplier les doubles nationalités. Mais nous avons



OTTO SCHILY

constaté que l'intégration échoue parce que l'on exige des gens qu'ils renoncent à leur nationalité d'origine. Nous voulons donc tolérer dans certains cas la double nationalité pour favoriser l'intégration. Car pour nous, celle-ci est plus importante que le danger de la double nationalité, tandis que l'opposition pense le contraire. Sous le gouvernement Kohl, 4,5 millions de personnes ont immigré en Allemagne et le pays connaît un embouteillage d'intégration. De manière inquiétante, ces gens que nous ne pouvons pas renvoyer chez eux car ils ont un droit de séjour illimité ne se sentent pas acceptés par la société. Il y a là une rupture dans la société très dangereuse, un processus de désintégration.

— Pourquoi le débat allemand s'est-il focalisé sur la double nationalité ?

— Précisons d'abord que la double nationalité existe déjà en Allemagne. Elle concerne déjà plus de deux millions de personnes pour diverses raisons. Les couples binationaux ont par exemple un droit général à la double nationalité, avec l'approbation de tous les partis du Bundestag. L'opposition exige pour les Allemands qui vivent en Pologne l'octroi général de la double nationalité.

OFFRE SPÉCIALE PME

ARMADA 1500 SB 5266/32/2.1/D

- Adaptateur secteur intégré
- Processeur Intel® Pentium® avec technologie MMX™ 266 MHz
- 512 Ko de mémoire cache
- 32 Mo de RAM EDO (96 Mo max)
- Disque dur SMART 2.1 Go
- Ecran matrice passive 12"1 SVGA
- Batterie Lithium-Ion, port USB
- Compatibilité An 2000 : matériel + Bios
- Windows® 98
- Norme Antivirus 4.0 pré-installée
- CD de restauration en standard
- Garantie internationale 1 an

9490 FHT

11445 FTT

COMPAQ à suivre...
www.compaq.fr

0 803 804 805



« Colère » et « haine » chez les Kurdes d'Istanbul

ISTANBUL
de notre envoyé spécial
L'enfant a enfoui ses mains en-
core plus profondément dans ses
poches, il a volontairement fixé le

REPORTAGE
« Il ne faut pas
croire que le combat
est terminé »
Un jeune Kurde

sol pour bien montrer qu'il ne re-
gardait pas ses interlocuteurs et,
entre ses dents, a chuchoté, mé-
prisant : « Les événements ? Allez
voir là-haut, il y a la foule. » La
foule ? Des centaines de policiers,
certains dissimulés dans des im-
passes, d'autres bien en vue, qui
donnaient, mercredi 17 février, un
air de camp retranché au quartier
de Gazl, dans la grande banlieue
d'Istanbul.

La majorité des habitants sont
des Kurdes venus des campagnes
d'Anatolie pour tenter de trou-
ver travail et subsistance dans la
grande ville. Musulmans alevites,
d'obédience chiite, ils avaient vio-
lemment manifesté en 1995 pour
protester contre l'assassinat d'un
de leurs chefs religieux. La répres-
sion s'était soldée par une tren-
taine de morts, ce qui avait obligé
les autorités à ouvrir une enquête
et à déclencher un procès contre
certains policiers.

Mardi soir, le quartier s'est à
nouveau enflammé. Plusieurs cen-
taines de militants ont manifesté
dans la grand-rue de Gazl. Un bus
et neuf voitures ont été incendiés.
Au même moment, des manifesta-
tions de moindre importance

avaient lieu dans d'autres quar-
tiers d'Istanbul. L'agitation a aussi
gagné les prisons. Trois militants
du PKK ont voulu s'immoler par le
feu et souffrent de graves blessu-
res, et plus de 600 détenus ont en-
tame une grève de la faim.

A Gazl, l'atmosphère est lourde,
tendue. Dans les cafés, on regarde
la télévision, qui diffuse en conti-
nu les images de l'arrestation du
chef séparatiste. Les regards
semblent absents. Peu de gens
marchent dans les rues, mal pa-
vées, tentant d'éviter les flaques
d'eau stagnantes. Des enfants
jouent au basket dans une cour.

« JE DORMAIS »

« L'autocar du lycée n'a pas vou-
lu nous emmener jusqu'ici, confie
trois jeunes lycéennes en uni-
forme bleu et gris. Nous ne sa-
vions pas qu'il y avait le feu aux voi-
sins hier soir. Ce que nous voulons,
c'est bien travailler à l'école pour
avoir un avenir brillant. Nous avons
peur de la violence. » Que pensent-
elles de l'arrestation d'Öcalan ?
« Apo ? Certains sont pour, d'autres
sont contre », se contentent-elles
de répondre. Elle n'en diront pas
plus. Un commerçant sera encore
plus éloquent : « Hier soir, je dor-
mais. »

La plupart des passants dé-
tourneront la tête quand on tente
de les interroger. Quant aux policiers
présents, ils refusent aussi de ré-
pondre. Surtout aux journalistes
européens, accusés d'être trop fa-
vorables à la cause kurde. « Si vous
aviez été américains ou israéliens,
peut-être auraient-ils fait un ef-
fort », ironise un interprète.
A l'écart des policiers, un jeune
homme accepte de parler : « Bien

sûr que je suis triste, il y a toujours
ici une guerre de religion, de langue
et de race. Mais il ne faut pas croire
que le combat est terminé parce
qu'ils ont arrêté Apo, beaucoup
peuvent prendre sa place. » Pour
lui, les manifestations de la veille
ont montré que « le peuple n'a pas
fini de faire parler de lui » et qu'il
faut s'attendre à une accentuation
de la violence. S'il ne veut pas évo-
quer l'indépendance du Kurdistan,
mot tabou ici, il revendique le
droit de pouvoir parler le kurde li-
brement.

« En droit, nous avons la possibi-
lité de nous exprimer dans notre
langue, précise-t-il, mais, en fait,
c'est beaucoup plus difficile, nous
jouissons d'une liberté de papier ! »
Autre raison de sa révolte : « Les
souffrances et la famine endurées
par ceux qui sont restés là-bas. » Il
revient sur l'arrestation d'Öcalan.
« Nous avons eu de la colère, mais
encore plus de haine, contre l'Etat
turc et tous les autres, les Grecs, les
Kényans... » Les morts dus à la vio-
lence du PKK ? Il balaise l'objection
d'un revers de main : « Aucune
guerre ne peut être menée sans que
le sang ne coule. » Quant à la ma-
nière de mener la suite du combat,
« il faudra attendre le message que
le chef va nous envoyer. »

En descendant vers Istanbul, il
faut traverser un nouveau barrage
policié. Le centre-ville est tou-
jours aussi animé, comme si de
rien n'était. Une étudiante nous
confiera pourtant que son père lui
a téléphoné six fois dans la jour-
née pour lui recommander de ne
pas fréquenter les endroits pu-
blics, par crainte d'un attentat.

José-Alain Fralon

l'intérieur d'Allemagne des questions d'immigration, de réfugiés et d'asile

« Elle dit que les Allemands de
Pologne ont encore un lien émo-
tionnel avec l'Allemagne tel qu'on
ne peut pas leur enlever la natio-
nalité allemande. C'est la même
chose pour les personnes d'origine
turque qui, pour des raisons émo-
tionnelles, ne peuvent pas se sépa-
rer de leur nationalité d'origine. »

« La résistance est la plus forte
là où les Allemands ressentent le
caractère étranger : les Turcs, dont
l'environnement culturel est éloi-
gné des Allemands, sont les pre-
miers concernés. Les Turcs immi-
grés en Allemagne ressentent
aussi un sentiment croissant
d'éloignement vis-à-vis des Alle-
mands qui est difficile à surmon-
ter. Si nous laissons cela s'em-
pêcher, nous allons nous retrouver
dans une situation dangereuse. Si nous
créons un droit moderne de la na-
tionalité, le problème de la double
nationalité perdra à terme de son
importance. »

« On entendez-vous par dési-
gratification ? »

« Nous assistons à l'émergence
de ghettos. Les enfants dont les
grands-parents ont émigré de Tur-
quie en Allemagne ont tendance à
ne pas maîtriser suffisamment la
langue allemande, indispensable
pour s'intégrer. C'est un signe très
inquiétant, qui montre que les
gens se replient sur leur identité
turque et n'ont pas le sentiment de
faire partie intégrante de la société
allemande. En revanche, des ensei-
gnants m'ont dit qu'à partir du
moment où j'ai présenté mon pro-
jet, l'état d'esprit des jeunes gens
d'origine étrangère a changé. Ils se
sont rendus compte qu'ils avaient
en face d'eux un gouvernement
qui leur disait qu'ils faisaient partie
de plein droit de la société alle-
mande. Leur application à l'école a
considérablement augmenté, y
compris pour l'usage de la langue
allemande. »

« Vous avez parlé d'immigra-
tion zéro en Allemagne. Per-
sonne en France n'estime que
cet objectif soit réaliste. »

« Le premier problème que nous
avons à régler est l'intégration des
étrangers présents chez nous. C'est
pourquoi la réforme du code
de la nationalité a la priorité abso-
lue. La seconde question consiste
à savoir si nous devons créer une
loi pour favoriser l'immigration.
Dans le contexte actuel, cela n'a
pas de sens. A horizon prévisible,
l'estime que nous devrions fixer
des quotas d'immigration à zéro. »

« Il serait souhaitable
que l'ensemble des
pays de l'Union
européenne
adoptent une
attitude commune
face à ce problème. Il
est regrettable que
dans certains pays le
PKK ait un statut
quasi officiel »

« Cela n'empêche pas d'avoir un
flux migratoire, dû aux deman-
des d'asiles, aux réfugiés, aux
rapprochements familiaux, amis
sur lequel nous avons une marge
de manœuvre très faible. L'exi-
gence des Verts allemands d'avoir
200 000 immigrants par an est il-
loire. »

« A moyen et long terme, je
pense que les pays de l'Union eu-
ropéenne doivent s'entendre sur la
manière dont ils comptent gérer

ces problèmes. Dans une Europe
aux frontières ouvertes, les Etats
ne peuvent plus décider seuls. Je
ne peux pas en vouloir aux Italiens
d'avoir régularisé 250 000 clandesti-
nes. Les Français régularisent les
leurs aussi. Chacun règle d'abord
ses problèmes. Mais à terme, nous
devons avoir une harmonisation
européenne des questions d'immig-
ration, de réfugiés, d'asile. »

« Comment peut-on organiser
concrètement le partage du far-
deau ? »

« Nous avons proposé que dans
des situations de crise, lorsque
nous devons absolument accueillir
et protéger des populations, les
Etats de l'Union se réunissent et
que chacun déclare combien de
personnes il est prêt à accueillir. Si
certains se trouvent dans l'impos-
sibilité de répondre, ils pourraient
aider les autres financièrement.
C'est un moyen de sortir de l'im-
passe. »

« Un tel accord ne va-t-il pas
renforcer la pression migratoire
vers l'Union européenne ? »

« C'est l'argument de Jean-
Pierre Chevènement qui estime
que l'on attirerait les gens ainsi. Ce
n'est pas mon objectif. Il ne s'agit
pas de mettre en place un système
rigide et de fixer par avance des
quotas. Il s'agit de pouvoir réagir
en cas de crise et mettre en place
une solidarité entre les pays de
l'Union. »

« Les réfugiés sont attirés en
Allemagne par les prestations
sociales garanties par la Consti-
tution. Proposez-vous une har-
monisation européenne sur les
standards allemands ? »

« Nous avons besoin d'une har-
monisation sociale pour les immi-
grés. Il ne doit pas y avoir de telles
différences qu'un pays attire chez
lui tous les réfugiés. »

Propos recueillis par
Arnaud Leparmentier

Les défenseurs d'Öcalan dénoncent les conditions de son procès

FAUT-IL croire Bülent Ecevit
lorsqu'il affirme que le procès du
chef du parti des travailleurs du
Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan,
dit Apo, capturé à Nairobi le 15 fé-
vrier après une cavale de près de
cinq mois sera « transparent » ? Le
sujet par les autorités turques,
mercredi 17 février, de la présence
d'observateurs internationaux au
tribunal qui jugera le rebelle pour
« trahison » (un chef d'accusation
qui entraîne systématiquement la
peine capitale) augure mal de la
bonne tenue du procès. De plus,
trois des avocats d'Apo ont été re-
foulés de Turquie dans la nuit de
lundi à mardi sur ordre du mini-
stère de l'Intérieur. M^{me} Britta
Boehler et deux de ses collègues
néerlandais, soupçonnés d'être
des « agents du PKK » ont passé
plusieurs heures dans la zone de
transit de l'aéroport d'Istanbul
après confiscation de leurs billets
et documents d'identité, puis ren-
voyés aux Pays-Bas. Enfin, selon
Me Boehler, l'avocat turc d'Abdullah
Öcalan a été arrêté mardi soir
et placé en détention dans un lieu
inconnu.

Les déclarations des officiels
turcs garantissant un « procès
équitable » prêtent à sourire lor-
sque l'on sait à quel point le respect
de la présomption d'innocence est
bafoué. Les chaînes de télévision
turques et la presse présentent en
toute circonstance le chef kurde
comme un monstre et le sentiment
général sur place est que le
« diable Apo n'a pas besoin d'ava-
cat ». Quant aux déclarations de
M. Ecevit sur « l'indépendance »
de la justice en Turquie, elles ne
sont pas sérieuses. « Prenons les
Turcs au mot mais au regard de ce
que nous savons sur les violations
des droits de l'Homme en Turquie,
nous ne pouvons qu'être inquiets »,
confie Patrick Beaudoin, le pré-
sident de la FIDH, qui rappelle que
les « conditions même de l'inter-
pellation, hors de tout cadre légal, sont
de mauvaise augure ».

« INSTRUCTION BÂCLÉE »
« Le procès ne sera pas long » a
confié M. Ecevit, mercredi soir, à la
chaîne américaine de télévision
CNN, avançant même la date du
24 février pour son ouverture.
« Une tenue rapide du procès fait
craindre une instruction bâclée »

Jacques Chirac convaincu d'un jugement équitable

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac a
exprimé, mercredi 17 février, la
conviction que le chef du Parti des
Travailleurs du Kurdistan (PKK), Ab-
dullah Öcalan, arrêté lundi par des
agents turcs au Kenya, serait jugé
« dans le respect de l'Etat de droit ».
Interrogé à l'Elysée par la télévision
américaine AP7, à la veille de sa vi-
site aux Etats-Unis, le chef de l'Etat a
souligné qu'Abdullah Öcalan appar-
tenait à un groupe terroriste qui avait
déjà commis des activités en France.
« Il a été arrêté. Il est en prison. Je suis
sûr que son procès se déroulera dans le
respect de l'Etat de droit », a-t-il ajou-
té.

Dans une lettre adressée, mercre-
di, au ministre des affaires étran-
gères, Hubert Védrine, le parti
communiste « souhaite » que le gou-
vernement « agisse en faveur d'une
initiative contribuant au règlement po-
litique de la question kurde ». Le PCF
veut que le gouvernement agisse,
« plus généralement, au rétablissement
des droits de l'Homme en Turquie »,
dans ce texte signé par Francis
Wurtz, membre du bureau national
chargé des questions internationales.

Julien Dray, député PS de l'Es-
sonne, estime que « la France doit
maintenant demander la libération
d'Abdullah Öcalan ». Les Verts ont
pour leur part exprimé, mercredi,
leur « indignation face au rapt d'Ab-
dullah Öcalan, leader kurde du PKK »
et leur « émotion face au désespoir de
nombreux militants kurdes prêts à
s'immoler et face à la mort de trois
d'entre eux aujourd'hui à Berlin ».

Le député RPR Patrick Devedjian a
estimé que les autorités turques ont
commis « un acte de piraterie interna-
tionale » en capturant le chef du
PKK. (AFP Reuters.)

estime Patrick Beaudoin. L'accusé
sera en outre déféré devant une
des huit Cours de sûreté de l'Etat,
(DGM), une juridiction d'excepti-
on composée de trois personnes
dont deux militaires, survivance
juridique du coup d'Etat militaire
de 1980.

Enfin l'existence d'une « justice
indépendante » en Turquie n'est
qu'une vue de l'esprit. Si le scan-
dale dit « de Susurluk » - lorsqu'en
novembre 1996, on retrouva dans

biée, aux côtés de son collègue et
co-accusé Sedat Bucak.

Une chose est sûre toutefois : le
procès du chef de la rébellion ar-
mée des Kurdes de Turquie sera in-
contestablement plus efficace-
ment mené que celui des policiers
accusés depuis 1996 de l'assassinat
du reporter Metin Gökçepe, jour-
naliste au quotidien Evrensel, re-
porté une vingtaine de fois devant
la Cour d'assises d'Afyon (centre
du pays) où les policiers accusés

Premières images du chef du PKK à la télévision

Un film vidéo montrant Abdullah Öcalan, pris dans l'avi-
on transportant en Turquie, a été diffusé, mercredi 17 février, par la té-
lvision turque. Ces images, prises par des membres du commando
qui ont capturé le chef du PKK à Nairobi, le montrent les mains me-
notées et le visage bandé. Puis les agents dénouent les bandes de
son visage. Abdullah Öcalan n'est visiblement pas blessé.

Les agents lui expliquent ensuite qu'ils l'emmènent en Turquie et
qu'il est leur « hôte ». « Il n'y aura pas de torture ou quoi que ce soit »,
promet l'un des agents au prisonnier. « Apo » déclare : « J'aime la
Turquie et le peuple turc (...). J'espère servir la nation turque. » Il fait un
geste montrant son estomac et un médecin, présent dans l'avion se-
lon les autorités turques, lui dit qu'il pourra recevoir des soins en
Turquie s'il est malade. Selon une inscription sur le film, les images
diffusées ont été prises le 15 et le 16 février.

une Mercedes accidentée au coffre
bourré d'armes de drogue et de
faux-papiers, les corps du chef de
la police d'Istanbul, d'un mafieux
recherché par Interpol depuis
12 ans, et celui d'un député du par-
ti de M^{me} Ciller - a été l'objet d'une
instruction et d'un rapport détaillé
du procureur général Kutlu Savas.
L'affaire est restée sans suites. Les
haut-fonctionnaires incriminés,
Mehmet Agar, ancien chef de la
police d'Istanbul, ancien ministre
de l'Intérieur de Tansu Ciller (1993-
1996), convoqué de « trafic d'armes
et de constitution de bandes armées
agissant au sein de l'Etat et de ve-
nues incontrôlables » selon le rap-
port, n'a nullement été inquiété et
siège encore à la Grande assem-
blée nationale.

ne daignent même pas, la plupart
du temps, se présenter, plus effi-
cace aussi que celui des officiers de
police convaincus de torture et
d'abus sexuels sur les 16 adoles-
cents de Manisa, accusés d'appar-
tenir à un « groupe gauchiste illé-
gal » pour avoir collé des affiches
sur les murs de leur ville. En outre,
s'il est peu probable qu'Abdullah
Öcalan, objet de l'attention inter-
nationale, soit maltraité, il n'en va
pas de même avec les trois-cent
cinquante membres du parti pro-
kurde HADEP - en passe d'être in-
terdit - qui viennent tout juste
d'être interpellés à Istanbul et au
Kurdistan, jeudi 18 février.

Marie Jégo

Alain Touraine



ALAIN
TOURAINE

Comment
sortir du
libéralisme ?

FAVARD

168 pages
85 F

De l'audace !

FAYARD

plutôt
us, il ne
ait ain-
France
s de cé-
NO, ne-
nce ou-
conquis
d'un pa-
i corré,
uminant.

page 13
tion... 16
bord... 19
il... 22
ge... 25
... 25
... 25
... 26
... 26

La rébellion congolaise annonce une « offensive générale » sur Kinshasa

NAIROBI. La rébellion en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) a annoncé, mardi 16 février, le lancement d'une « grande offensive sur les trois axes » de sa progression vers Kinshasa, la capitale, siège du gouvernement de Laurent-Désiré Kabila. « La grande offensive générale vers Kinshasa est commencée. Nous avons engagé dans la bataille tellement d'unités qu'il est difficile de préciser combien d'hommes combattent, mais ils sont plus de 60 000 », a précisé un officier de l'état-major rebelle à Kisangani. Le quartier général des forces alliées à Kinshasa (Zimbabwe, Angola, Namibie et Tchad) avait annoncé, mardi, que les rebelles avaient lancé une vaste offensive sur plusieurs fronts. Le gouvernement de la République démocratique du Congo a cependant qualifié de « gestulations oratoires » les déclarations de la rébellion. Le communiqué des alliés de Kinshasa annonçant l'offensive « a pour objectif de dire aux agresseurs que nous sommes parfaitement au courant de ce qu'ils préparent et que nous nous y préparons », a expliqué le porte-parole du gouvernement, Didier Mungangi. — (AFP)

Le zloty polonais au plus bas

VARSOVIE. Le zloty est tombé au plus bas depuis cinq mois, soit l'époque où la devise polonaise était tirée vers le bas par la crise russe, les investisseurs étrangers anticipant un ralentissement plus fort que prévu de l'économie polonaise. Après s'être enfoncée jusqu'à 3,8225 zlotys pour un dollar mardi soir 16 février, la devise polonaise avait repris un peu de terrain mercredi matin, selon les courtiers. Le zloty s'échangeait à 4,2745/2872 contre un euro. Les investisseurs ont été alarmés par l'augmentation rapide du déficit de la balance des paiements courants. Après un chiffre exécrable en décembre, celui de janvier devrait être aussi mauvais. En revanche, le bon chiffre de l'inflation en janvier (6,8 % en rythme annuel, contre 8,6 % en décembre) et des taux d'intérêt qui ne devraient pas baisser dans un proche avenir devraient soutenir le zloty. — (AFP)

DÉPÊCHES

■ **BRÉSIL:** 114 personnes ont été assassinées à São Paulo et dans ses environs depuis le début des fêtes du carnaval, vendredi 12 février, ont annoncé, mercredi 17, les autorités. Ce bilan, encore provisoire, fait du carnaval 1999 le plus sanglant qu'ait connu la capitale industrielle du Brésil. — (AFP)

■ **ÉQUATEUR:** le président Jamil Mahuad a décrété, jeudi 18 février, un deuil national de trois jours au lendemain d'un triple assassinat par balles à Quito, où le député de gauche Jaime Hurtado, un avocat noir âgé de soixante-deux ans, membre du Mouvement populaire démocratique (MPD, gauche), a trouvé la mort. Le ministre de l'Intérieur, Vladimir Alvarez, a rejeté les allégations selon lesquelles des membres du gouvernement auraient été impliqués d'une manière ou d'une autre dans ces crimes. — (AFP)

■ **IRAK:** quinze détenus politiques, dont quatre officiers, ont été exécutés fin décembre 1998 en Irak, affirme, dans un communiqué publié mercredi 17 février à Paris, le Parti communiste irakien (PCI), qui fournit la liste nominative des victimes. Vingt-trois prisonniers de droit commun ont été exécutés le même jour, ajoute le PCI, qui réclame l'envoi d'observateurs et de contrôleurs des droits de l'homme dans les prisons et les centres de détention en Irak et la constitution d'un tribunal international pour juger le président irakien.

■ **LIBYE:** le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a envoyé, mercredi 17 février, une lettre aux dirigeants libyens à propos de l'affaire de Lockerbie. Elle fait suite à un compromis négocié par l'Arabie saoudite et l'Afrique du Sud. Selon des diplomates, la Libye accepterait que les deux suspects libyens soient incarcérés en Écosse sous supervision de l'ONU en cas de condamnation. En échange, les États-Unis et la Grande-Bretagne accepteraient la levée définitive des sanctions imposées à la Libye depuis 1992. — (AFP)

■ **NIGERIA/SIERRA LEONE:** une centaine de soldats de la force de paix ouest-africaine (Ecomog), à majorité nigérienne, ont été arrêtés à la suite d'accusations d'exécutions sommaires de rebelles en Sierra Leone, a déclaré, mercredi 17 février, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour les enfants dans les conflits armés. — (AFP)

■ **PAKISTAN:** la Cour suprême du Pakistan a déclaré, mercredi 17 février, anticonstitutionnels les tribunaux militaires spéciaux mis en place à Karachi pour lutter contre le terrorisme. — (AFP)

■ **VATICAN:** le pape a présidé la liturgie d'ouverture du carême, mercredi 17 février, dans la basilique Sainte-Sabine. Le carême est une période de quarante jours de jeûne et de « conversion des cœurs ». Le pape a souhaité que « le modèle de développement actuel soit changé, afin que l'on parvienne à une plus juste distribution des biens ». La retraite traditionnelle de carême au Vatican sera prêchée cette année par M^{re} André-Matien Léonard, évêque de Namur (Belgique), isolé et contesté dans l'épiscopat belge pour ses positions conservatrices.

Les pays les plus riches envisagent d'effacer la dette des plus pauvres

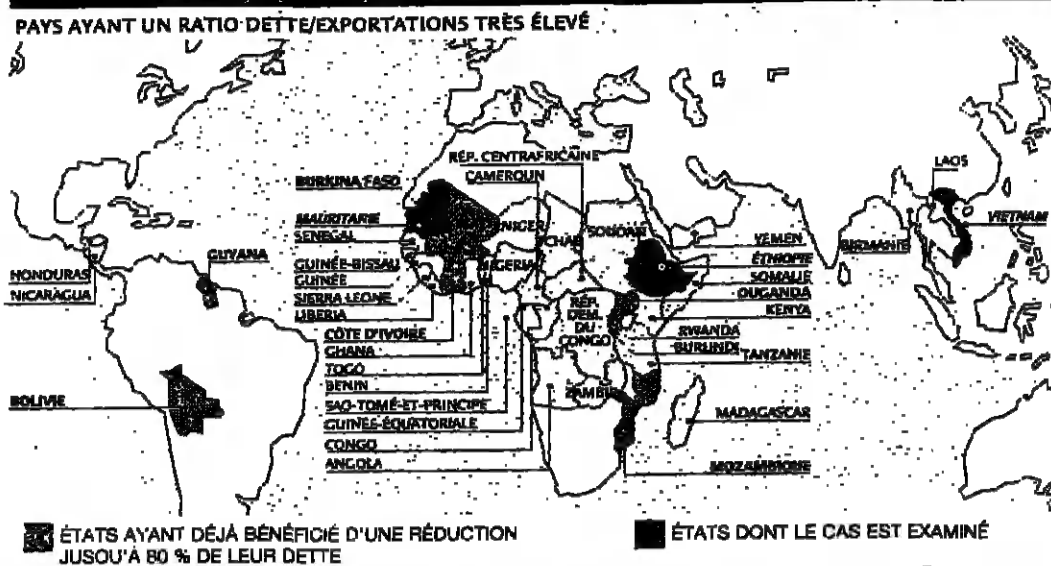
Une quarantaine de nations en développement pourraient en bénéficier

Les modalités et le financement d'un éventuel allègement de la dette des pays les plus pauvres seront examinés, samedi 20 février, à Bonn, au

cours de la réunion des ministres des finances du G7. Les Allemands proposent d'élargir le programme actuel HIPC (High Indebted Poor

Countries), concernant vingt pays, qui prévoit un effacement pouvant aller jusqu'à 80 % des créances (lire aussi notre éditorial page 16).

Les 41 pays les plus endettés selon la Banque mondiale



LE FONDS monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont entrepris, depuis quelques semaines, de faire l'état des lieux exact des créances sur l'ensemble des pays en développement et les ordinateurs moulinent sans relâche. Question posée: quel serait le coût d'un effacement de la dette des pays les plus pauvres?

Une campagne internationale, intitulée Jubilé 2000, a été lancée par des associations chrétiennes britanniques (lire ci-dessous). S'inscrivant dans ce mouvement, le président Clinton, visitant l'Afrique du Sud il y a quelques mois, avait annoncé son intention d'annuler jusqu'à 1,6 milliard de dollars (1,46 milliard d'euros) des dettes de certains pays africains. De passage à Davos début février, le vice-président américain, Al Gore, avait également fait l'annonce « d'une grande initiative américaine » sur la dette, sans toutefois en préciser les contours.

« UNE MÉTHODE ORIGINALE »

L'Allemagne, qui cumule pendant le premier semestre les présidences de l'Union européenne et du G7, veut faire de l'allègement du fardeau de la dette un des points culminants du sommet des chefs d'État des pays industrialisés qui aura lieu à Cologne, en juin. Le sujet sera abordé, samedi 20 février, à Bonn, au cours de la réunion des sept ministres des finances, chiffres à l'appui. Gerhard Schröder veut relancer la politique allemande de coopération et de développement avec les pays du Sud, tombée en désuétude pendant les seize années de pouvoir du chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl.

Concrètement, Bonn veut améliorer le programme d'allègement mis en place en 1996 par la Banque mondiale, le FMI et le Club de Paris (qui réunit les gouvernements créanciers), intitulé HIPC (High Indebted Poor Countries). Ce plan prévoit un effacement des créances multilatérales et bilatérales pouvant aller jusqu'à 80 %. A ce jour, les pays éligibles sont ceux dont le remboursement

de la dette ou même de ses agios sont « insoutenables » au regard des recettes d'exportation (c'est-à-dire dont le ratio dette/exports est compris entre 200 et 250 %, ou dont le ratio service de la dette/exports se situe entre 0 et 25 %). Les Allemands proposent d'élargir les critères (en abaissant le ratio à moins de 200 % des exportations) pour permettre à davantage de pays de bénéficier d'un allègement et de réduire de six à trois ans la période pendant laquelle ces pays doivent avoir entrepris des réformes économiques et structurelles.

Dans certains cas exceptionnels, Bonn propose également une annulation, dans le cadre du Club de Paris, de la totalité des crédits commerciaux et des emprunts de ces pays. Les pays créanciers sont par ailleurs encouragés à faire un effort concernant les prêts consentis au titre de l'aide publique au développement.

L'idée allemande a été accueillie avec prudence dans les chancelleries. « Les Allemands inaugurent une méthode originale, qui est de lancer des idées sans les avoir étudiées techniquement », confie un membre de l'Union européenne.

D'autant plus que l'Allemagne est un créancier marginal et qu'il lui en coûtera peu par rapport à la France ou la Grande-Bretagne.

Pour l'heure, personne ne connaît le coût d'une telle opération (10, 15 milliards de dollars?) ni ne sait comment la financer. Au sommet de Lyon, en 1996, la Banque mondiale avait identifié 41 pays éligibles pour une remise de dette jusqu'à 80 % (voir graphique ci-dessus). En fait, 22 pays répondent théoriquement aux critères actuels (ratios, relations satisfaisantes avec le FMI, pas d'arriérés de paiement). Une petite dizaine sont actuellement en cours de processus.

MANQUE DE MOYENS

S'agissant du financement, si les pays créanciers peuvent prévoir un poste dans leur budget pour des effacements bilatéraux et la Banque mondiale puiser dans ses fonds, abondés à cet effet, le FMI manque, lui, de moyens. Il peine déjà à trouver de l'argent pour l'initiative HIPC actuelle. Une idée a été émise, il y a trois ans déjà, par le chancelier de l'Echiquier britannique de l'époque, Kenneth Clarke: prélever une partie des ré-

servés d'or (environ 5 %) du FMI pour le placer et utiliser les bénéfices dégagés pour financer l'allègement de la dette. Mais elle s'est, jusqu'à présent, heurtée aux réserves, notamment du Congrès américain. Celui-ci considère que l'or détenu par le FMI est le gage de sa crédibilité financière, qu'il ne faut donc pas y toucher et que, de toute façon, en cas de vente d'actifs, le fruit de ces cessions doit revenir aux membres de l'institution.

Dans l'hypothèse où l'initiative allemande serait finalement adoptée et les problèmes de financement surmontés, il restera à la communauté internationale à résoudre un problème autrement plus complexe: s'assurer que les remises de dettes - partielles ou totales - servent effectivement à améliorer le sort des populations des pays les plus pauvres et ne profiteront pas aux seules classes dirigeantes. Le directeur général adjoint du FMI, Alassane Ouattara, veut des garanties: « Cela impose des réformes économiques, sinon l'argent ira dans un panier percé. »

Babette Stern

Jubilé 2000, une campagne pour l'« économie solidaire »

AVEC la proximité de l'an 2000 - dont les Églises font une année « jubilaire », dans la tradition biblique de remise des dettes tous les cinquante ans -, les appels à une annulation de la dette publique des quarante et un pays les plus pauvres du monde (un milliard d'habitants) se font de plus en plus pressants. Lancée il y a deux ans par des associations chrétiennes (notamment Christian Aid en Grande-Bretagne), une campagne internationale, intitulée Coalition Jubilé 2000, touche désormais des organisations laïques. Elle devrait culminer lors du sommet du G7, le 19 juin, à Cologne, avec un rassemblement de 100 000 personnes et la remise d'une pétition qui devrait recueillir vingt millions de signatures.

En France, seize organisations - dont la Cimade protestante, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (le CCFD), le Secours catholique, mais aussi la Ligue laïque de l'enseignement ou Agir ici - sont à pied d'œuvre. L'annulation de la dette sera le thème de campagne des Églises pendant la période de Carême qui s'est ouverte

mercredi 17 février et jusqu'à Pâques. Des interventions seront faites auprès des autorités. Du 12 au 18 avril, une semaine d'action est prévue dans tous les départements. La coordination de cette campagne est assurée par le CCFD (01-44-82-80-00). Des initiatives semblables sont prévues en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Espagne, au Canada, en Afrique (Côte d'Ivoire, Sénégal, Cameroun) et en Amérique latine.

UNE SPIRALE DE FAILLITE

Les Églises ont engagé leur autorité sur ce sujet. Dès 1994, dans sa lettre sur la préparation du nouveau millénaire, le pape a proclamé l'an 2000 comme année « jubilaire » et souhaité « une réduction importante, sinon un effacement total de la dette qui pèse sur le destin de nombreuses nations ». Cette proposition a été reprise par tous les évêques nationaux. La Communauté anglicane (70 millions de fidèles dans le monde) a également repris ce vœu à son compte, lors de sa conférence décennale de juillet 1998 à Canterbury (Angleterre). Quelques mois plus

tard en décembre, à Harare (Zimbabwe), c'était au tour de l'Assemblée du Conseil oecuménique des Églises (340 Églises luthériennes, réformées, anglicanes, orthodoxes, baptistes, méthodistes, etc.) de voter une motion exigeant des pays créanciers l'annulation de la dette des pays pauvres et la réduction de celle des pays à revenu intermédiaire.

Il ne s'agit pas pour autant de s'en tenir à des principes relevant d'une utopie généreuse. Les promoteurs de cette campagne dénoncent les conditions des prêts aux pays pauvres, négociés, sans aucune transparence, entre des élites locales et de lointains créanciers. Les programmes d'ajustement structurel exigés par le FMI se traduisent souvent par des coupes claires dans les dépenses de santé, d'éducation, d'emploi, par des privatisations et des dévaluations de devises. C'est une spirale de dégradation et de fail-

lite. Les pays de l'Afrique subsaharienne consacrant au remboursement de leur dette un montant quatre fois supérieur à leurs dépenses de santé et d'éducation.

Sans programmes d'accompagnement, une mesure générale de remise de la dette à l'occasion de l'an 2000 n'aurait bien sûr aucun sens. C'est pourquoi les ONG mobilisées dans cette campagne répètent que leur objectif est de promouvoir une « économie solidaire ». Celle-ci passe par la définition d'un droit international régissant la dette, la mise en place d'une cour d'arbitrage, un renforcement de la lutte contre la corruption et le détournement de l'argent à des fins personnelles, ainsi que la réforme des institutions financières internationales en vue de réorienter leur action vers le développement durable.

Henri Tincq

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de Publicité
47, rue Louis Blanc 92864 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.49.94.81.34 - Fax : 01.43.33.51.36

92 Vente au Tribunal de Grande Instance de NANTERRE
Jeudi 4 Mars 1999 à 14h
UNE PROPRIÉTÉ À SEVRES
7, rue Georges Papillon
avec garage
MISE A PRIX : 2.500.000 F
S'adresser à Me WISLIN, FIDAL PARIS et
INTERNATIONAL, Société d'Avocats, 18 bis A, rue
de Villiers (92) LEVALLOIS-PERRET
Tél : 01.46.39.47.72 après 17h
Visite le Vendredi 26 Février 1999 de 15h à 16h

83 Vente aux Enchères Publiques s/liquidation Judiciaire
au plus offrant et dernier enchérisseur au T.G.I.
de DRAGUIGNAN, au Palais de Justice, rue P.-Clément
Vendredi 26 Février 1999 à 8h 30
PROPRIÉTÉ À SAINT-TROPEZ (Var)
cadastrée section BA n° 350 pour 29 a 67 ca
et n° 351 pour 21 a 33 ca soit au total 32 a
sur laquelle est édifiée une VILLA élevée d'un étage
sur rez-de-chaussée avec bâtiment annexe
MISE A PRIX : 1.500.000 F
S'adr. au Cabinet de Me F. AUBERT, Avocat, 7, av. Paul-Roussel
(83990) St-Tropez - Tél : 04.94.97.80.80 - Fax : 04.94.97.80.38
Visite le 23 Février 1999 à 15h par la SCP MARTIN, AUBERT-POTOT
et FLAUD Huissiers à St-Tropez - Tél : 04.94.56.61.40

Une tradition biblique

Il faudra s'habituer, en l'an 2000, au vieux terme de « jubilé » qui, dans les Églises, va recouvrir toute une série d'initiatives marquant l'entrée dans le troisième millénaire du christianisme. La campagne pour la remise de la dette en fait partie, ainsi que l'Année sainte convoquée par le pape, qui va conduire à Rome et en Terre sainte des centaines de milliers de pèlerins. Le mot « jubilé » (jubilateus en latin) a été forgé à partir de l'hébreu *yovel* qui, dans la Bible, désigne ce temps sacré qui revient tous les sept fois sept ans (tous les cinquante ans) et impose au peuple juif des obligations détaillées dans le livre biblique du Lévitique: le jubilé est une super-année sabbatique au cours de laquelle on libère les esclaves, on redistribue les terres, on les met en jachère et on remet les dettes du voisin. Si ces prescriptions sont souvent restées théoriques, l'idée d'une année exceptionnelle de remise à plat, de libération et de nouveau départ est demeurée jusqu'à aujourd'hui.

Sur Minitel
la nouvelle
version euro

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

08 36 29 00 65
3623 NXMULTIDEV

NATEXIS
GROUPE

NATEXIS MULTIDEVISES
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

Abou Dhabi a assuré 60 % des ventes d'armes françaises en 1998

Alain Richard veut diversifier la clientèle

EN 1998, un seul client étranger a assuré à la France 60 % de ses exportations d'armes dans le monde : les Émirats arabes unis (EAU). Plus précisément, l'émirat d'Abou Dhabi. Cette dépendance a incité le ministre de la Défense, Alain Richard, à recommander aux industriels du secteur d'aller prospecter d'autres zones, comme l'Asie, où, malgré la crise, des contrats pourraient émerger à Singapour ou en Corée du Sud.

Les dernières statistiques, diffusées par la Délégation générale pour l'armement (DGA), font état d'un montant global des prises de commandes à l'exportation, en 1998, de l'ordre de 50 milliards de francs (soit 7,6 milliards d'euros). Il faut remonter à 1992 pour retrouver une évaluation comparable, avec 49,5 milliards de francs. Les années 1996 et 1997 ont enregistré un net déclin de ces ventes avec, respectivement, 19,6 et 30,2 milliards de francs. Selon la DGA, la reprise observée en 1998 « renverse la tendance à la baisse » et, si « le chiffre d'affaires global de la profession est reparti à la hausse », c'est parce que la croissance de l'exportation fait plus que compenser la chute des commandes nationales.

Mais ces résultats sont fragiles. Certains disent que la situation se révèle malsaine. Avec une série de contrats à hauteur de 30 milliards de francs, les EAU ont garanti 60 % du total des commandes reçues par la France. Il s'agit, en effet, de la modernisation de 33 avions Mirage 2000-5 de défense aérienne convertis en Mirage 2000-9 pour l'attaque au sol ; de l'achat de 30 nouveaux Mirage 2000-9 ; et de l'acquisition d'un vaste lot, assez complet de missiles air-air Mica, de missiles air-sol de croisière Black Shaheen et de systèmes de guerre électronique par leurrage. Soit, 20 milliards de francs pour les constructeurs du Mirage (Dassault, Snecma et Thomson-CSF) et 10 milliards pour le « missile » Matra, associé à un partenaire britannique, le groupe British Aerospace.

En dépit de la baisse du prix du pétrole, qui reste leur principale res-

source, les EAU ont investi dans la rénovation de leurs forces armées et distingué les produits français. Du même coup, ils s'attachent les industriels concernés, comme ils l'ont déjà prouvé, dans le passé, avec GIAT Industries, le constructeur du char Leclerc, qui ne s'est toujours pas remis de la quasi exclusive dépendance le liant à son client.

UNE RELATION DE DÉPENDANCE

Des commandes d'un volume comparable à celui des contrats passés par les EAU, reconnaît la DGA, sont rares. Elles ne sont à la portée que d'un nombre réduit de pays acheteurs. Ainsi, une vingtaine d'États – dont les EAU – concentrent les trois quarts des importations d'armement, et une soixantaine en réalisent la quasi-totalité pour un marché mondial annuel estimé à 200 milliards de francs au minimum, et plutôt 250 milliards de francs (le triple des crédits annuels d'équipement militaire en France). Si bien que la dépendance du client envers son fournisseur est au moins égale à celle du fournisseur vis-à-vis de son client. A proportion de la durée de vie des matériels, qui s'étale sur des décennies, le client établit une longue relation de dépendance avec son fournisseur, mais celui-ci, aussi, qui tient à l'équilibre de sa balance commerciale et à la sauvegarde des emplois directs ou non, induits par ces contrats.

Face à une année 1998 exceptionnelle, mais qui témoigne de l'emprise exercée par un seul acheteur, le ministre de la Défense a souhaité que les industriels français se tournent vers d'autres continents. Pour autant, les difficultés à prospecter d'autres marchés sont réelles. Elles tiennent au fait que les exportateurs doivent désormais, en échange de l'obtention du contrat, investir dans les économies locales, qui sont souvent précaires ou instables. En vérité, ni eux, mais pas davantage le client ne sont préparés à bâtir des partenariats forts et durables.

Jacques Isnard

Drogue et dissidence : Cuba durcit sa législation

RÉUNIE en session extraordinaire, l'Assemblée nationale cubaine a adopté, mardi 16 février, deux projets de loi prévoyant la peine de mort pour les trafiquants de drogue et des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison pour ceux qui fournissent des informations susceptibles de « favoriser l'agression des États-Unis ».

L'application de la peine capitale doit servir à éviter l'augmentation du nombre de morts provoquées par les activités des trafiquants de drogue, a argumenté Fidel Castro, ajoutant, rapporte l'AFP : « Avant d'en arriver à 2 000 morts en relation avec la drogue, il est préférable de fusiller quelques personnes ».

Le cauchemar du trafic de drogue international poursuit Fidel Castro depuis « l'affaire Ochoa » qui vint de connaître un nouvel avatar à Paris où est instruite une plainte contre le chef de l'État cubain pour trafic de stupéfiants. Iléana de la Guardia, la fille de l'un des quatre officiers exécutés en 1989, a déposé une plainte à Paris contre Fidel Castro pour, notamment, « trafic international de stupéfiants ».

Selon elle, le trafic de drogue était organisé au plus haut niveau de l'État cubain et son père, le colonel Antonio de la Guardia, a été sacrifié avec ses trois compagnons d'armes pour protéger Fidel Castro d'éventuelles accusations américaines. Même si le parquet de Paris s'estime incompétent, l'image du chef de l'État cubain est ternie par cette affaire. Évoquant le cas de deux Espagnols qu'il a accusés en janvier d'avoir fait passer par Cuba à destination de l'Europe des tonnes de cocaïne colombienne sous couvert d'une entreprise mixte hispano-cubaine, il s'est demandé lundi si ce trafic n'avait pas été inspiré depuis

les États-Unis afin de discréditer son régime. La Maison Blanche a indiqué récemment que Cuba pourrait bientôt figurer sur la liste noire des pays mêlés au trafic de drogue. Dissimulés dans des conteneurs, sept tonnes de cocaïne, qui devaient transiter par La Havane, ont été découvertes en décembre 1998 en Colombie.

Quant aux nouvelles dispositions de la « loi pour la protection de l'indépendance nationale et l'économie de Cuba », elles visent les journalistes indépendants qui tentent de diffuser des informations échappant au contrôle des autorités. La nouvelle loi qualifie de délit « la collaboration directe, ou par l'intermédiaire de tiers, avec des stations de radio ou de télévision, des journaux ou d'autres médias participant aux plans d'agression du gouvernement des États-Unis ».

Les journalistes de médias étrangers accrédités à Cuba pourront être condamnés à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison si un tribunal cubain estime que des informations qu'ils ont publiées servent les intérêts des États-Unis contre Cuba, a expliqué mercredi le président du Parlement cubain, Ricardo Alarcon. « Si cette loi est appliquée, je risquerai de devoir me reconverter en chauffeur de taxi », a déclaré Raúl Rivero, qui dirige l'agence de presse indépendante Cuba-Press, à notre correspondant à Saint-Domingue, Jean-Michel Caroit. Alors que cette fin de siècle voit se développer l'internet, cette loi va à l'encontre de l'esprit de rapprochement entre l'Europe et Cuba. Elle raréfie le climat qu'avait créé la visite du pape et condamne au silence les voix des journalistes qui depuis quatre ou cinq ans jouent un rôle pour faire connaître la réalité cubaine ».

Des représentants de l'UCK prédisent l'échec des pourparlers de Rambouillet

Les indépendantistes du Kosovo s'opposent à leur désarmement

Alors que les négociations sur le Kosovo doivent se conclure samedi midi, les indépendantistes albanais de l'Armée de libération s'accrochent à

leur volonté d'indépendance. Tout en appelant au déploiement de troupes de l'OTAN pour garantir un accord, l'UCK refuse d'envisager son

désarmement. Les ministres britannique et français des affaires étrangères ont exhorté, mercredi, Serbes et Albanais à « redoubler d'efforts ».

L'ARMÉE de libération du Kosovo (UCK) ne fait pas que renforcer sa présence sur le terrain militaire et diplomatique : elle travaille également à la communication. Mercredi 17 février, à Rambouillet, trois membres importants de la diaspora albanaise du Kosovo – à l'origine de l'UCK au début des années 90 – ont rappelé, lors de leur première conférence de presse en France, quelques-unes des idées fortes que leur délégation défend, depuis le 6 février, sous les lambris du château de Rambouillet : « non » au désarmement de l'UCK, « oui » au déploiement de forces de l'OTAN au Kosovo et à l'indépendance à court terme.

Aux ministres français et britannique des affaires étrangères, qui estimaient mercredi à Rambouillet que les « choses bougent un peu » mais qu'il fallait « redoubler d'efforts », le représentant de l'UCK en Suisse a répliqué par un sombre présage. « Je ne pense pas qu'un accord sera signé [samedi], à en juger par l'attitude de Slobodan Milosevic, que nous connais-

sions bien », a estimé Jashar Sheliu, chargé des relations internationales de l'UCK en Suisse.

A écouter les déclarations publiques de ces trois représentants – qualifiés par un négociateur occidental « des plus lucides parmi les radicaux » et « de très importants collecteurs de fonds » –, le fossé qui sépare Serbes et Albanais apparaît toujours très large. « La délégation albanaise est venue ici pour montrer que nous sommes pour une solution pacifique mais nous n'accepterons aucun compromis », a martelé Sabri Kijmari, représentant de l'UCK pour l'Allemagne. « Nous n'avons pas pris les armes pour l'autonomie mais pour gagner l'indépendance du Kosovo », a-t-il précisé.

« DOUBLE RENONCEMENT »

Quant à savoir si les Albanais maintiennent leur revendication d'inscrire dans un éventuel accord l'organisation d'un référendum après une période intermédiaire de trois ou cinq ans, l'UCK reste floue. Pour Pleurat Sejdu, représentant des indépendantistes à

Londres, « toute solution qui ne serait pas conforme à la volonté du peuple albanais serait injuste et instable. La volonté du peuple est l'indépendance ».

Un diplomate occidental proche des négociations laisse toutefois entendre que la délégation albanaise est moins inflexible que ne laisseraient penser les déclarations de ses représentants extérieurs aux négociations. « De toute façon, l'UCK doit comprendre que si elle ne renonce pas à l'indépendance, nous ne déployerons pas de troupes sur le terrain. Tout accord résultera nécessairement d'un double renoncement, aussi bien des Serbes que des Albanais », assure ce diplomate européen.

Or les Albanais tiennent tout particulièrement à la présence de l'OTAN au Kosovo afin de garantir l'application d'un éventuel accord politique. Une exigence à laquelle le président yougoslave, Slobodan Milosevic, a une nouvelle fois opposé son refus, mercredi 17 février. « L'OTAN aidera à assurer la paix et la sécurité de notre peuple », a d'ailleurs répété

M. Kijmari avant de préciser que l'UCK est également une garantie de protection des Albanais du Kosovo.

JUSQU'À LA LIBÉRATION

L'un des points sensibles, régulièrement évoqué à Rambouillet, concerne le désarmement de l'UCK. « Je ne pense pas que la délégation albanaise signera un acte dans lequel il serait dit que l'UCK doit se désarmer », a affirmé M. Salihu. Les informations en provenance du Kosovo font, d'ailleurs, état du renforcement de ses structures et de son armement. « L'UCK existait jusqu'à la libération totale du Kosovo », a ajouté le représentant en Suisse.

L'emprise grandissante de l'UCK au Kosovo est une des raisons pour lesquelles les négociateurs occidentaux tentent d'arracher rapidement un accord à Rambouillet. « L'idéal serait que l'UCK se transforme en parti politique. On peut toujours rêver », lâche-t-il dubitatif.

Christophe Châtelot



FRANCE

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER 1999

AGRICULTURE La renégociation de la politique agricole commune entre dans une phase décisive avec la réunion, à partir du 22 février, à Bruxelles, des ministres de l'agri-

culture des Quinze, dont les conclusions seront soumises à un sommet informel des chefs d'Etat et de gouvernement le 26 février. La position française, hostile à toute « national-

isation » des aides, a été précisée au cours d'un conseil restreint, à l'Élysée, mercredi 17 février. ● LA COHABITATION contraint Jacques Chirac et Lionel Jospin à faire cause commune sur

ce dossier, alors que Dominique Voynet fait entendre sa préférence pour une agriculture plus respectueuse de l'environnement. ● DES MANIFESTATIONS ont été organisées, mercredi,

dans le Cantal et le Gers. Un rassemblement européen d'agriculteurs est prévu à Bruxelles pour l'ouverture de la réunion ministérielle, qui pourrait tourner au « marathon ».

Les dirigeants français défendent ensemble les acquis de la PAC

Le conseil des ministres européens de l'agriculture va se réunir, le 22 février, dans un climat de tension franco-allemande et alors que les syndicats d'exploitants multiplient les manifestations. Dominique Voynet plaide pour une meilleure prise en compte des impératifs écologiques

LES ÉVÉNEMENTS s'accroissent et les grandes manœuvres se multiplient sur la scène agricole. Aux manifestations dans les campagnes et aux mises en garde menées des syndicats répond une intense activité diplomatique et politique. La réforme de la politique agricole commune (PAC), que les Quinze veulent adopter avant les élections européennes de juin, voire avant la fin mars, est au centre des relations entre les gouvernements et leurs lobbys agricoles et ruraux, des rapports des Etats et du commissaire européen chargé du dossier, Franz Fischler, ainsi que des discussions bilatérales entre Paris et les principaux pays concernés : Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas et Grande-Bretagne.

● Pourquoi la France est-elle en pointe sur ce dossier ? La « ferme France » compte pour 21,6 % des 317 milliards d'euros (1 423 milliards de francs) de la production européenne, suivie de l'Italie (16 %) et de l'Allemagne (15 %). Dans certains secteurs, comme les céréales, les oléagineux, les betteraves à sucre, la volaille, les bananes ou les vins d'appellation, elle occupe une place tout à fait prépondérante. Pour des régions comme le Finistère, la Creuse, la

Beauce ou la Guadeloupe, si l'agriculture disparaît, le tiers ou la moitié de leur PNB est en péril. Paris est aussi le principal bénéficiaire du budget agricole européen. Sans primes compensatrices de Bruxelles ou sans aides à l'exportation, la production de moutons ou de viande bovine de qualité, ou les ventes de blé, seraient à ranger parmi les gloires passées.

Depuis qu'ont été présentées les esquisses de la réforme, en 1997, la France, épousant globalement les thèses des syndicats agricoles, n'a cessé de critiquer vivement les projets de la Commission. Jacques Chirac a réuni, mercredi 17 février, un conseil restreint avec Lionel Jospin et les principaux ministres intéressés, pour bien définir le « noyau dur » et le contour de la position française dans la négociation (lire ci-dessous). Jean Glavany, ministre de l'agriculture et de la pêche, ne cachait pas son pessimisme avant de se rendre, jeudi après-midi, à Bruxelles, pour d'ultimes réunions bilatérales avec la présidence allemande et ses partenaires, avant le conseil des ministres du 22 février. Celui-ci pourrait durer plusieurs jours, dans la tradition des « marathons » agricoles d'autrefois. C'est aussi le



22 février qu'est prévue à Bruxelles une importante manifestation organisée par le Comité européen des producteurs agricoles (COPA), que préside Luc Guyau, président de la FNSEA. Trente mille producteurs sont attendus, dont quelque 15 000 Français, le gros des troupes venant d'Ile-de-France. M. Guyau va à Madrid, vendredi, pour harmoniser ses positions avec ses collègues espagnols.

● Quels sont pour la France, les points névralgiques de la négociation ? Ni le gouvernement, ni l'Élysée, ni les syndicats ne veulent une renationalisation de la politique agricole qui se traduirait par

la prise en charge, même partielle, par les Etats, des aides aux produits. En effet, si Bonn, Paris ou La Haye ont des politiques divergentes, des risques de concurrence sauvage peuvent apparaître. La France refuse des baisses généralisées des prix garantis, notamment pour la viande bovine. Elle veut même qu'on ne touche pas à l'organisation du marché du lait, réglementé actuellement par des quotas et qui donne, en gros, satisfaction. Elle accepterait une baisse d'environ 10 % des prix des céréales, à condition que des compensations adéquates soient prévues et qu'une aide spécifique au colza ou autres oléagineux très riches en protéines soit décidée. L'influente Association générale des producteurs de blé a écrit à M. Glavany qu'elle est d'accord sur une légère baisse des prix (10 %) pour améliorer la compétitivité sur le marché mondial, ainsi que sur une dégressivité des aides, « selon un calendrier précis et limité dans le temps ». Jouant de la surenchère syndicale, la Coordination rurale accuse l'AGPB d'être « l'artisan discret » de la PAC et annonce son intention de bloquer la ville d'Agen le 23 février.

● Le rural au secours de l'agriculture. Contrairement à la réforme

de 1992, celle de 1999 prévoit des dispositions en faveur de l'aménagement rural, de la qualité et de l'environnement, dans une vision plus large que celle qui a prévalu jusqu'à maintenant, c'est-à-dire des aides spécifiques et automatiques par produit, calculées en fonction du nombre d'hectares cultivés, de vaches brouées dans les prés ou de petits veaux abattus à leur naissance pour ne pas encombrer le marché. Dominique Voynet a bien compris cette orientation novatrice, qui rejoint la philosophie du projet de loi d'orientation agricole en discussion au Parlement.

● La stratégie française. Une obsession et un objectif sous-tendent l'attitude de la France. L'obsession, c'est la « contrainte budgétaire » et la manière de répondre à la volonté des Allemands, Néerlandais et Suédois de voir réduire leur apport à la tirelire commune. L'objectif est de « réorienter » la PAC, sans brutalité, mais en profondeur. Si l'on se contente d'actualiser la réforme de 1992, on va à une impasse en termes d'emplois et d'environnement et l'on creuse de manière de plus en plus injuste l'écart entre des chefs d'entreprises prospères et des paysans à bout de souffle.

Paris dit « non » au cofinancement des aides par les Etats, qui ouvrirait la voie au démantèlement de la PAC, la plus « commune » de toutes les politiques de l'Union. C'est autour de ce refus que se sont forgées la stratégie de négociation et l'alliance, rare sur le terrain agricole, entre le président de la République et le gouvernement de gauche. La France n'acceptera de conclure qu'une fois qu'elle aura acquis la certitude que le problème allemand pourra être réglé sans que le risque du « cofinancement » ne réapparaisse.

Conscients de la nécessité de faire un geste à l'égard des Allemands, les Français ont proposé une alternative à deux étages. D'abord une réforme « économe », plafonnant les dépenses européennes à leur niveau de 1999. Quant à la « dégressivité » des aides, elle permettrait aussi de dégrader des marges à la fois pour le développement rural et pour régler le problème budgétaire allemand.

Mme Voynet a « envie » de parler agriculture

C'EST LA RÉPONSE de la bergère aux bergers. Après la mise à sac de son bureau, le 8 février, par des agriculteurs du Bassin parisien et du Centre, Dominique Voynet a laissé tomber ses réserves diplomatiques. Celle qui, durant l'été 1998, alors qu'approchaient les élections sénatoriales et des rumeurs de remaniement ministériel, plaisait volontiers sur ses envies de devenir, un jour, ministre de l'agriculture, a décidé de se faire entendre sur la réforme de la PAC. « Ce qui s'est passé la semaine dernière m'en a donné envie », a expliqué la ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, mardi 16 février, dans plusieurs quotidiens régionaux, après avoir dénoncé dans *Le Monde* du 11 février les « lobbys » des « gros céréaliers » face aux « petits paysans, qui, eux, ne manifestent pas ». Jus- qu'alors, Mme Voynet avait préféré user de ses bonnes relations avec Louis Le Pen - dont elle vient de

« piquer » le directeur de cabinet, Jean-François Collin - pour faire entendre « sa musique ». Les futurs « contrats territoriaux d'exploitation » permettant aux volontaires d'adopter des modes de production plus respectueux de la nature témoigneraient de cette entente cordiale. Dans sa toute dernière loi sur l'aménagement du territoire, adop-

tée mardi 9 février par l'Assemblée nationale, elle avait également insisté sur la préservation des campagnes. Mais, directement visée par la dernière Jacquesrie parisienne, la ministre de l'environnement s'est défilée de toute réserve. Au lendemain de l'invasion de son ministère, Mme Voynet a

Saccage du ministère : la police avait été avertie

Le saccage, lundi 8 février, du bureau de Dominique Voynet, la ministre de l'environnement, par une soixantaine d'agriculteurs d'Ile-de-France, avait bien été annoncé la veille par la gendarmerie des Yvelines. C'est ce que confirme *Le Canard enchaîné* du 17 février, en publiant le télégramme adressé à la circumscription de gendarmerie de Paris et à sa cellule de renseignement, au cabinet du préfet des Yvelines et à la direction départementale de la sécurité publique des Yvelines, qui avait nié avoir été destinataire de l'information. Selon ce document, les incidents à craindre étaient jugés « sérieux » et la cible « potentielle » désignée : « Dominique Voynet et le ministère de l'environnement ». Selon *Le Canard enchaîné*, les gendarmes auraient rappelé, le 8 février vers 9 heures, l'imminence d'une opération commando à la préfecture de police de Paris.

commencé par raconter aux Français, sur France 2, l'agriculture qu'elle aime : haut de gamme, à dimension humaine. Celle « de la France-Comté, par exemple », plutôt que celle des éleveurs industriels de porcs bretons. « Celle des fermes du Jura », plutôt que celle des Côtes-d'Armor et des nitrates, a expliqué la ministre, dont le projet de taxation des activités polluantes, destiné à limiter la consommation d'engrais et d'insecticides, sera mis en place à la fin de l'année. Jeudi 18 février, Daniel Cohn-Bendit, candidat des Verts aux élections européennes, a d'ailleurs choisi de se rendre à Brest, où, en 1984, à l'occasion d'une première crise dans le secteur de l'élevage de porcs, la sous-préfecture avait été mise à sac. « Je ne me définis pas comme une ministre hostile aux agriculteurs », a expliqué Mme Voynet. Mais certaines choses doivent être dites. Une partie du monde agricole est prête à les en-

tendre. « Elle l'a répété, mercredi 17 février, devant l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA). La ministre a dressé un bilan sévère d'une politique agricole trop productiviste : pollution des eaux par les pesticides, assèchement des zones humides par l'irrigation forcée, plages envahies par les marées d'algues vertes, disparition massive d'emplois... » Nos concitoyens ne veulent plus seulement que l'agriculture les nourrisse, ils demandent des produits sains, des paysages préservés.

Au fond, la ministre ne répugne pas à ces mises au point. « Devant l'APCA, j'ai entendu des grondements semblables à ceux que la reine Elisabeth a dû percevoir quand elle a annoncé l'abolition du droit de vote héréditaire des Lords », a-t-elle confié, sûre d'elle, jeudi 18 février, lors d'une conférence de presse.

Ariane Chemin et Sylvia Zappi

François Grosrichard et Philippe Lemaître

M. Chirac et M. Jospin au coude à coude

UNE PETITE HEURE, pas davantage. Jacques Chirac et Lionel Jospin n'ont pas traîné, mercredi 17 février, lors d'un conseil restreint qui s'est tenu à l'Élysée, pour définir une position commune en vue des difficiles négociations sur la réforme de la politique agricole commune, qui débuteront le 22 février, à Bruxelles. Accompagné de plusieurs ministres - Jean Glavany (agriculture), Hubert Védrine (affaires étrangères), Pierre Moscovici (affaires européennes), Dominique Voynet (environnement), Christian Sautter (budget) -, le chef du gouvernement a soumis au président de la République un texte synthétisant les propositions françaises. Et ce dernier l'a accepté sans sourcilier. « Je pense, M. le président, que le maintien de la cohésion de l'excitif sera un atout pour la France », s'est félicité M. Jospin. « Je suis d'accord avec vous, M. le premier ministre, nous ne perdrons pas notre temps dans des problèmes parallèles », a conclu M. Chirac.

Sur ce dossier, pourtant, l'entente entre les deux hommes n'a pas toujours été aussi harmonieuse. Ancien ministre de l'agriculture, M. Chirac avait incontestablement marqué des points, le 2 octobre 1998, à l'occasion d'un discours prononcé à Aurillac (Cantal). Quelques mois plus tôt, Louis Le Pen, ancien ministre de l'agriculture, avait douté de la vocation

exportatrice des campagnes françaises, à qui il souhaitait un autre destin que la « vente des matières premières à bas prix sur le marché mondial ».

Ce 2 octobre, donc, le président de la République reliait avec gourmandise la colère des céréaliers et autres producteurs : « L'agriculture française doit réaffirmer sa vocation exportatrice en refusant le déclin auquel la conduirait le repli sur elle-même. » En venge de ce jour-là, il profite de la circonstance pour tuer dans l'œuf toute velléité écologiste dans la définition de la politique gouvernementale en la matière : « Il ne s'agit pas de transformer les paysans en jardiniers de la nature appointés par l'Etat ou en cantonniers du XXI^e siècle. » Enfin, il est le premier à repousser toute idée de « renationalisation » de la PAC, proposée par la Commission européenne.

● NOTRE TÊTE DE MÉLÉE. Depuis ce moment, M. Jospin tient le plus grand compte de la pensée présidentielle. Peu sensible à une clientèle paysanne de toute façon très méfiante à l'égard de la gauche, il veille surtout à ne pas froisser le chef de l'Etat sur ce terrain. Un premier conseil restreint, à la mi-novembre, a permis de dégager une philosophie commune. Le 10 février, lors de leur traditionnelle tête-à-tête, M. Chirac a raconté

par le menu sa soirée de la veille, passée en Alsace, en compagnie du chancelier allemand, Gerhard Schröder, et auquel il a longuement expliqué la position française sur la PAC. Ces précisions ont permis au premier ministre de cadrer au plus juste le document final, peaufiné à l'Hôtel Matignon, dans la soirée de lundi 15 février, et finalement adopté à l'Élysée mercredi.

Jean-Michel Apathie

Des exploitants dénoncent les rigueurs du marché mondial

AUCH (Gers) et AURILLAC (Cantal) de nos correspondants Les manifestations se suivent mais ne se ressemblent pas forc-

REPORTAGE
Manifestations à Auch et Aurillac en faveur d'une agriculture « à taille humaine »

ment, dans la capitale du Gers. Après les chasseurs (*Le Monde* du 16 février), ce sont un millier d'agriculteurs et une centaine de tracteurs qui ont paralysé le centre d'Auch, mercredi 17 février, pour exprimer leur inquiétude sur la réforme de la politique agricole

commune, à l'appel de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA), du Centre des jeunes agriculteurs et du Mouvement de défense des exploitations familiales (Modéf).

Mais le message pour défendre une ruralité vivante était clair. Henri-Bernard Cartier, le président de la FDSEA, a dénoncé la dérive ultralibérale du marché mondial opposé aux réalités agricoles du terrain : « Combien de paysans gersois sont-ils capables de tenir face à un tel système ? Aucun. Pas même les plus gros, pas même les plus compétitifs. » Les manifestants en ont aussi profité pour mettre la pression sur le voisin tarbais, Jean Glavany, ministre de l'agriculture, lui promettant leur soutien... « avec des baïonnettes dans le dos pour l'empêcher de reculer ».

Au même moment, à Aurillac, sept cents éleveurs de porcs venus des zones de montagne et du piémont, étaient rassemblés devant la préfecture du Cantal. Là encore, la manifestation s'est passée dans le calme. Mais le message n'était pas moins clair. Après avoir été reçu par le préfet du Cantal, Nicolas Desforges, le président de l'Association nationale des éleveurs de porcs de montagne, Georges Champeix, expliquait ainsi la situation : « En marge de la production industrielle de porcs standards comme celle réalisée en Bretagne,

aux Pays-Bas, en Hollande, au Danemark ou en Espagne, les éleveurs porcins des zones de montagne et de piémont réalisent, a contrario, des volumes raisonnables de production dans des élevages à taille humaine. En plus, nous respectons l'environnement et nous garantissons aux consommateurs des produits de qualité. Or, nous constatons encore chaque jour que de la viande de porc hollandaise ou danoise est transformée chez nous en charcuterie de montagne, pendant que nos productions de terroir sont soumises sans espoir aux lois d'une concurrence industrielle de niveau mondial. »

M. Champeix s'est donc montré satisfait des avancées obtenues auprès de M. Glavany : « La FDSEA du Cantal demandait depuis dix ans le vote d'un décret "Provenance montagne" qui permettrait de sortir nos productions de viande et de lait du marché mondial pour les valoriser dans des filières locales contrôlées. Jean Glavany vient de nous annoncer, par la bouche du préfet du Cantal, qu'un accord de principe avait été trouvé concernant la parution de ce décret dès la promulgation de la prochaine loi d'orientation agricole. A nos yeux, il s'agit là d'une avancée historique. »

Daniel Hourqueble (à Auch) et Jean-Louis Rocher (à Aurillac)

ÉTVIDES MENSUEL
Le n° : 60 F
144 pages

Retrouvez notre sommaire de février sur :
Minitel 36 15 SJ* Etudes (2,23 F/min.)

Internet : <http://pro.wanadoo.fr/assas-editions/>

En vente dans les grandes librairies

ETUDES - 14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél. : 01 44 39 48 48

Une proposition de loi qualifie l'esclavage de crime contre l'humanité

Le texte était soumis jeudi 18 février aux députés

QUINZE À TRENTE MILLIONS de déportés par la traite transatlantique négrière pendant près de quatre siècles. L'imprécision des chiffres ajoute encore à l'horreur du commerce d'antan. L'Assemblée nationale est saisie, jeudi 18 février, d'une proposition de loi, déposée par la députée de Guyane Christiane Taubira-Delannoy (app. PS) et le groupe socialiste, tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité. C'est la suite logique de la série d'initiatives prises, en métropole et dans les départements d'outre-mer, en 1998, à l'occasion du 150^e anniversaire de l'abolition de l'esclavage, par la France. Celles-ci avaient été lancées, le 23 avril à Paris, par le président de la République et s'étaient achevées, le 20 décembre, lors d'un voyage à la Réunion du secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Jean-Jack Queyranne.

Tout au long de cette année de commémoration, le gouvernement n'a pas souhaité prendre lui-même l'initiative d'une telle reconnaissance que seuls, ou presque, de petits groupements indépendantistes revendiquent aujourd'hui ouvertement. Le 23 janvier, à Fort-de-France (Martinique), dix organisations indépendantistes des Antilles et de Guyane, parmi lesquelles le Mouvement indépendantiste de Martinique (MIM), animé par le député (RCV) Alfred Marie-Jeanne, président du conseil régional de Martinique, et le Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES) de Guyane, qui compte aussi des élus au conseil régional de ce département, s'étaient ainsi engagées, dans une déclaration commune, à faire reconnaître par les Nations unies le caractère « colonial » du statut des départements d'outre-mer et à soutenir toute initiative visant à qualifier de crimes contre l'humanité la traite négrière.

A la grande satisfaction de Louis Mermaz, porte-parole du PS sur ce texte, l'initiative revient donc au groupe socialiste et à l'une de ses plus atypiques élues, M^{me} Taubira-Delannoy, elle-même fille « de sang-mêlé ». La députée de Guyane, qui, dans sa jeunesse, a été proche de la mouvance indépendantiste, confie aujourd'hui qu'elle a pu mesurer la souffrance, souvent secrète, des « diasporas africaines », y compris en métro-

pole. « On ne sort pas impunément de ce silence. Ça fait mal. J'ai vu des femmes pleurer », dit-elle. Dans le style luxuriant qui est le sien, la députée écrit, dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi : « Les non-dits de l'épouvante qui accompagna la déportation la plus massive et la plus longue de l'histoire des hommes sommeillent, un siècle et demi durant, sous la plus pesante chape de silence. »

PAS DE « RÉPARATION »

A l'exception de Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), hostile, comme une large fraction du mouvement gaulliste, aux actes de « repentance » de la République, les membres de la commission des lois de l'Assemblée nationale ont compris le sens de la démarche. Très réservé sur certains aspects juridiques de la proposition de loi, Claude Gossuenn, député de Paris et porte-parole de DL, a souligné que le texte avait valeur de « manifeste » mais qu'il était prêt à s'y associer.

Tolérée par la chancellerie, puis par la commission des lois, le texte présente, en effet, une valeur essentiellement symbolique. Dans son article premier, il affirme que « la République française reconnaît que la traite transatlantique et l'esclavage, perpétrés à partir du 15^e siècle contre les populations africaines déportées en Europe, aux Amériques et dans l'océan Indien, constituent un crime contre l'humanité ». Toute référence à la notion de « réparation due ou titre de ce crime », qui, dans l'esprit de la rédactrice de la proposition, devait favoriser la politique d'assistance ou de coopération en faveur des DOM et de l'Afrique, a été supprimée. Les autres articles demandent notamment que les manuels scolaires consacrent plus de place à la traite des Noirs et que les organisations internationales – Conseil de l'Europe, ONU – recherchent « une date commune » pour commémorer l'abolition.

L'essentiel demeure la transmission du savoir. Comme l'écrit M^{me} Taubira-Delannoy, « la France, qui fut esclavagiste avant d'être abolitionniste (...), redonnera éclat et grandeur à son prestige aux yeux du monde en s'inclinant la première devant la mémoire des victimes de ce crime orphelin ».

Jean-Louis Saux

Interpeller le passé « pour redonner à nos ancêtres leur dignité perdue »

POINTE-À-PITRE (Guadeloupe)

de notre correspondant

L'idée de proclamer juridiquement l'esclavage comme un crime contre l'humanité a vu le jour dans une quasi-indifférence, en septembre 1997. A l'initiative de son maire, José Toribio (div. g.), le conseil municipal du Lamentin (Guadeloupe), une commune rurale de 12 000 habitants, avait adopté une délibération en ce sens, l'assortissant du projet de création d'un fonds international, abondé par les contributions financières des anciennes puissances coloniales esclavagistes. Avant de retomber dans un oubli dont l'a sorti la proposition de loi de Christiane Taubira-Delannoy (app. PS, Guyane), le projet de M. Toribio avait fait son chemin, puisqu'il avait recueilli, fin 1997, l'assentiment du conseil général et de l'Association des maires de la Guadeloupe puis, selon lui, celui de la ville de Fort-Louis (île Maurice), dans l'océan Indien, et de plusieurs villes de la République dominicaine, dans les Caraïbes. « Il ne s'agit pas d'aller à la confrontation, mais de témoigner devant l'histoire et de remplir un devoir de mémoire », affirme M. Toribio.

Cette crainte diffuse d'une « confrontation » avec le passé se retrouve également dans les propos de la chanteuse martiniquaise de zouk Jocelyne Béroard, qui vit à

Paris. Si elle souhaite, elle aussi, que la loi interpelle le passé « pour redonner à nos ancêtres leur dignité perdue en permettant de mieux lutter aujourd'hui contre l'esclavage moderne », elle demande que cette reconnaissance s'accompagne « impérativement d'un enseignement pour éviter les haïnes et remettre au goût du jour le respect de l'autre ». Elle hésite, cherche ses mots : « Le jour où on va réussir à en parler, à dire la vérité sans haine, peut-être que les rapports entre les hommes vont changer. »

SENTINELLES VIGILANTES

Dans la population, les sentiments sont partagés. « Il faut laisser le passé au passé », nous affirme en créole ce vieux paysan de soixante-seize ans qui se souvient pourtant d'avoir, dans sa jeunesse, travaillé « dans les cannaes des Blancs ». Ce sentiment contradictoire n'est pas limité aux Antilles. Le président sénégalais, Abdou Diouf, en escale à Pointe-à-Pitre, le 9 décembre 1998, sur la route du sommet du G 15, à Montego Bay (Jamaïque), avait observé : « Nous n'allons pas demander réparation pour ce genre de crime, car s'il y avait des acheteurs, c'est qu'il y avait des vendeurs et ils étaient donc chez nous. » « Nous pardonnons, mais nous n'oublions pas. Nous devons être des sentinelles vigilantes », avait-il ajouté.

Eddy Nedeljkovic

M. Chirac presse le Sénat de trouver un accord pour sortir la parité de l'impasse parlementaire

Après avoir été reçu à l'Élysée, le président du Sénat s'est déclaré prêt à « faire un effort »

Lors d'un entretien à l'Élysée, mercredi 17 février, avec le président du Sénat, le chef de l'Etat a transmis un message sans ambiguïté

aux sénateurs de droite qui bloquent le projet de loi sur la parité. Jacques Chirac a souhaité qu'un accord soit trouvé lors de la deuxième

lecture du texte par les sénateurs, le 4 mars. Christian Poncelet a estimé qu'un tel accord est possible, si « chacun fait un effort ».

CHRISTIAN PONCELET est sorti de l'Élysée, mercredi 17 février, avec un message pour les sénateurs de droite qui résisteraient encore : Jacques Chirac souhaite un « accord » entre l'Assemblée nationale et le Sénat sur la proposition de révision constitutionnelle sur la parité hommes-femmes. « Si chacun veut bien faire un effort, on peut trouver l'accord », a assuré sur le perron le président du Sénat, qui, pour sa part, n'a jamais caché qu'il était en faveur de « l'égal accès des hommes et des femmes » à la vie politique. « Selon la formule consacrée, là où il y a une volonté, on peut toujours trouver un chemin qui nous conduise à une solution. »

Les choses ne sont encore qu'imparfaitement réglées. Mais tout contribue à convaincre les sénateurs de modifier leur position : la pression de l'opinion publique, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en fa-

veur du projet de loi. Déjà, le groupe RPR du Sénat (99 membres), ardemment « travaillé » par l'Élysée, par M. Poncelet lui-même et par les députés gaullistes, paraît décidé à faire quelques concessions. Il pourrait proposer soit de revenir à la rédaction initiale du projet gouvernemental, qui stipule que « la loi favorise l'égal accès... » et non « détermine », soit d'ajouter à la modification de l'article 3 de la Constitution (votée par l'Assemblée), la modification de l'article 4

(voulu par le Sénat), cette dernière solution offrant le résultat paradoxal de rendre le projet plus contraignant encore. Pour l'heure, les sénateurs Républicains et Indépendants (47 membres) restent très partagés. Lors du débat en première lecture, bien des sénateurs sont montés à la tribune pour dire leur farouche opposition aux quotas ou leur foi en la progression « naturelle et lente » des mœurs. Pour sortir de ce conservatisme idéologique affiché, M. Poncelet et les

trois présidents de groupe de la majorité sénatoriale, Josselin de Rohan (RPR), Jean Arthuis (centristes) et Henri de Raincourt (RI), ont donc tenté de placer le débat sur un terrain plus classiquement politique : celui de la réforme des modes de scrutin en général et du scrutin sénatorial en particulier.

Mercrredi, M. Poncelet n'a pas caché que des négociations sont en cours sur le mode de scrutin sénatorial. Il a aussi rappelé l'opposition du Sénat à tout élargissement du scrutin proportionnel et réclamé un engagement « écrit » du gouvernement sur ce point. La ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, qui n'a cessé de répéter que le gouvernement n'instaurerait pas la proportionnelle, écarte cependant ce type de formule. Interrogée à l'issue du vote de l'Assemblée sur la parité, le 16 février, elle confiait qu'il était hors de question de « s'engager par écrit » sur une immuabilité des modes de scrutin, « y compris pour les majorités qui nous succéderont ».

Raphaëlle Bacqué



CANAL+

plutôt
us, il ne
ch. abo-
France
s de cé-
FO, ne-
roce ou-
conquis
d'un pa-
l confie,
urnant.

« page 13

Mon... 18
l'ind... 19
l'ind... 22
le... 25
le... 26
le... 28
le... 29

M. Séguin et M. Madelin revendiquent le « monopole » de l'union pour les européennes

L'UDF les accuse de jouer un « mauvais tour » à M. Chirac

Le parrainage du président de la République est toujours au cœur de la polémique qui oppose les dirigeants du RPR et de Démocratie libérale

à François Bayrou. Très offensif à l'égard des centristes, M. Séguin a affirmé, devant le bureau politique de DL, que la liste d'union RPR-

DL devra constituer « demain la quille du navire de l'opposition », qui préparera les échéances « municipales et législatives ».

NATURELLEMENT. c'est pour son bien... A droite, les chefs de file déclarés pour les élections européennes ont continué, mercredi 17 février, d'alimenter la dispute sur ce que doit être le rôle de Jacques Chirac durant la campagne électorale. Tout en affirmant vouloir protéger le chef de l'Etat, contraint de faire de l'équidistance entre la liste RPR-Démocratie libérale, présentée par Philippe Séguin et Alain Madelin, et celle de l'UDF, dirigée par François Bayrou, les uns et les autres se sont accusés de mauvaises manières à son endroit.

M. Madelin et M. Séguin ont, les premiers, donné leur point de vue à l'occasion d'une rencontre qui se voulait symbolique. Pour convaincre les amis de M. Madelin de faire campagne sans états d'âme pour la liste qu'il conduira, le président du RPR s'est rendu, mercredi, devant le bureau politique et les députés de DL. M. Madelin lui a rendu la politesse, jeudi matin, devant la direction du RPR. Avant d'aller déléguer en tête à tête avec M. Chirac, M. Séguin a affirmé aux représentants de DL : « L'union, c'est nous et nous seuls qui, dans cette campagne, pouvons en revendiquer l'égide ».

A l'issue de la réunion, M. Madelin a été plus précis : « Le président de la République ne doit pas être le président du comité de soutien à notre liste d'union, pas plus, et à plus forte raison, qu'il ne doit être le président du comité de soutien à plusieurs listes », a commenté le président de DL. Mais il n'est un secret pour personne que le président de la République souhaitait l'union de l'opposition pour ces élections européennes. Et il me semble que notre liste RPR-DL, Phi-

lippe Séguin et moi-même, nous représentons plus que d'autres cette union, et même que nous en avons, hélas, le monopole », a-t-il ajouté. L'UDF n'a pas tardé à réagir, par la voix de son porte-parole, Gilles de Robien. Aux côtés de M. Bayrou, en déplacement dans sa ville, le maire d'Amiens a accusé M. Madelin de jouer un « mauvais tour » à M. Chirac. « Si Alain Madelin revendique un tel monopole, il réduit le soutien au président de la République », a-t-il jugé. M. Bayrou, qui avait reproché au RPR et à DL, dimanche 14 février, de

« vouloir se réfugier sous l'aile du président de la République », a plaidé pour sa part pour une opposition « plurielle » et « diverse ».

« LA QUILLE DU NAVIRE »

De fait, la recombinaison de l'opposition fait aussi partie des préoccupations de M. Séguin. Le président du RPR a expliqué, mercredi, que la campagne de sa liste s'appuiera sur « des comités départementaux » qui « pourront constituer le socle sur lequel nous voulons préparer les échéances futures, qu'elles soient municipales ou légis-

latives ». La liste RPR-DL, a-t-il ajouté, devra « constituer, demain, la quille du navire de l'opposition ». M. Madelin s'est félicité de ces propos, et a estimé que la rencontre avait « cadré » entre le RPR et DL un « partenariat pour les élections européennes, et au-delà ». « Il nous faudrait trouver, bien sûr, des formes d'organisation nouvelles sur le socle d'union solide que nous allons bâtir ensemble dans cette campagne », a ajouté M. Madelin.

Cécile Chambraud

Le PS veut dédramatiser le débat sur les retraites

FOIN des « discours chagrins » ! Le comité économique, social et culturel (CESC) du Parti socialiste, organe consultatif de 167 membres présidé par l'ancien ministre René Teulade, a présenté, mercredi 17 février, devant le secrétariat national, un rapport qui invite la gauche à tourner le dos à la « dramatisation » d'un débat sur les retraites « enjenné dans le cadre réducteur de la pensée unique ». Demandé par François Hollande en novembre 1998, ce texte, intitulé *La Troisième Vie*, propose un « nouveau contrat » pour les retraites sur des principes simples : la retraite est une « rente perpétuelle », « au caractère imprescriptible », que « la société dans son ensemble doit honorer ».

Le CESC récusé les projections du Commissariat général du Plan sur un taux de chômage à 9 % sur la période 2005-2040, qui ne prennent pas assez en compte... « l'impulsion par le gouvernement d'une politique active de l'emploi ». Il envisage un cadre plus favorable avec un taux de chômage à 6 % en 2015 qui « permettrait de gagner 1,5 million d'emplois supplémentaires ». L'adaptation des systèmes de retraite relève donc d'un processus continu qui requerra l'effort de nombreuses générations successives.

A court terme, d'ici au choc démographique de 2005, le CESC préconise « la garantie du maintien du pouvoir d'achat des pensions net des prélèvements ». A plus long terme, il « tard le cou » des fonds de pension, qui « n'ont pas le caractère d'une dette so-

ciale et ne bénéficient pas des garanties qui sont attachées au montant de la prestation servie » et « reportent le risque financier sur les cotisants ». Mais, pour « certains membres du CESC », une épargne longue faciliterait le maintien du niveau des retraites. « Cette capitalisation, préviennent-ils, doit être gérée collectivement, et surtout en y associant les épargnants, dans un cadre politique, juridique et fiscal défini, dans une finalité sociale et d'emploi ».

ALLONGER LA DURÉE D'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Pour autant, le CESC estime que l'âge effectif de départ à la retraite ne saurait être « tabou » : « L'allongement de la durée de l'activité professionnelle est une réponse logique à l'allongement de la durée de vie, qu'il faut favoriser à l'aide d'incitations adaptées », comme les formules de retraite progressive. L'élargissement de l'assiette des cotisations « à tous les revenus » lui paraît inéluctable.

Dans un souci d'équité, il recommande « l'adoption de paramètres communs à l'ensemble des régimes », comme sur la durée de cotisation, « selon des modalités et des rythmes propres à chacun d'entre eux ». Favorable à un débat démocratique, le CESC propose de créer une « instance indépendante et permanente de suivi et d'évaluation des retraites ».

Michel Noblecourt

M. Huchon tente d'éviter le « vote bloqué » pour le budget de l'Ile-de-France

LE PRÉSIDENT du conseil régional d'Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, (PS) a qualifié, mercredi 17 février, son projet de budget (14,5 milliards de francs, soit 2,21 milliards d'euros), « d'extraordinairement raisonnable au niveau des recettes » et « d'adoptable sans recours au vote bloqué ». En 1998, juste après les élections régionales qui lui ont donné seulement quatre voix de majorité relative, il avait eu recours à la procédure du « 49-3 régional » dans des conditions contestées par la droite francilienne devant le tribunal administratif. « Ce qui nous sépare de l'opposition républicaine, c'est 300 millions de francs, à peine 2 % du budget », a estimé M. Huchon au vu des amendements déposés pour la session 1999, qui débute le 9 mars. Il juge donc possible « d'aboutir à un accord » avec la droite, l'invitant à faire preuve de « cohérence, responsabilité et sérénité républicaine ».

DÉPÊCHES

■ **SONDAGE** : les cotes de popularité de Jacques Chirac et de Lionel Jospin sont restées relativement stables par rapport au mois de janvier, selon le dernier baromètre BVA publié par *Paris-Match*, jeudi 18 février. D'après cette enquête, réalisée du 11 au 16 février auprès de 952 personnes, selon la méthode des quotas, 60 % des Français, contre 59 % en janvier, ont une bonne opinion du chef de l'Etat. Ils sont 28 % (sans changement) à en avoir une mauvaise ; 56 % des personnes interrogées (sans changement) ont une bonne opinion du premier ministre et 30 %, contre 33 % en janvier, une mauvaise.

■ **SÉCURITÉ SOCIALE** : Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a été reçue, mercredi 17 février, par le président de Démocratie libérale (DL), Alain Madelin. Devant la délégation CFDT, qui comprenait notamment Jean-Marie Spaeth, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, M. Madelin a « affirmé la nécessité d'une autonomie et d'une certaine concurrence des caisses sur la base d'un principe de l'assurance obligatoire et de la non-discrimination », selon un communiqué de DL. Evoquant les retraites, M. Madelin a indiqué qu'« il n'y avait pas de solution unique pour garantir leur avenir à partir de 2005 ».

■ **FONCTION PUBLIQUE** : Force ouvrière et la FSU appellent les fonctionnaires à des actions à la mi-mars. La fédération FO des fonctionnaires a invité, mercredi 17 février, les agents de la fonction publique d'Etat à faire grève le 16 mars pour « défendre le service public et mettre en garde contre la campagne de dénigrement des agents publics ». De son côté, la FSU appelle l'ensemble des fonctionnaires à une semaine d'action du 15 au 22 mars pour « la défense et l'amélioration des services publics » et pour une « réduction du temps de travail pour tous les fonctionnaires avec les créations d'emplois nécessaires ».

■ **AMSTERDAM** : la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 17 février, l'article 1^{er} du projet de loi de ratification du traité d'Amsterdam, qui autorise cet acte. Elle a demandé au gouvernement de revoir la rédaction de l'article 2, qui, en substance, réclame une réforme institutionnelle avant tout élargissement (Le Monde du 12 février). L'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing (UDF, Puy-de-Dôme), a notamment souhaité que l'article précise qu'il s'agit de « rendre plus efficace et plus démocratique » le fonctionnement de l'Union européenne.

■ **LIVRET A** : le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a affirmé, mercredi 17 février à l'Assemblée nationale, que la question du taux du livret A pouvait « légitimement être posée ». « Les taux sont faibles, l'inflation est faible », a indiqué le ministre, n'excluant pas, de fait, une baisse.

Verglas, froid, neige, le temps dans les prochains jours n'est visiblement pas prêt de changer. A l'inverse, l'Audi A4 a connu quelques évolutions notables : par exemple, un nouveau châssis, de nouvelles optiques et un volant multifonction qui vous permet de conserver à tout moment les mains sur le volant. Au fait, si cela peut vous rassurer, diriez-vous bien que le météo peut se tromper.



Aucune amélioration prévue. Bien entendu, nous ne parlons que du temps.

Nouvelle gamme Audi A4.

Reconnu autre constructeur Audi
Audi A4 1.8 TFSI 150 CV
Prix de vente conseillé 20 900 000 € TTC
TVA 20 % incluse

Audi

PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER 1999

Pour le PDG de Diagnostics Pasteur, le gouvernement n'a pas favorisé le test français

Jean Weber estime que la thèse de l'accusation est une « mystification ». Mais l'ancien directeur du Laboratoire national de la santé, Robert Netter, affirme qu'un conseiller d'Edmond Hervé lui avait demandé de « différer » l'enregistrement du test américain Abbott

EN BON COMMERCIAL. Jean Weber a apporté le produit. Au détour d'une phrase, l'ancien PDG de la firme française Diagnostics Pasteur (DP) sort la boîte en carton d'un sac en papier. Et voilà donc, dans les mains des juges qui le débarrassent, le « kit Pasteur » : la trousse de dépistage du virus du sida version 1985. Pour ainsi dire l'objet du délit.

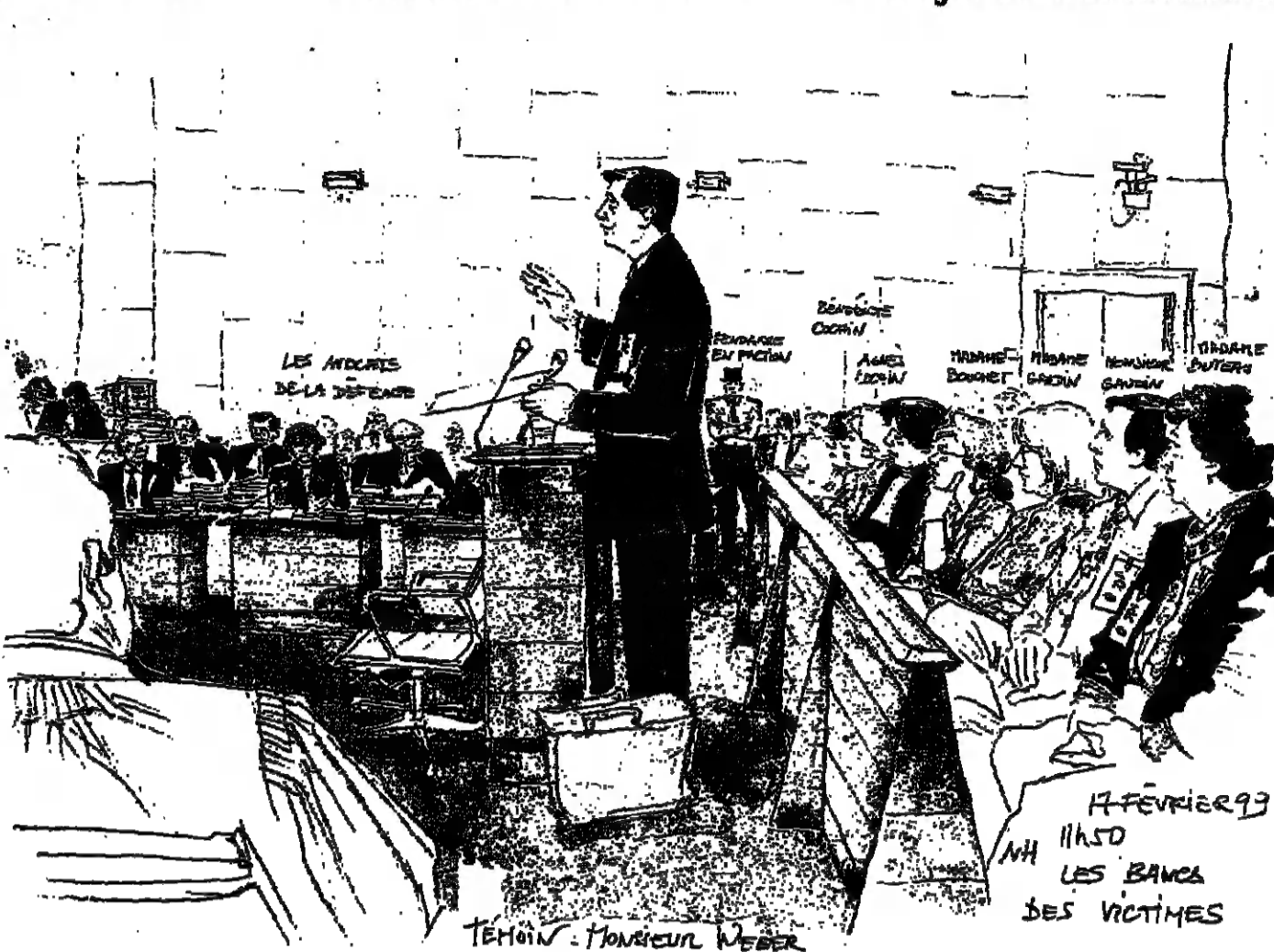
Mis en examen pour complicité d'empoisonnement dans le « volet non ministériel » de l'affaire du sang contaminé instruit à Paris par le juge Marie-Odile Bertella-Geffroy, ce chef d'entreprise, qui fut jadis conseiller de Simone Veil au ministère de la santé, n'y va pas par quatre chemins. Il souhaite ruiner, sous serment, la thèse qui veut que trois ministères de comparaison – une « mystification », dit-il – et qui pourrait se résumer ainsi : en 1985, le gouvernement a retardé la mise en place du dépistage systématique chez les donneurs de sang pour favoriser le fabricant français Diagnostics Pasteur, qui n'était pas prêt, au détriment de son concurrent américain Abbott, qui l'était.

« FIABLE DÉBUT AVRIL ». Première affirmation du patron de DP : dès la mi-avril 1985, le « kit » français pouvait être distribué en nombre sur le marché français. Pour preuve, Jean Weber se réfère à une lettre qu'il a adressée le 18 mars 1985 au secrétaire d'Etat, Edmond Hervé, dans laquelle il affirmait que sa société était en mesure de produire 125 000 tests par mois, à partir du 15 avril, en vue d'un dépistage systématique (300 000 tests étaient nécessaires chaque mois pour procéder à la vérification de tous les dons de sang). « Cette capacité de production a été vérifiée ultérieurement par une expertise judiciaire », précise M. Weber. Il ajoute : « D'après une étude dans six centres de transfusion, notre test était fiable début avril ».

Deuxième affirmation : Abbott n'était pas prêt, son test n'était pas fiable. « Notre concurrent, c'est vrai, nous inquiétait », reconnaît Jean Weber. En raison de sa puissance et des pratiques anticoncurrentielles – dumping et corruption – par une politique de petits cadeaux. Mais son test présentait 5 % de faux négatifs. Il cite une étude américaine de février 1985. Et il met en doute la capacité de production de son concurrent qui a délivré deux fois moins de tests gratuits avant la généralisation, et dont un document, ultérieurement, montrait qu'il était en rupture de stock en juin 1985.

Pour l'ancien PDG de DP, le gouvernement n'a pas favorisé Diagnostics Pasteur, bien au contraire. « Nous étions prêts, mais le secrétaire d'Etat à la santé a voulu procéder à une évaluation plus importante de tous les tests (qui sera organisée, à partir de mars, par la commission consultative de la transfusion sanguine). Et il freinait sur le coût de la mesure ».

Mais le président de la Cour, Christian Le Guehrec, veut revenir



aux pièces du dossier. Dans les comptes-rendus des réunions tenues au ministère à la demande de Diagnostics Pasteur, et dans plusieurs courriers, il est surtout fait mention de la « concurrence » entre les deux fabricants. Jean Weber ne va pas. Le président oppose des courriers de chercheurs chargés de l'évaluation des tests qui émettent des réserves sur le test français. « Ce sont des lettres privées, dit l'ancien PDG, en totale contradiction avec les conclusions officielles » des évaluateurs qui ont été remises en juillet et qui valident la fiabilité des trois tests alors en présence (Pasteur, Abbott et Organon).

La défense de Laurent Fabius s'agit de ce moment de confusion pour monter au créneau. M. Jean-Michel Dattrois : « Nous voudrions comprendre ce qui est reproché à nos clients ! Est-ce le fait d'avoir procédé à des évaluations des tests ? Est-ce de s'être préoccupé des finances publiques ? Est-ce d'avoir avantage Pasteur ? D'avoir avantage Abbott ? » Plus tard, M. Michel Zaoui : « S'il n'y avait eu d'évaluation, que dirait-on aujourd'hui ? Et d'attaquer les « contreparties de l'arrêt de renvoi » de la commission d'instruction », et ses informations « fausses, inexactes et tronquées ». Souffrant sur les braises, mouchant l'instruction, l'avocat général, Roger Lucas, renchérit : « Pour ma part, je ne me ré-

jère pas à l'arrêt de renvoi. Je le trouve bête sur du sable ».

Sur du sable, l'audience va donc demander plus tard à Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé (LNS), de valider ou non l'affirmation de Jean Weber selon laquelle, finalement, l'enregistrement d'un test au LNS en 1985 pouvait être comparé à l'obtention d'un simple « label administratif », sans aucune signification. Déposé au LNS le 11 février 1985, le test Abbott n'a été enregistré officiellement que le 24 juillet, soit un mois après le test Pasteur. Est-ce un hasard ?

Claude Weisselberg a refusé de témoigner

Mis en examen en octobre 1994 pour complicité d'empoisonnement dans le volet « non ministériel » de l'affaire du sang contaminé, Claude Weisselberg, ancien conseiller technique d'Edmond Hervé, a refusé, mercredi 17 février, de témoigner afin de ne pas compromettre sa défense dans le procès à venir. D'après des témoignages croisés et la déposition d'Edmond Hervé devant la Cour de justice, M. Weisselberg disposait d'informations qui semblaient n'avoir pas été retrasmises au ministre.

« J'ai déjà été entendu dix-neuf fois par M^{me} Bertella-Geffroy (juge d'instruction de Paris), a-t-il déclaré. J'ai répondu à toutes les questions. Je ne me suis jamais dérobé. Je ne me suis jamais exprimé en dehors de l'instruction. Je suis médecin, j'ai toujours voulu être médecin, et je suis accablé et bouleversé par le fait que les hé-mophiles et les transfusés puissent penser que j'ai pu vouloir leur nuire. Je les assure de toute ma sympathie, au sens où ce mot signifie « souffrir avec ». Je crois comprendre que je pourrais être bientôt renvoyé devant une juridiction de jugement. Si tel était le cas, je répondrai devant mes juges ».

Rivé à ses notes, le docteur Netter, déjà jugé en 1992 et 1993, à nouveau mis en examen, plonge dans le bouillon administratif des circulaires et des décrets. « Il n'existe aucun lien entre l'acquisition de dépôt du dossier du test au LNS et son utilisation sur le marché (...). Les spécialistes n'ont jamais considéré l'enregistrement comme un blocage ». Ainsi, fait-on remarquer, tout centre ou laboratoire pouvait utiliser des tests non enregistrés, à condition d'en assumer la charge financière. Mais alors, pourquoi le cabinet du premier ministre, le 9 mai 1985, a-t-il

ordonné « que le dossier d'Abbott soit retenu encore quelque temps au LNS », si tout cela avait si peu d'importance ?

« CETTE PETITE ENTORSE ». Le président lit, sur ce thème, des courriers sans ambiguïté, où il est question précisément de retarder Abbott. Robert Netter, qui a prêté serment, lâche enfin : « Mon correspondant ne demandait de différer ».

Qui ? Claude Weisselberg [alors conseiller technique d'Edmond Hervé]. J'y étais très réticent. Nous n'avons fait cette petite entorse que quelques jours ».

Peu avant, dans l'épaisseur du dossier, les juges ont entendu Jean-Pierre Soulier, directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) de 1954 à 1984, revenir au dossier des hé-mophiles. Dès 1983, ce vieux professeur avait vu juste quant à la dangerosité des produits antihé-mophiliques concentrés issus du « poolage » de milliers de plas-mas. Il avait préconisé publiquement – ce qui se fera en Belgique – un retour aux cryoprecipités, plus sûrs car provenant de petits lots de donneurs. « Je me suis trouvé très isolé », a-t-il rappelé, mentionnant le refus de la communauté des hé-mophiles de retourner à ces cryoprecipités d'usage plus contraignant.

Et d'extrapoler à partir des incertitudes de l'époque, en 1983-1984, an-

nées pendant lesquelles, a-t-il souligné, bien avant l'apparition des tests de dépistage, « 95 % des hé-mophiles ont été contaminés » : « Aujourd'hui, avec la vache folle, la maladie de Creutzfeldt-Jakob, personne ne sait. La transmission... l'incubation... Je suis sûr que dans vingt ans, il y aura un procès. On dira M. X avait dit cela, alors M. Y ira en prison ».

Jean-Jacques Huart, directeur du centre de transfusion sanguine de Lille, explique, lui, en industriel, la diversité des réalités du « chauffage » des produits antihé-mophiliques. A partir de juin 1985, son centre de fractionnement fut le premier, en France, à fabriquer de tels produits. Fallait-il imposer au plus haut niveau des mesures d'inactivation par cette méthode du chauffage, qui sera très vite remplacée par l'usage de solvants ? « On ne chauffe pas par décret », tranche le transfuseur.

Puis la Cour, embarquée dans d'interminables débats redondants, envisage de faire témoigner Jean Ducos. Est-ce l'heure avancée ? L'indigestion du dossier ? Le président et les juges semblent avoir oublié qu'il présida la Commission consultative de la transfusion sanguine (CCTS), autrement dit l'interface entre les transfuseurs et l'administration qui est au cœur de toute l'affaire du sang contaminé. On l'interroge sur quatre lettres envoyées à Edmond Hervé et à Georges Dufloix qui ne reçurent pas de réponse, sauf une, un mois plus tard. L'ancienne ministre des affaires sociales dira que « c'est mal élevé ».

Revient alors la lancinante question des collectes « à risques », notamment dans les prisons. Jean Ducos, responsable du CTS de Toulouse, rapporte qu'à cette époque on prélevait du sang de détenus dont on savait qu'il allait être jeté. « Ça rendait le don peu rentable, constate-t-il. Mais l'administration pénitentiaire nous suppliait de prélever ».

Mais déjà les juges soufflent et ruminent leur journée. Le professeur François Grémy, spécialiste de santé publique, spécialiste de la « relative impuissance de l'Etat en matière de santé » et la « faiblesse, en France, du poids politique du secrétariat d'Etat à la santé ». Il stigmatise enfin la « vanité nationale », qui veut que les Français soient « les meilleurs du monde ». « Cette Cour, dit-il avec détachement, est d'une certaine manière aussi l'expression de cette forme d'exception ».

Jean-Michel Dumay
Dessin : Noëlle Hermschmidt

Les silences de la justice sur les collectes de sang en prison en 1983-1985

AU FIL des audiences, une question revient sans cesse : pourquoi la justice, si prompt à enquêter sur le moindre volet de l'affaire du sang contaminé, a-t-elle consacré si peu d'énergie aux collectes de sang effectués dans les années 1983-1986 en milieu carcéral ? Représentant, pour la seule année 1985, 0,37 % du total des collectes effectuées en France, ces prélèvements de sang furent, d'après un rapport conjoint de l'Inspection générale des services judiciaires et de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) de novembre 1992, à l'origine de 25 % des contaminations post-transfusionnelles. Ces pratiques expliquent notamment pourquoi la France compte aujourd'hui trois à six fois plus de personnes contaminées par voie transfusionnelle que les autres pays d'Europe.

Cette absence de curiosité de la justice s'explique en partie par la personnalité des deux personnes qui, ces années-là, coprésidaient les « Comités santé-justice » chargés, depuis le 10 octobre 1984, d'exa-

miner toute question d'ordre général se rapportant à la protection, à l'amélioration de la santé des détenus et à l'hygiène dans les établissements pénitentiaires : Myriam Ezratty, à l'époque directrice de l'Administration pénitentiaire et qui devait devenir par la suite première présidente de la Cour d'appel de Paris ; et Michel Lucas, inspecteur général des affaires sociales, qui devait être entendu mardi 23 février en tant que témoin par la Cour de justice de la République.

CIRCULAIRE CONTRADICTOIRE

On reproche essentiellement à Myriam Ezratty une circulaire du 13 janvier 1984 adressée aux chefs d'établissements pénitentiaires, qui contredisait la circulaire du 20 juin 1983 du directeur général de la santé demandant d'écarter les donneurs à risques. Malgré la présence, en prison, de nombreux toxicomanes, il lui apparaissait « possible d'augmenter les rythmes des collectes dans les grands établissements où, le flux étant important, les prélèvements pourront être effectués

sur un plus grand nombre de détenus ». Interrogé par Le Monde (daté 11 avril 1992), M^{me} Ezratty nous avait déclaré : « Je suis horrifiée d'avoir pu inconsciemment contribuer à propager cette contamination. Je pense qu'en confiant la responsabilité de la surveillance sanitaire des prisons à l'IGAS, on parviendrait à améliorer la situation ». Il faudra attendre le 11 octobre 1985 pour qu'une note suspende les collectes en milieu carcéral.

L'autre personnage-clé de cette affaire est Michel Lucas. En 1991, il avait établi, à la demande du gouvernement, un rapport sur la contamination des hé-mophiles. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, lui avaient demandé « d'établir de manière précise et exhaustive la réalité et la chronologie des faits et des décisions prises à cette période dans le domaine de la transfusion sanguine pour ce qui concerne les hé-mophiles ». Ce rapport avait servi de base à l'instruction du juge Sabine

Foulon, qui avait conduit au premier procès du sang contaminé et à la condamnation des docteurs Garretta, Allain et Roux. Il contenait en outre, dans ses annexes, une véritable « bombe » : le compte rendu d'une réunion interministérielle qui avait eu lieu le 9 mai 1985 à Matignon dans lequel on apprenait que le cabinet de Laurent Fabius avait demandé que le dossier d'enregistrement du test américain Abbott « soit encore retenu quelque temps au Laboratoire national de la santé ». Michel Lucas fut ainsi le premier à rendre public un document suggérant une éventuelle responsabilité ministérielle.

Avec le recul, on ne peut s'empêcher de se poser la question de savoir si Michel Lucas était le mieux placé pour rédiger un tel rapport. Coprésident des comités santé-justice, qui n'avaient pas empêché la poursuite des collectes de sang dans les prisons jusqu'à l'automne 1985, Michel Lucas ne mentionnait, à aucun moment, ces collectes à hauts risques et leurs conséquences (contaminations des pools de plas-

ma destinés à la fabrication des produits antihé-mophiliques) dans son rapport de 1991.

« ÉVOLUTION FAVORABLE »

Le patron de l'IGAS avait en outre été chargé, en 1985, par le secrétaire d'Etat à la santé, Edmond Hervé, d'une mission d'enquête sur le Centre national de transfusion sanguine. Remis au gouvernement en juillet 1985, c'est-à-dire à une époque où plus personne n'avait de doute sur la contamination, par le virus du sida, des pools de produits sanguins, le rapport de l'IGAS (N° 850098) sur le CNTS était pour le moins rassurant (Le Monde du 15 octobre 1991). Faisant allusion à un précédent rapport de 1980, les auteurs écrivaient que « s'il y a quatre ou cinq ans, la réputation des produits du CNTS ou de certains d'entre eux était à juste titre médiocre, une évolution extrêmement favorable a eu lieu (...). La qualité des produits est donc satisfaisante ». A propos des produits antihé-mophiliques, ils ajoutaient que les « utilisateurs sont de plus en plus ré-

calcitrants à utiliser les facteurs de coagulation actuels à juste titre et ont même recours aux produits chauffés importés pour le traitement des hé-mophiles encore négatifs, ce qui paraît essentiel ».

Adressant ce rapport au cabinet de M^{me} Dufloix, le 19 septembre 1985, Michel Lucas accompagnait cet envoi d'une lettre qui figure au dossier de la Cour de justice de la République. Ce document souligne que « le redressement et le développement du CNTS au cours de ces dernières années ont été extrêmement satisfaisants sur le plan technique ».

Ni la circulaire de 1984 de Myriam Ezratty encourageant les collectes en prison, ni le rapport rassurant de l'IGAS sur le CNTS de 1985, ni la lettre d'accompagnement adressée au cabinet de M^{me} Dufloix, ne sont mentionnés dans le document de synthèse sur la contamination des hé-mophiles rédigé, six ans plus tard, par Michel Lucas.

Franck Nouchi

plutôt us, il ne citait pas les « France 5 de cé-RO, ne-voce ou-quis d'un pa-i confie, uminant.

e page 13
tion... 16
bord... 19
é... 21
g... 25
... 26
... 28
... 29

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER 1999

ÉDUCATION A l'initiative du collectif du manifeste pour un lycée démocratique, une « Déclaration nationale unitaire » est présentée, jeudi 18 février. ● CE TEXTE a été notam-

ment signé par trois syndicats du second degré, le SNES-FSU, le SNEP-FSU, le SNALC, par la Confédération nationale générale autonome (CNGA) et par six associations de

professeurs de classes préparatoires. ● DÉNONÇANT LE « despotisme haineux et calomniateur » de Claude Allègre, cette déclaration critique les projets d'école, de collège et de lycée

« allégés », « école de l'inégalité, école à deux vitesses ». Les signataires appellent à une grève et une manifestation le 20 mars. ● MIS EN GARDE PAR LES SOCIALISTES, qui

savent que les enseignants forment traditionnellement la base électorale du PS, Claude Allègre avait tenté, depuis l'automne, de rétablir le dialogue avec les syndicats.

Les opposants à Claude Allègre signent une déclaration nationale unitaire

Le texte, qui dénonce le « despotisme haineux et calomniateur » du ministre de l'éducation nationale est notamment paraphé par trois syndicats d'enseignants du second degré, le SNES-FSU, le SNEP-FSU et le SNALC

LE JOUR où le projet de réforme des lycées aurait dû être présenté par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, devant le Conseil supérieur de l'éducation (CSE), une petite bombe est lancée dans le monde enseignant. Jeudi 18 février, à l'initiative du Collectif du Manifeste pour un lycée démocratique - constitué essentiellement d'enseignants de lycées parisiens et de classes préparatoires - est présentée une « Déclaration nationale unitaire » (lire ci-dessous) signée par trois syndicats du second degré, le SNES-FSU (syndicat national des enseignants de second degré), le SNEP-FSU (syndicat national de l'éducation physique), le SNALC (Syndicat national autonome des lycées et collèges), par la Confédération nationale générale autonome (CNGA) et par six associations de professeurs de classes préparatoires littéraires, scientifiques et économiques (APHEC, APPLS, UPA, UPLS, UPS, UPSTI). En présence de Denis Paget, membre du bureau national

du SNES, et de Bernard Kuntz, secrétaire général du SNALC, Xavier Renou, un professeur de philosophie à l'origine du Manifeste pour un lycée démocratique, a présenté cette initiative en déclarant de façon liminaire que « plus personne ne supportait Claude Allègre ». Trois courants coexistent, a poursuivi en substance M. Renou : « Ceux qui veulent faire partir Allègre, ceux qui veulent défendre l'institution scolaire contre sa prétendue réforme et nous tous ici qui voulons montrer notre résistance à la politique menée. Nous voulons défendre les acquis (...) et une autre politique scolaire fondée sur un projet de justice et de culture ». Cette argumentation « traverse bien des clivages » a encore fait observer Xavier Renou. « L'atonie du corps enseignant est terminée », a-t-il ajouté.

« Une unité s'est faite ou a commencé à se faire », a constaté l'un des membres du Manifeste, collectif qui travaille depuis plusieurs semaines à rassembler les enseignants opposés à la politique

de Claude Allègre. A l'origine, quelques enseignants du lycée Henri-IV à Paris, rédigent un texte, diffusé de façon « expérimentale, de la main à la main, au gré des contacts personnels ou réunions d'associations ou de syndicats », depuis le mois de décembre. Figurait également sur internet (<http://perso.wanadoo.fr/olivier.coquard/Accueil.html>), ce Manifeste pour un lycée démocratique a déjà été signé par un millier d'enseignants, selon ses promoteurs. Le SNES l'a également paraphé, ainsi que le SNALC et les professeurs de classes préparatoires. La coordination du Nord-parisien devrait le signer prochainement, tandis que plusieurs membres du Collectif pour la démission d'Allègre l'ont fait à titre individuel.

« TRAITEMENT DÉMOCRATIQUE »

Le Manifeste demande tout d'abord un « traitement démocratique des questions scolaires », pour faire place au « despotisme haineux » de Claude Allègre. Les enseignants signataires du texte s'opposent à la « politique d'alignement systématique des programmes et donc des horaires d'enseignement ». Ils dénoncent également la « déqualification systématique du monde enseignant : baisse des salaires [par la baisse du taux des heures supplémentaires], réduction des postes au CAPES, recrutement de surveillants bientôt pris pour des professeurs et d'emplois jeunes bientôt pris pour des surveillants ». Le Manifeste dit non « au lycée allégé, un lycée à coûts constants, c'est-à-dire « bon marché », inscrit dans la logique néolibérale de précarisation du travail et de réduction des coûts ». « A qui profitera l'abaissement du niveau



scolaire des lycées publics, si ce n'est à des écoles privées, élitistes et coûteuses ? » s'interroge le Manifeste.

« Décidé à utiliser l'arme du bulletin de vote lors des prochaines élections européennes », les enseignants signataires du Manifeste ont également œuvré au cours de multiples réunions tenues depuis le 26 janvier, pour amener les syndicats à signer un texte unitaire. « Il fallait sortir de la problématique du SNES : « réformer la réforme », car les grands axes de la politique d'Allègre ne sont pas acceptables », fait valoir l'un des membres du collectif. La signature de la déclaration unitaire semble prouver que c'est désormais chose faite, ce que confirme par ailleurs l'entretien accordé à L'Événement par la secrétaire générale du

SNES, Monique Vuaillet (lire ci-contre).

L'autre objectif de cette déclaration nationale unitaire était de promouvoir une action de grève et de manifestation communes dans la deuxième quinzaine de mars : la date retenue est celle du 20 mars, manifestation à laquelle appellent, en plus des signataires de la déclaration, le Collectif pour la démission d'Allègre, la Coordination du Nord-parisien et l'Assemblée générale des établissements de Seine-Saint-Denis. Henri Lanta, professeur d'économie en classe préparatoire à Henri-IV et membre du Collectif pour la démission d'Allègre, estime que les professeurs « pourraient être 100 000 dans la rue ce jour-là ». « Nous comptons sur la mobilisation de la province à la rentrée des

vacances », ajoute-t-il. Cette manifestation devrait venir en point d'orgue d'une semaine syndicale chargée. Le SNES appelle déjà à une grève et une manifestations nationales le lundi 15 mars pour demander un « collectif budgétaire qui crée les conditions d'une rentrée améliorée, de véritables réformes qui ne se fassent ni sur le dos des élèves ni sur celui des enseignants », ainsi que le rétablissement du mouvement national et le retrait du décret sur la baisse de rémunération des heures supplémentaires. Le lendemain, mardi 16 mars, ce sont les organisations plutôt classées à droite qui manifesteront. Les fédérations CGC, CFTC et CSEN auxquelles s'ajoint FO, appellent à une manifestation nationale sur le mot d'ordre « retrait des chartes et de l'ensemble des mesures Allègre ». Ces organisations exigent « de véritables négociations ».

Par ailleurs, la manifestation prévue pour le 18 février dans l'après-midi à l'appel du SNES, de SUD-Éducation, des différents collectifs est maintenue, bien que Claude Allègre ait différé l'examen du projet de texte lycées. Parce qu'il devait « présenter sa loi sur l'innovation au Sénat et qu'il n'aurait pas le temps de présider le large débat qu'il souhaite sur le lycée au CSE », le ministre de l'éducation a, selon son entourage, préféré reporter ce débat au 4 mars. Le SE-FEN parisien appelait également à une grève et une manifestation le 18, jour du Comité technique paritaire (CTP), qui devait décider des ultimes arbitrages de moyens dédiés aux établissements parisiens.

Béatrice Gurrey et Sandrine Blanchard

Monique Vuaillet : « La rupture est consommée »

« J'ai le sentiment que la rupture est consommée » entre les enseignants et le ministre de l'éducation, a déclaré Monique Vuaillet, secrétaire générale du SNES, dans un entretien à L'Événement du jeudi 18 février. Interrogée sur la démission du ministre réclamée par un collectif d'enseignants, elle indique que « l'objectif, c'est le changement de politique scolaire, avec ou sans lui ». Elle ajoute : « On entend de plus en plus souvent cette exigence [de demande de démission] à l'intérieur du SNES. Nos collègues sont quand même convaincus que l'essentiel est de refuser la politique qu'il mène et qui a reçu l'aval du premier ministre ».

A propos de la réforme des lycées, Monique Vuaillet estime qu'« il n'y pas eu de rapprochement. (...) Sous la pression de nos collègues, le ministre a modifié son projet de réforme. Mais comme elle se fait à moyens constants, sans réduction du nombre d'élèves par classe, elle reste inacceptable ».

« A cette violence, il faut un coup d'arrêt »

VOICI les principaux extraits de la Déclaration unitaire nationale présentée jeudi 18 février.

Malgré le discours ministériel et gouvernemental, le choc n'est pas entre la « réforme » et « les conservateurs », mais entre deux politiques scolaires : l'une de régression culturelle et d'inégalité, l'autre de progrès pour la justice et la culture. Nous luttons contre la première et pour la seconde.

● Ce centre quoi nous luttons. Le despotisme haineux et calomniateur de Claude Allègre est insupportable. Il y faut un coup d'arrêt. Mais derrière lui tout le gouvernement impose la violence d'une politique sans négociation ni débat démocratique dignes de ce nom. A cette violence aussi il faut un coup d'arrêt.

Ce double despotisme se veut éclairé : il impose « la réforme » en prétendant agir au nom de la modernité (« nouveaux savoirs », « nouvelles technologies ») et de la justice (traiter les inégalités et, en particulier, l'échec scolaire ou le refus de la scolarité). Vingt mois durant, l'opinion a été trompée, la presse a approuvé et plus d'un professeur a craint que résister à Claude Allègre soit défendre des routines ou des privilèges.

Mais les choses sont en train de changer. Les dotations horaires globales des collèges et des lycées pour la rentrée 1999 arrivent peu à peu et, au mieux, elles déshabillent Pierre pour habiller Paul, mais le plus souvent elles déshabillent les deux : les salaires des professeurs baissent, la précarité des professeurs, éducateurs et agents s'accroît ; la Charte des lycées, même amendée un peu, multiplie les menaces sur les diverses disciplines, sur les conditions d'enseignement et sur la définition des services et des statuts des professeurs. Sous le discours de la réforme apparaît crûment la réalité :

redéploiement du système éducatif, lycée « à coût constant », lycée bon marché, désengagement de l'Etat dans la politique scolaire. Et ce n'est pas un hasard si, au même moment, la Charte des écoles programme ouvertement la déqualification des enseignants à des « intervenants extérieurs » aux frais des collectivités locales, au gré de leur richesse, de leur pauvreté, voire de leurs projets politiques.

Une fois sortis des mirages idéologiques, on voit apparaître la cohérence d'une politique. « L'élève au centre du système éducatif » est la formule directrice qui permet de dénigrer non seulement les professeurs mais aussi les savoirs (« trop lourds », « trop abstraits », « inutilitaires »). Le lycée bon marché est un lycée allégé qui vient prendre la suite du collège allégé déjà en place et de l'école primaire allégée qui se prépare. Comme si la réforme était toujours allégée : la voie suivie est celle d'une régression culturelle.

Cette orientation vient de loin, du prétendu « modèle anglo-saxon » (au collège et au lycée on s'éduque, après le bac, on s'instruit) et une longue lignée de « réformateurs » français de droite ou de gauche, qui ont tous en commun de poser que le peuple n'est pas apte à la culture élevée. [...] Au désengagement de l'Etat correspond le choix fondamental de laisser jouer les inégalités sociales et géographiques ; la se trouve le raisonnement inavoué du « dégraissage du mammoth », c'est-à-dire de la « déconcentration » du système éducatif : derrière la prétendue « amélioration » des mutations des professeurs se profile (et se prépare activement, mais en secret), soit le radicalisme libéral (un lycée = une entreprise), soit ce qui n'est que son complément, le capitalisme. [...] ● Ce pour quoi nous luttons.

- Fermeté : L'école n'est pas d'abord un lieu de vie, de socialisation ou d'inculcation de valeurs. Elle est d'abord un lieu d'enseignement, d'apprentissage de la liberté de penser au

contact de la culture avec l'aide des professeurs. Alors, et alors seulement, elle joue, à la manière qui lui est propre et en même temps que d'autres institutions, son rôle de socialisation, d'éducation en général et d'éducation morale en particulier. [...] - Confiance : 1. Pragmatisme dans l'ajustement des programmes. Ils ont changé, changent et changeront. Il faut non définir les « programmes du siècle »

Le despotisme haineux et calomniateur de Claude Allègre est insupportable

mais bien réguler leurs ajustements périodiques.

2. Pluralisme pédagogique. Au clivage entre doctrines pédagogiques plus ou moins marquées d'idéologies, nous voulons substituer le riche échange des expériences et des pratiques : ces pratiques, expériences et échanges ne peuvent réussir qu'à la double condition d'être effectués par des professeurs hautement qualifiés et d'avoir l'enseignement pour objet. [...] - Générosité :

1. Pour respecter le droit au savoir pour tous, il faut prendre à bras-le-corps l'échec scolaire et le refus de la scolarité en tenant ensemble trois orientations : redonner sens, par le tissu économique, social et culturel extra-scolaire, au désir d'apprendre ; ne pas céder sur la fonction essentielle de l'école ; enseigner, mobiliser toutes les énergies enseignantes par le pluralisme pédagogique.

2. Parler non seulement sur la culture pour tous, « la culture est un patrimoine auquel tous ont droit » mais aussi sur la culture de tous : la culture est un bien à faire fructifier, à rendre plus universel par l'enri-

chissement réciproque, lent, patient et tenace des formes de culture (générale, technique, professionnelle) aujourd'hui encore scindées. Il s'agit de construire des « humanités nouvelles », grand dessein qui donne son sens ultime à la politique scolaire que nous proposons.

Quatre mesures d'urgence.

1. Restaurer l'honneur du corps enseignant. Dénoncer solennellement les calomnies et mensonges sur l'absentéisme, la paresse le « conservatisme », les « salaires de pilote d'avion » et bien d'autres choses. Le gouvernement ne doit ni dénigrer les professeurs, ni « mépriser les conservatismes », mais protéger et valoriser le métier de professeur.

2. Rétablir immédiatement le taux des heures supplémentaires. Prendre immédiatement la décision de rétablir le mouvement national et faire en sorte que le mouvement 1999 soit eu plus près des règles du mouvement national. Renoncer à tout projet d'annualisation et de dénaturation du service des professeurs. Réaffirmer les garanties statutaires des professeurs définies en 1950 et depuis.

3. Abandonner les chartes Allègre et toute la politique scolaire actuelle dans sa cohérence d'ensemble - diminution des dotations horaires globales, déconcentration, déqualification. Ouvrir des négociations sur toutes les revendications des personnels : restituer les postes supprimés, créer les postes nécessaires, accroître le nombre des postes aux concours. Réorienter complètement la politique scolaire selon les principes et axes définis ci-dessus en commençant pas un « état des lieux » enfin sérieux et transparent.

4. Engager immédiatement à cette fin une vaste et véritable concertation [...] en lieu et place des simulacres de débats et de consultations menés jusqu'ici. Vingt mois ont été perdus. Le temps presse.

Nous décidons d'organiser une grande manifestation nationale unitaire durant la deuxième quinzaine de mars 1999.

Les consignes de Lionel Jospin face aux inquiétudes du PS

IL AVAIT vu venir le « coup » dès la rentrée de 1998. Certes, sa gestion habile de la protestation des lycéens avait permis à Claude Allègre d'éviter que les syndicats d'enseignants ne retournent contre lui, par élèves interposés, les attentes qu'il avait fait naître en mettant à l'ordre du jour un réformisme « tous azimuts ». S'il avait gagné face à l'opinion publique, le ministre de l'éducation nationale savait que sa position était loin d'être solide face à ses propres amis.

Un colloque sur l'école, organisé par le Parti socialiste, les 24 et 25 octobre 1998, à la Cité des sciences de La Villette, à Paris, avait montré l'irritation provoquée, dans ses rangs, par la méthode de M. Allègre, par sa dénonciation insistante du « corporatisme » des enseignants, par ce que Denis Paget, secrétaire général adjoint du SNES, avait appelé le « discours agressif et culpabilisateur » du ministre. Deux jours plus tard, au bureau national du PS, Jean-Pierre Sueur, responsable de l'éducation, avait mis en garde : « On ne changera pas l'école sans les enseignants ».

Conscient de heurter une profession, l'un des principaux piliers de la gauche, non seulement socialiste, mais aussi communiste et écologiste, M. Allègre s'est efforcé, en même temps que de rétablir le dialogue avec le SNES, de soigner ses relations avec les responsables des partis de la majorité. Réception au ministère en décembre 1998, puis, plus large, au Muséum d'histoire naturelle, en janvier, articles et entretiens dans la presse et à la télévision : le ministre tenait à faire savoir qu'il avait reçu le message.

Interrogé par des députés socialistes, M. Jospin a fait savoir, le 2 février, qu'une seule attitude est possible : M. Allègre « rame », il faut « ramener avec lui ». La consigne vaut pour tout le monde, y compris pour l'hôtel Matignon, où l'on ne cache pas que « ramener » avec le ministre de l'éducation nationale relève de

la... galère. Certains opposent la voie suivie par M. Allègre à celle que M. Jospin lui-même avait défendue. Il y a dix ans, contre François Mitterrand et Laurent Fabius, mais aussi contre Michel Rocard, qui préconisaient le « domant-donnant » avec les enseignants : de meilleurs traitements en échange d'un effort de réforme. M. Jospin estimant que la « revalorisation » (revalorisation salariale) était la condition de la « réno » (rénovation de l'école), et non l'inverse.

La suppression des heures supplémentaires payées pendant les congés est critiquée comme une erreur psychologique grave : comment justifier la réduction de la rémunération des enseignants au moment où on leur demande d'en faire plus ? M. Allègre l'a reconnu, le 24 janvier, au « Grand Jury RTL - Le Monde - LCI », en déclarant : « Si vous voulez dire que cela a eu un effet désastreux, je suis d'accord. » Dans la même logique, le classement annoncé, puis corrigé par la suite, d'établissements placés en zones d'éducation prioritaires, au motif qu'ils l'avaient été indûment ou qu'ils ne méritaient plus de l'être, est jugé contre-productif car il entraîne une suppression des primes, ressentie comme vexatoire ou inique par les enseignants concernés.

Le 16 février, lors du petit déjeuner hebdomadaire des dirigeants socialistes à Matignon, M. Jospin a dit sa colère de voir des députés critiquer le ministre, et il a cité le nom de Vincent Peillon, dont il avait lu les propos dans Le Monde du 16 février. Le premier ministre a demandé, d'autre part, aux ministres les plus proches de lui de se saisir de chaque occasion pour défendre la politique de M. Allègre. Suffit-il, cependant, de donner l'ordre de « ramener » pour que cessent les interrogations sur la clairvoyance du pilote ?

Patrick Jarreau

Un rapport parlementaire révèle les carences des lois de bioéthique de 1994

Il dénonce l'absence de décrets d'application et s'inquiète des dangers potentiels des procréations médicalement assistées

C'EST une étape, juridique, qui est aujourd'hui franchie dans le champ du droit et de l'éthique. La publication, jeudi 18 février, du rapport de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) sur la loi du 29 juillet 1994 « relative au diagnostic prénatal, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal », a permis de constater que le dispositif législatif français avait transposé dans le droit une réflexion et une pratique éthique conduites depuis plusieurs décennies par la communauté internationale. L'heure de sa révision est venue.

Fort de quarante-huit pages, le rapport de l'Opecst, présenté par Claude Huriet (député PS, Vienne) et Claude Huriet (sénateur U.C. Meurthe-et-Moselle), constitue un modèle quant à la qualité du travail que peut jouer l'organisation du dialogue démocratique sur des questions touchant à la science, à la médecine et à la société. En chantier au printemps 1998, le rapport a été préparé sur la base de l'audition d'une dizaine d'experts, scientifiques, juristes, et d'enquêtes menées auprès des différents services publics ou instances, sanitaires et éthiques.

« L'objectif de ce rapport n'était pas de préjuger des futurs du législateur mais d'éclairer la réflexion des commissions parlementaires qui prépareront l'examen en séance plénière du projet de loi présenté par le gouvernement, souligne l'auteur du rapport. C'est dire qu'on trouvera plus d'interrogations que de réponses. Dans certains cas, des solutions sont suggérées. Dans d'autres, notamment pour ce qui concerne la recherche sur l'embryon in vitro, nous en sommes à une présentation des positions en présence de différents groupes qui peuvent être empruntés. Aller plus loin eût été dépasser les limites de la bioéthique. »

Le rapport, divisé en trois parties, analyse les failles des textes de bioéthique adoptés en 1994.

« Les lacunes et les carences de l'application de la loi », la première partie des conclusions réglementaires conditionnant l'application des lois, est un mal récurrent sur lequel les parlementaires interpellent régulièrement le pouvoir exécutif et dont les spécialistes de la science administrative sont volontiers le sujet d'actualité, écrivent les auteurs. Leur document fournit un état des lieux des décrets d'application publiés, parfois fort tardivement (comme dans le cas du diagnostic prénatal) et de ceux qui, curieusement, n'ont jamais vu le jour. C'est le cas du décret concernant les modalités du don d'embryon conservé par congélation et « abandonné » par ceux qui sont à l'origine de sa conception in vitro n'a pu être accueilli par un couple.

« Le don et l'utilisation des éléments et produits du corps humain », le thème abordé par le rapport parlementaire est, sur ce thème, plutôt positif, nombre des objectifs de la loi de 1994 étant atteints ou en cours de réalisation. Plusieurs décrets essentiels pour la réforme de la pratique des greffes d'organes ont été pris, notamment celui relatif au registre national international des refus de prélèvements n'a été effective qu'au début de l'année 1998. On observe, par ailleurs, un blocage qui affecte la mise en œuvre des dispositions relatives aux thérapies géniques et cellulaires insérées dans une loi du 28 mai 1996. Or, depuis la promulgation de ce texte, les procédures d'autorisation des produits de thérapie génique et cellulaire sont toujours suspendues à la parution des décrets d'application.

« Le drame de la contamination des produits sanguins par le virus HIV », plus récemment, le dévelop-

pement de la maladie de Creutzfeldt-Jakob chez les enfants ayant subi un traitement à base d'hormones de croissance d'origine humaine, illustre l'importance des règles de sécurité sanitaire qui doivent s'imposer dans l'usage de produits d'origine humaine, ajoutent les auteurs du rapport. (...) S'agissant des prélèvements de tissus ou d'organes post-mortem, le législateur de 1994 n'a pas cru devoir les interdire en dépit des risques de contamination difficiles à prévenir mais a confié à encore au pouvoir réglementaire le soin de fixer les situations médicales où ils pourraient être autorisés.

« L'assistance médicale à la procréation », le diagnostic prénatal. Le constat est ici plus sévère. Les rapporteurs, qui fournissent un état des lieux de l'assistance médicale à la procréation (AMP), consacrent un long développement, très critique, sur la croissance quasi exponentielle et incontrôlée de la pratique de l'injection intra-ovocytaire de spermatozoïdes (ICS), pratique visant à pallier la stérilité masculine et qui a presque rendu caduque la technique de l'insémination artificielle avec sperme du donneur. Ils analysent les failles du dispositif législatif sur la conservation par congélation des embryons « orphelins » et les embryons « à la carte » quant à leur devenir. Ils évoquent également l'émergence de la nouvelle problématique du clonage à visée thérapeutique ou reproductrice. Cette distinction, jugée « essentielle et un peu rapide », est, selon eux, « un bon marché des problèmes éthiques si le clonage conduit à une instrumentalisation de l'embryon, utilisé comme banque de cellules ». Ils traitent, en outre, de « ambiguïtés juridiques » et de « ambiguïtés scientifiques » concernant l'embryon in vitro, cet embryon pour lequel le législateur se refuse à dire s'il est une personne ou une chose et qui sera au centre des futurs débats parlementaires.

« Au terme de notre travail, il nous est clairement apparu une information insuffisante du public et ce tant dans le domaine des greffes d'organes que dans celui des risques liés aux nouvelles techniques d'AMP, a déclaré au Monde Claude Huriet. C'est un sujet sur lequel il nous faudra réfléchir, tout comme sur la prise en compte des aspects de durée de vie, de santé et d'âge permettant d'avoir accès à l'AMP. Sur ce dernier point, le rapport révèle que la Sécurité sociale « envisagerait de financer à quatre-vingt-dix ans l'âge limite au-delà duquel la femme bénéficiaire d'une AMP ne sera plus remboursée ».

J.-Y.N.

Le Conseil d'Etat va être saisi

« Projet » émanant du gouvernement ou « proposition » de loi, les députés ont le droit de proposer. Or, les députés, les derniers jours, sur la manière dont le Parlement serait saisi pour effectuer la lecture du dispositif législatif de 1994. Ce sera, en définitive, un projet de loi. « La loi du rapport de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques et des contributions du Comité national d'éthique, et de l'Académie nationale de médecine, le Conseil d'Etat va être saisi de la même manière qu'avant les lois de 1994, indique-t-on dans l'entourage de Bernard Kouchner. En l'absence de différents amendements concernés - justice, réforme de la santé -, le Conseil d'Etat préparera un avant-projet de loi. » La loi incertaine sur la loi à laquelle le Parlement sera saisi. Le dispositif de 1994 prévoyait une lecture au cours d'une période de cinq ans mais rien n'indique, compte tenu notamment de la surcharge du calendrier parlementaire, que la lecture puisse se faire avant la fin de l'année 1999.

Définitions

« Embryons surnuméraires. Lors d'une fécondation in vitro, la stimulation hormonale de la femme amène simultanément à maturité plusieurs ovocytes (ovules) qui sont prélevés, puis fécondés. Tous les embryons ne pouvant pas être implantés, ceux en surnombre, dits « surnuméraires », sont conservés par congélation. S'ils ne sont pas utilisés par le couple, trois possibilités se présentent : leur destruction, leur don à un autre couple, leur utilisation à des fins de recherche. » Recherches. L'utilisation des surnuméraires à des fins scientifiques pourrait permettre de mieux comprendre les phénomènes de la vie foetale. Des travaux ont pour objectif d'augmenter le nombre des embryons obtenus par fécondation in vitro, d'autres visent à identifier les caractéristiques des embryons permettant un pronostic sur leur développement ultérieur. D'autres travaux concernent la production de nouvelles lignées cellulaires appelées « cellules souches embryonnaires », qui pourraient être utiles dans le traitement des lésions ou des maladies dégénératives touchant l'épiderme, le cœur, les reins ou les tissus nerveux.

TROIS QUESTIONS À CLAUDE HURIET

1 Quelle analyse faites-vous, au terme de l'évaluation que vous avez menée en tant que sénateur (N.C.), de l'efficacité du dispositif législatif sur la bioéthique ?

Il faut faire la part entre des imperfections originelles des textes de lois concernant, notamment, la recherche sur l'embryon et le retard, voire l'absence, de certains décrets d'application. Sur le dernier point, le législateur a, sans doute, une part de responsabilité, mais il ne faut pas être inquiet face à l'insuffisance des moyens du ministère de la santé, chargé de la rédaction de ces décrets. Il faut aussi compter sur les progrès de la science et de la médecine, qui peuvent être progressifs, dans le cas des greffes d'organes, ou au contraire soudains, dans le cas de la micro-injection du spermatozoïde.

2 Quels sujets ont donné lieu à un débat lors de la prochaine lecture, par le Parlement, des lois de 1994 ?

Tout laisse penser que la question de la légitimité des recherches sur l'embryon humain sera un affrontement entre ceux qui pressentent que l'embryon est

une personne et non une chose, et qu'à ce titre il ne peut être utilisé comme un moyen, et ceux qui estiment que le même embryon peut être objet de travaux scientifiques. Face aux menaces actuelles d'eugénisme et aux risques majeurs du clonage reproductif, il n'est regrettable que l'on assiste, ici, à l'habitude empoignée droite-gauche : une gauche « matérialiste » et une droite « spiritualiste ».

3 A l'heure de la construction européenne, y a-t-il encore une place pour des dispositions législatives nationales sur ces questions ?

Sans nul doute, l'on observe des différences importantes sur ces sujets au sein des pays de l'Union européenne, notamment l'Allemagne et la Grande-Bretagne. On est loin de l'adoption de dispositions européennes communes contraignantes pour les Etats. Cette situation est d'autant plus incohérente que l'on voit se développer une forme de tourisme médical et se multiplier les échanges entre chercheurs. Elle risque aussi, au fil du temps, de faire que tous les pays s'alignent sur celui qui est le plus offrant.

Propos recueillis par Jean-Yves Nau

(Publicité)

ICN

ICN Pharmaceuticals, Inc.

International Headquarters
2201 Plaza
3300 Hybrid Avenue
Costa Mesa, California 92626
Telephone: 714/448-0100
Fax: 714/448-0131
Telex: 67-0412

LETTRE OUVERTE A MONSIEUR JACQUES CHIRAC, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Le 18 février 1999

Monsieur le Président,

J'attire votre attention sur l'action illégale et inadmissible du gouvernement de Monsieur Slobodan Milosevic qui, refusant de remplir ses obligations contractuelles portant sur un montant de 175 millions de dollars, a utilisé la force pour saisir la propriété et les biens de ICN Pharmaceuticals, Inc., société américaine établie en Yougoslavie, située aux environs de Belgrade.

La Direction de cette entreprise a été contrainte de quitter l'usine et les bureaux et n'est plus autorisée à regagner les lieux. Le gouvernement serbe, avec une force de plus de 200 policiers et des miliciens paramilitaires armés, a pris le contrôle des locaux, refusant l'accès à tous les responsables américains.

Cette action du gouvernement serbe est totalement illégale et constitue un abus. Il n'y a aucun doute qu'il s'agit d'une manœuvre politico-économique destinée à réveiller le sentiment anti-américain dans le cadre des discussions sur le processus de paix au Kosovo qui se déroulent actuellement en France.

La société ICN a porté plainte contre le régime de Monsieur Milosevic auprès de la justice américaine et envisage d'utiliser tous les recours juridiques disponibles au plan international pour faire reconnaître ses droits. Cette affaire ne peut en effet demeurer entre les mains de la justice serbe, bien évidemment contrôlée par son gouvernement.

Ainsi, j'ai sollicité l'intervention de Monsieur Bill Clinton, Président des Etats-Unis, et je me permets de faire également appel au gouvernement français et à vous, Monsieur le Président, pour condamner la saisie arbitraire et la nationalisation abusive d'une propriété privée, de même que l'humiliation et la violation des droits de l'homme dont ont été victimes les employés de la société ICN en Serbie. Je fais appel à vous, Monsieur le Président, pour intervenir auprès du gouvernement serbe afin d'exiger que le droit international soit respecté et que l'usine et les bureaux d'ICN en Serbie soient immédiatement restitués à leurs propriétaires et à son personnel. Je vous demande également de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour assurer la sécurité de nos employés qui courent actuellement un réel danger en Yougoslavie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

Milan Panic

Milan Panic

Président-directeur général

plutôt
us, il ne
zix air-
Francis
s de cé-
10, ne-
ere ou-
conquis
d'un pe-
i confie,
umant.

page 13
dim 18
dim 19
s 22
je 25
je 26
je 28
je 29

DISPARITIONS

Jaki Byard

Un pianiste irrésistible et populaire

JOHN A. JR., dit Jaki Byard, pianiste, compositeur et professeur, né à Worcester (Massachusetts) le 15 juin 1922, est mort, jeudi 11 février 1999, à 22 heures, d'une balle dans le nez, son appartement de Hollis Avenue (qu'il partageait avec deux de ses filles) à Queens, New York. Il était seul depuis six heures du soir. Dit « la famille », c'est une mort qui lui ressemble pas. L'inspecteur Joseph Pentagelo, porte-parole du département de la police, a déclaré qu'il n'y a ni signe, ni témoins, pas de trace d'effraction, de vol ou de lutte. On dit que c'est une mort qui ne lui ressemble pas parce que Jaki Byard, longtemps compagnon de Mingus avec qui il vint plusieurs fois en Europe, était un homme heureux dans la tourmente musicale qu'il fomentait, qu'il suscitait, demeurait un esprit courtois, cultivé, un monument plaqué de drôle de scène qui fit dire qu'il était un des « grands surréalistes jazz ».

Pianiste irrésistible et populaire, mélangeant tous les styles, calmant la folie de Mingus et toute sa clique par des raisons qu'il allait puiser dans le ragtime, aussi bien au fond du blues, Byard pratiquait les instruments auxquels recourait ordinairement le jazz, à la basse, à la batterie, de la trompette aux saxophones en passant par la guitare, bien sûr, à même le violon. La lignée des pianistes, pour lui, était la branche maternelle. Il père jouait en fanfare, John A. Jr. des études classiques – air connu. Une fois pour toutes : ce n'est pas l'incroyable et multiforme éducation musicale (Julius Hart School of Music), non sans quelques percées dans le monde (Australie, Japon, Chine),

nière dont ils le font. La radio son répertoire. Les orchestres de la province, de danse et de divertissement (Freddie and his Nighthawks), le centre d'apprentissage, il a quinze ans. Ce qui était plus intéressant à creuser, c'est la période de mobilisation (1941-1946), où il rencontre Kenny Clarke en Alabama. L'Alabama, dans les années-là, pour deux Africains-Américains, comme il convient de dire, Jaki et Kenny, ne devait être coton.

SOLO ET PETITS MÉTIERS

Au retour, ayant appris à trombone et l'art d'écrire, il gravit les échelons des meilleurs de Boston (Bostic) et enregistre son premier disque. Suit un petit exil des familles au Québec, où il croise Sam Rivers. Il redescend sur la Côte est, se produit en piano et dans divers petits métiers (garçon coiffeur, technicien en vénitiens), ce qui signifie que Jaki n'est pas un homme. Nombre de ses partenaires ont, ou plutôt auront, des noms plus ou moins célèbres (Charlie Mariano, Serge Chaloff), il remplace Joe Zawinul chez Maynard Ferguson (de 1959 à 1962). Période flottante de gigs et solos d'occasion, Jaki ne faisant carrière qu'à posteriori, après quoi, ayant enregistré un solo pour Candido – Mingus pointe son nez – qui ne sera publié que près de vingt ans plus tard, il intègre les sextettes et les légions du génial bassiste avec qui on le voit à Paris en 1964, 1968 et 1970.

Conversion à l'Islam. Il garde son nom et se consacre de plus en plus à l'enseignement (Julius Hart School of Music), non sans quelques percées dans le monde (Australie, Japon, Chine),

Au milieu des années 70, il promène son Apollo Stompers dans les autres pubs, le Michael's de Boston, Ali's Alley (cuisine de Rashied Ali à New York), où on voit jovial, sévère, gai, intelligent et ivre de musiques. Cependant qu'il usine quelques rendez-vous de luxe avec la jeune génération, celle que lui laisse Mingus (Ricky Ford) ou l'autre qui s'autorise d'elle-même (David Murray).

Expert en styles (Monk, mais aussi Bud Powell), il n'oubliait jamais qu'il avait enregistré en duo avec Earl Hines (divine surprise), il y a deux semaines, l'avait vu, il soixante-seize ans, descendre dans un club de Boston. Etait-ce lui ? Les balles glacées où il est désormais prohibé de fumer, fit-ce à la fin de la Regatta Club ? Son dernier CD, avec Michael Marcus, doit sortir en mars.

Francis Marnande

Seymour Jacobs

Le photographe des plages américaines

SEYMOUR JACOBS, photographe américain, est mort, dimanche 14 février à Paris, à l'âge de soixante-sept ans.

Sans doute un juif new yorkais de Brooklyn, il a gueulé de France, est-il plus connu en France qu'aux États-Unis. Parce qu'il vivait à Paris depuis vingt-cinq ans. Et pourtant, c'est par un sujet typiquement américain – la plage new-yorkaise de Brighton – qu'il a gagné sa réputation. Pendant plus de vingt ans, Seymour Jacobs a photographié la plage avec humour et méchanceté. La photographie était brutale. Il invitait des garçons et filles, plus ou moins nus, à se faire photographier, à exposer visages, corps, bronzage, maillots, muscles, rimmel, cellulite et pectoraux. « Cette plage m'appartenait comme ma propre chair, mais, contrairement à moi, elle jouissait d'une certaine jeunesse », disait Jacobs.

Brighton était pour lui un lieu idéal pour « la drague » et pour en-

registrer l'évolution des codes, mentalités, attitudes, d'un pays passé du romantisme des années 60 à l'autosatisfaction des années Reagan.

Seymour Jacobs a eu plusieurs vies. Celle d'un professeur de français à New York qui a pris sa « retraite anticipée » en 1980. Celle d'un conseiller technique au cabinet de Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (1988-1991), avant d'être nommé à la Société Industrielle Aéronautique (1991-1994), puis directeur général d'Agralex (1994-1998). Depuis janvier 1997, Eric Lissac dirigeait dans les fonctions de directeur de la sécurité et de la direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement au ministère des Affaires étrangères.

Celle d'un photographe qui a étudié, en 1955, avec Lisette Model à la New School for Social Research. Celle enfin d'un Américain en France, qui a exposé à l'Espace photographique de Paris en 1994, puis, l'année suivante, à la galerie Agathe Gaillard.

Michel Guerrin

NOMINATION

COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Eric Danon a été nommé directeur du cabinet de Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Il succède à Jean-Claude Faure, qui devait être nommé président du comité d'aide au développement de l'OCDE.

(Né le 22 février 1957 à Paris, Eric Danon est ancien élève de l'Ecole normale supérieure, diplômé de lettres, de sciences physiques et ancien de l'Institut de statistiques et d'administration (1984-1986). Après avoir été en poste à la mission française au Quai d'Orsay, il a été conseiller technique au cabinet de Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (1988-1991), avant d'être nommé à la Société Industrielle Aéronautique (1991-1994), puis directeur général d'Agralex (1994-1998). Depuis janvier 1997, Eric Lissac dirigeait dans les fonctions de directeur de la sécurité et de la direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement au ministère des Affaires étrangères.)

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel du 14 février 1999 sont publiés :

● Aérospatiale : un décret relatif au transfert du secteur public au secteur privé la majorité du capital de la société Aérospatiale (Le Journal du 11 février).

● Péage : un décret autorisant l'institution de la redevance résultant de nouveaux tarifs de péage sur l'ouvrage d'art dit « tunnel routier Prado-Carénage » à Marseille. Le tarif de base est fixé à 11 francs.

● Journal officiel du 14 février 1999 :

● Accords internationaux : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Guatemala relatif à la suppression de l'obligation de visa de court séjour, sous forme d'échange de lettres signées à Guatemala, le 11 mai 1998.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Lucie, Pierre, Dorothée DUBUSSION, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Jules

chez Elodie DUBUSSION et Luc GALLAIS.

Lucie PIETRI a la joie d'annoncer la naissance de

Mina, Charlotte,

chez PIETRI et Mady NADIM.

14, square Adanson, 75018 Paris.

Anniversaires de

Laetitia

Ce jour-là, anniversaire, alors, joyeux anniversaire, Christian.

Naissances

M. Najat Ayari, née Haddad, épouse, Karim et Raouf Ayari, 20 ans, Zakya et Rym, épouse, Bouhoucha, 20 ans, Les familles parentes et alliées, « l'immense douleur d'annoncer à leur cher et regretté »

Naissances

Hachem AYARI, ancien président du Conseil de l'Ordre des médecins de Tunisie, ancien chef de service de gastro-entérologie au CHU Habib-Thameur, membre fondateur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, président du Conseil national pour la liberté.

L'inhumation a eu lieu le 14 février 1999, au cimetière Jellaz, à Tunis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Naissances

BARIL, le peintre.

à qui l'âge de quatre-vingt-un ans.

Tous ceux qui l'aiment se réuniront pour une cérémonie religieuse, en l'église Notre-Dame-d'Autouil, à Paris, le 19 février, à 10 h 30.

Seu amis.

Jacques et Nivea Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Nelly et Svante Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Jules

chez Elodie DUBUSSION et Luc GALLAIS.

Lucie PIETRI a la joie d'annoncer la naissance de

Mina, Charlotte,

chez PIETRI et Mady NADIM.

14, square Adanson, 75018 Paris.

Anniversaires de

Laetitia

Ce jour-là, anniversaire, alors, joyeux anniversaire, Christian.

Naissances

M. Najat Ayari, née Haddad, épouse, Karim et Raouf Ayari, 20 ans, Zakya et Rym, épouse, Bouhoucha, 20 ans, Les familles parentes et alliées, « l'immense douleur d'annoncer à leur cher et regretté »

Naissances

Hachem AYARI, ancien président du Conseil de l'Ordre des médecins de Tunisie, ancien chef de service de gastro-entérologie au CHU Habib-Thameur, membre fondateur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, président du Conseil national pour la liberté.

L'inhumation a eu lieu le 14 février 1999, au cimetière Jellaz, à Tunis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Naissances

BARIL, le peintre.

à qui l'âge de quatre-vingt-un ans.

Tous ceux qui l'aiment se réuniront pour une cérémonie religieuse, en l'église Notre-Dame-d'Autouil, à Paris, le 19 février, à 10 h 30.

Seu amis.

Jacques et Nivea Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Nelly et Svante Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Jules

chez Elodie DUBUSSION et Luc GALLAIS.

Lucie PIETRI a la joie d'annoncer la naissance de

Mina, Charlotte,

chez PIETRI et Mady NADIM.

14, square Adanson, 75018 Paris.

Anniversaires de

Laetitia

Ce jour-là, anniversaire, alors, joyeux anniversaire, Christian.

Naissances

M. Najat Ayari, née Haddad, épouse, Karim et Raouf Ayari, 20 ans, Zakya et Rym, épouse, Bouhoucha, 20 ans, Les familles parentes et alliées, « l'immense douleur d'annoncer à leur cher et regretté »

Naissances

Hachem AYARI, ancien président du Conseil de l'Ordre des médecins de Tunisie, ancien chef de service de gastro-entérologie au CHU Habib-Thameur, membre fondateur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, président du Conseil national pour la liberté.

L'inhumation a eu lieu le 14 février 1999, au cimetière Jellaz, à Tunis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Naissances

BARIL, le peintre.

à qui l'âge de quatre-vingt-un ans.

Tous ceux qui l'aiment se réuniront pour une cérémonie religieuse, en l'église Notre-Dame-d'Autouil, à Paris, le 19 février, à 10 h 30.

Seu amis.

Jacques et Nivea Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Nelly et Svante Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Jules

chez Elodie DUBUSSION et Luc GALLAIS.

Lucie PIETRI a la joie d'annoncer la naissance de

Mina, Charlotte,

chez PIETRI et Mady NADIM.

14, square Adanson, 75018 Paris.

Anniversaires de

Laetitia

Ce jour-là, anniversaire, alors, joyeux anniversaire, Christian.

Naissances

M. Najat Ayari, née Haddad, épouse, Karim et Raouf Ayari, 20 ans, Zakya et Rym, épouse, Bouhoucha, 20 ans, Les familles parentes et alliées, « l'immense douleur d'annoncer à leur cher et regretté »

Naissances

Hachem AYARI, ancien président du Conseil de l'Ordre des médecins de Tunisie, ancien chef de service de gastro-entérologie au CHU Habib-Thameur, membre fondateur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, président du Conseil national pour la liberté.

L'inhumation a eu lieu le 14 février 1999, au cimetière Jellaz, à Tunis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Naissances

BARIL, le peintre.

à qui l'âge de quatre-vingt-un ans.

Tous ceux qui l'aiment se réuniront pour une cérémonie religieuse, en l'église Notre-Dame-d'Autouil, à Paris, le 19 février, à 10 h 30.

Seu amis.

Jacques et Nivea Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Nelly et Svante Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Jules

chez Elodie DUBUSSION et Luc GALLAIS.

Lucie PIETRI a la joie d'annoncer la naissance de

Mina, Charlotte,

chez PIETRI et Mady NADIM.

14, square Adanson, 75018 Paris.

Anniversaires de

Laetitia

Ce jour-là, anniversaire, alors, joyeux anniversaire, Christian.

Naissances

M. Najat Ayari, née Haddad, épouse, Karim et Raouf Ayari, 20 ans, Zakya et Rym, épouse, Bouhoucha, 20 ans, Les familles parentes et alliées, « l'immense douleur d'annoncer à leur cher et regretté »

Naissances

Hachem AYARI, ancien président du Conseil de l'Ordre des médecins de Tunisie, ancien chef de service de gastro-entérologie au CHU Habib-Thameur, membre fondateur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, président du Conseil national pour la liberté.

L'inhumation a eu lieu le 14 février 1999, au cimetière Jellaz, à Tunis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Naissances

BARIL, le peintre.

à qui l'âge de quatre-vingt-un ans.

Tous ceux qui l'aiment se réuniront pour une cérémonie religieuse, en l'église Notre-Dame-d'Autouil, à Paris, le 19 février, à 10 h 30.

Seu amis.

Jacques et Nivea Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Nelly et Svante Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Jules

chez Elodie DUBUSSION et Luc GALLAIS.

Lucie PIETRI a la joie d'annoncer la naissance de

Mina, Charlotte,

chez PIETRI et Mady NADIM.

14, square Adanson, 75018 Paris.

Anniversaires de

Laetitia

Ce jour-là, anniversaire, alors, joyeux anniversaire, Christian.

Naissances

M. Najat Ayari, née Haddad, épouse, Karim et Raouf Ayari, 20 ans, Zakya et Rym, épouse, Bouhoucha, 20 ans, Les familles parentes et alliées, « l'immense douleur d'annoncer à leur cher et regretté »

Naissances

Hachem AYARI, ancien président du Conseil de l'Ordre des médecins de Tunisie, ancien chef de service de gastro-entérologie au CHU Habib-Thameur, membre fondateur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, président du Conseil national pour la liberté.

L'inhumation a eu lieu le 14 février 1999, au cimetière Jellaz, à Tunis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Naissances

BARIL, le peintre.

à qui l'âge de quatre-vingt-un ans.

Tous ceux qui l'aiment se réuniront pour une cérémonie religieuse, en l'église Notre-Dame-d'Autouil, à Paris, le 19 février, à 10 h 30.

Seu amis.

Jacques et Nivea Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Nelly et Svante Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Jules

chez Elodie DUBUSSION et Luc GALLAIS.

Lucie PIETRI a la joie d'annoncer la naissance de

Mina, Charlotte,

chez PIETRI et Mady NADIM.

14, square Adanson, 75018 Paris.

Anniversaires de

Laetitia

Ce jour-là, anniversaire, alors, joyeux anniversaire, Christian.

Naissances

M. Najat Ayari, née Haddad, épouse, Karim et Raouf Ayari, 20 ans, Zakya et Rym, épouse, Bouhoucha, 20 ans, Les familles parentes et alliées, « l'immense douleur d'annoncer à leur cher et regretté »

Naissances

Hachem AYARI, ancien président du Conseil de l'Ordre des médecins de Tunisie, ancien chef de service de gastro-entérologie au CHU Habib-Thameur, membre fondateur de la Ligue tunisienne des droits de l'homme, président du Conseil national pour la liberté.

L'inhumation a eu lieu le 14 février 1999, au cimetière Jellaz, à Tunis.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Naissances

BARIL, le peintre.

à qui l'âge de quatre-vingt-un ans.

Tous ceux qui l'aiment se réuniront pour une cérémonie religieuse, en l'église Notre-Dame-d'Autouil, à Paris, le 19 février, à 10 h 30.

Seu amis.

Jacques et Nivea Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Nelly et Svante Barouh, 14 ans, 14, square Adanson, 75018 Paris.

Jules

chez Elodie DUBUSSION et Luc GALLAIS.

Lucie PIETRI a la joie d'annoncer la naissance de

Mina, Charlotte,

chez PIETRI et Mady NADIM.

14, square Adanson, 75018 Paris.

Anniversaires de

Laetitia

De grandes quantités de sable ont été prélevées au fil des années, pour les besoins du bâtiment. En cas de forte crue, une pression dangereuse pèserait sur le pied des « levées » qui bordent des zones urbanisées

Raison majeure **ment**: l'extraction **granulats**. On a puisé allègrement le sable de **Loire**, depuis les années 50, pour aménager notre cadre de vie. A un rythme **10** **milliards** **de** **mètres** **cubes** par an à **fin** des années 70, par exemple, pour une reconstitution naturelle évaluée à 0,5 million

un « pèlerinage » à peine. Au lieu d'un « pèlerinage », que l'on appelle ainsi pour 200 millions de francs, il va falloir aller chercher trois et quatre siècles pour récupérer cette valeur perdue ». Le professeur Phydorowicz Zbigniew Gązowski, de la direction régionale de l'environnement (Otrém) du Centre. Depuis 1992, les habitants ont pratiquement cessé de pêcher dans le fleuve. La crise du bâtiment a été l'occasion de cette interdiction. Elle va permettre au fleuve de se régénérer. Mais cet abaissement du lit a une conséquence inattendue : il fragilise les berges des levées. Au lieu de faire pression sur le haut ou le bas du lit, c'est la densité même du terrain qui « val » depuis les années 70 - le long du fleuve - sur le pied de la crue. Lorsque une crue survient, elle partie peut déstabiliser. L'étude a recensé 125 points sensibles le long du fleuve, de Val de Givry au Val de Breffonnet. Au total, 130 kilomètres de berges sont menacés par priorité. On compte les risques de brèche en cas de catastrophes - 163 brèches accidentelles lors de la crue

majeure du MMA. Cet enfoncement du lit rend aussi certains déversoirs - zone d'expansion libre du fleuve - inaccessibles : dans le cas de celui de Jargeau (Loiret), l'eau locale urgente du département était dans les pouvoirs publics. Un programme de travaux des digues venait de s'achever, et on allait en démarrer un autre, quand le crueur représente entre 200 et 700 millions de francs de travaux (762 à 1143 millions d'euros).

L'étude chiffre, par ailleurs, les estimations de dégâts : (Orléans, Blois, Tours), 11 entreprises dont 500 plus de 20 salariés, 72 000 emplois menacés. Depuis le siècle passé, la population est non-negligeable a déçu. « Si nous n'agissons pas, nous serons deux fois responsables et deux fois punies, parce que nous n'avons pris aucune responsabilité en matière de sécurité et que nous prendrions maintenant la responsabilité de protéger nos habitants », dit Antoine Caré, député (DL) du Loiret. Au total, le coût de cette type 1856, des infrastructures dignes, les documents pourraient se faire à l'ordre

de 40 milliards de francs (6,1 milliards d'euros). « Facture » : l'absence de tout soutien pour les inondations de l'Oder, en Allemagne orientale, en 1997, durant lesquelles les hydrologues ligériens ont effectué des missions.

Dans le dispositif d'urgence, le gouvernement **lance** sur la construction d'un ouvrage d'écrêtement, **réalisé** au Veudre, sur l'Allier. Avec **des** milliers - barrage - **de** mètres, **il** **protège** la Loire, **des** crues retenues sont censées « absorber », **un** **peu** au moins limiter sérieusement, **la** crue majeure en Loire Moyenne. Le **coût** (500 millions) **est** **de** 1 milliard de francs (la moitié) **pour** la ligne d'eau de quelque quarante petits centimètres. Ça peut paraître mince comme **une** **goutte** de sécurité, mais peut rendre la proposition **de** l'Etat **de** l'Etat du Veudre, **pour** les hydrologues, **est** **insupportable** **la** celui de Villavet. Les écologistes **et** **les** **habitants**. Le gouvernement **lance** **un** **appel** **à** **l'union** **en** 1998, mais il n'a pas **été** **tranché**. **Ces** **travaux** **en** perspective...

PHILIPPE MARTIN, président (PS) du conseil général du Gers, a annoncé, mardi 1^{er} février, l'abattage de cinq sept mille arbres jugés dangereux, sur quelques vingt-cinq mille qui bordent du département. L'esprit du président, cette décision doit constituer un véritable « électrochoc », qu'un mortel vient, « week-end », porter à nombre victimes route depuis début de 1999. Le quart des tués appartient à tranche d'âge quinze - vingt-cinq ans. « En 1998, le quart des personnes gersois ont fini arbre », a souligné M. Martin, qui, tout en appelant à la responsabilité des , a ajouté : « Je sais bien que les arbres ne tra-
vaillent pas la route, que l'alcool, la vi-
tesse, l'inexpérience aussi fau-
tivement (...) mais qui font obs-
curcir la visibilité de la voiture sauvera des vies. » Je sais, a précisé le président du conseil général, que cette décision sera des vagues, mais j'assume politiquement ce choix en fa-
veur de la vie. » Le plan d'abattage sur cinq ans s'accompagnera de re-
plantations diverses. » (Cronis).

Régis Guyotat

Avec le [] de Chambonchard, le gouvernement s'est laissé prendre dans une polémique - dont il a du mal à se débarrasser - qu'il a alimentée lui-même : après avoir annoncé [] son arrivée au ministère que le plan « Loire » continuerait à être appliqué, Dominique Voynet avait rapidement émis des « doutes » sur l'utilité de l'ouvrage, destiné à satisfaire les besoins en eau de Montcuçon et des irrigants de la vallée du Cher. Cristallisant le débat sur Chambonchard, ainsi que le font Eric Dédieu (RPR), président [] l'Epave, et le PCF de l'Allier, héritiers des traditions barragistes de Jean Royer, comme si le sort du bassin de la Loire en dépendait, laisse les spécialistes qui observent le fleuve sceptiques. Une protection [] crues ne peut, selon eux, que résulter d'un « ensemble » de [] conjuguées : renforcement des levées, entretien du fleuve, limitation de l'urbanisation [] zones [], aménagement [] vagues. Le plan « Loire » ne dit pas autre chose... (Corresp. rég.)

ABANDONNER sans le dire. **7222** ~~ministre~~ **ministre** du premier ministre sur le projet d'abandonner le barrage à Chambombard (*Le Monde* du 12 décembre 1998).

Le gouvernement vient de ~~faire~~ le préfet de la région Centre, ~~ministre~~ **ministre** du plan Loire Grandeur nature, afin qu'il organise une nouvelle concertation ~~entre~~ des propositions du ~~ministre~~ **ministre** de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Dominique Voynet n'est ~~pas favorable~~ à un ouvrage monumental au haut Cher, acquis en ~~1994~~ **1994** ~~par~~ **par** le gouvernement Balladur : elle a réaffirmé, jeudi 10 février, ses « doutes » sur l'utilité de l'ouvrage, en soulignant que ~~des~~ « solutions alternatives » existent pour ~~certains~~ des utilisations prévues. Jean Glavany, ministre de l'Agriculture et de la pêche, est, lui aussi, opposé au projet, qui n'a plus de justification agricole, selon son cabinet. Il ~~avait~~ **avait** convaincu Lionel Jospin de l'existence d'un ~~risque~~ **risque** de ~~contamination~~ **contamination**.

pollution du Cher, un programme d'assainissement de 40 millions de francs ~~sera~~ **sera** engagé afin d'équiper l'usine de ~~traitement~~ **traitement** de l'eau existante : 13 millions supplémentaires ~~seront~~ **seront** ~~alloués~~ **alloués** à la « mise en sécurité » de l'ancienne mine d'or du Châtelet, dans la vallée contiguë de l'arsenic et du cyanure. Enfin, l'Agence de l'eau ~~aura~~ **aura** sa ~~part~~ **part** ~~à~~ **à** payer les pollutions ~~diffuses~~ **diffuses** (118 millions de francs). C'est total : 165 millions de francs (25,15 millions d'euros). « C'est économiquement raisonnable et écologiquement responsable : on traite la pollution au lieu de la diluer », assure-t-on au ministère.

Le second volet est plus flou. Il s'agit ~~de~~ **de** d'appuyer un projet de développement local que les élus ~~ont~~ **ont** appelés à ~~mettre~~ **mettre** au point. Des pistes sont ~~aussi~~ **aussi** ~~proposées~~ **proposées** : ~~celles~~ **celles** d'agglomération ~~et~~ **et** de développement local du territoire rural ~~autour~~ **autour** de Montluçon en vue de développer le tou-

Le premier ministre **interroge sur le montant de la facture**: 600 millions de francs (91,46 millions d'euros), **donc 190** pris en charge par l'Agence de l'eau **et 70 par le budget de l'agriculture**. Un tel montant se justifiait-il pour un ouvrage dont l'utilité **est** beaucoup **il** moins en moins évidente **M. Jospin** semble avoir tranché par la négative. Les **services du ministère de l'Environnement** ont donc mis au point un scénario sans barrage: «un programme de développement durable du **Massif** Cher » en deux parties: une étude menée au premier ministre.

Le premier ministre l'alimentation en eau potable. Michel Manzon (Allier) : le barrage hydro-électrique de Rochebut, dont la concession à EDF est arrivée à expiration, sera converti en soutien d'étiage. « Cela permet de garantir l'alimentation en eau du secteur avec une marge de 10 à 15 croisés », fait observer un conseiller M. Voynet. Pour ne permettre un délestage. Quitte à faire des concessions. Certains élus commencent, au demeurant, à changer de position : le maire de Commenay (Allier), Guy Pons (PS), réclame, en cas d'abandon, une aide de l'Etat destinée à la construction d'une retenue pour sa commune.

Sylvia Zappi

les problèmes récurrents de pollution du Cher, un programme d'assainissement de 40 millions de francs a été engagé afin d'équiper l'usine de traitement des eaux existante; 11 millions supplémentaires ont été affectés à la « mise en sécurité » l'amaine d'or du Châtelet, les usines contiennent de l'arsenic et du cyanure. Enfin, l'Agence de l'eau met sa main à la pâte pour les pollutions (112 millions de francs). Au total: 165 millions de francs (25,15 millions d'euros). « C'est économiquement raisonnable et écologiquement responsable : on traite la pollution », dit le directeur, assure-t-on au ministère.

Le second volet est plus flou. Il s'agit essentiellement d'appuyer un projet de développement local que les élus ont appelé à l'initiative. Les pistes sont donc prioritaires : l'agglomération de la zone de développement local de Montigny rural pour développer le tourisme rural, de renforcer le commerce et l'artisanat, de conforter les atouts thermals d'Evans-les-Bains et Lerris-les-Bains.

Eric Donigé, député RPR du 1^{er} arrondissement de Paris, président de l'Etablissement public d'aménagement de la Loire et de la Saône (Epals), continue malgré tout à réclamer « leur » barrage. Le 3 février, les tendances confuses, ils en appellent au premier ministre pour qu'il « prenne rapidement une décision ». Ils ont en tant que consultants, Jean-Pierre Matignon, qui insiste pour que le plan de M. Voynet permette un « délestage ». Quitte à faire des concessions. C'est ce qu'ils commencent, au demeurant, à changer de position : le maire de Commeny (Ailier), Guy Bouchet (PS), réclame, en cas d'abandon, une « dérogation » de l'Etat pour la construction d'une dérivation pour

Sylvia Zoppi

Vous avez vu du 5 au 28 février 1999 pour profiter d'une offre incroyablement intéressante ? Commandez et installez votre AS400e en mars 1999 et vous bénéficiez d'un paiement jusqu'en janvier 2000, suivi de 24 mois de location sans frais*. Vous avez bien lu, cette offre sans précédent porte sur la nouvelle gamme AS400e dont le rapport prix/performance est plus intéressant que jamais. Février ne passe pas 28 jours, ne perdez pas une minute pour renvoyer votre coupon-réponse. Vous pouvez aussi nous appeler au 0 801 181 030 (ou 01 891 635 426) ou vous connecter à Internet www.as400.ibm.com/france

@ e-business tools'

Equipez-vous maintenant,
payez plus tard.
Beaucoup plus tard.



IBM

* soit 1000 km/24h du type VI du TRAFALGAR. Cette offre porte sur la nouvelle gamme AS4000 associée au Rover 1999, ainsi que sur le modèle 170 (modèle 2299) et certaines évolutions matériel (moins coûteuses). Ces conditions s'appliquent aux véhicules achetés avant le 31 mars 1999 sous réserve d'acceptation du dossier par BMW France Financement. Cette offre n'est cumulable avec aucune autre. * D'autre à-bonjour.

Coupon-réponse à renvoyer avant le 28 février 1999 ■ IBM Direct BP 51 F-45802 St-Jean-de-Braye Cedex

Oui, je suis intéressé(e) par cette offre "Location An IBM AS/400" d'IBM France Financement. Merci de me contacter.

Nom : _____

TEL : _____ Fax : _____ e-mail : _____

Code Siret de l'entreprise : _____ Équippée d'un A.D.P. : ☐ OUI ☐ NON

Vous êtes en relation avec un Partenaire Commercial IBM : ☒ OUI ☐ NON ☒ Oui, ☐ Non, ☐ Autre : _____

La ricerca è stata condotta in un'azienda italiana che produceva prodotti per la casa. Gli autori non sono affiliati a nessuna delle parti coinvolte. Il lavoro è stato svolto in un'ottica di imparzialità e di obiettività. Il lavoro è stato svolto in un'ottica di imparzialità e di obiettività. Il lavoro è stato svolto in un'ottica di imparzialità e di obiettività.

: page 13
 tion _____ 18
 bord _____ 19
 d _____ 22
 zie _____ 2
 _____ 2
 _____ 2
 arel _____ 2
 vision _____ 2

HORIZONS

ENQUÊTE

L'assassinat, en décembre 1998, de deux écrivains iraniens à Téhéran accredité l'idée que des hommes de plume figurent bel et bien sur une « liste noire ». Les tueurs, qui appartiennent au ministère des renseignements, auraient agi de leur propre initiative. Mais nul ne croit à cette version officielle



La « liste noire », le nom en persan de Téhéran. Nombreux sont ceux, hommes de plume au sens large, mais aussi hommes politiques plus ou moins réformateurs ou modernistes, en tout cas champions des libertés à des degrés divers, qui affirment y figurer. Cette liste qui leur donne froid dans le dos a été découverte auprès du groupe de qui ont assassiné, en décembre 1998, Dariush Forouhar, chef du mouvement de la nation iranienne, et son épouse Parvaneh ; puis, en décembre, deux écrivains, Mohammad Pouyandeh et Mohammad Mokhtari, étaient retrouvés morts après avoir été portés disparus pendant plusieurs jours.

« Bien sûr que je suis menacé. Je suis sur la fameuse liste. Je prends des précautions », dit-il. Jamais seul, rentre jamais tard le soir, même accompagné. Nous sommes nombreux à vivre ainsi. « Romancier, auteur de nombreux essais sur la censure, avocat de la liberté d'expression, Amir Hassan Chehel-tan a eu du mal à comprendre pourquoi l'Association des écrivains iraniens, dont il est lui-même membre depuis 1977, dans le colimateur des ultraconservateurs en Iran. Ça qui, sûr, c'est que la « liste » existe. Elle identifie nominalement des dizaines de personnes qui auraient dû être les prochaines victimes. Plus aléatoire : le fait que certains - hormis les autorités concernées - paient vue.

Dans un élan de courage politique dont chacun, à Téhéran, reconnaît le caractère inédit et salutaire, le président réformateur, Mohammad Khatami, a forcé le ministère des renseignements à admettre publiquement que certains de ses agents « responsables » meurtriers - dont il le monde était du convaincu. Cela a entraîné une levée de boucliers telle contre le ministre des renseignements, le conservateur Ghorbanali Dorri-Najafabadi, qu'il a été forcé de démissionner. La version officielle est que lesdits agents ont agi pour leur propre compte, et non l'instigation d'une quelconque autorité. Nul n'y croit, mais les autorités affirment continuer l'enquête, et les journaux proches des amis du président Khatami ne cessent de réclamer toute la vérité sur cette affaire.

Les suites policières, judiciaires politiques diront peut-être pourquoi l'Association des écrivains iraniens est en suspicion par certains en

La liste noire qui inquiète les écrivains iraniens

République islamique, comme elle fut l'ère du chah, Mohammad Reza Pahlavi. Amir Hassan Chehel-tan demeure perplexe. « Je suis surpris. Je ne pense pas que le pouvoir des écrivains en Iran soit si grand », dit-il, avant d'expliquer : « Peut-être que certains se souviennent aujourd'hui des soirées culturelles organisées, au début de novembre 1977, par l'Association des écrivains, au Centre culturel allemand de Téhéran, soirées qui, aux yeux de certains, ont impulsé la révolution. Peut-être aussi que, dans l'absence de partis politiques, de journaux libres, la société iranienne attend beaucoup des hommes de lettres, dont certains pensent à retour que les activités culturelles, artistiques, les romans, la fiction, la poésie, peuvent constituer un vecteur politique. Peut-être les écrivains indépendants sont-ils jugés dangereux par des gouvernements qui, dans le pays, attendent qu'ils soient les instruments de leur propagande. »

INUTILE chercher une explication du lectorat. « Les Iraniens », affirme Chehel-tan, ne sont malheureusement pas de grands lecteurs. Ils n'étaient pas davantage du temps du chah. La littérature sérieuse a un auditoire très limité. Dans le meilleur des cas, nous tirons dix mille exemplaires, dans un pays de plus de soixante millions d'habitants. La règle est plutôt un tirage de trois mille - deux mille. L'on en croit Marjan Djelali, propriétaire d'une maison d'édition. « Mais, se ravise-t-il, lors que les Iraniens savent qu'Untel n'est pas un poète officiel, qu'ils ne vous voient pas sur les plateaux de télévision, dans les séminaires organisés par le gouvernement, ou que vous n'êtes pas cité par les journaux officiels, ils se disent : c'est un bon. Nous pouvons être un pouvoir dans la représentation que les gens se font de nous. Il s'interrompt, puis reprend : « Peut-être que nous avons un grand pouvoir... Je ne sais pas. » Quant à savoir pourquoi le choix

des tueurs s'est porté sur Pouyandeh et Mokhtari... « Il n'y a aucune logique à cela », dit M. Chehel-tan. « [Les tueurs] choisissent au hasard. Ils disent : voilà une famille [les écrivains] qui n'est pas punie. Ce sera Untel. Pourquoi ? Nul ne le sait. Peut-être certains d'entre nous sont-ils simplement plus faciles à atteindre que d'autres. »

A tort ou à raison, les gouvernements iraniens ont toujours beaucoup prêté à l'Association des écrivains, au point de refuser systématiquement de la légaliser. Ladite Association a été créée en

■ Les tueurs choisissent au hasard. Ils se disent : la famille des écrivains doit être punie. Ce sera Untel. Pourquoi ? Nul ne le sait. Peut-être certains d'entre nous sont-ils tout simplement plus faciles à atteindre que d'autres ■

pour mettre un projet de chah d'en instituer une « liste noire », dit M. Chehel-tan. Dans son livre « Les écrivains iraniens » (éditions L'Harmattan), Rouzbeh Sabouri donne une explication plus exhaustive de la genèse de l'esprit d'indépendance intellectuelle. Les lettrés, écrit-il, avaient une situation particulière. D'une part, la majorité d'entre eux contribuaient plus ou moins à la gestion du régime (...) et, d'autre part, ils étaient privés de la possibilité de participer à la direction des affaires publiques. Le régime avait besoin d'eux, et les intellectuels avaient clairement conscience, mais il ne leur déléguait aucun de ses pouvoirs. D'où une frustration profonde. Et c'est « un sentiment latent d'inachèvement », la prospérité économique ne s'accompagnant de plus de justice et de libertés.

Seulement tolérée pendant deux petites années sous le régime du

chah, l'Association fut ensuite interdite. Deux ans après la révolution islamique, la liste de noms économiques et d'un certain nombre du régime impérial, qui, sous la pression internationale, héraldisation, certains écrivains adressèrent une lettre au premier ministre d'alors, Amir Abbas Hoveida, pour réclamer la levée de la censure et la liberté d'expression. Ils reprirent ensuite progressivement de l'assurance, jusqu'à fameuses soirées poétiques de l'Institut Goethe de Téhéran, en

aucune occasion de faire avancer leur cause. Ils se retrouvèrent en 1983, pour organiser une collecte aux victimes d'un tremblement de terre qui avait frappé l'Iran. Puis, à nouveau quelques années plus tard, sous le prétexte de préparer une documentation sur l'histoire de leur association, toujours virtuelle. Lorsque, en mars 1994, l'un d'eux, Shajari, fut pour « trafic de devises, pédophilie, relations avec les milieux contre-révolutionnaires et drogues », les écrivains adressèrent une lettre au chef du pouvoir judiciaire pour lui demander de traiter cette affaire conformément à la Constitution. Quelques mois plus tard, le 15 octobre, 134 écrivains, dont la plupart sont les grands noms du monde des lettres de l'Iran contemporain, publièrent un texte, connu sous l'appellation de « Déclaration 134 », dans lequel ils réclamaient leurs droits en tant qu'écrivains indépendants. Amir Hassan Chehel-tan et le réformateur Pouyandeh figuraient parmi les signataires.

« Notre présence collective (...) implique l'indépendance individuelle. Car, dans la genèse de l'œuvre, dans l'analyse et la critique de nos autres, dans l'expression de nos croyances et convictions, l'écrivain doit être libre », plaident-ils, tentant de convaincre qu'indépendance n'est pas synonyme d'hostilité d'adversité. « Fouiller dans la vie privée de l'écrivain sous prétexte de critique atteinte une enceinte inviolable. Condamner un écrivain par des allégations morales politiques contraires à la démocratie et à la dignité du métier d'écrivain, écrivain-ils encore.

Ce jour-là, la goutte d'eau qui fit déborder le trop plein, dit le ministère des renseignements. Vous avez vos activités, ne plus vous rencontrer, voire plus entrer en contact les uns avec les autres, les écrivains obtempérèrent. Ils ne voulaient pas la

guerre, seulement le respect de la loi.

Il se remirent à espérer après l'élection du réformateur Mohammad Khatami à la présidence de la République islamique, le 23 mai 1997. L'entrée de M. Khatami s'est faite le lendemain d'un Etat de droit, du respect des libertés, du droit à la différence et des lois. Une porte s'ouvrait. Les écrivains s'engouffrèrent. « Nous avons décidé », M. Chehel-tan, de tenir une assemblée générale pour lancer l'Association. « C'était à 1998. Nous nous sommes retrouvés vingt ou vingt-cinq, nous avions l'appui d'une cinquantaine d'autres. Nous avions rassemblé quelque quatre-vingts signatures favorables à la convocation d'une assemblée générale. Un comité fut chargé d'élaborer un projet de charte qui, une fois approuvé, devait être remis aux autorités pour obtenir l'autorisation d'admettre. »

C'EST alors que les propositions furent commencées. Des propositions de préparation s'étant vu signifier que tout devait s'arrêter sur-le-champ, adressèrent une lettre au président Khatami pour le tenir au courant de leurs démarches. Elle fut réponse. Après les meurtres rapprochés de Forouhar, Mokhtari et Pouyandeh, l'émotion fut immense à Téhéran. Les écrivains envoyèrent à nouveau une lettre au président de la République. Une délégation les représentant fut reçue par un collaborateur de ce dernier. Le ministre de la culture et de l'orientation islamique, Ataollah Mohadjariani, reçut lui aussi. Ici et là, dit M. Chehel-tan, ils bénéficièrent d'une oreille attentive. « Les autorités nous ont dit d'être extrêmement prudents (...). La presse a réagi extrêmement positive. Les journaux conservateurs ont même lynchage dont nous étions la cible. C'est une agréable surprise. Et d'espérer l'autorisation prochaine de leur association par le président Khatami.

« C'est triste à dire, mais la mort de nos deux collègues et amis ne peut-être faciliter nos chases. L'Iran doit affronter aujourd'hui de problèmes. Le nôtre en un, peut-être pas le plus important, sommes donc partagés entre la peur et l'espoir. »

Mouna Naim
Dessin : Michel

Les Kurdes problème

Les Kurdes, problème européen

par Gérard Chaliand

L'explosion des violences commises par des Kurdes dans les zones frontalières de l'Irak, de la Turquie et de l'Iran, a fait passer le problème kurde d'une question abstraite à une question concrète : la Turquie n'est-elle pas candidate à l'entrée dans l'Union européenne ?

Depuis son arrivée en Italie, à la fin du mois de novembre 1998, le dirigeant kurde s'est vu discrètement refuser l'asile ou exil par plusieurs pays européens par ailleurs très attachés aux droits de l'homme.

La pusillanimité des Européens, qui, par deux fois, en 1987 et en 1992, ont demandé à la Turquie de changer de politique à l'égard des Kurdes en laissant l'Irak isolé, d'aboutir à envoyer le dirigeant kurde à la salle de torture.

Les responsables politiques feraient bien de lire le récit de l'ancien maître de Diyarbakir, Mehdi Zana, *« Prison n° 1 »* (Arléa), qui relate les tortures qu'il a subies durant ses années d'incarcération.

Il est grand temps que les Européens se décident à faire preuve de cohérence. On ne peut pas à la fois, par le truchement du Conseil de l'Europe, demander à la Turquie d'accorder aux Kurdes la même liberté et des droits culturels et politiques que ceux qu'elle accorde à la première minorité turque, alors que l'Europe est indispensable à la Turquie et non l'inverse.

Ce que l'Etat turc pratique en matière de répression dans les provinces du Sud-Est, en état de siège depuis douze années, à l'abri de l'immunité occidentale, dépasse de très loin les événements du Kosovo, qui, aujourd'hui, retiennent toute l'attention. Plus de trois mille villages détruits, selon les statistiques américaines, quatre millions de Kurdes refoulés vers l'Ouest, le centre du pays, deux autres millions regroupés dans des centres urbains pour mieux les contrôler. Il s'agit d'une politique de répression, d'aucun état, dans les Balkans, ne peut pratiquer sans être énergiquement condamné et menacé d'être bombardé. Qu'il y ait deux poids et deux mesures est une réalité acceptée par ceux qui pratiquent ou observent les relations internationales.

Quant aux droits de l'homme, on sait que leur respect comme la dénonciation de leur violation est à géométrie variable et déterminée par le fait que tel ou tel est un allié ou un adversaire. La Turquie, membre de l'OTAN, partenaire commercial majeur, reste à l'égard dans une position diplomatique avantageuse dont elle sait tirer profit face à l'Europe dotée de peu de volonté.

Certes, le PKK d'Abdullah Öcalan est loin d'être un mouvement démocratique. Son idéologie est, à la base, un marxisme aussi primaire et roide que celui du Sentier lumineux du Pérou. Son dirigeant n'est pas, il s'en faut, le plus éclairé des Kurdes. Cependant, ce mouvement politique, qui a une épaisseur sociale et une légitimité, n'est pas, contrairement à ce que répète la propagande turque, un mouvement de guérilla qui a réussi, à l'échelle de plusieurs provinces, à tenir tête, depuis 1984, à la puissance armée turque, forte, sur place, de quelque sept cent cinquante mille hommes.

La pusillanimité des Européens vient d'aboutir à envoyer Abdullah Öcalan à la salle de torture

La contre-insurrection turque, qui ne s'est pas privée d'intervenir en territoire irakien pour y poursuivre le PKK, est d'une rigueur d'autant plus totale qu'elle est observée. En marge de la destruction des villages, des exodes provoqués et des regroupements, des escadrons de la mort ont liquidé des centaines de personnes, dont des journalistes, des écrivains, des hommes politiques, des membres de la famille Öcalan.

Mais, jusqu'à présent, la Turquie s'en tient à une solution strictement militaire du problème kurde.

Attribuer à Abdullah Öcalan les vingt-neuf mille victimes qu'aurait causé ce conflit est une caricature. L'immense majorité des victimes kurdes sont des victimes de l'armée turque. Aucune guérilla contempo-

raïne, depuis 1945, n'a fait plus de victimes que les armées chargées de réprimer les Kurdes. C'est une question de moyens. Le PKK, par ailleurs, est loin d'être exempt d'actes à caractère terroriste.

On accusera certainement, lors du futur procès, le dirigeant kurde de narcotrafic et de trafic de drogue, mais, avec la complicité des plus hautes instances de l'Etat, la Turquie est devenue un des plaques tournantes du trafic de drogue à destination de l'Europe.

On peut, du reste, se demander quelle caricature du procès Öcalan un homme qui, après avoir été torturé - va-t-il, comme Abigael Guzman, l'ex-dirigeant du Sentier lumineux, demander à ses troupes de déposer les armes ? - sera jugé par un Etat où la loi est codifiée par les militaires, dominé par les militaires, qui déterminent les orientations politiques du pays.

Un Etat où ce sont les représentants des organisations de défense des droits de l'homme qui sont emprisonnés (c'est le cas d'Akin Birdal). Un Etat où des parlementaires sont condamnés à quinze ans de réclusion pour avoir parlé en kurde dans l'enceinte du Parlement (c'est le cas de Leyla Zana). Un Etat où le sociologue Ismael Ibrahim est condamné à la prison à vie pour avoir, le premier, déclaré qu'il y avait des Kurdes en Turquie. Un Etat, enfin, où les missions du Conseil de l'Europe sont plus qu'entravées.

Car il s'agit d'un Etat - le cas est unique au monde - où, entre 1924 et 1991, les Kurdes, officiellement, n'existaient pas. Depuis, le monde a appris qu'ils étaient quelque douze millions, soit 20 % de la population de la Turquie.

Le problème kurde ne sera pas réglé par le procès d'Abdullah Öcalan. L'Europe, à trop se contenter de résolutions sans effets, a courbé l'échine dès que la Turquie menace de recourir à des rétorsions économiques au lieu de savoir dire non d'une voix libre lorsqu'il le faut. vient désormais d'hériter, elle aussi, du problème kurde. Les violences urbaines actuelles en sont une première preuve.

Gérard Chaliand est directeur du Centre européen d'études de la violence.

L'Amérique latine sera-t-elle « dollarisée » ?

par Georges Couffignal

DEPUIS le tempête qui a emporté le Brésil après ce qui voulait être, le 13 janvier, une mini-dévaluation contrôlée, la question de la « dollarisation » de l'Amérique latine est à nouveau posée. L'insistance à s'agiter plus désormais d'analyser les effets des énormes disparités monétaires, d'un dollar tout-puissant face à des monnaies latines fragiles, bien d'introduire le dollar comme monnaie courante, voire unique, dans l'ensemble de l'Amérique. En d'autres termes, face à un « dollar » susceptible de concurrencer sérieusement le dollar, il convient-il pas de construire un « dollar » ?

Le dollar a déjà la monnaie de quelques petits pays d'Amérique centrale ou des Caraïbes (Paraguay, Belize, Barbade), leur monnaie ayant une parité fixe avec le dollar. Un grand pays, l'Argentine, a opté depuis 1991 pour un système similaire (currency board) : un peso un dollar. La dévaluation brutale a posé un problème grave à l'Argentine. Le tiers de ses exportations (8 milliards de dollars) est, en 1998, allé vers le Brésil, dans le cadre du Mercosur (marché commun latino-américain). La monnaie nationale, le peso, a été dévaluée de 100 % (la Bolivie en 1997). La parité fixe érigée en dogme, l'Argentine ne peut protéger ses exportations en dévaluant elle-même.

Pour faire face à cette situation, le président Menem a proposé que le dollar devienne la monnaie officielle de l'Argentine. Une idée qui s'aligne mécaniquement sur la dévaluation du dollar américain. Il s'agit d'aligner mécaniquement le taux d'intérêt argentin sur celui des Etats-Unis. Il appelle par ailleurs de ses vœux la création d'une union monétaire au sein du Mercosur, qui préfigurerait une union monétaire continentale, avec le dollar comme monnaie commune.

L'idée n'est pas neuve. L'Argentine a déjà tenté la promotion d'un dollar « officiel » adopté à la parité fixe. Elle a fait son chemin puisque les avantages et inconvénients de la « dollarisation » de l'Amérique latine ont

été étudiés par les économistes de la Banque interaméricaine de développement (BID). Leurs conclusions devraient être présentées lors de l'assemblée générale de la BID, qui se tiendra en mars à Paris.

La réaction des Etats-Unis à la proposition de M. Menem a été extrêmement prudente. La mise en œuvre paraît en effet difficile. On voit bien, pourtant, l'avantage que les Etats-Unis pourraient tirer d'une telle union monétaire : un dollar concurrent trop dangereux pour le dollar. La réaction du Brésil a été plus nette : il ne veut pas entendre parler.

Cela aurait des conséquences politiques probablement désastreuses

Mais on voit aussi quelles conséquences politiques pourraient être désastreuses pour la dollarisation. Pour la plupart des pays latino-américains, la dollarisation serait radicalement contraire à celle de l'Europe. Il n'y aurait pas création d'une nouvelle monnaie, mais des institutions communautaires et des responsables désignés par l'ensemble des partenaires. La future banque centrale ne pourrait être que celle des Etats-Unis. Or imagine-t-on les responsables de la Réserve Fédérale prendre des décisions de politique monétaire en préoccuper de la situation économique de tel ou tel pays du « dollarland » ? Il est clair qu'adopter le dollar comme monnaie unique signifierait pour chaque pays de la zone l'abandon de toute souveraineté monétaire entre les mains des Etats-Unis. Ce serait pour l'Amérique latine accepter un renforcement des liens de dépendance qui, depuis Mouton, l'unissent au voisin anglo-saxon. Les multiples tentatives pour une union monétaire latino-américaine par des accords Mercosur-UE, Mexique-UE, sommets ibéro-américains, prochain sommet euro-latino-américain, etc.) perdraient tout

intérêt. Seule demeure la politique économique monétaire arrêtée à Washington, avec les conséquences politiques que l'on peut imaginer.

L'ineffectualité d'un tel scénario n'est pas certaine. De nombreux pays, à commencer par le Brésil et le Mexique, résisteront probablement à une telle idée. Qui ne voit pourtant que, si l'on faisait son chemin, les Etats-Unis, à l'aura de fortes chances d'aboutir ? Le Mexique, qui a plus des deux tiers de ses échanges avec les Etats-Unis dans le cadre de l'Accord de libre échange nord-américain (Alena), n'aurait guère à s'y opposer.

Le Brésil avait jusqu'à présent résisté à des pressions américaines pour voter de tout contenu politique la construction du Mercosur. Lors du voyage de Bill Clinton dans la région en 1998, il avait refusé d'abandonner la construction au profit de la création de la Banque latine d'échange continentale souhaitée dès 1990 par George Bush. Le président Cardoso n'avait pas caché alors sa volonté de, d'abord, renforcer et élargir le marché du Sud. Celui-ci pourrait ensuite négocier avec le bloc Alena. Il n'est pas évident, pour résister aux demandes américaines, M. Cardoso avait puissamment été aidé par les républicains du Congrès, qui ont refusé à la plus grande majorité de donner à M. Clinton la possibilité de négocier rapidement (fast track) d'autres accords de libre-échange avec les Etats-Unis. Les demandeurs (le Chili, l'Uruguay, etc.)

La crise latino-américaine fragilise donc considérablement le Mercosur. Les risques de le voir se réduire, comme l'Alena, à un simple marché de libre-échange sont réels. La domination sans partage des Etats-Unis sur l'ensemble de l'Amérique latine serait alors définitivement instaurée. Il faudra une révolution politique pour que l'Amérique latine ne soit pas absorbée à une évolution probablement inscrite dans la logique économique.

Georges Couffignal est professeur de science politique à l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (université Paris-III-Sorbonne nouvelle).

EUROPÉENNES 99

Pour éviter la catastrophe

suite de la première page

La liste de ceux qui semblaient le plus à même d'en limiter les conséquences négatives était Philippe Séguin. Son incontestable talent, sa capacité à conduire une vigoureuse campagne nationale militaient en faveur de sa désignation, au sein d'un parti qui a toujours donné la priorité à son exigence de cohésion interne sur celle de la qualité des relations avec ses partenaires. Cette considération a été écartée de la mémoire de l'Union européenne prise par M. Séguin : une note négative au sujet de Maastricht, l'Union européenne, mais aussi les multiples déclarations de l'Union européenne, qui ont exprimé son désaccord, tant ses réserves sur les progrès à venir de l'UE.

Le fait que cette désignation ait été faite sans consultation ni présentation comme « non négociable » explique la réaction des centristes de l'UDF. Et c'est d'autant plus que, dans les trois années précédentes, la liste commune de l'UDF et du RPR était conduite par des personnalités issues de l'UDF et connues pour leurs positions européennes : successivement Simone Veil, moi-même et Dominique Baudis. Les centristes étaient viscéralement attachés à la culture européenne que leur a léguée, après d'autres, l'émouvant et attachant Jean Lecanier. Ils siègent au Parlement européen dans le groupe du Parti populaire européen qui rassemble les partis du centre droit et dont la charte constitutive affiche son ambition européenne. Face à une candidature européenne imposée, ils ont décidé d'afficher leurs convictions de toujours.

Le résultat pratique est que les députés de l'opposition parlementaire vont être sollicités par quatre listes concurrentes, dont trois

conduites par des députés du parti : la liste RPR-Démocratie chrétienne de M. Séguin et Alain Madelin, la liste UDF-centriste de François Bayrou, et les listes anti-européennes du Mouvement pour la France de Philippe de Villiers, et celle, dissidente, de M. Pasqua. Ces listes ont toutes des chances de succès, mais elles ne sont pas logiquement liées. La campagne, qui imagine le député élu directeur, qui risque de pousser beaucoup d'entre eux à l'abstention.

Si l'on aperçoit clairement les facteurs qui ont conduit à cette situation, leur influence devrait être tempérée par la prise en compte de deux éléments. Beaucoup d'hommes et de femmes qui figurent sur les listes RPR-DL et UDF-centriste, ou qui animent leurs campagnes, ont siégé dans les précédents gouvernements entre 1993 et 1997, avant et après l'adhésion présidentielle. L'adoption du traité de Maastricht, en 1992, était leur œuvre. Ils savent qu'ils ont été impliqués dans la politique européenne européenne. On n'a pas entendu parler de conflits insurmontables ou de menaces de démission. L'opinion publique ne les a pas compris pour quoi, après avoir été gouvernés ensemble, ils appelleraient les électeurs à se séparer aujourd'hui sur le même sujet.

L'autre élément, qui ne prévaudra pas en phase préparatoire de la campagne, tient à la méconnaissance profonde du rôle exact du Parlement européen. Il n'est pas une assemblée une assemblée constituante. Il n'a aucun pouvoir de décision et l'Europe est construite d'une Europe européenne sur la base d'une coopération intergouvernementale. Cette question, toutes celles qui concernent les institutions, res-

tent la compétence des gouvernements qui négocieront entre eux les futurs traités institutionnels, comme ils l'ont fait pour ceux de Maastricht et d'Amsterdam. Les pouvoirs du Parlement européen s'exercent dans des domaines précis, qui lui ont été assignés par les traités : essentiellement l'approbation et le contrôle du budget de l'UE et une responsabilité directe dans le processus législatif de l'Union, c'est-à-dire dans l'adoption des directives et des règlements communautaires. C'est donc sur ces sujets que devraient apparaître les différences d'approche entre les listes concurrentes et non sur leur conception idéologique de l'UE à laquelle elles ne seront pas appelées à prendre de décision.

Paul Claudel avait inscrit, en sous-titre d'une de ses pièces les plus célèbres, l'épigramme : « Le pire n'est pas toujours sûr ».

Pour que la France puisse tenir sa place en Europe, les Français doivent se regrouper au lieu de se diviser

Et nous avons l'habitude, à droite comme à gauche, de voir des majorités politiques, et même des partis, se constituer en commun des responsabilités de gestion, sans qu'il y ait en leur sein des différences d'approche sur les sujets institutionnels. Nous le voyons aujourd'hui sur la question, pourtant essentielle, de la réforme du mandat présidentiel ou sur la préférence pour le scrutin majoritaire ou proportionnel.

S'il n'existe pas d'obstacles insurmontables pour parvenir à une liste commune de l'opposition parlementaire pour l'élection européenne - à l'exception, bien sûr, de ceux qui se présentent en anti-européens irréductibles - quelles sont les étapes qui permettraient d'y parvenir ?

Examiner, d'abord, les

possibilités d'élaborer un contrat de législature pour la prochaine législature française au Parlement européen, c'est-à-dire un accord sur les positions qui devront être adoptées et défendues par les élus français au sein des cinq prochaines années : évolution du budget de l'UE et répartition de son financement ; meilleure gestion du territoire ; la politique agricole commune ; affectation régionale des fonds structurels ; poursuite du rythme accéléré ou modération de l'activité interventionniste de la réglementation communautaire ; niveau et limites de l'harmonisation fiscale et sociale ; application effective du principe de subsidiarité.

Si, comme je le pense, il existe une quasi-identité de vue entre les

membres 138, et 139 membres. C'est un problème classique, dont la solution est fournie par l'application de la loi d'Hondt (du nom du juriste belge féru de mathématiques qui l'a mise au point), fréquemment utilisée au Parlement européen, pour déterminer la composition des commissions. Cette loi fournit le nombre des candidats par groupe, et leur ordre de présentation sur la liste. Il reviendrait à chaque composante de garantir, à sa propre responsabilité, les candidats qui lui seraient affectés.

Un premier calcul indique que la tête de liste serait RPR ; la deuxième place irait à l'UDF-centriste. Souhaitons, en passant, que, sur les quatre premiers candidats, deux soient des femmes, pour ne pas apporter un démenti précipité au projet de loi constitutionnelle relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Le débat s'est concentré jusqu'ici sur la tête de liste : pour ou contre M. Séguin. J'ai rappelé les arguments des uns et des autres, également compréhensibles, mais la situation n'est plus la même aujourd'hui. Ce dernier a été désigné, puis confirmé, par le RPR. Il se retirait - j'allais écrire de sa révocation - la condition préalable à la constitution d'une liste commune serait s'enfoncer dans l'impasse, au moment où on se réclame du principe selon lequel « chacun désignera les siens ».

Ce qu'on peut affirmer, en revanche, c'est que, dans le maintien par le RPR de la candidature de M. Séguin, sa place à la tête de la liste devrait être équilibrée par trois signaux européens forts : le ton qu'il donnera à sa campagne devra refléter la composition de la liste, et il ne pourra jeter aucun dévolu sur des convictions de ses partenaires, y compris de DL qui plaident pour la vocation fédérative des futures institutions de l'Union ; un dialogue de la législature précis sur les actions à conduire par les députés français au Parlement européen pendant les cinq pro-

chaines années ; enfin, une composition de la liste qui scrupuleusement les places respectives de chacune des composantes.

J'ajoute qu'un esprit de tolérance mutuelle et un sentiment de solidarité, puisqu'il s'agit de députés français appelés à siéger dans une Assemblée extérieure au pays, mettront l'huile dans les rouages. La solution la plus favorable - de la liste - aux intérêts français, serait qu'ils siègent dans la même groupe pour donner un poids accru à la représentation de la France, comme le font les députés des grands partis du centre-droit européen, du Parti populaire espagnol ou des conservateurs britanniques, en passant par la CDU allemande, bien qu'il existe entre eux des divergences d'approche sur les questions européennes. L'engagement pris par ce point n'a malheureusement pas été respecté au cours des deux législatures précédentes. Ce problème doit être abordé franchement.

Il me semble enfin que le gouvernement aurait intérêt à faire adopter rapidement des dispositions de la loi sur le cumul des mandats qui interdisent l'interdiction du cumul entre un mandat parlementaire national et un mandat européen, ainsi que l'obligation d'exercer le dernier mandat qu'on a sollicité auprès des électeurs. Cela mettrait davantage de clarté dans la future campagne et éviterait les manœuvres personnelles qui irritent les électeurs, mis dans l'impossibilité de démêler les intentions réelles des candidats, qui dénotent par leurs scrupules.

Paul Claudel avait inscrit, en sous-titre d'une de ses pièces les plus célèbres, l'épigramme : « Le pire n'est pas toujours sûr ». Pour que la France puisse tenir sa place en Europe, les Français doivent se regrouper au lieu de se diviser. Souhaitons que les dirigeants des partis trouvent les ressources et la lucidité de courage nécessaires pour que le pire ne soit pas toujours sûr.

Valéry Giscard d'Estaing

plutôt us, il ne s'agit pas de France de ce côté, ne nous occupons d'un pays, un pays.

page 13
tion 18
bord 19
i. 22
je 25
26
26
26
26

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. F
Tél. relations : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Les pauvres et la dette

VIVE le pape ! La campagne en faveur d'une réduction de la dette des pays les plus pauvres de la planète qu'un ensemble d'organisations humanitaires s'approprie à lancer sous le nom de « Jubilé 2000 », dont Jean Paul II est, pour partie, l'origine, est bienvenue.

Profiter de l'an 2000 pour autoriser un nouveau départ aux moins avancés est une bonne idée. Même si l'annulation totale des engagements de quarante et un pays en voie d'émergence, demandée par certains, n'est pas réaliste, l'initiative n'en est pas moins l'occasion de mettre en évidence l'hypocrisie des pays riches sur la question - nous y reviendrons. Car, en dépit d'efforts engagés par la communauté internationale depuis 1974, la dette des pays pauvres ne cesse de s'aggraver. Plus riches, les pays riches aident pourtant de moins en moins les pays pauvres, de plus en plus pauvres. L'aide publique au développement est en chute libre. Celle des pays de l'OCDE a baissé de 20 % depuis 1992 et atteint désormais son plus bas niveau de la décennie. Elle ne représente que 0,22 % de leur produit intérieur brut (PIB), loin de l'objectif, collectivement accepté, de 0,7 %.

Plus riches, les pays riches ne cessent en revanche pas d'être riches. Les débats au sein du groupe des sept grands pays industrialisés (G7), à Bonn, samedi 20 février, avec les grands argentiers à Cologne en juin avec les chefs d'Etat, vont donner lieu, on le sait déjà, à une série de surenchères sur l'annulation de la dette des pays pauvres. Bill Clinton, Gerhard Schröder et Jacques Chirac, chacun à son plan. La générosité a un coût que les pays riches, et leurs populations, doivent accepter de payer. Elle doit cesser d'être un thème de discours, pour devenir, enfin, réalité.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil de surveillance : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Renard, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnas
Directeur artistique : Dominique Royette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Roumanet
Rédacteurs en chef : Alain Fréchet, Edith Israël (Rédaction et analyse)
Laurent Guillotier (Supplément et culture générale) ; Michel Kaitas (Défense) ; Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarrault (France) ; Francis Nozadi (Société) ; Claire Blandin (Environnement) ; Jacques Jullien (Asie/Pacifique) ; Joël Sarrailh (Culture) ; Christian Mameo (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azzi
Directeur éditorial : Eric Pélissier ; Directeur délégué : Anne Châteaubourg
Conseiller de la rédaction : Alain Rollat ; Directeur des relations internationales : Daniel Verrier ; journaliste indépendant : Bernard Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Millaud, président ; Michel Hebebrand, vice-président
Membres : Bernard-Mary (1944-1969) ; (1969-1982) ; (1982-1995) ; Fontaine (1965-1991) ; Jacques Lescour (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1904.
Capital social : 999 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde.
Fonds commun de placement des personnes du Monde.
Hubert-Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde Éditions, Le Monde Investissements.
Le Monde Presse, Le Monde Périodiques, Claude Bernini Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Un Molière du cinéma

MIRACLE AU VILLAGE (The Miracle of Morgan's Creek) est bien la plus charmante comédie que nous ayons vue depuis longtemps. L'écran : originale, alerte, franche sans vulgarité, drôle naturellement, bref on est ravi.

C'est le Preston Sturges que nous le devons. On a parlé d'un Molière du cinéma ; c'est un peu naïf, mais exact, en plus d'un point de comparaison : un Molière qui marierait quand même. La facture de ses scénarios - car il produit ses films, les écrit, les réalise - nous rappelle tout à fait l'autorité dramatique ; ses découpages, d'une habileté et d'une rigueur qui font penser à René Clair, prouvent bien l'importance que, cinéaste, il attache au mouvement d'une œuvre.

Je ne pourrais pas la aventure de Morgan's Creek qui, pour distraire, à la veille de leur départ vers le front, des soldats du corps expéditionnaire, finit, un peu grisée, par ne plus être bien savoir ce qu'elle fait de sien. Ni les mines désarmées, ni les regards transis, ni les fureurs colères de la police-man de papa ni la complicité tendre et moderne de la dette.

De ces éléments, qui sont, on le voit, ceux d'un drame assez noir, Sturges a fait quelque chose de pétillant et de frais, car il sait bien que l'on doit s'empêcher de rire de tout. Mais lorsqu'on peut le faire. Les gags foisonnent, et l'interprétation sert au mieux l'intention. Cette production, qui est des sentiers battus, fléchit comme on le souhaite. Les mœurs morales de Hollywood l'hypocrisie et l'agréable souvent.

Henry Magnan
(19 février 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index des microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 01-42-17-29-33

Le pouvoir des notables masculins, la preuve par le Sénat

GRÂCES soient rendues au Sénat ! Lui, le franc hôte, l'inscription de la Constitution du principe de la parité hommes-femmes, n'a pu être pour lui qu'elle n'est pas : un geste symbolique. Les assemblées masculines concèdent, de loin en loin, à la femme, mais jamais elle ne s'agit de la femme. Qu'il y ait davantage de femmes dans le Sénat, qu'est-ce que cela changera ? L'opinion dominante est que la promotion des femmes dans le monde social, non des lois. Celles-ci doivent mettre fin à l'inégalité juridique. Elles ne peuvent, en revanche, effacer des disparités de situations liées à l'histoire, aux mœurs, à l'itinéraire, aux choix et comportements individuels, sauf à adopter la méthode américaine de l'affirmative action, c'est-à-dire appliquer des quotas dans

les domaines de la vie économique et sociale. Avec le Sénat, la parité, qui aurait même apparence comme une vieille amie d'une période ancienne du féminisme, a pris un tout autre visage. L'hostilité de la droite sénatoriale est devenue symbolique d'un pouvoir masculin perceptible en tous lieux mais jamais effaçable, comme il l'a été par le vote du 26 janvier au Palais du Luxembourg. Aux États-Unis, l'occasion de ce débat a été prise pour être un procès opposant une déléguée d'entreprise à un conseil d'administration pris en flagrant délit de discrimination ; l'inégalité d'accès à la compétition économique est plus insupportable que celle des responsabilités politiques, au reste largement féminisées. En France, c'est le pouvoir politique - le pouvoir par essence - qui est en cause. Les sénateurs de droite ont démontré qu'aux yeux d'une partie,

qu'elle a refusé le 26 janvier, au prix d'une concession la gauche qui reprendrait, dans un autre article la Constitution, un ajout proposé par le Sénat. Le premier ministre exclu, en revanche, d'accorder au Sénat un droit de veto sur son propre mode de fonctionnement, est d'ailleurs amusant d'observer que la majorité de droite, qui invoque l'universalisme pour l'opposer aux femmes, l'oublie quand il s'agit d'eux-mêmes. Ils estiment normal - et revendiquent même - que les communes rurales disposent, dans le collège électoral sénatorial, d'une représentation très supérieure à leur population, cela au détriment des zones urbaines, où vivent... 88 % des Français.

Le Sénat n'est pas une simple sphère particulière du système institutionnel français, une survivance de l'histoire. Ce que M. Jospin appelle, en avril 1998, « anomalie dans les démocraties », en raison de son mode d'élection, est une composante essentielle du pouvoir de la droite. Loin de la droite, les « territoires », où règnent les notables - agriculteurs, notaires, médecins, chefs d'entreprises petites et moyennes -, les conseils généraux, où l'élection des sénateurs se fait dans le plus que dans les villes, terrain d'action privilégié des lobbies professionnels ou économiques, le Sénat, composé de deux tiers de conservateurs, est la maison conservatrice de la droite RPR, UDF, DL.

C'est pourquoi le débat sur la parité et ceux qui l'accompagnent - sur le cumul des mandats, sur le mode d'élection du Sénat - au cœur de la confrontation entre la droite et la gauche, M. Chirac et M. Jospin. Cette confrontation pour enjeu la « modernisation », autrement dit l'évolution d'un système politique et élitiste dont chacun voit qu'il doit être réformé pour être adapté aux réalités d'aujourd'hui. Historiquement, le Sénat, issu du conservatisme, bloquait la gauche. Voilà qu'il est devenu un frein au renouveau de la droite. Et la tentative de M. Jospin pour l'incamer. En parlant d'« anomalie », voici presque un an, le premier ministre engageait une partie pleine pour lui à promesses.

Patrick Jarrault

La burlesque par Hervé Coffinières



Algérie : une élection sur le rôle de l'armée

A DEUX MOIS de l'élection présidentielle algérienne, on se penche sur le scrutin se ramenant à une compétition entre Abdelaziz Bouteflika et la cohorte des prétendants. L'ancien président des étrangers de Boumedienne est présenté comme l'homme des « valeurs » alors que ses adversaires incarneraient la « civilisation ». L'Algérie, si elle était élue chef de l'Etat, serait condamnée à l'immobilisme, alors qu'elle sortirait de la crise à l'un de ses plus sérieux adversaires devait l'emporter.

Cette vision n'est que caricature. S'explique. D'abord, par les « valeurs » politiques maladroites qui ont précédé la présentation de l'élection présidentielle par l'ancien chef de la diplomatie algérienne, le 1er février. Alors qu'il n'avait pas encore pris publiquement ses intentions, on a vu successivement la direction du Front de libération nationale (FLN), l'ancien parti unique, celle du Front islamique Ennahda et, enfin - moyennant un coup d'Etat interne - celle du mouvement national démocratique (MND), le parti du président Zerroual, se ranger derrière le seul homme derrière lui : candidat indépendant - Bouteflika.

Ce mouvement, les partis pro-Bouteflika le paient chèrement aujourd'hui. Accusé d'avoir agi « sur ordre des militaires », il bafouait le règlement du parti, le président du FLN contesté par une partie des militants, qui ont pris le parti de se rallier à d'autres candidats. La majorité des adhérents d'Ennahda a suivi son fondateur, Abdallah Djaballah, qui a décidé de créer un nouveau parti islamiste, le Mouvement El Eshah. Enfin, deux fractions se disputent désormais la direction du MND : il est probable que le « parti du président » ne survivra pas à l'élection présidentielle.

L'appui ostensible du général (à la retraite) Khaled Nezzar - l'« éminent » grise du régime, l'ancien président Chadli - à M. Bouteflika, la présence aux côtés du candi-

dat d'un autre militaire controversé ont renforcé l'idée que les jeux étaient faits d'avance et que les autres candidats n'étaient là que pour le décor.

C'est d'ailleurs pour contrecarrer cette manœuvre que cinq partis politiques et trois candidats - dont deux des plus sérieux adversaires de M. Bouteflika - font cause commune. Dans un communiqué commun publié le 10 février, ils dénoncent « des pressions, des menaces et des pratiques autoritaires » de nature à fausser la compétition. Ils organisent une réunion publique le 25 février au stade de la capitale.

Que ceux qui sont à la tête des services de renseignement - un acteur majeur dans la vie politique algérienne - appuient activement la candidature de l'ancien ministre des affaires étrangères de Boumedienne relève « secret de Polichinelle » (Le Monde du 17 février). Ils le font, comme par le passé, parce qu'à leurs yeux l'armée a hérité de la guerre d'indépendance une légitimité historique à diriger le pays, directement ou, demain, par civil interposé. M. Bouteflika est leur candidat : il doit l'emporter par tous les moyens.

DEUX POINTS ESSENTIELS

Mais une autre frange de l'armée, regroupée autour des jeunes officiers, selon certaines confidences, développe un point de vue différent. Pour elle, si l'on veut résoudre les problèmes du pays, développer l'économie, attirer les investisseurs étrangers, il est temps que le président de la République bénéficie d'une légitimité non plus octroyée par une caste mais acquise par les urnes. Selon ce schéma, les conditions de l'élection du prochain président importent davantage que le nom du futur élu. A cause de ses prises de position récentes et répétées en faveur d'élections « transparentes », sans intervention de l'armée, le chef d'Etat-major, le général Mohamed Lamari, symbolise - à tort ou à rai-

son - cette frange « éclairée » de l'armée.

Se garder d'intervenir dans l'élection présidentielle et ne pas voler sa victoire à Bouteflika qui l'aura emporté : l'armée doit choisir dans un contexte qui n'a pas grand-chose à voir avec la présidentielle de 1995. Car cette fois, il y a une pléthore de présidents potentiels, un « marché » existe parmi les quatre ou cinq hommes les mieux placés sur deux points essentiels.

Le premier est le rôle de l'armée. Hocine Alt-Ahmed, le président du FFS, au « réformateur » Mouloud Hamrouche, en passant par Taleb Ibrahim, un autre proche du président Boumedienne, les candidats se rejoignent pour reconnaître que l'armée continuera à jouer un rôle particulier. « Nous sommes l'armée ; elle doit être forte, mais il doit y avoir un transfert progressif du pouvoir vers les institutions civiles », déclare le président du FFS dans une interview au Monde.

Un autre point sur un même sujet : l'attitude vis-à-vis des militaires. Depuis sept ans, le régime a privilégié l'éradication des groupes armés par les moyens (renforcement de l'armée, généralisation de la torture...), au détriment du traitement politique. L'armée a été négociation à son lieu au cours de l'été 1997 certains responsables de l'ex-FIS, mais elle a vite tourné court.

Cette politique du tout-sécuritaire a été la preuve de son inefficacité. La violence a baissé de niveau, mais elle n'a pas disparu, loin s'en faut. Il est à constater, dans les poids lourds de la présidentielle prônent d'une façon ou d'une autre « dialogue », que ceux qui rejettent la violence.

« Nous devons reconnaître que l'Algérie appartient à l'Algérien, quelles que soient leurs convictions politiques [...]. Il est nécessaire de relancer un dialogue de passion,

Jean-Pierre Thuquol

RECTIFICATIF

LAURENT FABUS

Une erreur de transmission a transformé la contraction d'un propos de Laurent Fabius devant la Cour de justice en une citation entre guillemets ne pouvant, forme, lui être attribuée. Evoquant l'attitude des médecins à l'égard des circulaires émanant du secrétariat d'Etat à la santé (Le Monde daté 14-15 février), l'ancien premier ministre a précisé : « Ce serait une assez grande illusion de penser, d'une façon générale, qu'il y a des ministères, des ministères, celles-ci s'appliquent (...). Dans le rapport entre l'Etat et la réalité de la médecine, on ne dépend pas de ce que font les médecins. »

Les boutiques hors taxes de l'Union européenne devraient fermer le 30 juin

L'ultime décision revient aux ministres des finances

LES COMMISSAIRES européens ont confirmé l'unanimité, mercredi 17 février, leur refus de retarder la date de suppression du régime des achats hors taxes (duty free) au sein de l'Union européenne (UE), prévue pour le 1^{er} juillet. C'est la réponse aux chefs d'Etat de gouvernement européens, qui avaient demandé à la Commission, au début de l'année, de suspendre temporairement la mesure, afin de permettre aux pays de l'Union de mener à bien leur réforme de la fiscalité. Le commissaire européen chargé de la fiscalité, Mario Monti, a souligné que la suppression du régime des achats hors taxes, qui a été mise en place en 1993, est une mesure unique en son genre. La suppression du duty free intra-européen avait été l'unanimité par les gouvernements de l'UE en 1991. La décision finale reviendra aux ministres européens des finances qui se réunissent le 15 mars.

Or le chancelier allemand Ger-

Gucci s'oppose ouvertement à LVMH

LE GROUPE ITALIEN GUCCI est entré, jeudi 18 février, dans une opposition active à la tentative de prise de contrôle opérée par le groupe français LVMH, qui en détient 34,4 % depuis le mois de janvier. Domenico De Sole, le PDG de Gucci, a estimé que l'entrée au conseil d'administration du groupe d'un représentant de LVMH « créait un sérieux et inacceptable conflit d'intérêt ». Gucci a annoncé la création de 37 millions d'actions nouvelles réservées aux salariés, soit 38 % du capital, visant clairement à neutraliser les droits acquis par le groupe Bernard Arnault.

LVMH, qui a déclaré prêt à plafonner sa participation à 34 %, a immédiatement réagi à la « rupture unilatérale » provoquée par Gucci, à laquelle il entend réagir « par les moyens de sa disposition », en saisissant les tribunaux.

Aegon rachète Transamerica pour plus de 8 milliards d'euros

LE DEUXIÈME GROUPE NÉERLANDAIS derrière ING, Aegon NV, a annoncé, jeudi 18 février, qu'il avait signé un accord pour racheter l'américain Transamerica Corp, pour 9,7 milliards de dollars (environ 8,6 milliards d'euros). Le paiement se fera en cash, à hauteur de 30 %, en actions. Les activités d'assurances de Transamerica vont être fusionnées avec les opérations de la filiale américaine d'Aegon après la conclusion du rachat, qui devrait intervenir au cours de l'été. Cette opération permettra à Aegon de devenir numéro deux de l'assurance santé aux États-Unis. Aegon prendra sa charge environ 1,1 milliard de dollars (1 milliard d'euros) de dette de Transamerica. Les États-Unis étaient déjà le premier marché d'activité du groupe néerlandais, depuis le rachat de Provident Corp.

L'américain Asher Edelman ne lâche pas la Société du Louvre

DÉJÀ DÉTENTEUR de 13 % du capital et de 5 % des droits de vote, Asher Edelman vient de conclure une action concertée avec Patrick Sellier, un membre de la famille Taittinger, qui détient 1 % du capital et 2 % des droits de vote. C'est un premier coin enfoncé dans la solidarité de la famille Taittinger, qui contrôle 35,6 % de la Société du Louvre.

En effet, M. Edelman s'apprête à lancer, vendredi 19 février, une action devant le tribunal de commerce de Paris pour la validité de la cession de la Société du Louvre, qui repose, selon M. Edelman, sur un montage circulaire (participations croisées entre toutes les sociétés du groupe). L'objectif du financier est toujours de prendre le contrôle du groupe Louvre et de confier la gestion des pôles (hôtellerie de luxe, hôtellerie économique, produits de luxe) des professionnels.

Sur Minitel la nouvelle version euro

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 10 ans)

NATEXIS

NATEXIS MULTIDEVISES
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

08 36 29 00 65
3623 NXMULTIDEV

Les métallurgistes allemands obtiennent une augmentation salariale de 4 %

La grande grève qui se profilait devrait être évitée

Après plus de trente heures de négociations, le patronat et le syndicat de la métallurgie allemande sont parvenus à un accord, dans la nuit du

mercredi 17 au jeudi 18 février, à un accord prévoyant une hausse des salaires de 4 % sur quatorze mois. Le puissant syndicat IG Metall réduira la grève à la fin de la semaine.

C'est un accord à la dernière heure. La métallurgie allemande devait éviter de justesse la grève qui se profilait depuis quelques jours. Après plus de trente heures de médiation, le patronat et le syndicat ont trouvé un compromis dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 février, peu après minuit, l'heure butoir fixée par IG Metall pour le début de la grève.

Les salariés vont bénéficier d'une augmentation de 4 % sur quatorze mois, si l'on cumule les trois principales mesures du compromis applicable rétroactivement au 1^{er} janvier. Une prime de 350 deutschemarks (180 euros) sera versée à tous les salariés pour janvier et février 1999. Une valorisation de 3,2 % surviendra le 1^{er} mars, et 1 % supplémentaire sera attribué d'ici à février 2000.

L'accord, qui doit être approuvé par la « grande commission salariale » régionale, concerne pour l'instant que les 840 000 salariés de la métallurgie, la machine-outil, l'électronique du Land de Bade-Wurtemberg, haut lieu de l'industrie, avec des fleurons comme DaimlerChrysler, Bosch, et région pilote dans les négociations salariales. IG Metall recommande d'ores et déjà aux autres Länder de reprendre à leur compte cet accord dans les prochains jours.

Après plus de trente heures de négociations, le patronat et le syndicat de la métallurgie allemande sont parvenus à un accord, dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 février, à un accord prévoyant une hausse des salaires de 4 % sur quatorze mois. Le puissant syndicat IG Metall réduira la grève à la fin de la semaine.

La conclusion d'un accord entre les partenaires sociaux de la métallurgie est un motif de soulagement pour le chancelier Gerhard Schröder. Elle préserve en effet les discussions sur la mise en place d'un pacte pour l'emploi initié par le gouvernement allemand afin de lutter contre le chômage, qui touche 4,5 millions de personnes.

Prévue pour jeudi 25 février, cette deuxième rencontre sur le pacte pour l'emploi a été menacée par la grève des négociations salariales dans le Bade-Wurtemberg, qui risquait de déboucher sur une grève le 1^{er} mars. Plusieurs responsables patronaux avaient indiqué vouloir remettre en cause la tenue d'une telle table ronde autour du chancelier, aux côtés des syndicats, en cas d'escalade du conflit dans la métallurgie, initiative inhabituelle, en fin de semaine dernière, le chancelier avait d'ailleurs envoyé une lettre à IG Metall et à Gesamtmetall pour les appeler à un accord raisonnable.

Les actionnaires koweïtiens de Hoechst critiquent la fusion avec Rhône-Poulenc

NOUS VOULONS nous diversifier sur les marchés obligataires, ceux des actions. Nous ne voulons pas être un actionnaire de référence. Nous voulons disposer désormais d'un portefeuille plus flexible. Cette récente décision d'un haut responsable du KIO, organisme basé à Londres chargé de la gestion des avoirs étrangers de l'émirat, peut expliquer les réserves énoncées, mercredi 17 février, par le Koweït sur le projet de fusion entre Rhône-Poulenc et Hoechst pour créer Aventis, le numéro deux mondial des sciences de la vie. Le KIO haïrait une meilleure valorisation de sa participation.

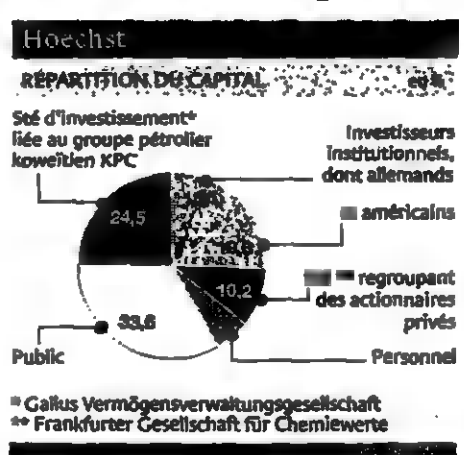
Selon les analystes de la City, le KIO, premier actionnaire de Hoechst, a placé devant le fait accompli, qui a défilé à l'organisation qui demeure une puissance financière, malgré les revers et les scandales du passé. Autre explication possible : le bureau londonien, qui a toujours été de se mêler à la gestion des entreprises dans lesquelles il possède des participations, a simplement voulu faire valoir ses droits d'actionnaire minoritaire. La stratégie actuelle du KIO n'est guère différente de celle des autres fonds d'investissement, à savoir privilégier la création de valeur, ce qui, selon le KIO, est loin d'être garanti dans le cas de la fusion franco-allemande. Il avait, en revanche, soutenu la fusion BP-Amoco.

LE PRINCIPAL D'ÉGALITÉ MENACÉ

Pour bon nombre d'observateurs, l'opposition du cheikh Saoud Nasser Al Sabah, ministre koweïtien du pétrole, peut capoter le projet franco-allemand mais devrait contraindre les artisans à en changer certaines modalités. Avec 24,5 % du capital d'Hoechst, les Koweïtiens ont d'autant plus de chances d'obtenir gain de cause que le projet de fusion devra recevoir l'approbation de 75 % des actionnaires, le 14 mai à Francfort. Auparavant, un conseil de surveillance, le 16 mars, devrait aborder les revendications du KIO.

Si les Koweïtiens obtiennent une revalorisation de leur participation, entraînant une réévaluation de la valeur totale du groupe, le principe d'égalité affiché au départ par Hoechst et Rhône-Poulenc devrait se trouver écorné au profit des actionnaires du groupe allemand dans trois ans, au moment de l'achèvement de l'opération. C'est précisément pour éviter ces problèmes de taille - le groupe Hoechst avec sa chimie étant plus important que Rhône-Poulenc avec sa filiale Rhodia - que la fusion a été décidée en deux étapes.

Tout d'abord, en cas d'approbation aux assemblées générales, les deux groupes amèneront dès l'été leurs activités et santé dans une société commune détenue à 50/50, appelée



Aventis. Cette dernière est entrée en scène française sous le nom de Aventis. En contrepartie, la présidence du conseil d'administration a été confiée au président de Hoechst, Jürgen Dormann. Les deux maisons mères ont jusqu'en 2001 pour vendre leurs participations dans la chimie. Une fois ces opérations effectuées, les deux groupes disparaîtront dans Aventis. Or, c'est là que se situe le cœur d'aujourd'hui, Hoechst disposera de plus de trésorerie, et pèsera plus que son concurrent.

Tout dépendra alors de la façon dont Hoechst souhaitera répartir les fonds, en reversant éventuellement des dividendes exceptionnels. Il s'agit donc d'un problème de traitement d'actionnaires. Le principe d'égalité annoncé ne sera plus respecté en fin de compte, comme l'ont déjà reconnu implicitement les deux groupes. Au lieu de détendre 50 % de chaque côté, les actionnaires de Rhône-Poulenc pourraient posséder jusqu'à 53 % du capital, contre 47 % pour ceux de Rhône-Poulenc. Cette évolution est minimisée du côté français, où l'on affirme qu'à l'issue de cette deuxième phase, en 2002, Aventis aura une multitude d'actionnaires, et qu'aucun d'entre eux ne sera dominant.

A la lumière de ce qui se pratique en matière de fusion, les futurs partenaires se refusent de donner une évaluation du nombre de suppressions d'emplois envisagées. Ils entendent le chiffrer en juin, une fois la création effective. Cette incertitude, alimentée par le rapport d'un cabinet américain, Monitor, prédisant près de 10 000 suppressions de postes, a fermé les sites, a suscité l'inquiétude des pouvoirs publics et a suscité l'indignation des salariés, qui devaient manifester jeudi 18 février devant les sièges des deux groupes à la Défense.

Dominique Gallois et Marc Roche, à Londres

La BNP défend sa candidature pour la privatisation du Lyonnais

INVITÉ à débattre l'Assemblée nationale de l'avenir du secteur bancaire, mercredi 17 février, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn, a livré un mode d'emploi pour les concentrations à venir. Il est favorable aux rapprochements à trois conditions : qu'ils aient un impact industriel, un impact social - il est exclu que les salariés fassent les frais de restructurations - fin, ça a été le souci dans toutes les opérations menées sous l'égide de l'Etat - et enfin un impact national - il n'est pas indifférent que les décisions des groupes bancaires soient prises en France ou ailleurs, affirme le ministre.

Il est toutefois forcé de constater que l'initiative et le poids de Bercy sont limités. Dans le dossier du Crédit lyonnais : le ministre a rappelé qu'il était lié par l'engagement pris auprès de la Commission de Bruxelles de mener à bien, en octobre 1997, la privatisation de la banque selon la procédure ouverte, transparente et non discriminatoire : « le gouvernement peut préférer que le Crédit lyonnais soit rattaché à une banque française, mais il ne peut pas privilégier cette solution ». Il espère que l'opération sera menée au premier semestre.

Ces éléments semblent avoir eu plus d'impact hors de l'hémicycle qu'à l'intérieur. Au cours du débat, le président de la BNP, Michel Pébereau, a fait une déclaration à l'Agence France Presse sonnant comme un écho aux propos de M. Strauss-Kahn. La BNP s'intéresse au Crédit lyonnais dans le cadre d'un vrai projet industriel, sans licenciements, a-t-il affirmé. « Nous proposons de constituer un ensemble bancaire puissant et rentable fondé sur un contrat social clair. Pour la banque de proximité en France, il s'agit de gérer en parallèle deux réseaux de distribution en préservant pour leurs clients respectifs deux

marques fortement établies de la BNP et du Crédit lyonnais, ainsi que l'autonomie de leurs politiques commerciales de crédit ». Sur le plan social, M. Pébereau a précisé que « le projet de développement de la BNP ou cinq autres qui seraient mis en œuvre appliqueraient le Crédit lyonnais le principe de gestion solidaire de l'emploi, en vigueur depuis plus de 50 ans ». La BNP, qui exclut le recours à des licenciements collectifs.

M. Pébereau répond à une question de 70 pages faite à la demande des dirigeants du Lyonnais et transmise au gouvernement qui indique que le rapprochement des deux banques entraînerait la suppression d'environ 13 000 emplois. Les chiffres sont contestés. La présence de nombreux salariés lyonnais dans la BNP, au moment de la privatisation, la fusion de deux banques espagnoles ou celle plus ancienne des deux banques bavaroises les plus concurrentes, sont autant de signes que les fusions peuvent avoir un impact positif.

M. Pébereau rappelle que sa banque a sensiblement augmenté sa rentabilité depuis sa privatisation et licenciement collectif. Le président du Lyonnais estime que qu'aucun projet ne peut être précisément défini sans réussir à établir des liens étroits, voire amicaux, entre les directions des deux banques. Ce qui n'est pas à l'ordre du jour, côté Crédit lyonnais.

Mais, la BNP ne peut pas trop attendre. « Nous ne manquons pas d'autres opportunités en Europe », a ajouté M. Pébereau. Comme en témoigne la situation du CCF, qui tente de garder une mainmise face à la cour insistante du groupe néerlandais ING, étrangers ne manquent pas à s'intéresser à la France.

Sophie Fay

سكنا في المنزل

COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER

« Le Parisien » et « Aujourd'hui » visent les 600 000 exemplaires en 2004

Après des résultats décevants en 1998, le plan de développement du quotidien contient une série de mesures pour doper les ventes et renforcer la notoriété de l'édition nationale. Il prévoit une diminution de la pagination des éditions départementales sans suppression d'emplois

À PEINE TROIS MOIS après son arrivée à la tête du Parisien, le nouveau directeur général, Jacques Guérin, a présenté, mardi 16 février, le plan de développement. Ce polytechnicien de 42 ans, qui a travaillé pendant 15 ans chez Air Inter de Jean-Pierre Courcol, a présenté son retour au Parisien. Pendant deux mois, Jacques Guérin a observé, écouté, posé beaucoup de questions. Cet homme aux idées claires a mis au point le cadre général d'un projet d'entreprise en quatre points qu'il a présenté au personnel, mardi 16 février.

Le nouveau directeur général part d'un constat sévère : « Depuis trois ans, malgré des investissements importants (augmentation du nombre de pages, accroissement des moyens marketing, publicitaires...), la croissance de la diffusion de titres s'est ralentie. Plus préoccupant, les dépenses, sur quatre dernières années, ont augmenté plus vite que nos recettes. Les résultats financiers sont décevants. »

En 1998, Le Parisien a perdu 39 millions de francs (5,9 millions d'euros). La diffusion du quotidien régional a stagné, perdant quelque 200 exemplaires, à 1 030 exemplaires, tandis que son édition nationale Aujourd'hui a continué à progresser à 112 exemplaires contre 100 000 en 1997. Les chiffres n'ont pas été certifiés par Diffusion contrôle.

Le directeur général se refuse à un plan qui résumerait à une réduction des coûts et à un repli sur soi, explique-t-il au personnel. Il a mis en place un scénario de développement ambitieux : porter en cinq ans Le Parisien à 400 000 exemplaires. Aujourd'hui il en compte 350 000. Une situation bénéficiaire d'ici deux ans.

La différenciation des deux titres sera accentuée. Le Parisien sera « un quotidien régional à répercussion nationale » et accueillera « plus souvent des événements d'importance régionale ». Une nouvelle maquette a été élaborée, qui devrait être lancée à l'automne, lorsque Le Parisien sera tiré sur les nouvelles rotatives du groupe qui permettront une utilisation large de la couleur. Des modifications pourraient intervenir avant. L'automne 1999 sera la date-clé du Parisien. C'est le moment où il sera mis en place la nouvelle disposition de la nouvelle organisation du journal - il doit surtout être une nouvelle édition dominicale (lire ci-contre).

La principale source d'économies viendra d'une réduction de quatre pages du cahier départemental, qui comptera 12 à 12 pages au lieu de 12 à 16. La direction part du principe que l'augmentation de la pagination n'a entraîné une hausse du lectorat. Cette diminution « doit permettre de redéployer les effectifs rédactionnels nécessaires à la mise en place de 35 heures de journal le dimanche ».

INQUIÉTUDE DES JOURNALISTES Cette annonce a suscité l'inquiétude des journalistes travaillant pour les dix éditions départementales du quotidien, qui ont rédigé une motion de protestation, dans laquelle ils s'inquiètent au plus haut point du projet présenté.

« Le Parisien-Dimanche » à l'automne L'édition dominicale du Parisien, maintes fois annoncée, n'est pas pour cet automne, sans doute en septembre. Elle devrait comporter les trois quarts d'actualité du Parisien et un quart de sujets magazine. Elle sera composée d'un cahier général de 28 pages et d'un cahier départemental unique de 8 pages.

La décision du lancement de l'édition dominicale d'Aujourd'hui semble prise. Depuis plusieurs années, le projet du Parisien-Dimanche a été étudié sans que la décision de le lancer n'ait été prise. C'est l'apparition surprise de L'Equipe-Dimanche (titre du même groupe) qui a poussé Le Parisien à préparer activement son projet, vivement encouragé par Jean-Pierre Courcol, directeur général du groupe Amaury.

et et considèrent que la réduction drastique de la pagination est une menace grave pour l'avenir des éditions régionales. La direction affirme pour sa part que « cette nouvelle architecture n'entraînera rien la qualité du journal » et qu'elle sera testée auprès du lecteur. Le directeur précise également qu'il écarte les hypothèses « qui auraient présenté un risque fort de pertes de lecteurs ou auraient entraîné des licenciements ».

Le plan prévoit des investissements pour « doper les ventes » et développer la communication. Il s'agit d'augmenter de 30 % les moyens consacrés à la prospection du portage. En 1999, de développer les moyens de marketing téléphonique pour réduire la mise en ligne de la diffusion, de désabonnement.

Au niveau des ventes, il prévoit l'installation en trois ans de distributeurs automatiques de journaux, la mise en place d'un dispositif de ventes à la criée, qui pourraient être assurées par des porteurs à la fin de leur service.

Le plan de communication prévoit de renforcer l'identification du journal du Parisien et d'améliorer son image. Le quotidien de-

vait lancer un film publicitaire cinématographique. La promotion sera très forte pour Aujourd'hui, qui doit doubler ses ventes en cinq ans. Il s'agit d'installer la notoriété d'un titre qui n'est pas connu par une campagne radio pendant deux ans et par des opérations sur les points de vente. Cette promotion accompagnera une plus grande autonomie du titre par rapport au Parisien, des « unes » différentes par les éditions différentes selon les régions.

Enfin, alors que le quotidien est candidat à une chaîne locale pour la région parisienne, le journal veut développer ses activités sur Internet, dans deux directions : « substituer progressivement la mise en ligne de la diffusion du journal, des services payants personnalisés de mise à disposition du journal » ; « réaliser un site de proximité (city guide) » pour la région parisienne. Le Parisien compte développer la publicité nationale, grâce à l'identification plus importante de la couleur, et les petites annonces pour « devenir la référence de l'emploi en Ile-de-France ».

ALAIN SOLLIER

« Ouest-France » va contrôler les titres Hersant dans l'Ouest

NANTES de notre correspondant Ouest-France est la Socpresse présentée, mercredi 17 février, les bases de leur future « coopération » dans l'Ouest. Les deux groupes vont créer la société Loire-Océan communication, dont le capital d'un million de francs sera détenu à 55 % par Ouest-France et à 45 % par les filiales de la Socpresse. Les titres du Courrier de l'Ouest, Presse-Océan et la Maine libre.

L'accord consacre la fusion du premier quotidien français sur le territoire de l'Ouest, mais si chaque groupe restera propriétaire de ses journaux et confiera à Loire-Océan communication, via un contrat de location-gérance, leur gestion, leur impression, la collecte de leur publicité et leur diffusion. La future société prendra également en charge la rédaction du quotidien de la Socpresse. Loire-Océan communication devra

ainsi agréer les 300 millions de francs de chiffre d'affaires réalisés par Ouest-France et les 300 millions réalisés par la Socpresse sur ce territoire et totaliser une diffusion de près de 400 000 exemplaires.

De plus, Ouest-France a un droit de préemption sur les journaux de son futur associé. Le montage juridique va permettre au premier quotidien français, avec la diffusion totale payée atteignant 759 756 exemplaires entre le 1er juillet 1997 et le 30 juin 1998, de contrôler indirectement un ensemble représentant 227 000 exemplaires, et d'approcher le million d'exemplaires au total.

Le projet d'accord prévoit que le passif accumulé par Presse-Océan (Le Monde du 17 février) et le coût d'une inévitable restructuration du quotidien nantais soient assumés par la Socpresse. L'objectif affiché des

deux côtés est d'éviter les licenciements secs. Ouest-France pourrait proposer environ 100 postes aux différentes catégories de salariés. La Presse-Océan dont l'effectif actuel est de 300 personnes, l'imprimerie du quotidien nantais, qui emploie 11 personnes, sera fermée et son impression rapatriée sur les installations d'Ouest-France à Rennes et à La Chevrolière, près de Nantes.

INQUIÉTUDE À PRESSE-OCEAN Le Courrier de l'Ouest et la Maine libre devraient, en revanche, conserver leur imprimerie angevine. La régie publicitaire des quotidiens de la Socpresse disparaîtra au profit de Precom, la régie d'Ouest-France, ce qui obligera à dénoncer leurs accords actuels avec Le Télégramme de Brest et la publicité extra-locale. L'avenir de la rédaction de Presse-Océan, qui compte 75 journalistes, est en suspens :

« Nous émettons les plus grandes réserves sur l'idée de pages locales ou régionales communes avec Ouest-France. Conserver la force de production des 75 journalistes à 200 correspondants de Presse-Océan permettrait de préserver les 11 000 exemplaires vendus et sa présence sur le marché publicitaire. C'est aussi l'intérêt d'Ouest-France. Il ne faut pas présenter actuellement un projet financier basé sur un projet éditorial pour assurer réellement l'avenir d'un quotidien basé à Nantes », explique Michel Brenon, délégué CFDT.

La Socpresse va devoir financer l'apurement du passif de la restructuration de Presse-Océan, mais elle va remplacer un foyer de pertes menaçant la survie de son pôle ouest par une participation de 47 % dans une société bâtie pour être rentable. De son côté, Ouest-France défend ses positions sur la région la plus dynamique de sa zone de diffusion, mais avoir à financer le rachat de concurrents et à supporter leur éventuelle restructuration.

Ce projet manifeste le rapprochement de deux groupes dont les relations furent très tendues à la suite du rachat surprise du Courrier de l'Ouest et la Maine libre par le groupe Hersant en 1992 et de la suppression en 1993 de la régie publicitaire commune qu'avaient auparavant Presse-Océan et Ouest-France. François Régis Hutin, PDG d'Ouest-France, et Robert Hersant faisaient à l'époque leur opposition à l'opération personnelle. Depuis, le premier a recruté comme directeur général un ancien cadre du groupe Hersant, Michel Nozière, dont le rôle a été prépondérant dans ces négociations.

D. L.

Une pub Calvin Klein « censurée »

L'AFFICHEUR TDI a retiré, mercredi 17 février, la nouvelle publicité de Calvin Klein quelques heures seulement après l'avoir installée sur un bâtiment de la 42^e Rue Ouest. Le courtier de la nouvelle campagne d'encourager la pédophilie au moment de la mise en place d'un magasin Disney, une photo gigantesque de deux enfants à demi dénudés dansant sur un canapé.

L'Amérique punitive n'a pas supporté ce message qui avait été inauguré, jeudi 18 février, à Times Square en présence du top-modèle, Christy Turlington. La polémique a été nourrie par le New York Post, le journal de Rupert Murdoch, parti en guerre dans son édition du 17 février contre cette nouvelle publicité pour la ligne de sous-vêtements pour enfants du courtier.

Calvin Klein a pourtant montré des signes d'allégeance au puritanisme américain : sa précédente campagne publicitaire dans laquelle il abandonnait les visages familiaux et les poses suggestives pour montrer des jeunes gens souriants et

bronzés (Le Monde du 27 février 1998). Mais l'agence de publicité intégrée de Calvin Klein se sentait avoir du mal à s'adapter à des règles contraignantes.

La marque est sous la surveillance du FBI, qui continue à observer les activités de Bill Clinton à Los Angeles Times, le 5 février 1998 : « Il n'est pas bon de manipuler ces enfants, de les utiliser pour un bénéfice commercial. Mais toutes ces polémiques ont conduit à en faire l'une des marques les plus connues au monde. »

En 1995, des chaînes de télévision ont refusé de diffuser un spot télévisé dans lequel la comédienne Madonna Shield, alors âgée de quinze ans, susurrait : « Il n'y a rien entre mon Calvin Klein et moi. » Plus récemment, en 1995, des photos pour la promotion du parfum One One avaient provoqué des pétitions et plusieurs groupes de pression et associations de familles.

Florence Amalou

TROIS QUESTIONS À... FRANÇOIS RÉGIS HUTIN

1 Pour le PDG de Ouest-France, la fusion avec la Socpresse n'est-elle pas d'un bénéfice déguisé pour le groupe Hersant dans l'Ouest ? Non, c'est un partenariat. Nous respectons mutuellement et partageons les responsabilités et les gains, en portant l'avenir de la région. Nous retournons vers les chemins que nous avons pratiqués autrefois. Nous sommes des temps partenaires de la Socpresse pour la publicité et la diffusion. Une époque fait des choses différentes pour la distribution. Là, nous allons un peu plus loin pour rééquilibrer cet ensemble qui est

en train de devenir gravement déficitaire. Nous ne sommes pas propriétaires de ces journaux. Leurs directeurs et la publication ne changeront pas. Il y aura une société, les moyens qui travailleront pour quatre journaux et lui aidera à équilibrer leurs comptes, de telle sorte qu'ils puissent réinvestir. Il semble lorsque les choses seront nécessaires techniquement.

2 Quel est l'objectif de Ouest-France ? Développer la presse dans l'Ouest, dans l'indépendance et l'efficacité économique, pour l'information complète des lecteurs, en étant persuadé que c'est indispensable à la démocratie. Notre objectif, c'est la coopération entre des journaux existant ici depuis très longtemps et ayant déjà eu

l'occasion de coopérer de manière féconde. Au moment de leur création, il y avait des revendeurs réguliers dans leurs directions et leurs rédactions ont cherché pour travailler ensemble à une meilleure information et à une meilleure performance économique.

3 Quel est votre retour au travail ? Non, car l'idéal n'a pas changé. Mais les coopérations sont devenues plus faciles, tant mieux. De la même façon, il apparaît à ceux qu'elles ont plus intéressées que jamais étant donné les succès. Tout le monde sait que la presse est fragile et que ce n'est pas d'abord un business elle-même qu'elle a survécu.

Propos recueillis par Dominique Lumeau

RMC se relance et vise 4 % d'audience

INFORMATION, musique, chroniques : RMC a trépidé sur lequel repose le plan de relance RMC, présenté mercredi 17 février. Neuf mois après le rachat par Communication, filiale du groupe pharmaceutique Fabre, la radio du Sud semble enfin dotée d'un nouveau concept, qui vise à l'antenne à partir du 1^{er} mars.

En s'inspirant des bons principes méditerranéens, RMC veut « la radio des plaisirs », des « bons plans » afin de séduire un public plus jeune, plus féminin et plus national. Derrière le slogan « RMC : changes d'air », la station, qui veut imiter aucune radio », veut faire le lien entre les généralistes et les musicales, entre lesquelles les auditeurs zappent. Le matin, RMC continuera à sacrifier

à l'information. L'information nationale et internationale, ORIENTATIONS RMC veut avoir une démarche de proximité. Pour le reste, elle cherche à être « radio moins bavarde », une radio d'atmosphère. La programmation musicale est composée de grands succès des vingt dernières années, mais aussi des « tubes d'aujourd'hui » de demain. A raison de deux par heure, les chroniques tiendront une grande place dans le programme. Des émissions de la chevalerie du fiel, à l'humour trop typiquement masculin, sont supprimées. Les responsables de RMC n'ont pas lésiné sur les moyens de leur

relance. Le nouveau jingle a été enregistré à Londres d'Abbey Road, où les Beatles enregistrèrent « Here comes the sun ». Quant au logo - lettres blanches en relief sur fond ovale rouge -, il a été réalisé par l'agence Colorado, plutôt spécialisée dans les produits de luxe. En matière publicitaire, IP du groupe CLT, conserve la régie. Elle a intégré RMC à son produit « First », qui commercialise les radios de la CLT. Prochainement, un produit spécifique « Grand Sud » offrira RMC à Sud Radio aux annonceurs. « Nous n'avons pas le coupeur dans la zone », a déclaré Pierre-Yves Revol, vice-président de RMC, dont l'objectif est d'atteindre 4 points d'audience et l'équilibre financier en 1999. RMC continuera à deman-

der des fréquences supplémentaires pour accroître sa zone de diffusion. Ces nouvelles orientations ont été présentées au personnel, réuni mercredi soir, à Monaco. Après le plan de redressement qui a entraîné la suppression de 100 emplois sur un effectif de 249 personnes, les équipes vont déménager dans de nouveaux locaux à Paris et à Monaco.

Françoise Lumeau

SPECTACLES RÉSERVEZ VOS PLACES SUR MINTEL 3415 LEMONDE

ÉCONOMISEZ 60% SUR VOS APPELS VERS LES PORTABLES !

VOS APPELS À PRIX IRRESISTIBLES 24 heures/24 7 jours/7

SPECTACLES RÉSERVEZ VOS PLACES SUR MINTEL 3415 LEMONDE

UN APERÇU DE NOS TARIFS EXCEPTIONNELS À L'INTERNATIONAL

0,68€ CANADA
0,45€ JAPON
0,45€ ALLEMAGNE

Avec One.Tel, économisez sur tous vos appels : internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 7000* devant le numéro de votre correspondant.

RENSEIGNEZ-VOUS AU 01 53 53 75 18*

One.Tel 100% Télécoms.

*Taux de 100% d'économie calculé par rapport au tarif général de l'opérateur au moment de la publication.
*Ceci est un appel vers Paris.
Téléphone aussi depuis et vers les autres pays.
Les tarifs sont valables le jour de la publication.

page 13
Paris... 18
bord... 19
à... 22
je... 25
je... 26
et... 26
région... 28

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **AÉROSPATIALE** : le PDG de la société d'aéronautique, Yves Michot, a été chargé mercredi 17 février par décret du conseil des ministres de mener à bien la privatisation du groupe.

● **ASTRAZENECA** : l'assemblée générale des actionnaires du groupe britannique Zeneca devait prononcer jeudi 18 février sur le projet de fusion avec le suédois Astra, qui doit créer le numéro trois mondial de la pharmacie. AstraZeneca a dégagé en 1998 un bénéfice net de 2,083 milliards de livres (3,02 milliards d'euros), hausse de 0,53 % sur 1997 pour un chiffre d'affaires de 10,382 milliards de livres.

● **BMW** : le constructeur automobile bavarois restera indépendant, a assuré mercredi le ministre-président de l'Etat régional de Bavière, Edmund Stoiber. M. Stoiber a qu'il avait reçu des garanties du nouveau patron de BMW, Joachim Milberg, lors d'un meeting politique au parti, l'Union chrétienne sociale (CSU).

SÉRIÉS

● **BOLLORÉ** : le groupe Bolloré va investir, en 1999, 1 milliard de francs (150 millions d'euros) pour moderniser la flotte de sa filiale SDV (Delmas), a indiqué jeudi le PDG du groupe, Vincent Bolloré.

● **RECHERCHE** : un réseau de recherche sur les micro nanotechnologies, placé sous l'égide du ministère de la recherche et du secrétariat d'Etat à l'Industrie, devait être inauguré jeudi 18 février à Grenoble. Ce réseau, qui vise à installer une coopération accrue entre les laboratoires publics, les grands groupes et la PME, est doté d'un budget de 60 millions de francs (9,15 millions d'euros).

● **PIERRE ET VACANCES** : le tourisme présidé par Gérard Brémont a annoncé mercredi 17 février l'acquisition de l'enseigne Orion et la reprise de 24 résidences (7 100 lits location) à la mer et à la montagne.

● **AIR AFRIQUE** : le gouvernement français souhaite une prise de responsabilité africaine concernant Air Afrique. La

compagnie aérienne risque d'être déclarée en faillite par le tribunal de commerce de Paris mercredi 3 mars.

● **TÉLÉCOMMUNICATIONS** : les actionnaires d'AT&T, premier opérateur mondial de téléphone, ont approuvé mercredi 17 février l'acquisition, pour 57,6 millions de dollars (51,4 millions d'euros), de Tele-Communications Inc., le second opérateur américain.

FRANCE

● **AVOIRS JUIFS** : après le Congrès juif mondial, le centre Simon-Wiesenthal a demandé mercredi au premier ministre suspendre les fusions de plusieurs banques françaises mises en faillite, l'affaire des biens juifs. Il s'agit de la Société générale, du Crédit lyonnais et du Crédit agricole. Le centre écrit au nom de 140 citoyens français et anciens résidents de la France qui l'ont mandaté pour présenter leurs plaintes dans la procédure judiciaire collective à l'encontre de huit banques, actuellement en faillite à New York.

RÉSULTATS

● **CCF** : pour la quinzième année consécutive, le CCF commercial de France a annoncé jeudi 17 février une croissance de 1,1 % et un bénéfice consolidé part du groupe de 30,6 % (2 milliards de francs (319,1 millions d'euros), contre 1,6 milliard de francs (244,4 millions d'euros) en 1997, soit une rentabilité sur fonds propres de 11,1 %. Le produit net bancaire progresse de 17,7 % à 12,88 milliards de francs (1,94 milliard d'euros) et le résultat brut d'exploitation de 22,1 % à 692,3 millions d'euros (4,54 milliards de francs).

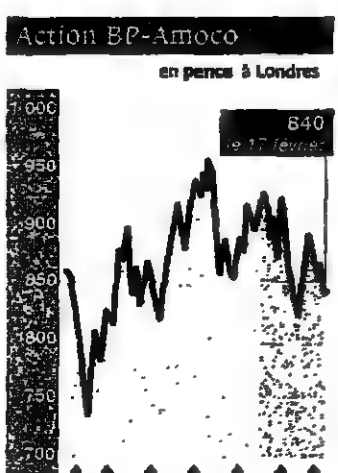
● **AMMARTILLI** : le groupe d'hypermarchés a vu son chiffre d'affaires progresser de 6,2 % en 1998, à 27,4 milliards d'euros (179 milliards de francs). Son résultat avant amortissements et provisions (EBITDA) progresse de 14,8 % à 1,8 milliards d'euros (11,8 milliards de francs).

● **DELL** : le constructeur d'ordinateurs a annoncé mercredi 17 février une progression de 1,1 % de son chiffre d'affaires, à 18,2 milliards de dollars (16,25 milliards d'euros) en 1998. Le résultat net s'est établi à 1,46 milliard de dollars en hausse de 55 %.

VALEUR DU JOUR

BP Amoco tente de résister à un environnement déprimé

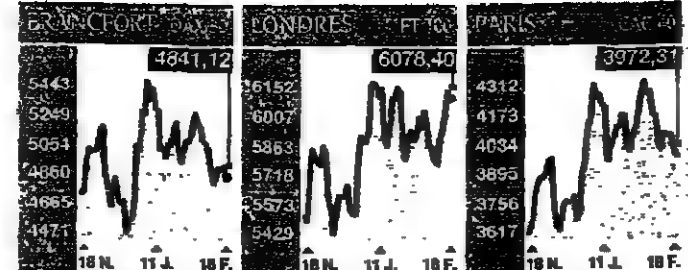
MERCREDI 17 février, jour de l'annonce des résultats annuels de BP Amoco, le nouveau numéro trois mondial de l'industrie pétrolière, le prix du baril de pétrole au Nord est repassé sous la barre des 10 dollars, à 9,90 dollars. C'est précisément la faiblesse du prix du baril qui explique la chute de 34 % du résultat net annuel, à 4,46 milliards de dollars (3,98 milliards d'euros) contre 6,80 milliards d'euros en 1997. C'est le résultat d'exploitation, à 4,65 milliards de dollars. Ces chiffres s'entendent hors éléments exceptionnels comme la charge de 351 millions de dollars destinée à couvrir l'investissement de 750 millions de dollars effectué en 1997 dans le pétrolier Sidanco, en pleine détresse financière. En présentant ses résultats, le directeur général du groupe John Brown a indiqué qu'il appréhende 1999 « avec prudence », maximum flexibilité, estimant que le prix du baril devrait être à la moyenne de 11 dollars, que la demande est toujours déprimée dans le raffinage, la distribution et la chimie. Le groupe a décidé d'accélérer son programme de restructuration. Cela se traduira par la suppression de 10 000 emplois cette année, 7 000 prévus initialement. Cette mesure devrait obliger le groupe à passer une charge de 1,5 milliard de dollars dans les comptes de 1999. Pour



compenser ces coûts, le groupe devrait céder rapidement près d'un milliard de dollars d'actifs non stratégiques et devrait réduire ses dépenses d'investissement (-33 % à 7 milliards de dollars) plus précisément dans l'exploration et la production d'hydrocarbures (-40 %, à 3,6 milliards de dollars). L'objectif stratégique de BP Amoco est de réduire de 2 milliards de dollars d'économies programmées en douze mois seulement, au lieu de vingt-quatre. John Brown a estimé que la fusion avec Amoco, annoncée en août, finalisée au 1er décembre 1998, démultiplierait le chiffre d'affaires de 10 %, ce qui permettrait de porter le chiffre d'affaires à 27,4 milliards de dollars, ce qui permettrait de porter le chiffre d'affaires à 27,4 milliards de dollars, ce qui permettrait de porter le chiffre d'affaires à 27,4 milliards de dollars.

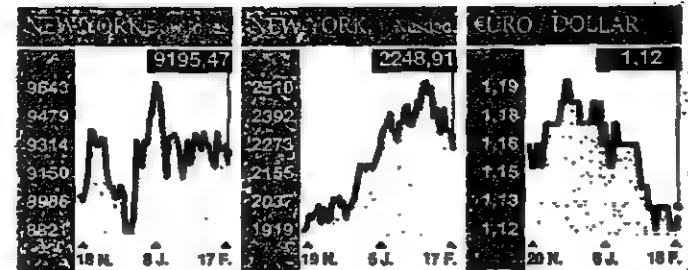
Enguérand Bénédict

EUROPE



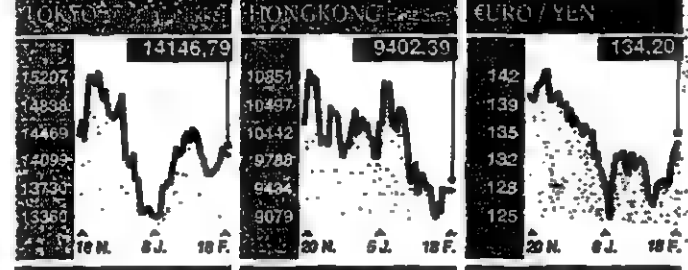
Europe 12h30	Indice	Cours	Var. %	Var. %
FRANCE	EURO STOXX 50	3387,87	0,74	0,76
ALLEMAGNE	STOCK 50	3389,07	0,58	1,28
EUROPE	EURO STOXX 350	3389,07	0,48	-0,58
EUROPE	STOCK 600	3389,07	0,58	1,28
PARIS	CAC 40	3389,07	-0,33	0,78
PARIS	MIDCAP	0,00	—	—
PARIS	SIF 250	3389,07	-0,37	0,78
PARIS	SECOND MARCHÉ	0,00	—	—
AMSTERDAM	AEX	514,14	—	-0,50
BRUXELLES	BEL 20	3389,07	-0,18	-0,78
FRANCFORT	DAX 30	4841,12	0,08	-0,32
LONDRES	FTSE 100	3389,07	-0,40	0,38
MADRID	STOCK EXCHANGE	0,00	—	—
MILAN	MISTEL 30	3389,07	-0,38	-0,44
ZURICH	SPI	3389,07	-0,30	-0,40

AMÉRIQUES



Amérique 10h15	Indice	Cours	Var. %	Var. %
ÉTATS-UNIS	DOW	9195,47	-1,09	0,18
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1224,05	-1,44	-0,42
ÉTATS-UNIS	NASDAQ	2248,91	-0,81	2,56
TORONTO	TSX 300	3389,07	-0,57	-2,40
MEXIQUE	BOVESPA	3389,07	0,34	32,29
MEXIQUE	BOLSA	3389,07	-1,08	—
Buenos Aires	MERVAL	3389,07	-0,10	-11,11
SANTIAGO	IPSA GENERAL	3389,07	-0,07	-0,91
CARACAS	CAPITAL GENERAL	3389,07	-0,05	-17,30

ASIE-PACIFIQUE



Zone Asie 10h15	Indice	Cours	Var. %	Var. %
TOKYO	NIKKEI 225	14146,79	-0,08	2,20
HONGKONG	HANG SENG	10442,39	-0,34	0,43
SINGAPOUR	STRAIT TIMES	0,00	—	-0,14
SEOUL	KOSPI INDEX	61,18	-0,41	-0,52
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3389,07	-0,01	2,48
BANGKOK	SET	24,25	-0,74	-0,57
BOMBAY	BSE SENSEX	3389,07	0,73	0,58
WELLINGTON	SEMI INDEX	2177,43	-0,57	0,78

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 de la Bourse de Paris, qui avait connu une hausse de 0,76 %, jeudi 18 février, s'inscrivait en baisse de 0,49 % à la mi-journée, à 3 389,07 points. L'euro progressait légèrement, à 1,1266 dollar, tandis que les indices à dix étaient stables, à 3,97 %.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES de la Bourse de New York a terminé en baisse de 101,56 points (-1,09 %) à 9 195,47 points, mercredi 17 février, tandis que l'indice du Nasdaq, où sont cotées les valeurs technologiques, a reculé de 2,81 %.

FRANCFORT

L'INDICE DAX de la Bourse de Francfort a ouvert en hausse de 0,59 %, jeudi 18 février, à 4 841,12 points, après un recul de 1,53 % la veille.

LONDRES

LA BOURSE DE LONDRES a clôturé en baisse de 0,49 %, mercredi, à 3 389,07 points, après une hausse de 0,78 %, jeudi 18 février, à 4 841,12 points, après un recul de 1,53 % la veille.

TOKYO

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du jeudi 18 février en très légère baisse, dans un marché toujours préoccupé par la perspective de la liquidation de participations croisées avant la fin de l'exercice fiscal, le 31 mars. L'indice Nikkei a perdu 11,88 points, à 14 146,79 points.

PÉTROLE

LE PRIX DU BARIL de pétrole est retombé en Europe, mercredi 17 février, sous le seuil des 10 dollars (8,87 euros) pour la première fois depuis deux mois. Le contrat à terme pour avril sur le baril de brut (qualité mer du Nord) a perdu 15 cents, à 9,90 dollars. Les cours se reprenaient un peu en fin de journée, notamment à l'approche du marché pétrolier des États-Unis, le marché pétrolier a été victime de la flèche du ralentissement de la demande, lié à des conditions climatiques qui s'améliorent aux États-Unis et en Europe, et de l'abondance des réserves et plus de l'offre.

Le ministre koweïtien du pétrole, cheikh Saoud Al Sabah, a estimé, mercredi, à près de 2 millions de barils par jour (mbj) l'excédent pétrolier sur le marché. Le président de l'OPEP, Youcef Youssi, ministre algérien de l'énergie, a déclaré, mardi, qu'une baisse de l'offre de 1 million de barils par jour « était indispensable pour rééquilibrer le marché ». « La situation est catastrophique pour le monde », a-t-il déclaré dans un entretien publié par la revue spécialisée Pétrostratégies.

ÉCONOMIE

Les métallurgistes allemands obtiennent une hausse des salaires de 4 %

LA MÉDIATION de la dernière chance dans le conflit de la métallurgie en Allemagne a abouti à un compromis qui écarte la menace d'une grève, a annoncé le médiateur, Hans-Jochen Vogel, ancien président du parti social-démocrate (SPD) (lire p. 18).

Le 18 février après 17 jours de négociations à Berlin (sud-ouest), un compromis a été trouvé en référence pour les négociations salariales dans l'industrie allemande, y compris la fonction publique. L'accord prévoit une hausse salariale de 4 % sur quatorze mois. Le puissant syndicat IG Metall a obtenu un salaire de 6,5 % alors que la fédération patronale Gesamtmetall refusait jusqu'alors d'aller au-delà d'une progression salariale de 2,3 %, sans prime liée à la production pouvant atteindre 0,5 %.

Nouvelle baisse du chômage au Royaume-Uni

LE CHÔMAGE a encore reculé en janvier au Royaume-Uni, selon les chiffres officiels annoncés mercredi, déjouant une prévision de la baisse de 0,1 point. Les prévisions qui tablent sur une dégradation de l'emploi au raison du ralentissement de la croissance économique. Le nombre de demandeurs d'emploi a reculé à 5 700 en janvier au données corrigées des variations saisonnières, pour atteindre 1,305 million, selon l'Office des statistiques nationales. Le taux est stable par rapport à décembre, à 4,6 %, la population active, toujours au plus bas depuis 1980.

Le ministre américain du Trésor, Robert Rubin, a cependant rejeté, mercredi, l'avis euro-japonais d'instaurer des bandes de fluctuation monétaire, de manière à éviter une trop forte instabilité des taux de change.

OR : la demande d'or a enregistré une baisse globale de 11 % en 1998, à 2 712 tonnes, en baisse de ventes massives. L'Asie au premier trimestre, une étude publiée mardi, à Londres, par le World Gold Council (WGC), une organisation de producteurs.

UNION EUROPÉENNE : les industriels européens de broyer du noir, selon une enquête de l'Insee mercredi, suggérant que le creux de l'activité pourrait être passé.

FRANCE : le secrétaire national de la CFE-CGC chargé de l'économie, Michel Lamy, a dénoncé mercredi « l'intégrisme rigoureux » de la Commission européenne, qui a demandé à l'Union un « contrôle rigoureux des dépenses publiques ». Le ministre de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, a conseillé, mercredi, aux Français d'être « prudents » en matière de dépenses, plutôt que de servir de référence pour les négociations salariales dans l'industrie.

Dominique Strauss-Kahn a affirmé, mercredi, à l'Assemblée nationale que la question du chômage n'est pas « légitimement posée ». La situation économique en France ne présente pas de signe de déclin, a-t-il déclaré. Les facteurs qui sont à la base de la modération des prix « ne représentent un danger pour la croissance », a estimé la Banque de France, dans son bulletin mensuel publié mercredi. Le président du Medef, Ernest-Alexandre Scaillet, a estimé, mercredi, que l'économie française était « en rupture de compétitivité », car « le chômage, l'investissement et l'esprit d'entreprise ».

ÉTATS-UNIS : les mises en chantier de logements aux États-Unis ont progressé de 3,8 % en janvier pour s'établir à 1,8 million d'unités en rythme annuel, a annoncé, mercredi, le département du commerce. La production industrielle aux États-Unis est restée inchangée en janvier, a annoncé mercredi la Réserve Fédérale (Fed). Le taux d'utilisation des capacités industrielles s'est établi à 80,5 %, contre 80,8 % en décembre, a également annoncé la Fed.

AFRIQUE DU SUD : l'économie sud-africaine a subi en 1998 un ralentissement « significatif » avec une croissance de 0,1 %, largement en-deçà des prévisions du gouvernement, qui tablait sur un chiffre d'environ 3 %, a annoncé mercredi le ministre sud-africain du Commerce.

RUSSE : la production industrielle russe a baissé de 7,2 % par rapport à décembre 1998 et de 4,9 % par rapport à janvier 1999, a annoncé mercredi le Centre fédéral des statistiques, qui publie par Itar-Tass.

Taux de change fixe zone euro

Contre franc	Taux	Contre franc	Taux
FRANCE	1,666336	EURO	0,183646
ALLEMAGNE	1,936271	DEUTSCHENMARK	3,306358
ITALIE	1,936271	LIRE ITAL. (1000)	3,306358
ESPAGNE	1,666336	PESETA ESPAG. (100)	3,306358
PORTUGAL	204,8466	ESCUDO PORT. (100)	3,306358
GRÈCE	200,4824	DRACHME GRÈCE (100)	3,306358
IRLANDE	7,875640	PUNT IRLANDAISE	3,306358
FINLANDE	5,945735	MARKKA FINLANDAISE	3,306358

Cours de change croisés

1992 12h30	Cours	1992 12h30	Cours
DOLLAR	110,18000	YEN	110,18000
EURO	0,88853	FRANCS	0,88853
FRANCS	0,88853	FRANCS SUISSE	0,88853

Taux d'intérêt (%)

TRIM 1992	Taux	TRIM 1992	Taux
FRANCE	5,00	ALLEMAGNE	5,00
ALLEMAGNE	5,00	GRÈCE	5,00
GRÈCE	5,00	ITALIE	5,00
ITALIE	5,00	ESPAGNE	5,00
ESPAGNE	5,00	PORTUGAL	5,00
PORTUGAL	5,00	IRLANDE	5,00
IRLANDE	5,00	FINLANDE	5,00
FINLANDE	5,00	PAYS-BAS	5,00

Matières premières

En dollar	Cours	En dollar	Cours
MÉTALUX (NEW YORK)	1785,5	ALUMINIUM 3 MOIS	1785,5
ALUMINIUM 3 MOIS	1785,5	PLOMB 3 MOIS	231
PLOMB 3 MOIS	231	ETAIN 3 MOIS	2026
ETAIN 3 MOIS	2026	ZINC 3 MOIS	1053
ZINC 3 MOIS	1053	NICKEL 3 MOIS	1053
NICKEL 3 MOIS	1053	MÉTALUX (NEW YORK)	1785,5
MÉTALUX (NEW YORK)	1785,5	GRANDES (NEW YORK)	285,5
GRANDES (NEW YORK)	285,5	CAPI (LONDRES)	285,5
CAPI (LONDRES)	285,5	SOJA (CHICAGO)	285,5
SOJA (CHICAGO)	285,5	SOJA (TORONTO)	285,5
SOJA (TORONTO)	285,5	SOJA (NEW YORK)	285,5
SOJA (NEW YORK)	285,5	CAFÉ (LONDRES)	285,5
CAFÉ (LONDRES)	285,5	BLANC (PARIS)	285,5

Or

En dollars	Cours	En dollars	Cours
OR FIN KILLO BARRE	310	OR FIN LINGOT	310
OR FIN LINGOT	310	ONCE D'OR (LO)	285,78
ONCE D'OR (LO)	285,78	PIÈCE FRANCE 20 F.	48
PIÈCE FRANCE 20 F.	48	PIÈCE UNION LAT. 20 F.	48
PIÈCE UNION LAT. 20 F.	48	PIÈCE 10 DOLLARS US	280
PIÈCE 10 DOLLARS US	280	PIÈCE 20 DOLLARS US	400
PIÈCE 20 DOLLARS US	400	PIÈCE 50 PESOS MEX.	305,28

graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde » : www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

Le titre Deutsche Telekom a perdu 5,73 % à Francfort mercredi 17 février à la suite de la parution d'un rapport soulignant que les bénéfices dégagés pour l'exercice 1998 sont loin de refléter la reprise pour le groupe allemand.

L'action Dresdner Bank a perdu 1,22 % mercredi à Berlin. L'inquiétude du marché liée aux répercussions à Bruxelles sur l'importance des frais de changes mis en place par les banques européennes après le lancement de l'euro.

L'action Volkswagen a chuté 1,69 % mercredi après l'annonce d'une grève des techniciens.

Philippe a perdu de 0,81 % affecté par les résultats décevants du américain Dell Computer.

pour le quatrième trimestre qui a affiché un chiffre d'affaires de 5,1 milliards de dollars (4,55 milliards d'euros) contre 5,5 milliards attendus par les analystes.

Toujours par la baisse des valeurs des groupes de télécommunications cotés au Nasdaq, le titre Nokia a enregistré une baisse de 3,87 % mercredi 17 février.

L'action Total a chuté de 1,06 % mercredi après la baisse du prix du baril du pétrole. Le seul à 10 dollars pour la première fois depuis deux mois.

Le titre Unicredit a progressé de 3,04 % mercredi profitant du bon accueil réservé à l'annonce qu'il est en phase avec les attentes du marché.

18/02 12h35

Code

Cours

Var.

%

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

Automobile

STOXX 50

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

STOXX 50

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

STOXX 50

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

284,41

صكنا من الامل

VALEURS FRANÇAISES

■ L'action Carrefour a accueilli l'annonce d'un résultat net pour 1998 en hausse de 7,9 % par une hausse de 5,05 %, durant les premières transactions de la séance du jeudi 18 février.

■ Le titre CCF a gagné 1,46 %, jeudi 18 février au matin. Avant l'ouverture de la Bourse, la banque avait annoncé un bénéfice 1998 en hausse de 30,6 %, à 379 millions d'euros. Selon le journal les Echos, le groupe néerlandais ING mesure de contrôler 10 % du capital du CCF.

■ Le titre LVMH a abandonné 2,02 %, dans la matinée du jeudi 18 février. Le groupe italien Gucci a annoncé qu'il s'opposerait à l'entrée de LVMH dans son conseil d'administration. Pourtant LVMH détient 34,4 % du capital du CCF.

■ L'action Rhône-Poulenc a resté stable (+0,09 %) dans la matinée du 18 février. Le groupe a annoncé des bénéfices qui contrôlent 24,5 % de Hoechst opposés à la fusion avec Rhône-Poulenc.

■ L'action TF1 a reculé de 0,11 %, les premières transactions le jeudi 18 février. La chaîne de télévision a vendu la moitié de sa participation dans le capital de Pathe.

■ BNP a gagné 0,11 % la séance du jeudi 18 février au matin par une hausse de 0,98 %, en réaction à la candidature du groupe à la privatisation de l'yonnais.

REGLEMENT MENSUEL

JEUDI 18 FÉVRIER
Liquidation : 18 février

France	Précédent	Cours	Différence	Compensation
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00

BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00

BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00

BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00
BNP	140,40	140,40	0,00	0,00

NOUVEAU MARCHÉ

JEUDI 18 FÉVRIER

Valeurs	Cours	Différence
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00

SECOND MARCHÉ

JEUDI 18 FÉVRIER

Valeurs	Cours	Différence
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00

ABRÉVIATIONS

1 = Bordeaux; 2 = Lille; 3 = Lyon; 4 = Marseille; 5 = Nancy; 6 = Nantes.

ABRÉVIATIONS	1 = Bordeaux; 2 = Lille; 3 = Lyon; 4 = Marseille; 5 = Nancy; 6 = Nantes.
ABRÉVIATIONS	1 = Bordeaux; 2 = Lille; 3 = Lyon; 4 = Marseille; 5 = Nancy; 6 = Nantes.
ABRÉVIATIONS	1 = Bordeaux; 2 = Lille; 3 = Lyon; 4 = Marseille; 5 = Nancy; 6 = Nantes.
ABRÉVIATIONS	1 = Bordeaux; 2 = Lille; 3 = Lyon; 4 = Marseille; 5 = Nancy; 6 = Nantes.
ABRÉVIATIONS	1 = Bordeaux; 2 = Lille; 3 = Lyon; 4 = Marseille; 5 = Nancy; 6 = Nantes.

DERNIÈRE COLONNE (1)

Lundi 18 février : la variation 31/12; Mardi 19 février : la variation 31/12; Mercredi 20 février : la variation 31/12; Jeudi 21 février : la variation 31/12; Vendredi 22 février : la variation 31/12.

DERNIÈRE COLONNE (1)	Lundi 18 février : la variation 31/12; Mardi 19 février : la variation 31/12; Mercredi 20 février : la variation 31/12; Jeudi 21 février : la variation 31/12; Vendredi 22 février : la variation 31/12.
DERNIÈRE COLONNE (1)	Lundi 18 février : la variation 31/12; Mardi 19 février : la variation 31/12; Mercredi 20 février : la variation 31/12; Jeudi 21 février : la variation 31/12; Vendredi 22 février : la variation 31/12.
DERNIÈRE COLONNE (1)	Lundi 18 février : la variation 31/12; Mardi 19 février : la variation 31/12; Mercredi 20 février : la variation 31/12; Jeudi 21 février : la variation 31/12; Vendredi 22 février : la variation 31/12.
DERNIÈRE COLONNE (1)	Lundi 18 février : la variation 31/12; Mardi 19 février : la variation 31/12; Mercredi 20 février : la variation 31/12; Jeudi 21 février : la variation 31/12; Vendredi 22 février : la variation 31/12.
DERNIÈRE COLONNE (1)	Lundi 18 février : la variation 31/12; Mardi 19 février : la variation 31/12; Mercredi 20 février : la variation 31/12; Jeudi 21 février : la variation 31/12; Vendredi 22 février : la variation 31/12.

SICAV FCP

Une sélection. Cours au 17 février

Valeurs	Cours	Différence
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00

EUROPE

Une sélection. Cours au 17 février

Valeurs	Cours	Différence
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00

AMÉRIQUE

Une sélection. Cours au 17 février

Valeurs	Cours	Différence
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00

ASIE

Une sélection. Cours au 17 février

Valeurs	Cours	Différence
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00

MONDIALE

Une sélection. Cours au 17 février

Valeurs	Cours	Différence
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00

AFRIQUE

Une sélection. Cours au 17 février

Valeurs	Cours	Différence
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00

Océanie

Une sélection. Cours au 17 février

Valeurs	Cours	Différence
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00

ASIE

Une sélection. Cours au 17 février

Valeurs	Cours	Différence
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00
AD PARTNER	140,40	0,00

150

AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER

SCIENCES Depuis Pascal, inventeur du calcul des probabilités, et Condorcet, savant « engagé », les mathématiques et les sciences sociales entretiennent des relations

étroites, souvent fécondes, mais parfois aussi décevantes. LES ESPOIRS de formalisation des pratiques et des comportements humains suscités dans les années 60 par les théories

structuralistes, en anthropologie et en linguistique, sont retombés. Des modèles mathématiques sont pourtant utilisés par de nombreuses disciplines, notamment en économie, en

ingénierie, en langage, en sciences cognitives. LE TRAITEMENT informatique et la simulation numérique sont devenus des auxiliaires indispensables pour les chercheurs en

sciences humaines. Toutefois, selon le démographe Hervé Le Bras, ces outils doivent être maniés avec précaution, car ils peuvent être biaisés par des représentations culturelles.

Les mathématiques sociales à la recherche de nouveaux modèles

A la veille du recensement, une polémique politico-scientifique relance, aux Etats-Unis, le vieux problème de l'application de la science des nombres aux comportements humains. Si certaines disciplines, comme l'économie, s'en félicitent, les résultats ne sont pas toujours probants

LE 8 MARS débuteront les opérations de recensement de la population française : d'ici au 3 avril, des agents-recenseurs se rendront dans tous les foyers pour y faire remplir un questionnaire. Ce décompte individuel, qui vise l'exhaustivité, passera au crible 99 % des habitants, estime l'Insee. Aux Etats-Unis, en revanche, la méthode de recensement est au centre d'une polémique politico-scientifique, dont l'un des enjeux est le nombre de sièges attribués, par Etat, à la Chambre des représentants. En 1991, huit d'Américains – parmi les pauvres et les minorités ethniques – avaient été « oubliés » par la technique classique. L'administration Clinton a proposé l'amélioration, pour le recensement de l'an 2000, par un échantillonnage et un traitement statistique, mais le Congrès a émis des réserves sur la constitutionnalité de cette procédure, susceptible, selon le camp républicain, de favoriser une manipulation des données.

Ce différend, qui doit être tranché par la Cour suprême, illustre les relations parfois tourmentées qu'entretiennent les mathématiques et les sciences humaines. Ainsi, en brochant, dans un article posthume publié en 1996 par la revue *Social Text*, puis dans un livre-réquisitoire paru l'année suivante, les « *Impostures intellec-*

tuelles » d'une brochette de penseurs français, le physicien américain Alan Sokal a-t-il cru devoir épinglez les sciences « exactes » à manier, selon lui, à tort et à travers, des concepts mathématiques. L'engouement de certaines disciplines pour la théorie des catastrophes du mathématicien français Thom, les fractales de Benoît Mandelbrot ou la théorie du chaos ne servent-ils qu'à dissimuler leur manque de scientificité ?

Les rapports entre les mathématiques et les sciences sociales sont à la fois plus complexes et plus évolutifs. La notion même de mathématique sociale, imaginée par le très progressiste marquis de Condorcet – auteur, en 1785, d'un *Essai sur l'application de l'analyse à la probabilité des décisions rendues à la pluralité des voix* –, rend compte d'un double mouvement, rappelle Marc Barbuz, directeur de la revue *Mathématiques, informatique et sciences humaines*, publiée par le Centre d'analyse et de mathématique sociales (Ecole des hautes études en sciences sociales-CNRS-université Paris-IV).

D'un côté, des branches entières des mathématiques sont apparues et se sont développées en réponse à des questions relevant des sciences de l'homme et de la société. C'est le cas du calcul des probabilités et de la statistique qui, sous des formes

diverses d'analyse de données, de sondage et d'échantillonnage, ont investi la presque totalité des champs disciplinaires. C'est aussi celui de la logique mathématique, qui prend ses racines dans les travaux de l'Anglais George Boole sur « les lois de la pensée » humaine, au milieu du siècle dernier, et qui trouve ses prolongements dans les langages formels et l'informatique théorique.

D'un autre côté, les sciences sociales ont emprunté, pour leurs propres besoins, des modèles mathématiques préexistants. Les exemples ne sont multiples, depuis la théorie

des groupes de permutations appliquée à certaines questions d'anthropologie jusqu'aux processus stochastiques adaptés à l'étude de la mobilité sociale ou des mouvements d'opinion, en passant par la théorie des graphes et par la combinatoire utilisées pour la description de réseaux sociaux.

Le rapprochement ne fut jamais aussi étroit qu'au début des années 60, aux plus hautes heures du structuralisme triomphant. Aux Etats-Unis, l'essor de la « *science de l'homme* » de Lévi-Strauss, l'essor de la

« *grammaire générative* » du linguiste américain Noam Chomsky. Depuis, les espoirs suscités par ces tentatives de formalisation de l'organisation sociale ou du langage, à partir de structures élémentaires universelles, ont été largement déçus. La plupart des chercheurs ne sont plus guère convaincus que la complexité des comportements humains collectifs résiste à une mathématisation poussée.

Un article rétrospectif, publié en 1989 par l'Académie des sciences, s'interrogeait, de façon provocatrice : « Dans les années 60, on avait espéré des mathématiques qu'elles apportent un langage commun aux diverses disciplines. Il n'en est rien en définitive, principalement servi qu'à alimenter d'un instrument commun, l'ordinateur ? » Ne restait, d'une cohésion pluridisciplinaire entre les sciences sociales et les mathématiques, que les progrès permis dans la maîtrise de l'ordinateur par la puissance de calcul de l'informatique et la réduction du coût. Dans plusieurs domaines, l'intégration est aujourd'hui très poussée.

L'économie en est le plus bel exemple. Cette discipline, après avoir été marginalisée par la théorie des jeux et le comportement économique (1944) du mathématicien Johannes Neumann et de l'économiste Oskar Morgenstern, est devenue

consommatrice de modèles, en micro comme en macro-économie. Elle est la seule, parmi les sciences de l'homme, à être récompensée par un prix Nobel, depuis 1969. Et les « *as* » de la finance se recrutent sur les bancs des grandes écoles scientifiques. A la frontière de la linguistique et de l'informatique, les recherches les plus avancées sur la communication homme-machine – reconnaissance de la parole par l'ordinateur, synthèse vocale, traduction automatique –, par l'essor d'Internet, reposent sur l'analyse « *chaînes de Markov* » chères, qui traitent les séquences de phénomènes ou de graphèmes comme des suites de variables aléatoires.

Le rapprochement fut jamais aussi étroit qu'aux plus belles heures du structuralisme triomphant

Les jeunes sciences cognitives, qui fédèrent neurologues, linguistes, informaticiens, logiciens, psychologues et philosophes, et qui prétendent mettre au jour les mécanismes de la pensée et de la connaissance – au risque d'une approche réductrice du psychisme –, font même les liens entre sciences « dures » et sciences « molles ». Elles sont regrettées avec intérêt par beaucoup d'autres disciplines, comme les sciences de l'éducation, de façon plus inattendue, l'anthropologie. « Les progrès récents des sciences cognitives nous laissent pas indifférents ceux des anthropologues qui jugent qu'au-delà de leur diversité les cultures humaines dépendent toutes d'un même ensemble de processus mentaux », écrit Maurice Bloch, professeur à la London School of Economics, dans le dernier numéro de la revue *Sciences humaines* (décembre 1998-janvier 1999). Il y invite ses collègues à « se méfier du relativisme radical qui actuellement jouit de la faveur d'une partie de la profession ». Ce faisant, il pose une question qui va au-delà de la recherche de nouveaux paradigmes.

Pascal et le « problème des partis »

Les joueurs décidant d'interrompre la partie avant d'avoir joué tous les coups. Comment partager équitablement la prise ? Au fameux « *problème des partis* », Pascal est le premier à apporter une solution, dans sa correspondance avec Fermat et dans *l'essai du triangle arithmétique* (1654). Il y établit les formules mathématiques permettant de calculer l'espérance de gain de chaque joueur, d'après l'enchaînement des positions successives possibles. L'auteur de *l'essai* vient de donner naissance au calcul des probabilités.

Théoricien du « *pari* » sur l'existence de Dieu, l'essai pour les jeux de hasard sur un aspect très concret. Mais les travaux de Pascal ont des applications très concrètes, dans le domaine commercial ou juridique, par exemple pour déterminer le juste montant d'un contrat d'assurance maritime ou fonction du risque d'accident, ou celui d'une rente viagère à partir de l'espérance de vie. Mathématiques et sciences humaines ont désormais partie liée.

Un outil précieux, mais à double tranchant pour les démographes

« J'AI FAIT beaucoup de prévisions et je me suis beaucoup trompé », Hervé Le Bras, directeur du Laboratoire de démographie historique de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, résume pas le balayer devant sa porte. La démographie, l'une des plus anciennes des sciences humaines, est aussi l'une des plus exposées à l'épreuve du réel, qui valide ou infirme, de façon mesurable, ses projections.

« On s'échappe pas à l'idéologie de son époque », les démographes le savent, et les autres, à la fin par sa persévérance Hervé Le Bras. Il rappelle comment, en 1925, l'Anglais Carr-Saunders avait dessiné une « *pyramide mondiale* » de la répartition des populations, qui avait servi de référence à la progression en Amérique du Nord, en Europe centrale, et en Afrique, en Asie du Sud-Est, en Amérique latine, soit l'ensemble de l'univers. La situation actuelle : « Il s'agit, ni plus ni moins, d'un hymne aux populations blanches, « *civilisées* », et donc susceptibles de se développer ». Il est aussi l'essai sur « la population future de l'Europe » de l'Union soviétique, réalisée en 1926 par une équipe de Princeton, qui, schématiquement, sous-estimait la croissance des démocraties de l'Ouest et sure-

valuait celle de l'URSS : « *L'ouvrage de Princeton, avec tout le raffinement de ses ajustements mathématiques de taux de fécondité et de mortalité, ne fait que mettre en scène le péril russe vu du côté américain.* »

AVERTISSEMENT GÉNÉRAL DES EXPERTS

Aujourd'hui encore, il s'interroge sur la pertinence des prévisions démographiques des Nations unies, fortement revues à la baisse depuis quelques années : « Il y a eu un aveuglement général des experts, qui ont été surpris par la rapidité de la baisse de la fécondité. » Il résume, notamment, certaines hypothèses sur l'évolution des pyramides des âges à l'horizon 2050, qui opposent, en deux blocs aux profils contrastés, pays en développement et pays développés : « A quoi bon parler de pays en développement si, implicitement, on les condamne à rester en supposant qu'aucun ne passera dans le groupe des nations développées ? »

Contre les représentations culturelles et leur prisme déformant, l'objectivité du traitement informatique et la simulation numérique peuvent sembler le plus sûr garant. Il n'en est rien, aux yeux d'Hervé Le Bras : « Avec le meilleur des modèles et toute la bonne foi du monde, on est

forcément victime de ses a priori, dans le choix des paramètres ou l'organisation des données. Le risque lui paraît même croissant avec l'augmentation de la puissance de calcul des ordinateurs : « Il suffit de changer une hypothèse pour obtenir, presque instantanément, un résultat différent. Et il s'en trouve toujours un plus conforme à ce qu'on imagine... ou à ce qu'on attendait celui qui a commandé l'étude. »

Pour autant, le démographe ne renie pas tout. Les mathématiques et l'informatique ont apporté à la discipline, lui-même, dans ses analyses des déplacements de population sur le territoire français, a utilisé les complexes modèles multifractaux, qui montrent la continuité des évolutions, quelle que soit l'échelle choisie. « Sans les calculs actuels, j'aurais été incapable de mener à bien un tel travail », reconnaît-il. « La foule, il a appliqué ses modèles au peuplement de l'Europe, en en a tiré la conclusion qu'il y avait un « *continuum* ». D'un point de vue démographique, l'Europe a des frontières déjà une réalité », défend-il. Au risque de céder lui-même, confesse-t-il, à un parti pris idéologique.

P. L. H.

Pierre Le Hir

DÉPÊCHES

MATHÉMATIQUES : Il y a plus de mille ans, les Chinois ont déjà des procédures comparables aux algorithmes utilisés aujourd'hui en informatique, ainsi que des notions de type des racines de polynômes entiers, affirme Kihun Chul. Cette mathématicienne et sinologue française (CNRS-université Paris-VII), qui travaille avec un chercheur de l'Académie des sciences de Pékin, Guo Shuchun, a traduit en français des Neuf chapitres sur les procédures mathématiques à découvrir dans ce ouvrage d'auteurs chinois inconnus, datant du premier siècle avant notre ère, un problème qui n'est pas seulement des mathématiciens grecs les seuls affrontés.

ESPACE : la sonde européenne Galileo, qui devait être lancée par un lanceur européen, a repris son fonctionnement normal à la fin de la semaine dernière, annonce la NASA. Le 31 janvier, Galileo s'était brutalement arrêté après que son ordinateur eut détecté un problème technique. L'engin n'avait toutefois pas suspendu ses communications avec la Terre. Lancée en octobre 1989, Galileo est entrée dans l'orbite de Jupiter en décembre 1995 pour une mission de deux ans. En 1997, la NASA a prolongé la mission de deux nouvelles années, au cours desquelles elle doit passer deux fois au-dessus de Jupiter, Callisto et Io.

TELÉCOMMUNICATIONS : une fusée russe Proton-K a lancé un satellite américain de télécommunications Telstar-6, lundi 15 février, du ramodrome de Baïkonour (Kazakhstan). Il s'agit du premier d'une série de onze lancements commerciaux qui ont débuté, en 1999, le consortium américano-russe ILS (International Launch Services), à la suite de problèmes politiques et techniques, ils craignaient de devoir annuler quatre de ces onze tirs.

ASTRONOMIE : un réseau de télescopes destinés à traquer les signaux d'éventuelles civilisations extraterrestres pourrait être construit d'ici à 2004. Le projet de cette oreille de 10 000 mètres carrés, piloté par l'université de Californie à Berkeley et l'Institut pour la recherche d'intelligence extraterrestre (SETI) de Menlo Park (Californie), ne devrait pas coûter plus de 25 millions de dollars, affirment les concepteurs.

La NASA pille un musée pour faire voler ses navettes

LA NOUVELLE navette spatiale américaine s'élève à Baïkonour (Kazakhstan). Elle est balayée par le vent de la steppe, où les vestiges de la grande Russie soviétique – la navette Bourane, qui n'a jamais été lancée – la plus éprouvée. Mais, à l'heure des pénuries budgétaires, le système D n'est plus l'apanage des Russes, et la NASA doit à son tour s'y résoudre. L'agence spatiale américaine a ainsi décidé de récupérer des pièces de navette spatiale posées au musée de l'espace de Huntsville, en Alabama, rapporte le *Sunday's Huntsville Times*.

Le centre spatial Marshall de l'United Space Alliance, la firme chargée de l'entretien de la navette spatiale, est chargé au musée de restituer des pièces de fusées d'appoint qui servent de maquette grandeur nature, clou de l'exposition. Ces fusées à poudre ont la plus grande taille jamais volée – ils mesurent 45 mètres de haut et ont 3,6 mètres de diamètre. Conçus pour se séparer de la navette lorsque celle-ci était environ 70 km d'altitude, ils retombent dans l'océan, ralentis dans leur chute par des parachutes, avant d'être récupérés, nettoyés et conditionnés pour de nouveaux vols. Les pièces « *cannibalisées* » à Huntsville comprennent les fusées de lancement, les boosters, les parachutes, le système d'autodestruction et les instruments d'origine.

John Chapman, responsable de la production des boosters au centre Marshall, rappelle que ces appareils ont été conçus pour un usage répété, mais que plusieurs ont été endommagés ou perdus depuis le début de l'emploi des navettes. Selon lui, il en coûte 300 000 dollars pour fabriquer les boosters, en retirer les éléments réutilisables, les remettre en condition de vol et les remplacer par une maquette dans le musée, qui ne serait en principe privé de son attraction que jusqu'au 15 mars. En revanche, il aurait fallu trois ans et entre 5 et 10 millions de dollars pour qu'un habitant d'un des pièces identiques.

La NASA, lancée dans l'aventure de la construction de la Station spatiale internationale (ISS), ne pouvait pas se permettre une telle source d'économies. Gage de la baisse budgétaire adressée à l'administration Clinton, qui prévoit une légère réduction de son budget (évalué à 13,6 milliards de dollars pour 2000) pour la cinquième année consécutive ? Plus simplement : « Nous ne pouvons pas

attendre qu'il y ait un problème pour commander des pièces de rechange », explique John Chapman. Il faut s'y préparer. L'assemblage en orbite de l'ISS d'ici à 2004 nécessitera quelque trente-cinq vols de navette, et chaque retard alourdirait le coût de l'opération. Jugée exorbitante par de nombreux membres du Congrès, le calendrier des lancements, régulièrement remanié par la NASA, qui doit composer avec les retards dus à la construction de la navette, qu'il ne faut en aucun cas compliquer par l'absence de pièces.

Hervé Morin

A NOS ABONNÉS

UN SEUL NUMÉRO
0/803/022/021*
exclusivement réservé pour

**FAIRE SUIVRE
OU SUSPENDRE
VOTRE ABONNEMENT**

* hors taxes

A la recherche d'une information sur une entreprise ?

Consultez votre Minitel

3615 LEMONDE
ESPACE INFORMATIONS

La Bourse en direct (BOU)

- Gestion personnalisée de votre portefeuille
- Cours actualisés tous marchés dont les cours des entreprises privatisées (PRIV)
- Valeur du SICAV
- Dépêches économiques et financières 24 h/24 (Reuters et AFP)
- Communiqués des entreprises cotées en Bourse (FIL)

NOUVEAU

Les bilans des entreprises (ENT)

- Informations légales et financières sur plus de 11 millions d'entreprises
- LES BILANS

page 13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30

Les toros dans le volcan de la Monumental à Mexico

Les 50 000 aficionados de la Monumental scandent de leurs «olé !» uniques un jeu qu'on ne connaît plus dans le Vieux Monde

MEXICO
de notre envoyé spécial
A Mexico, le 5 février, c'est la fête de la Constitution, l'anniversaire de la nouvelle plaza de toros, inaugurée en 1946. Le ciel du bleu blanc des jarres de Guanajuato. La Monumental, la plus grande plaza du monde, plus du double de celle de Madrid, un cône de volcan dont les deux tiers sont engloutis dans la terre. La piste, un rayon de 21 mètres, rien qui écrase, des proportions d'architecte qui aime les toros. Au total, 49 000 sièges. Les jours de fête, les jours toréent les grands venus d'Espagne, les Mexicains légendaires (Eloy Cabazos), 3 000 de plus, sur les escaliers, sur les genoux, sur les chevaux, dans le ciel.
C'est un chaudron très civilisé, railleur, occupé aux taureaux pas mal de ravitaillement en vol par légions de livreurs qui se font payer la fin

derniers rangs pendant la course : des Fokker trapus, force Boeing de toutes peintures (du 727 au 767), un ATR42 dont le pilote, tiens ! arbore une boucle à l'oreille gauche, sept MD dont un immatriculé Delta-Golf, deux MD9 à l'empannage particulièrement élégant.
Pendant une course, on pas mal de temps pour voir le ciel. Du

C'est un chaudron très civilisé, railleur, occupé aux taureaux pas mal de ravitaillement en vol par légions de livreurs qui se font payer la fin

fond du chaudron, les toreros de Mexico disent que c'est la seule arène où, quand ils lèvent les yeux, ils ne voient que le public, encore et toujours le public, ces 50 000 visages qu'ils connaissent un par un. Cela parfois les empêche même de toréer.
« La » México (on dit « la » bien sûr) une musique à part, un olé ! brûlant, du tout pompomné comme le olé ! de Madrid, sans non plus la lenteur d'Anda-

lousie, préfère ne rien des autres, non : un cri jailli comme un cri dans l'amour, qui scande la perfection le tempo faenas, attend pour fuser que soit lâchée la première passe, pour voir, comme poker, puis d'un coup, augmente exulte, quatre fois, cinq fois, six, jusqu'au remate, le paraphe, la conclusion la série.

C'est sans doute de voir loin qui fait voir mieux. On le voit le soir : la télévision saccade cette lenteur musicale - les enchaînements d'Enrique Ponce, trois naturelles d'Armillita Chico - que la persistance résonne l'ivresse la foule lubrifiant confondent. Peu de publics aiment à ce point les taureaux ce qu'ils donnent hommes.

Un bon aficionado, pour peu qu'il ait un rien de feuille, sait très bien, de tête, l'aveugle, suivre sans autre information une corrida. Mexico sur ciel, par le seul opéra des olé ! Il pourrait reconnaître les toreros (ça, c'est le plus facile), identifier les passes (à la portée du comichon moyen), « voir », au même près, où se situe l'action (cela devient coton), reconnaître un par un les toros, leur caste et les avis qu'ils distribuent (pour vieux mélomanes seulement).

Quand ils sortent comme sortent les huit du 5 février, à 2 000 mètres d'altitude, sous les gros porteurs en dernier virage, au fond du volcan dans la poussière, les toros de Mexico offrent un jeu qu'on ne connaît plus dans le Vieux Monde. Un jeu allégre, encastré, et plus de passes en un après-midi qu'en deux sa-



« El Juli », prononcer « roullis », avec un « r » comme du fond des gorges d'Oxocelhaya.

sons à Séville. Mais quand les Mexicains débarquent à Séville, l'allure des taureaux, même faibles, les impressionne. Les flammes venues de Madrid, d'Andalousie, du Mexique, quelques fois France, en concurrence avec les héros locaux. C'est ainsi Bogota, à Caracas, au Pérou, en Equateur et dans mille pueblos Mexique perdus les volcans, comme Juriquilla, Autlán de la Grana, Zitacuaro ou Villa Guadalupe. C'est l'hiver mexicain.

La corrida comprend 11 ans

la porte du toril : « El Gilsón », unilambiste à la jeunesse éclatante - il s'est sauter une patte dans la garde rapprochée de Somoza en plissant avec une grenade -, prend l'avion un soir d'août en moins de temps qu'il n'en faut pour le décider, sans le bagage, et se rend à la callejón de Dax, ou bien, une autre fois, loue d'un seul coup toutes les barreras de Séville où il parade seul blanc avec un gardenia à la boutonnière, est

un athlète grec le disque « El Ciego Muñoz », qui doit son sa cécité approximative, chapeau de paille, cheveux blancs la Buffalo Bill, hors d'âge, il toréa à Soustons un novillo en 1934 (son apoderada, alors, était une belle femme), toute une clique qui les toros d'un de campagne.

Un 5 février la Monumental, quand on vient de croquer regard bronze seul torero vivant qui sa aux portes d'une arène, l'immense et vénéré Eloy Cabazos, dit « El Pequeño Gigante » (le petit géant), ces quatre heures de tremblement, de olé !, d'aéronefs qui virent sur l'aile gauche, de beauté, de tristesse, d'ennui, de rage, d'émotion, douleur, de stupeur (un « espontáneo » veste beige en crapaud dans l'arène, la nuit vient de tomber, et tout est déréglé, l'harmonie du cosmos part en douille, la mort fond de partout à la fois), quatre heures d'ennui et de vaine peur (« El Juli » pris dans les planches une pose téméraire, la corne pardonne à son âge, mais pour combien de temps ?), quatre heures de vie dans la vie, quatre heures du pouls de la vie, ne se parlent pas : elles s'entendent. Elles battent aux tempes ce soir.

Elles disent la vérité de vivre et mourir, de croire et désespérer, le mensonge du monde, de la justice de ce qui se conçoit pas. C'est insupportable. Bien sûr, c'est pourquoi.

Francis M...

Tauromachie à la Sorbonne

« Des taureaux et des hommes (tauromachie et monde ibérique et ibéro-américain) » : sur ce thème se tient à la Sorbonne le colloque organisé par l'Institut ibérique de l'université Paris-IV. Trois jours de travaux et de débats sur des thèmes réunissent une trentaine d'universitaires venus de France, d'Espagne et du Portugal.

Le dernier jour (samedi 20 février), la rejonadora Emilia Cintrón, et les toreros Angel Luis Bienvenida, S.M. « El Viti » et José Miguel Arroyo « Joselito » ont tenu les conférences. Il n'y avait pas rare en son temps, à Valence ou à Cordoue, que l'on « matait » une thèse en offrant une corrida au jury. Peut-être, ici, le colloque. La première communication a pour titre : « Contre la corrida. Etal de typologie des positions antitaurines ».

Les 18, 19 et 20 février, de 9 heures à 18 h 30, à la Sorbonne (salle Louis-Liard). UFR d'études ibériques : 31, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

avant, la veille au soir et la nuit qui précède, le devant les corrales avec ceux qui peuvent assister au tirage au sort. On rencontre, dans ces bas-fonds de béton à ciel ouvert où séjournent en paix les toros, l'après-midi, des têtes connues.

Il y a El Chino, colosse de cinéma qui depuis cinquante-trois ans

vice-ministre, garçon coiffeur, marchand de pistaches, tout dépend il revient à pêche à la baleine, bref, vit comme tout un chacun, mais sans s'en faire autant, grands dieux !, salue Manolo, aficionado patenté qui depuis cinq décennies honore les toreros, les à la Monumental en lançant des sombreros

« El Juli », ou le coup de l'enfant prodige

« EL JULI » (Julio Lopez, éviter dire « Julie », rapprocher plutôt de « roullis », un « r » comme venu du fond des gorges d'Oxocelhaya), « El Juli » a dix-huit ans. Tous les cinq on fait le coup de l'enfant prodige, mais celui-ci renouvelle le répertoire à la cape, son aisance dérange, il n'y a pas de père impossible. On espère. On l'affubule du titre de torero de l'an Espérons pour lui qu'il dure un peu plus. Il a deux saisons au Paradis (mais devant les novillos). Il plaît aux dames, aux messieurs, aux aficionados (les plus bavards) aux garçons coiffeurs.

Le vizir en poste s'appelle Enrique Ponce. Depuis cinq-six ans, Ponce impose partout par son valencien, ce regard ténébreux oblique, une régularité de Big Ben, mal moments de beauté. Ponce a fini par avaler le grand César, le génial Joselito, plein de gaillards qu'on sort le point nommé, qu'on exagère qu'on exhibe avant de les jeter cure-dents dans un bar de Cordoue ; petit Rivera Ordóñez, ni vraiment Rivera (son père), ni du (son grand-père) vient d'épouser la duchesse grand d'Espagne. Au suivant.

Tableau du 5 février : deux oreilles pour Ponce, dont une discutée ; quatre pour Juli, mais ni pourrait en parler ; une pour Sanromán ; plus la main gauche (trois passes) d'Armillita. Au Mexique, deux Mexicains : deux Espagnols, n'ont pas la mort, le coup plus.

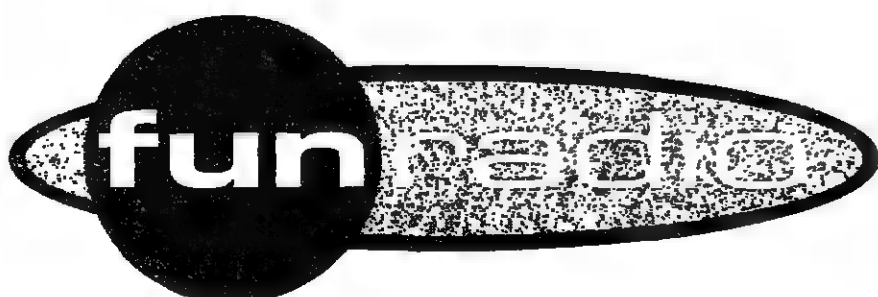
Devant son petit prestidigitateur, Ponce donne la leçon, puis désunit d'un coup, laisse l'enfant galopade genoux qui enchante la foule (qué horror !), se fait houspiller par un public que l'on dit stupéfié, entre en querelle avec tout un chacun, le toro, l'épée, le ciel, les avions, multiplie les petits pas qui laissent sur le sable ces empreintes que font les moineaux dans les squares, abandonne l'avantage de l'illuminé la jeunesse. Laquelle désespérée que choses compliquent.

ÇA MANIPULE ET ÇA TIRE DANS LES COINS

La saison sera chaude. Rien n'a vraiment commencé, mais en fanfare ! Et Juli n'a pas encore connu vrai taureau, mais en triomphe. Le grand outsider, José Tomás, prend les zapatillas dans le tapis de la surestimation de soi. Un grand revenant (Espartaco) et un garçon sérieux (Caballero) poireautent en coulisse. Ça manipule, ça tire dans les coins. Les garçons cran. Ponce Juli d'ores et déjà signé quatre-vingts contrats ensemble. à caser ? seconds couteaux ? trouver un premier : Liti ? Il se retire... Tomás Campuzano ? Il triomphe en Colombie... Petit Géant ? Il n'est commode : il demande partout « le même cachet que Ponce plus un dollar » ! l'ouverture, l'opéra est très imprévisible. Comme toujours, les toros décideront tout.

F.M.

GROOVE



c'est nouveau, et ça bouge

DANCE

Observateur

VIVRE
HEUREUSE
EN
SOLO

Les Français restent attachés aux repas structurés et variés. Une manière de préserver un moment de convivialité

journée (souvent vécue comme «*évacuation*»), une parenthèse rassurante.

Autre raison de cette permanence des repas : l'intérêt grandissant des consommateurs pour les produits (produits du terroir), la qualité (produits labellisés) et les produits naturels (le bio)... des critères qui privilégient les repas équilibrés et structurés. Cet engouement correspond à une conception du «*bien manger*» qui, en sept ans, n'a cessé d'évoluer vers des valeurs positives. Parmi les plus plébiscitées : les notions de plaisir et de goût.

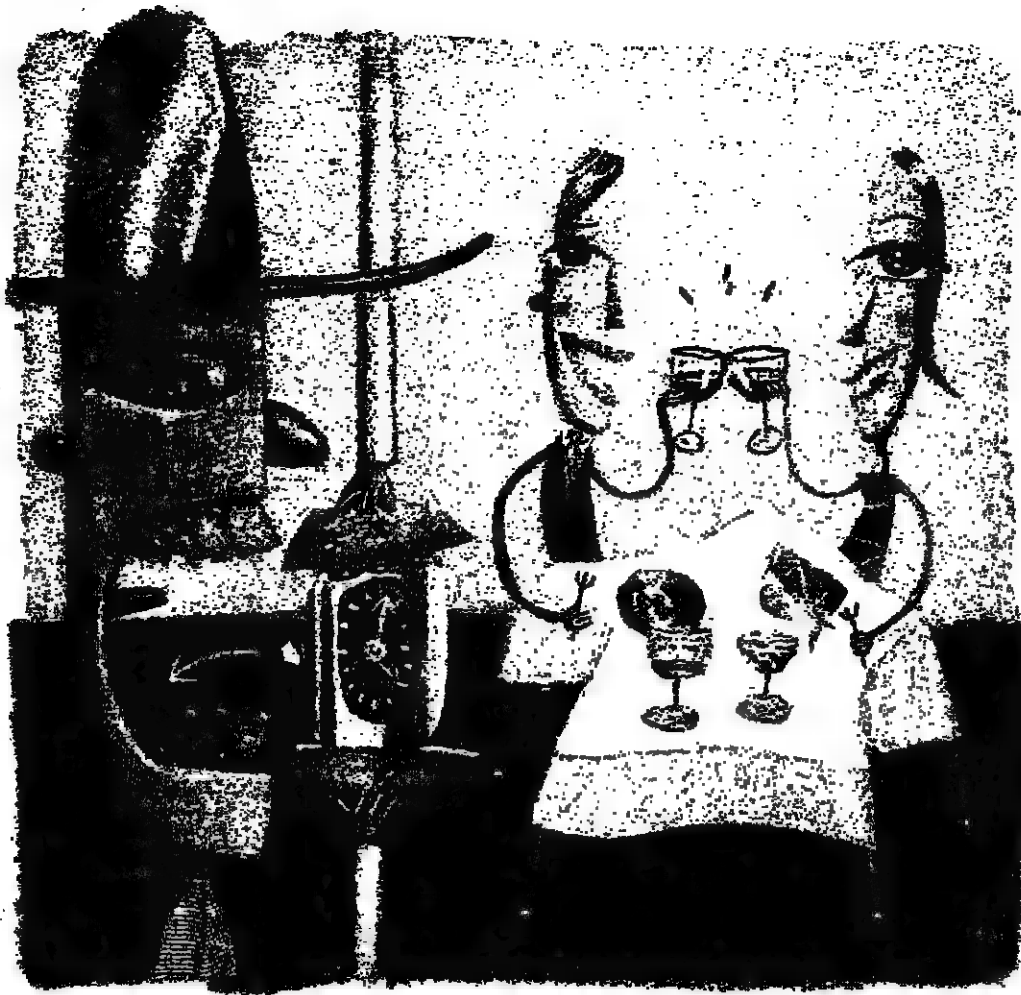
Enfin, faire la cuisine n'est pas juste comme une corvée, mais plutôt un moyen d'exprimer sa créativité. Certes, au temps de la préparation continuent de diminuer. Pour les dîners, en semaine et invités, leur temps moyen est passé de 42 minutes en 1988 à 35 minutes en 1997 ; le week-end, de 44 à 38 minutes. Victimes d'un rythme de vie quotidien chargé (à la semaine), les Français adeptes de loisirs en tous genres (le week-end), les Français ont fait de la rapidité. D'où le succès des plats cuisinés, des plats micro-ondes, les plats à domicile... Mais ils dégagent volontiers de longues plages horaires pour les repas occasionnels.

UNE AFFAIRE COLLECTIVE

Grand changement de ces dernières années, le repas est devenu une affaire collective. Aux fourneaux, les femmes ne sont plus seules ! L'INRA révèle notamment que 53 % des hommes, en 1997, participent à façon plus ou moins régulière à la préparation des repas alors qu'ils n'étaient que 46 % en 1988. « La participation croissante des enfants et des conjoints à la préparation des repas favorise le succès à l'aspect ludique de l'élaboration des plats », souligne Jean-Luc Volard, directeur de la recherche à l'INRA.

Ce plaisir d'être à table a des conséquences importantes : il encourage le maintien de relations familiales et assure la permanence d'une alimentation variée. Plus de 72 % des consommateurs, le repas en famille (le plus important) a toujours lieu à la même heure (à 30 minutes près) et, pour 84 % des familles ou des couples, il se prend à l'heure commune. Quant à sa durée, elle est importante - 33 minutes en moyenne la semaine et 43 minutes le week-end - et varie selon les régions. On passe, en effet, plus de temps à table dans le Sud-Ouest

favorise les **relations** et le dialogue (même **si** sont pris en compte la télévision, dans 71 % **des** foyers d'employés ou d'ouvriers). Ils **ont** synonyme de convivialité, représentent, pour **la** majorité d'entre eux, un repère important dans **la**



(en moyenne 43 minutes), où l'on consomme beaucoup plus de viande, de vin, de fruits et de légumes que dans les régions Nord-Picardie (39 minutes), où les repas simplifiés, axés sur la soupe, les frites, la charcuterie et la bière, sont légion (voir aussi ci-contre).

Cependant, l'absence de la tendance à la simplification des repas — on ne passe d'une entrée en trois-plat-dessert à un unique plat-dessert — les menus quotidiens des Français restent, dans l'ensemble, équilibrés et variés. L'indicateur a été élaboré, avec la même méthodologie en France et aux Etats-Unis, par l'Inventaire des consommations alimentaires, qui souligne le fossé entre les deux continents : 54 % des Français atteignent le niveau maximal de diversité en un seul jour alors que les Américains se sont que 34 % à atteindre ce résultat.

Avec le thème de la cuisine, les traditions culinaires et régionales, les consommateurs français n'hésitent pas à acheter des produits exotiques de tous les continents, à la cuisine asiatique font aujourd'hui partie de leur quotidien. Les grandes marques ne s'y sont d'ailleurs pas trompées, qui proposent aujourd'hui une sorte de produits transformés, de plats et de légumes exotiques. Le Credoc souligne que les consommateurs de moins de 35 ans choisissent pour leur alimentation, parce qu'ils apprécient leur goût, mais aussi pour chercher à varier leur alimentation (30 % d'entre eux) ou parce qu'ils ont envie de découvrir de nouvelles saveurs (10 %).

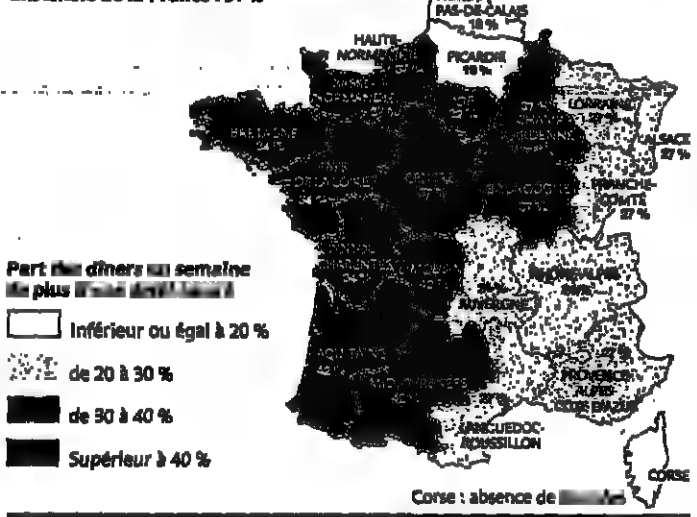
quantité (19 % des dépenses alimentaires en 1997) qu'aux Etats-Unis, précise Jean-Luc Volatier. Le rythme de croissance de la restauration rapide s'est nettement ralenti depuis le début des années 90. La forte visibilité des fast-foods aux endroits les plus fréquentés des villes fait oublier que le hamburger ne représente que 1 % de la quantité d'aliments consommée par les jeunes de 15 à 24 ans, particulièrement de la restauration rapide. »

En effet, près de quatre Français sur cinq mangent chez eux à midi.

tous les jours de la semaine et ils
 sont même plus nombreux le soir
 (90 %). Les citadins changés de
 ville à 1993. Le monde rural découvre
 le mouvement favori des Français
 pour une sortie au restaurant,
 puisque 31 % des ruraux ont
 fait, en 1997, au moins un re-
 pas à l'extérieur alors qu'ils
 n'étaient que 22 % en 1995. Le
 spectre urbain d'une convoca-
 tion hors foyer et rapide semble, la
 encore, irrévocable !

V. Ca.

Ensemble de la France : 31 %



■ **Salon de l'agriculture** : pour la première fois, les producteurs s'y retrouvent (mardi 2 mars) ■ **Salon de la qualité en grande distribution** (plus de cinquante exposants dont 14 grands

acheteurs) Durant ■■■ la durée du Salon, un pôle qualifié, avec mini-théâtre, sera aussi ■■ en place pour apprendre aux jeunes ■■ reconnaître ■■ produits de qualité. Du 27 février au 7 mars, Parc des expositions ■■ porte de Versailles. Tél. : 01-55-57-11-40.

■■ pauses gourmandes et ■■ pauses gourmandes : tous ■■ produits alimentaires du petit déjeuner traditionnel ■■ pauses gourmandes (lait, café, confiture, pain, céréales, jus ■■ fruit, fruits frais, produits protéinés, pâtisserie, confiserie, biscuits...). ■■ au ■■ avril, Espace Champerret, Paris. Tél. : 01-44-51-02-90.

■■ Paris fermier : ■■ dégustations ■■ spécialités gastronomiques ■■ Du 22 au 25 octobre, Espace Champerret, Paris. Tél. : 01-44-06-72-60.

■■ Salon du chocolat : l'univers du ■■ à ■■ son histoire, sa fabrication, ■■ consommation ■■ produit fini ■■ ses formes. Du 10 octobre ■■ novembre, Espace Eiffel-Brady, Paris. Tél. : 01-45-03-21-26.

■■ Salon du terroir : gastronomie régionale, ■■ tournée. Du 20 ■■ 22 novembre, hippodrome ■■ Saint-Cloud, Paris. Tél. : 01-47-32-35-75.

■■ Salon saveurs : ■■ des meilleurs produits ■■ cadeaux gourmands : gastronomie, vins, ■■ champagnes, l'art de la cuisine. Du 1 ■■ 6 décembre, Espace Champerret, Paris. Tél. : 01-46-05-80-77.

RENÉ MARC
CHAFFARDON

1 Vous êtes rédacteur en chef du magazine *Saveurs*, quelles sont les attentes de vos lecteurs, en matière de cuisine et de recettes ?

Ils veulent de la diversité ■ qu'on leur apporte ■ idées. Aujourd'hui, les ■ voyageant, découvrent ■ nouvelles ■, de nouveaux produits. Ils ■ envie de les intégrer dans leur quotidien. ■ aiment ■ mélanger ■ différentes, ajouter de nouvelles épices dans les plats classiques français, intervenir sur les recettes traditionnelles sans les dénaturer, personnaliser, ■ leur cuisine.

Enfin, les chefs cherchent à simplifier la cuisine. On fait toujours volontiers un plat traditionnel, simplement on l'allège un peu. En septembre, nous avons changé de formule en adoptant un restaurant plus décontracté, plus relaxant et plus pratique. Jusqu'à nous, la tendance à faire un peu trop classique ne nous perdions pas l'essentiel, nous avons voulu un changement : nous avons voulu un restaurant plus moderne.

2. En quoi le besoin de diversité est-il un d'ouverture, à quelles valeurs s'associe-t-il ?

L'origine, la qualité, le naturel. Les gens font de plus en plus confiance aux appellations. Ils veulent manger bien et sûr. La notion d'équilibre, de bien-être, une valeur qui s'est énormément répandue ces dernières années. L'huile d'olive marche très bien en hypermarché. Les riz d'origine sont demandés. Les consommateurs montrent qu'on ne peut pas faire à l'exotisme et attaché au terroir.

La constante dans tout cela étant quand même la recherche **du** **meilleur**. **Peau** **avec** un riche héritage culinaire en France. Chaque génération reproduit le schéma qu'on lui a enseigné. Simplement celui-ci s'enrichit, chaque fois, de choses nouvelles. Je crois beaucoup à la notion **de** **la** **mémoire** **culturelle**.

3 Quel est votre message ?

20 % des femmes et 45 % d'hommes d'une moyenne d'âge 35-60 ans. Mais lors d'entretiens avec ces organismes, nous sommes souvent surpris d'entendre des femmes dire que ce sont elles qui travaillent. Saveurs, il n'est si ce sont leurs maris qui font la cuisine. Mais nous un phénomène intéressant : les hommes font de plus en plus la cuisine. De façon, tout cela va encore évoluer. Le temps libre augmentant. Il va leur falloir l'occuper.

En matière de cuisine, nous ~~avons~~ d'emblée une obligation puisque ~~on~~ mangeons au moins deux fois par jour. Donc autant que cela devienne un plaisir. Je ~~sais~~ que nous allons de plus ~~en~~ plus nous ~~intéresser~~ à cette activité.

**Propos recueillis par
Véronique Cauhapé**

**la folie
du voyage**
s'empare du Web
et du Minitel

découvrez
les **CONTRE**
-ENCHÈRES
du Groupe Degriftour

Dès le 18 février
et pour quelques jours

et 3615 DT

SPECTACLES
RÉSERVEZ VOS PLACES
SUR MINITEL
3615 LEMONDE

phatôt
il ne
ait ain-
rance
de cé-
O, ne-
ce ou-
conquis
un pa-
confie,
mirant.

Page 13

on 18

rd 19

22

25

25

26

28

29



Chicveteur

Elles sont
 ■ plus en plus
 nombreuses à aimer,
 travailler ■ réussir
 en dehors du couple

**VIVRE
 HEUREUSE
 EN
 SOLO**

Le rap du pape

par Pierre Georges

ETAIT-CE une blague ? Certains jours, pour avoir pris l'information en route comme d'autres le train en marche, on finit par se demander. C'est ce qui se passait sur France Info, le bon matin, à l'heure incertaine et morose où l'on contemple le bol de café avant plongée et où l'oreille écoute mais n'entend pas vraiment.

Un homme chantait. Il chantait des paroles d'une drôle de voix dans une drôle de langue. Un drôle de rythme. Et puis, il y eut le commentaire, quelques mots saisis, « le pape », « un CD », « Radio Vatican », « au profit de ». On aurait pu ne pas en savoir davantage et se réveiller le crédit comme l'on paye l'impôt par la place.

Sauf évidemment qu'il n'y avait pas de pape. C'était un journal : « T'es entendu le rap du pape ? Le Pater noster en latin de mixeur ? » Le défi était évident. Donc il fallut enquêter, remuer ciel et terre, Vatican et France Info. Joindre des amis cessantes, Emmanuel Delattre, le correspondant de France Info à Rome, l'archevêque de Paris, le directeur du reportage accompli, « C'est bien vous qui ? » C'était bien lui qui. Et c'était bien le pape qui.

Miracle de l'information recoupée. Un CD pontifical sort le 23 mars. En vente dans les bonnes sacristies. Trois titres enregistrés. En cinq langues. Deux ans de travail et de collaboration entre Radio Vatican et la France Info. Deux jeunes compositeurs italiens qui ont inventé une musique qui mêle le tout sur des chants, psaumes ou hymnes chantés, psalmodiés ou prononcés par le pape en direct live lors de ses messes, bénédictions et voyages. Par exemple, ce Pater noster, un 1995 « cappella, sur

la place Saint-Pierre et mis en musique au synthé.

Miracle de la technique. Le pape rattrapé par la musique profane. Promu, promis au hit-parade. Mais évidemment pour la bonne raison. Dans un premier temps 1 million de CD, la France Info en somme, au profit d'associations humanitaires et caritatives. Ensuite chauffe Jean-Paul ! Allons, ne nous moquons pas, une peine de perdre les indulgences que devrait nous valoir cette contre-enquête méritoire.

Le pape chante. La Liberté vole. Car ainsi va l'actualité qu'elle ne laisse pas de répercuter. Par exemple, le reportage diffusé le soir, au journal d'on ne sait plus trop quelle chaîne, mais le PAF y reconnaît la sienne. Sur le tarmac de Roissy, un avion, un Airbus à silhouette de bus, une grande fresque, épique, romantique et révolutionnaire, la Liberté guidant le peuple. Et dans le ciel, « the super transporter », un français d'aéroport, le chef-d'œuvre d'Eugène Delacroix, emmêlé dans un sarcofage d'aluminium d'outate, bas, haut, fragile !

Le Louvre qui n'est guère préteur avait prêté sa Liberté pour une exposition à Tokyo. Un vrai événement ! Il paraît - là on n'a pas vérifié - il paraît donc qu'au Japon cette héroïque Liberté aux yeux nus, riant, son panache tricolore le peuple insurgé, les Glorieuses, est l'objet d'un véritable culte. Il paraît même qu'elle est l'objet d'un véritable culte nipponne, la reproduction figure en miniature place. Alors soit, si c'est pour la bonne raison ! Mais attention, les écoliers japonais : notre Liberté s'appelle la Liberté !

M. Chirac plaidera à Washington pour une réforme du système financier mondial

Il adressera, avec M. Clinton, un dernier avertissement à propos du Kosovo

LE PRÉSIDENT de la République, Jacques Chirac, commence jeudi 18 février ses deux jours aux États-Unis, le septième depuis son élection, en 1995. M. Chirac défendra sur plusieurs grands dossiers internationaux - système financier international, réforme de l'OTAN, Irak, Proche-Orient - des propositions françaises plus ou moins en harmonie avec l'approche de Washington. Il devra en revanche, à propos du Kosovo, unir sa voix à celle du président américain qu'il rencontrera, vendredi, à moins de vingt-quatre heures du terme imposé aux négociations de Rambouillet.

Alors que personne ne peut encore prédire la fin d'une crise financière qui a montré de façon brutale les effets pervers de la globalisation et de la libéralisation des marchés de capitaux, la France a multiplié les propositions pour bâtir une architecture financière mondiale plus stable. M. Chirac l'a rappelé à la veille de son départ dans le Wall Street Journal : « Notre objectif est de fournir une réponse aux crises financières qui prendrait en compte aussi bien les aspects politiques et sociaux qu'économiques. » Le président de la République préconise l'adoption d'un « code de la route » des mouvements de capitaux, l'accroissement de la responsabilité politique du Fonds monétaire international (FMI), l'implication du secteur privé dans la solution des

crises et une meilleure prise en compte de leur dimension sociale. Les premières visites de M. Chirac ont donc pour les responsables des institutions financières installées à Washington, Michel Camdessus, directeur général du FMI, et James Wolfensohn, président de la Banque mondiale. M. Chirac évoquera également avec le président de la Banque Interaméricaine de développement (BID), M. Iglesias, les conséquences de l'ouragan Mitch sur les pays d'Amérique centrale.

« DES CONSÉQUENCES RAPIDES » Le long entretien prévu, vendredi, avec Bill Clinton sera l'occasion d'évoquer les réformes sur lesquelles Paris et Washington divergent toujours, notamment la transformation du comité interministériel du FMI en une instance politique décisionnelle. « L'année 1999 doit être celle des réformes nécessaires », déclare Jacques Chirac qui forme toujours le souhait d'accueillir, l'automne à Paris, un sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays membres du FMI « pour ouvrir de nouvelles voies vers une mondialisation plus humaine ».

La crise du Kosovo sera bien sûr le sujet le plus chaud. Si vendredi midi, heure française, une issue positive ne se dessine toujours pas à Rambouillet, le vingt-quatre heures de l'échéance, M. Clinton et Chirac se réuniront de concert, de

puls Washington. Une dernière mise en demeure vraisemblablement quelques coups de téléphone comminatoires. Ils rappelleront d'une même voix à Slobodan Milosevic que leur détermination à mettre à l'écart le menace de frappes aériennes de l'OTAN est totale. Si Belgrade porte une responsabilité dans l'échec des pourparlers.

M. Chirac a pris les dernières nouvelles d'un accord accordé à la télévision américaine APTV : « D'ici samedi à la mi-journée, les deux parties auront compris qu'elles doivent accepter un compromis pour faire la paix, a-t-il dit ; mais, en cas d'échec, la partie qui sera responsable en en subira toutes les conséquences. »

De son côté, Washington a annoncé l'envoi en Europe d'un quarante-huitième de cinquante et un avions de chasse F-117, des avions de brouillage électronique et des missiles de croisière. Le département d'État a rappelé qu'un accord à Rambouillet aurait des conséquences rapides et sévères. Bill Clinton a déclaré qu'en cas de non-ratification d'un accord, quatre mille soldats américains participeraient à la force de paix que la France et la Grande-Bretagne ont proposée de déployer au Kosovo pour le faire appliquer.

La cour d'appel de Bordeaux favorable à l'extradition d'Ira Einhorn

BORDEAUX

de notre correspondant La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux a donné, jeudi 18 février, un avis favorable à la demande d'extradition d'Ira Einhorn formulée par les autorités américaines. La condition qu'il soit extradité d'un nouveau procès et que la peine de mort ne lui soit pas appliquée. Il a été remis en liberté sous contrôle judiciaire. Des dizaines de journalistes américains étaient venus spécialement à Bordeaux car aux États-Unis, Ira Einhorn est considéré comme un meurtrier dangereux.

La justice américaine tente de retrouver, depuis vingt ans, cette figure emblématique du New Age des années 70, condamné en 1993 par contumace, c'est-à-dire en son absence, à la prison perpétuelle, pour l'assassinat de son amie. Il avait fui les États-Unis en 1981. Harcelé par la presse, il affirmait ne pas vouloir revenir dans son pays par crainte d'un procès biaisé. Pendant seize ans, Ira Einhorn a été la police et vécu dans la clandestinité. En 1993, il s'est installé avec sa femme dans un vieux moulin en Charente. En juin 1997, il a été interpellé chez lui et placé sous écrou extrajudiciaire à la maison d'arrêt de Grignol (Gironde).

Après un avis défavorable d'extradition rendu par la chambre d'accusation en décembre 1997 (Le Monde du 6 décembre 1997), l'État de Pennsylvanie a modifié une de ses lois dans le but d'autoriser un nouveau procès pour toute personne réfugiée dans un pays étranger qui refuse de l'extrader. Selon Mr Dominique Delteil, l'un des deux avocats d'Ira Einhorn, « personne ne peut garantir un nouveau procès équitable. N'importe qui peut "casser" cette loi en disant qu'elle est inconstitutionnelle et empêcher ainsi un nouveau procès ».

Les deux avocats du fugitif, Dominique Thiebaud et Dominique Delteil, ont l'intention de se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux. Si la Cour de cassation, qui devrait statuer dans un délai de deux mois, confirme la décision de la chambre d'accusation, l'extradition n'est possible qu'après un procès équitable par le premier ministre. Sa décision est libre. En cas de signature du chef du gouvernement, les avocats peuvent demander au Conseil d'État d'attaquer les décrets d'extradition.

La Commission européenne ne participera pas à la prochaine réunion du G 7

BRUXELLES

(Union européenne) de notre correspondant Les Allemands se sont inclinés devant les exigences américaines : samedi 18 février, à Bonn, la Commission européenne n'assistera pas à la réunion du G 7.

L'arrangement conclu entre les pays de la zone euro, au novembre 1998 à Vienne. C'est Oskar Lafontaine, ministre allemand des finances et actuel président de l'Euro 11, ainsi que Wim Duisenberg, le président de la Banque centrale européenne, qui s'expriment au nom de la zone euro. Le commissaire Yves-Thibaut de Silguy, qui intervenait, mercredi 17 février, devant la commission des affaires économiques du Parlement européen, s'est dit « étonné » de la formule retenue par la présidence allemande et a constaté qu'elle n'était pas conforme aux décisions prises à Vienne. « Il s'agit dans l'intérêt de tous les pays du G 7 de s'assurer que ceux qui interviennent au nom de l'Union économique et monétaire soient réellement représentatifs de l'ensemble de la zone euro », a-t-il fait valoir.

Le dossier n'est certainement pas clos. Les Américains et les Allemands n'ont pas abandonné le problème de la représentation de la zone euro durant le second semestre de l'année, alors que sa présidence est assurée par la Finlande. A Vienne, il avait été envisagé que, dans le cas où la figure du président de l'Euro 11 ne serait pas membre du G 7, il participerait néanmoins à ses réunions. Au cours du prochain semestre, selon la thèse des Européens, le ministre des finances finlandais devrait donc se joindre

au G 7 et s'y exprimer au nom de l'Euro 11, quitte à être relayé par un des membres européens du G 7, un représentant par M. Lafontaine.

PAR CONSENSUS

Les pays de l'Euro 11 qui ne sont pas membres du G 7 tiennent l'arrangement de Vienne et reprocheront probablement à M. Lafontaine de s'être laissé convaincre un peu trop facilement par Washington. Les quatre membres européens du G 7 (l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie), même s'ils sont fidèles à l'arrangement de Vienne, pourraient faire valoir que le G 7 est une instance purement privée, fonctionnant par consensus.

Philippe Lemaître

Charles Pasqua affirme qu'il « ne rentrera pas » au RPR

CHARLES PASQUA a affirmé, mercredi 17 février, devant environ cinq cents cinquante élus locaux d'Ile-de-France qu'il avait conviés à Puteaux (Hauts-de-Seine), qu'il « ne rentrera pas » au RPR après les élections européennes de juin.

Après avoir rappelé qu'il était un « fondateur » du parti gaulliste, l'ancien ministre de l'Intérieur, qui conduit une dissidente de celle de Philippe Séguin, a raconté que quelqu'un, lui avait dit que « après tout, j'ai traité d'Amsterdam ratifié, que j'étais divisé n'existera plus ».

- tout en précisant qu'il ne prenait pas pour lui, le sénateur des Hauts-de-Seine a déclaré : « Imaginez, le général ! Gaulle est parti à Londres. Il lance un appel à la Résistance. Et il apprend que le maréchal vient à l'armistice. Alors il rentre ! Eh bien, moi, je fais comme le général, je ne rentrerai pas. »

M. Pasqua a accompagné d'Alain Grotteray, maire de Charenton (Val-de-Marne), proche du mouvement de Charles Millon, La Droite, ainsi que deux députés (Jacques Baumel et Jean-Jacques Guillet) et deux sénateurs (Jean-Pierre Schosteck et Charles Ceccaldi-Raynaud) des Hauts-de-Seine.

Collectivités locales : la pause fiscale continue en 1999

SELON la note de conjoncture du Crédit local de France/Dexia rendue publique, mercredi 17 février, les collectivités locales devraient continuer en 1999 leur « pause fiscale », enregistrée depuis 1997 après plusieurs années de forte hausse. La note du CLF/Dexia prévoit qu'en 1999, « les taux devraient progresser de 0,5 % à 0,8 % ». L'étude porte sur les taxes professionnelles, d'habitation, sur les fonders bât et non bât, mais n'intègre pas la taxe et la redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères (qui ne constituent pas une catégorie homogène et ne sont pas prélevées partout). En intégrant ces deux éléments, la Caisse des dépôts avait conclu à une hausse de la pression fiscale sur les ménages de 40 % en cinq ans. Enfin, pour CLF-Dexia, le mouvement de reprise de l'investissement (plus de 7 % en 1998) va continuer en 1999 à un rythme « un peu moins rapide ».

DÉPÊCHES

■ PRISONS : Florence Rey, la jeune femme impliquée dans la fusillade de la place de la Nation en janvier 1994, a été condamnée à une peine de prison à perpétuité, dans la cour de promenade de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. Une enquête a été ouverte par l'administration pénitentiaire afin de déterminer les circonstances dans lesquelles elle a été condamnée. Selon l'Agence France-Presse, Florence Rey a été condamnée à une longue peine de prison à perpétuité.

■ DOPAGE : huit pharmacies parisiennes ont été sanctionnées par le conseil de l'ordre pour avoir vendu des ordonnances de grandes quantités de produits anabolisants, le quotidien Le Parisien dans son édition du jeudi 18 février. Les peines prononcées vont de trois mois à cinq ans d'interdiction d'exercice.

■ LOTO : résultats des tirages n° 14 effectués mercredi 17 février. Premier tirage : 4, 10, 20, 29, 32, 37, numéro complémentaire : 17. Rapports pour les numéros : 6 546 940F ; 998 074 566F ; 5 numéros et le complémentaire : 113 415F ; 17 290 640F ; 5 numéros et le complémentaire : 354F ; 53 966F ; 4 numéros : 177F ; 26 986F ; 3 numéros et le complémentaire : 34F ; 5 196F ; 3 numéros : 17F ; 2 596F. Second tirage : 1, 9, 20, 24, 36, 39, numéro complémentaire : 27. Les gagnants pour 6 numéros. Rapports : numéros et le complémentaire : 97 960F ; 14 933 906F ; 5 numéros : 6 969F ; 1 061 046F ; 4 numéros et le complémentaire : 294F ; 44 826F ; 4 numéros : 147F ; 22 416F ; 3 numéros et le complémentaire : 28F ; 4 266F ; 3 numéros : 2 136F.

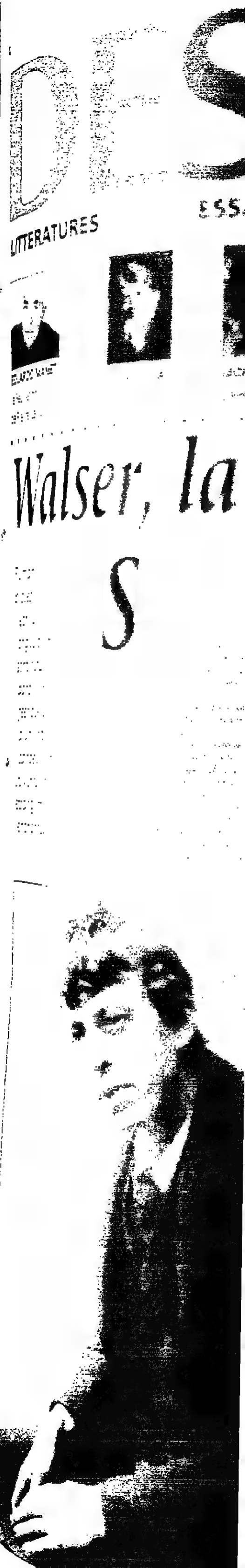
Tirage du Monde daté jeudi 18 février : 486 435 exemplaires

Spécial impôts

Comment déclarer vos revenus et calculer vos impôts

vendredi 19 février

Le Monde daté 20



LITTÉRATURES



ESSAIS

Walser, la

S

Le Monde

PÖCHES

Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche

Le premier jeudi de chaque mois dans Le Monde daté vendredi

SPORTS

RÉSULTATS, RECORDS et PALMARES

3615 LE MONDE

150

Le Monde DES LIVRES

LITTÉRATURES

ESSAIS

VENDREDI 19 FÉVRIER 1999



EDUARDO MANET
Le Feuilleton
de Pierre Lepape page II



JEAN RISTAT
page III



LEONARDO SCIASCIA
pages IV et V

PRÉHISTOIRE
La Chronique de
Roger-Pol Droit
page VII



GABRIEL TARDE
page IX

LA BIOGRAPHIE

Historique, typologie, problèmes
juridiques, Salon... Enquête sur un
genre qui ne suscite
l'engouement
pages X et XI

Walser, la volonté d'impuissance

Romans ou petites
proses, les livres de
l'écrivain suisse de
langue allemande
sont autant de voyages
dans un monde
féerique aux contours
d'une inquiétante
candeur. Un univers
aux pouvoirs
étrangement
enchanteurs

Si l'on devait qualifier le monde de Robert Walser, il faudrait avoir recours aux catégories élémentaires et paradoxales dont il use lui-même à l'art, fondant sur elles, comme sans y penser, une esthétique et une morale essentielles : le petit et le grand, le bon et le méchant, le doux et le violent, le puissant et le fragile, le riche et le pauvre... Tous les livres de l'écrivain suisse de langue allemande, romans ou petites proses, sont des voyages, ou plus exactement des promesses dans ce monde de contrastes mystérieusement équilibrés. Monde féerique et pourtant naturel, dont l'inquiétante candeur, au lieu de nous projeter dans un au-delà inconsistant, nous ramène incessamment ici-bas,

dans les rues des villes, et, avec plus d'insistance, sur les chemins de traverse d'une campagne transfigurée.

Dès lors, comment peut-il se faire que le charme étrange consigné et déployé dans toutes ces pages agisse toujours ? Quelle est cette voix inimitable qui, tout en modulant le même air sans prestige apparent, parvient à maintenir le lecteur sous un tel enchantement qu'il en redemande, ravi, ne se lassant jamais ?

Les trois livres qui paraissent aujourd'hui rassemblent des courtes proses - d'une page à une dizaine - de Walser. Le premier, *Les Rédactions de Fritz Kocher*, réunit trois ensembles composés et publiés par l'écrivain en 1904 (*Les Rédactions*), 1913 (*Petits Essais*) et 1914 (*Histoires*). Certains des textes de ce volume, comme l'admirable « Kleist à Thourne », ont déjà été traduits par Jean-Claude Schneider (*Sur quelques-uns et sur lui-même*, Gallimard, « Arcades », 1995). Les vingt-cinq textes regroupés sous le titre de l'un d'eux,

Retour dans la neige, constituent le premier volume des proses publiées entre 1899 (Walser avait alors vingt et un ans) et 1929 (date de son internement dans un asile psychiatrique, qui ne prendra fin qu'à sa mort, le jour de Noël 1956), dans des journaux et revues et dont seule une partie fut reprise en

teux, pour candides plutôt que complètement rétors, pour plutôt droit que courbe et pour malheureusement plutôt insignifiant qu'important et considérable.

Toujours les oppositions... Univers enchanté aussi, redoublé par la volonté d'impuissance, que la malchance et la malignité ont déserté.

Chez Walser, le « prince du monde » est charmant, prime-sautier. Il tient son pouvoir de délier tous les pouvoirs. Mais il reste un prince, comme Walser lui-même auquel la littérature donne des ailes !

Walser Benjamin notait, en 1929, « la guirlande est le monde en vaillant est un fainéant, un gosse et un génie, comme les héros des proses de Walser. Il ne sait du reste montrer que des héros », incapable de se détacher du personnage principal, et s'en est tenu à ses trois romans précédents pour ne vivre désormais que dans la fraternité de ses

certs, pour préférés », ajoutait Benjamin. Rappelons également que Kafka disait beaucoup l'écrivain suisse, qu'il lisait en écoutant de dire.

Ces guirlandes et ce dire ne cessent pas de faire oublier le caractère pathétique de toutes ces pages de prose qui semblent jetées au vent, comme un appel. « Dans un certain sens, nous sommes tous meurtris, nous ne faisons que nous habituer à passer outre cette réalité trop d'office, qui au quotidien ne peut être tolérée et qui, par conséquent, ne doit pas exister. »

Le lecteur, éduqué, se surprend à répondre à cet appel. Walser, et ses « gosses », devient son semblable, son prochain. « Le fou » n'est plus un étranger, mais un frère. Avec son profil bas, son humilité définitivement orgueilleuse, Walser touche à l'universel.

III Tous chez Gallimard.

LES RÉDACTIONS DE FRITZ KOCHER

suivi

HISTOIRES

et de **PETITS ESSAIS**

(Fritz Kocher Aufsätze. Geschichte. Aufsätze)

de Robert Walser

Traduit de l'allemand

(Suisse) par Jean Launay.

Gallimard.

« Du monde entier », 192 p., 190 F (19,51 €).

RETOUR DANS LA NEIGE

Proses

de Robert Walser

Traduit par Ginzar Houchidar,

préface de Bernhard Echle.

Ed. (Genève, diff. Harmonia

Mundi), 191 p., 98 F (14,94 €).

MARIE

de Robert Walser

Traduit par Jean Launay

(Bilingue).

Ed. du Rocher, p., 190 F (5,18 €).



ROBERT WALSER ARCHIV

DOMINIQUE NOGUEZ

IMMORALITÉS

suivi d'un
DICTIONNAIRE DE L'AMOUR



L'INFINI

GALLIMARD

plutôt
us, il ne
s'at-
France
de cé-
70, ne-
ars ou-
conquis
d'un pa-
i confie,
umant.

page 13
don... 18
lond... 19
l... 22
je... 25
... 26
... 28
vision... 29

D'AMOUR ET D'EXIL
d'Eduardo Manet.
Grasset, 126 F (19,21 €).

Grand théologien du XII^e siècle, salué comme le nouvel Augustin, originaire, ne le trop, Saxe, de Lorraine, de Flandres, mais installé à Paris, Hugues de Saint-Victor écrivait : « *Raffiné est l'homme pour qui la patrie est douce, courageux celui pour qui elle est une patrie, mais parfait celui pour qui le monde entier est un exil.* » Saint-Victor aurait pu préférer le dernier roman d'Eduardo Manet.

Manet distingue en effet très justement trois manières d'être exilé qu'on a trop tendance à confondre. Il y a ceux qui ont été jetés hors leur patrie par la férocité d'un régime politique auquel ils s'opposaient. Ceux-là ont emporté leur patrie dans leurs bagages ; ils sont exilés, mais leur exil est une quarantaine, même si la quarantaine doit durer quarante ans. Intacts, ils attendent que les temps changent pour rentrer à la maison. Le père Hugo son rocher de Guernsey guettant la chute de Napoléon le petit, Soljenitsyne dans la Russie américaine du Vermont, mais aussi les malfrats cubains à Miami guettant le signal de la chute de Fidel pour retrouver la Havane leurs lucratives activités antérieures.

Il y a la masse, souvent anonyme, de ceux qu'on nomme aussi immigrés. Des ouvriers, des paysans, employés qui cherchent simplement la terre un endroit. Parce qu'ils sont de trop à l'endroit où ils nés. De trop pour vivre, pour travailler, pour nourrir leur famille. Ils abandonnent peu et ne demandent pas grand-chose : un coin de planète pour subsister, c'est souvent trop.

Et puis il y a le cas plus étrange des « vrais » exilés, ceux qu'Hugues de Saint-Victor qualifie de « parfaits » : ceux qui ont choisi l'exil quand rien ne leur obligeait à le faire, sinon une impérieuse et intérieure nécessité. C'est le cas de Leonardo Esteban, le héros du roman d'Eduardo Manet. C'est le cas de Manet lui-même, qui a quitté Cuba en 1961, langue maternelle il y a 40 ans pour vivre en France, écrire en français. Le plus souvent sur Cuba.

Leonardo Esteban n'a aucun ennui politique avec le régime castriste. C'est un fonctionnaire zélé et efficace, employé dans les délicates négociations internationales du commerce extérieur cubain. Il voyage beaucoup, pluriel librement. Il entretient depuis onze ans une tropicale liaison amoureuse avec Berta, une collègue, mariée, mère de deux enfants, militante irréprochable du puissant responsable de l'espionnage cubain. Leonardo a été envoyé en France, au Pays basque, à l'automne 1998, pour négocier un contrat d'un investisseur. Mais les négociations durent plus longtemps qu'il n'est permis. A la Havane, les autorités soupçonnent Leonardo de s'être laissé séduire, comme d'autres avant lui, par les sirènes du capitalisme. Pour le convaincre de retourner à Cuba et de reprendre sa place dans ce qu'il est convenu d'appeler la « révolution », lui envoient Berta. Très vite. Le jeune

La Havane mon amour

Le roman d'Eduardo Manet tranche avec la littérature courante de l'exil et avec la mode idéologique. D'avoir choisi l'exil lui évite les règlements de comptes sommaires. C'est par amour de Cuba, par fidélité à Cuba, que le héros s'enchaîne à l'exil. Il ne s'agit pas de savoir d'où l'on vient mais ce que l'on quitte

Le roman d'Eduardo Manet tranche avec la littérature courante de l'exil. Il tranche également avec la mode idéologique. Les exilés cubains, nul ne le leur reprochera, nous ont habitués aux diatribes contre le régime castriste et contre son leader maximo transfiguré en père Ubu barbu, régnant par la terreur policière et l'embrigadement sur un pays dénué, en proie à l'incompétence, à la corruption et à l'application aveugle d'une version caribbe du marxisme-léninisme militaire. Rien de cela chez Manet. D'avoir choisi l'exil lui évite les règlements de comptes sommaires. Il ne fait qu'imposer sur la privation de liberté, mais plus d'avantage sur le combat pour la justice. Il évite les caricatures. Il préfère la réalité qu'il a choisie de vivre dans la littérature, dans l'éloignement d'une autre langue.

La réalité, c'est le slogan simple et terrible de Castro :

« Avec la révolution, tout ; contre la révolution, rien. » Cela permet tous les ridicules, toutes les hypocrisies et les cynismes, le militantisme révolutionnaire, permet d'impensables mélanges, le rigorisme, l'embarras, la pauvreté, la générosité, la dogmatisme, et d'invention. Et c'est ainsi, inattendues, comme celle de l'immense croix dressée sur la place de la Révolution lors de la visite de Jean Paul II, avec, pendant, non moins immense, le portrait de Che Guevara.

D'amour et d'exil n'a pas pour but de juger. Comme l'indique le titre, il s'agit d'amour. C'est l'amour de Cuba, par fidélité à Cuba que Leonardo s'enchaîne à l'exil. Enfant, il a connu un Basque, Anton, un ancien combattant de la République espagnole qui a fui son pays et le franquisme et a trouvé refuge dans l'île. Anton est devenu un père pour Leonardo, ensemble ils se sont battus contre l'effroyable dictature de Batista. Avant de mourir des tortures qu'il a subies, Anton a révélé au jeune garçon l'existence d'une valise de documents demeurée au Pays basque. Leonardo part à la recherche de cette vieille relique, d'un père d'adoption qui avait adopté Cuba.

Les sommes de la recherche de l'identité et de l'identité. Il s'agit pas de savoir d'où l'on vient mais ce que l'on quitte : les racines de l'exil. Leonardo accomplit le voyage de retour qu'Anton a choisi de ne pas faire. Par l'exil, il rompt l'exil de l'autre, il rentre au pays qui n'est pas le sien. Il boucle un passé. Il devient aussi ce qu'il était sans en avoir conscience : un Cubain, c'est-à-dire un exilé, venu d'Europe, d'Afrique, d'Amérique ou d'Asie, de son gré ou par la force, pour se mêler à d'autres et former, malgré tout, malgré les prédateurs, une nation.

Leonardo parle du passé, il s'y réfugie, comme ces sans illusion qui continuent à soutenir Castro avec fidélité aux espérances quarantennaires de la Havane. Berta, la belle espionne, regarde vers l'avenir, vers ses enfants, quitte à l'exil son présent. Leonardo boucle l'histoire. Berta n'en a pas fini avec

elle, la nostalgie n'est pas l'ennemi : elle espère. Espérer, c'est aussi savoir que le pire peut arriver. Le triomphe du cynisme, le délayage, la révolution dans le tourisme, la prostitution et même le retour en arrière, au temps où Cuba était le bordel de luxe des États-Unis, surveillé par les maquereaux galonnés, sanguinaires, Berta prend le risque-là, celui du futur, inséparable de tout projet. Elle s'y engage. Et elle, aussi elle, avec Leonardo. L'exil, c'est la conscience du cœur, l'impossibilité de faire ce mouvement.

Eduardo Manet est un excellent auteur de théâtre. Les soixante-huit ans et leurs vieux parents, souvent du grand succès de sa pièce *Las Monjas*, mise en scène par Roger Blin en 1969. Plus récemment, *Un balcon sur les Andes*, *Mendocino en Argentine*, *Maïda* ont obtenu une triple jonction entre la moderne tradition européenne de l'absurde, l'atmosphère scénique, les Carabes marquée par le rythme et les rites, la cérémonie du jeu, les jeux de marionnettes. Pas étonnant que les dialogues d'*Amour et d'exil* soient si percutants, si efficaces, sans cesser d'être sobres : alors que les héros du livre, tant pour délier leur langue que par goût de la langue, beaucoup.

On est en revanche époustouflé par la construction du roman. Pour les besoins de sa cause, Eduardo Manet a conçu une de ces mirabolantes architectures à continu continu comme en architecture, leurs ateliers expérimentateurs des années 60. Avec multiplication des points de vue, des temps du récit minutieusement ajustés dans le même cadre. La transition du présent de l'action à l'autonomie du Pays basque - à l'évocation d'une époque, d'un autre lieu - la Havane, la guerre d'Espagne en 1937 ou l'Orient en 1945 pendant la guerre d'indépendance qui oppose les Cubains aux Espagnols, l'œil des États-Unis. L'exil change de forme, de couleur et de ton, c'est comme un puzzle dont les pièces s'assemblent, les configurations ni les emboîtements selon le joueur qui manipule le moment où il le fait.

Quand il arrive qu'on se relise aujourd'hui, les hardiesse avant-gardistes d'avant-hier, le plus souvent un petit air de bricolage laborieux, quelque chose d'à la fois gamine et m'as-tu vu agité par le prurit de la Théorie. On pense à Houellebecq tel qu'on l'a dans dix ans, ou dans cinq. Avec Manet, ces petits jeux d'apprentissage ont passé l'âge de l'acné et, pour le lecteur, du casse-tête chinois. Les temps, les lieux, les personnages, les points de vue coulent paisiblement - naturellement serait-on tenté de dire - ce n'était par art - dans le moment lit du récit.

A un moment de leur d'amour et d'affrontement, mémoire d'avenir, Leonardo et Berta évoquent le duel franco-japonais d'*Hiroshima* qu'un hommage, c'est une clé. La Havane mon amour murmurent à l'oreille qui reste celui qui, déjà, est.

Le Génie de la Comédie

Le castrat Zambinella, le plus intrigant des créatures de Balzac, n'est pas un double, il est le double. Le double même, celui qui va tout enfanter. « Ah ! c'était bien la mort et la vie, la pensée, une arabeque imaginaire, une chimère hideuse à moitié, divinement féminine par le corsage. » Zambinella est la fois un être de longue vie et une peau de chagrin. D'abord centenaire, il devient jeune femme puis redécrit la fin. Zambinella, l'art fait homme-femme. Vieillard énigmatique, rides sont aussi pressées que les feuilles dans la tranche d'un livre. Jeune diva, c'était plus qu'une femme, c'était « chef-d'œuvre ».



Figures de la Comédie

ZAMBINELLA

Né en 1738.

Dernier

castrats, héros

Sarrasine, publiée en 1830

dans la

de Paris,

et reprise dans

« Scènes de la vie parisienne ».

Le castrat Balzac

adulte. Le « spectre » Zambinella, lui, rassemble des traits de Balzac père, mort un an avant la rédaction de la nouvelle. Pour que la Comédie fut, le père devait être castré comme lui-même avait tranché d'un « le nom du sien (Balzac). Ce n'est pas Freud qui le dit, c'est Hésiode ! En émasculant son père Ouranos, Cronos prend les rênes de l'univers, il délivre les Titans et lance le règne du Temps. Zambinella devient dès lors l'« Esprit », qui

souffle où il veut et gonfle comme une voile la panse générale de son créateur. « Cette voix d'ange, cette voix délicate eût été un contresens, si elle fût sortie d'un corps autre que le tien. »

Zambinella est l'inspiration prodigieuse de Balzac qui roule au gré des pages « milliers d'enfants, voix agile, fraîche et d'un timbre argenté, souple un fil auquel le moindre souffle d'air donne une forme. »

Il est dispersé. Principe pneumatique de la Comédie, Zambinella, « création artificielle » et « trésor intrinsèque », en condense l'éternelle fraîcheur : « Elle avait à la fois cent ans et vingt-deux ans. L'harmonie parfaite : « Il admirait en ce moment la beauté idéale de laquelle il avait jusqu'alors cherché à la perfection dans la nature. »

L'infinité richesse : « jamais mine plus féconde » s'était ouverte aux chercheurs de mystères. « L'université interlope : « Tous les membres de cette famille parlaient l'italien, le français, l'espagnol, l'anglais et l'allemand, »

de perfection pour faire supposer qu'ils avaient du long-temps séjourner parmi ces différents peuples. Enfin, bien sûr, la Zambinella, lui parlait, la suppliait, épulsait mille années de vie et de bonheur avec elle, en la plaçant dans toutes les situations imaginables, essayant, pour ainsi dire, l'avenir avec elle. »

Stéphane Zagdanski

BANDE DESSINÉE

par Yves-Marie Labé

Coups de griffes

MOMENTS DE LASSITUDE de Claire Bretécher. Catalogue de l'exposition, Ed. Claire Bretécher, 170 F (25,91 €).

REINER SEARLE DANS « LE MONDE » La Cherche Midi éditeur, « La Bibliothèque du dessinateur », 126 p., 118 F (18,29 €).

RAYMOND MACHÉROT de J.-F. Douvry, J.-R. Mercier, V. Baudoux, J.-F. Chevalier, D. Fano, G. Rabier, Ed. Mosquito, 118 p., 118 F (15,24 €).

Les lecteurs familiers des *Frustrés* ou d'*Agrippine* et ceux qui s'extasiaient déjà, il y a plus de trente ans, sur les trouvailles verbales et graphiques de *Banantine* et *Motagaga* vont pouvoir prendre la mesure du talent de leur créatrice commune, Claire Bretécher. Intitulée « une distance », « Moment de lassitude », une exposition de ses dessins à l'encre, au feutre ou à la peinture acrylique sur papier, carton ou kraft a lieu du 1^{er} février au 6 mars à la galerie parisienne Christian Lemaire (14, rue de la Bourdonnais, 75007 Paris).

Les dessins exposés, sauvés de la poubelle, du papier, de la manière personnelle qu'a Claire Bretécher de griffer des silhouettes, d'imposer dans l'espace d'une case, de suggérer leur humeur du moment, et de tisser ainsi un lien ténu entre le sujet et le lecteur-spectateur. Qu'il s'agisse d'autopourtraits, de dessins de femmes ou d'hommes dans leur quotidien, du bain de pieds au coup de téléphone, du lit à la plage, ils laissent planer une interrogation, deviner un vide, et finalement inspirent une vision philosophique empreinte d'un humour toujours à la dérive.

Le trait de Ronald Searle est aussi celui d'un artiste doublé d'un homme de presse, auquel de nombreux auteurs de BD, comme François Boucq par exemple, vouent une admiration sans bornes. Reconnaisable entre tous par son dynamisme et sa finesse, le graphisme de Ronald Searle fut d'abord mis au service des reportages qu'il réalisait pendant la deuxième guerre mondiale dans les camps japonais de prisonniers - notamment celui du pont de la rivière Kwai. Après les plus grands journaux nord-américains (du *Herald Tribune* au *New Yorker*), c'est au *Paris Match* qu'il a prêté son trait : son talent d'observation mâtiné de distance et d'humour. Parus entre 1955 et 1998, les dessins de Ronald Searle, qu'il s'agisse de l'Europe, des scandales politico-financiers, de la mort de Lady Diana, etc., reconstituent l'agenda, féroce et léger, des turpitudes et des émois de l'actualité récente.

De facture très différente, les dessins animaliers d'un des grands auteurs de bande dessinée encore vivants, Raymond Machérot, ont nourri des générations de lecteurs de *Spirou* et du *Journal de Tintin*, ainsi que des cohortes d'élèves dessinateurs. La monographie qui lui est dédiée, *Mosquito* - après celles de Marguerite, Juillard, etc., et avant celle dédiée à l'œuvre de Boucq - donne aussi une idée du talent de cet auteur ardenais de soixante-quatorze ans et de sa volonté d'inscrire ses fables dans l'actualité historique qui lui sied, en critiquant par exemple l'industrie des armes de guerre ou le pouvoir despotique.

UN TEMPS DE TOUSSAINT, de Pascal Rabaté et Angelo Zampanutti. Un bistrot, fréquenté par des habitués dont un croque-mort et un idiot de village. Des numéros joués au Loto et une volture d'occasion vendue à la va-vite. Il n'en faut pas plus pour que Rabaté et son scénariste Zampanutti brouillent une histoire où le hasard joue à nouveau la nique à l'humour le plus noir, au fil d'une galerie de dessins en noir et blanc, magnifiques de sens et de sûreté de trait (Amok Editions, « Feu 1 », 20 p., 42 F (6,40 €)).

LES RÉVOLUTIONS, TOME 2, de Jean Dufaux et Marc Malais. Après le récit de la vie d'une famille de milliardaires américains, les *Stirling*, un enfant venu d'ailleurs, Waldo, deuxième volet des *Révolutions* raconte la suite de cette saga familiale plongée dans un univers à la fois poétique et brillant. Meurtre, incestes et trafics rythment ce thriller où les personnages se défont pour exister, au cœur des paliettes d'un Hollywood émergent et au son du jazz naissant. Dans ce scénario construit comme un long métrage, chaque case recèle des trésors d'ingénierie graphique. Les contre-plongées répondent aux gros plans tandis que les moues des visages s'évanouissent dans l'Amérique urbaine des années 30, superbement recréée, et que des couleurs inattendues donnent une intensité décapante à cette histoire de mort et de pouvoir (Ed. Glénat, « Carabière », 48 p., 78 F (11,89 €)).

RLG, SPÉCIAL 30 ANS. Plein la gueule pour pas un rond (RLG.P.P., devenu RLG), fanzine de BD qui a depuis longtemps atteint la maturité professionnelle des plus grands, célèbre sa double décennie d'existence par un numéro double daté de l'hiver 1998-1999. Jean-Pierre Gilbrat (*Goudard* à la Parisienne, *Sursis*, etc.) a dessiné la couverture. Passerelle entre les auteurs reconnus, comme Gilbrat, et les talents en élosion, comme Sylvain Victor (*Les Deux canons*, *Le Doute*, etc.) ou Stanislas (*Yvan, prince des étoiles*), RLG, en plus d'alimenter une intéressante rubrique consacrée à la vie des fanzines, est aussi éditeur, notamment, excusez-moi, peu, de Joe Spicelli et de Jean-Christophe Chauzy. (RLG, BP 94, 92123 Montrouge Cedex).

LES RAMEAUX DE SALICORNE, de Pierre-Yves Gaborin. Les hommes de Salicorne ont rendez-vous sur la lande avec une fée, dans la nuit qui suit la journée de Rameaux. Brian, un garçonnet né bâtarde et surnommé La Mouche, va découvrir le secret de cette communauté virile et perturber la cérémonie, sur fond de meurtre. Grâce à un graphisme inspiré des cootes d'autrefois et à des couleurs chaudes, Pierre-Yves Gaborin a bâti une fable séduisante, où la quête du père et le dévoilement d'un secret valent initiation (Ed. Casterman, 64 p., 80 F (12,19 €)).

LES VÉRITÉS DE LA VIE, de Pierre Christin et Alexis Lemoine. Et si le général de Gaulle avait péri dans l'attentat du Petit-Clamart ? Et si François Mitterrand, il force d'échecs électoraux, avait choisi la littérature ? En croisant petite et grande histoire, Pierre Christin use de son double don d'écrivain et de journaliste pour conter cette « vraie-fausse » V^e République, illustrée de dessins de presse réjouissants. L'épilogue amusera plus d'un lecteur (*Dargaud Éditions*, « Les correspondances », Pierre Christin », 46 p., 15 F (2,95 €)).

chaPitre.com
VOTRE BIBLIOTHÈQUE SUR INTERNET

« Tous les livres français, même les introuvables »

www.chapitre.com - minitel : 3615 ALIR

Il a publié son premier recueil de poèmes à quinze ans, a **été** le dernier compagnon d'Aragon, est l'auteur trop méconnu d'une **œuvre** singulière et contestataire. Il publie aujourd'hui un poème sur la mort de l'homme aimé et **ses** entretiens **avec** Aragon sur Matisse

? page 13
 tion ____ 18
 hard ____ 19
 i ____ 20
 je ____ 21
 ____ 22
 ____ 23
 urel ____ 24
 vision ____ 25

Voici, dans une exemplaire, établie, préface notée par Fusco, le premier des trois volumes abritant les œuvres complètes de Leonardo Sciascia.

Déterminées de façon arbitraire, les périodes de cent ans nommées siècles offrent néanmoins une sorte d'avantage lorsqu'elles touchent à leur fin : le panorama qu'elles proposent, le temps s'agrandit, cela dans les domaines : religieux, politique, scientifique, artistique... Les brumes se dissipent, la visibilité s'accroît. Et l'on regarde le champ de ronces de la littérature, on peut mieux distinguer l'écriture qui, au fil des décennies, ont creusé une perspective durable, ils apportaient quelque chose d'unique et d'inimitable.

Parmi ceux-ci, nous pouvons affirmer que le Sicilien Leonardo Sciascia a pris définitivement place dans l'histoire des lettres de son pays ; que son prestige ne cesse de grandir dans la mesure où il nous manque, car les dons du conteur étaient exceptionnels que dans l'observation de la réalité immédiate, les événements politiques de la Péninsule, frappant si juste qu'il lui arrivait de lui-même qu'à partir de la fin des années 70, son œuvre était reçue comme les prédictions d'un astrologue - et pas seulement en Italie, mais que, pour le principal, son œuvre est une véritable superbe analyse du Sud, depuis les mythes et légendes qui fondent la « sicilianité » jusqu'à la Mafia.

La Mafia, dont il disait que la simple étymologie contient l'essence de la malice, qu'il suffisait, pour s'en convaincre, de consulter le dictionnaire de 1868, où l'on présente le mot comme un néologisme importé par les Piémontais, dans le sillage de la Toscane, où « mafia », deux « f », signifie misère, et « mafiosi », sbires - le dictionnaire soutenant que ces deux termes configurent le type de la mafia que l'on appelle, en Sicile, le mafioso : « La misère exploitée par des sbires : peut-on mieux résumer les siècles de "sicilianité" ? »

Leonardo Sciascia, qui est mort en 1989, à l'âge de cinquante-huit ans

« Si Stendhal avait eu le temps d'accomplir son voyage en Sicile, comme il l'avait tant désiré, il aurait probablement pu écrire "Le Guépard" un siècle plus tôt. »

plus tôt à Racalmuto, une bourgade devenue « Regalpetra » dans son premier ouvrage, pour ainsi dire, officiel : *Les Paroisses de Regalpetra*, chronique effrayante et fascinante de cette bourgade de « braccianti » - ceux qui n'ont que la terre de leurs bras - et d'un instituteur dans les années 50, quand la démocratie chrétienne régnait sans partage sur la Péninsule.

Sciascia avait la chance de faire des découvertes et, surtout, de découvrir dans la bibliothèque de l'une de ses paroisses, qui était institutrice, le roman sur le comédien, de Diderot, les *Pamphlets*, de Paul-Louis Courier, Casanova, Manzoni, ainsi que quelques écrivains siciliens, disait-il : un petit sourire : Verga, De Roberto. Il y a de plus mauvais maîtres : D'Annunzio et quatorze ans, il n'allait pas en avoir d'autres.

Mais, soudain, il prend une grande passion pour D'Annunzio - passion qui s'éteint dès qu'il s'aperçoit que D'Annunzio était toujours l'un des mauvais côtés, du côté du nationalisme, du fascisme. Par parenthèse : lorsque, bien plus tard, il fut Mafioso, il fut l'impression que D'Annunzio qui tomba du bon côté : il considérait l'Esprit comme l'un des grands livres de notre temps.

C'est l'un de la fréquentation livresque du barde qui se révèle « affaibli par l'amour » par la vie horizontale, Sciascia a révélé



Leonardo Sciascia et la comédie du pouvoir

tion de Voltaire, de Stendhal et celle de Pirandello, pour lui la plus importante, et même traumatisante. Mais, à l'instar de Stendhal, il ne s'agit pas d'un film de Marcel L'Herbier, feu Marcel Pagnol, que Pirandello renvoyait à Sciascia les images de sa vie quotidienne, une vie vécue par le regard obsédant des « autres », avec le jeu dramatique de l'être et du paraître, et l'égarement de l'identité... Ce n'est bien là des thèmes qui ne concernent pas de moins l'œuvre de Sciascia, c'est à Pirandello que l'écrivain doit sa première expression littéraire : *Les Paroisses de Regalpetra*.

Cela dit, il faut noter que son rapport avec la Sicile appartenait plus à l'ordre du sentiment qu'à celui du sentiment ; qu'il vivait la Sicile comme une souffrance, non l'aimer, mais, peut-être, au-delà de l'amour que tant de Siciliens prétendent lui porter. Depuis qu'il écrivait, il n'avait pu parler du pouvoir, de l'Eglise, du fascisme et, d'une manière générale, de toutes les attitudes « mafieuses » de la classe politique italienne. A son

Hector Bianciotti

avis, la Sicile était un microcosme exceptionnel, et elle était par Lamachus dans *Le Guépard*, une abstraction géographique et climatique, au temps et à l'histoire : « Si Stendhal avait eu le temps d'accomplir son voyage en Sicile, comme il l'avait tant désiré, il aurait probablement pu écrire *Le Guépard* un siècle plus tôt. »

Pour compléter le catalogue de ces découvertes qu'il reprendrait à l'usage de ses lecteurs, nous ne pouvons que lui offrir une bibliothèque, pas place Dante, Boccaccio, Guicciardini (qui le fascinait), Montaigne, Pascal, Tolstoï, Gide, Flaubert, Savinio et Borges - sa bibliothèque pour la Sicile des lumières.

Les « lumières », pour lui, représentaient l'idéologie d'une bourgeoisie paisible et intelligente qui a inventé le droit, la raison, la justice. En dépit de Rousseau, qui, ses yeux, se trouve à l'origine de tout le mal moderne.

Dans les années 60, il quitta son

village natal, Racalmuto, pour s'établir à Palermo et se pencher non plus sur des cabiers d'histoire mais sur de vieux textes historiques exhumés à la grande bibliothèque de la ville où, longtemps, il passa ses journées. Comme si, traversant les siècles, il espérait découvrir une vérité primordiale, ce dédicé qui a bien dû se produire à un moment donné de l'histoire de la Sicile, pour aboutir à un désordre apparentement sans remède dans l'île, où gens d'Eglise et gens de pouvoir se partageaient toujours le pouvoir.

De cette enquête qui, au reste, ne prendra pas fin, on peut dire qu'il ne l'empêcha pas de continuer à écrire, à la fois, pour la Sicile, pour l'Europe. Observation égale à la juste pour l'œuvre de Sciascia. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire ces essais de *La Corde folle* où il parle de Pirandello, de D'Annunzio, de Gide et de Bernanos, en ce que le premier, qui se sentit un moment communiste, était la vérité sur l'Union soviétique ; et le second, qui était catholique, écrivait contre le catholicisme qui exaltait la croix de France.

En fait, l'œuvre de Sciascia découle de ce que Vittorini - lequel niait qu'un écrivain puisse s'engager dans un sens plutôt que dans un autre avec un résultat valable - appelait un « engagement naturel », agissant sur l'écrivain en fonction de sa volonté et de son caractère porteur d'une expérience collective. Et c'est pourquoi, si homogène que ses titres paraissent se fonder dans un seul ouvrage intitulé *La Comédie du pouvoir*, telle telle à la réalité, et trouve de si différentes résonances, que la critique a vite pris l'habitude de s'arrêter au sujet de ses livres, et au passant à la science

Sciascia, les deux plus grands écrivains engagés italiens Gide et Bernanos, en ce que le premier, qui se sentit un moment communiste, était la vérité sur l'Union soviétique ; et le second, qui était catholique, écrivait contre le catholicisme qui exaltait la croix de France.

En fait, l'œuvre de Sciascia découle de ce que Vittorini - lequel niait qu'un écrivain puisse s'engager dans un sens plutôt que dans un autre avec un résultat valable - appelait un « engagement naturel », agissant sur l'écrivain en fonction de sa volonté et de son caractère porteur d'une expérience collective. Et c'est pourquoi, si homogène que ses titres paraissent se fonder dans un seul ouvrage intitulé *La Comédie du pouvoir*, telle telle à la réalité, et trouve de si différentes résonances, que la critique a vite pris l'habitude de s'arrêter au sujet de ses livres, et au passant à la science

Le grand écrivain sicilien, dont on publie le premier volume des œuvres complètes, admirait un Pirandello obsédé par l'égarement de l'identité, le jeu dramatique de l'être et du paraître. C'est un peintre implacable du pouvoir, de l'Eglise, du fascisme, de toutes les attitudes « mafieuses » de la classe politique italienne

qui l'aurait possédé en matière de composition, ainsi que sa pertinence et son ingéniosité dans l'art de la mémoire, la mémoire, la mémoire de ses livres.

Cette négligence de l'option, de l'Affaire Moro, fit qu'un jour Sciascia, qui, jamais, ne faisait de commentaires sur les articles consacrés à ses livres, s'en plaignait - dans l'intimité - avec un timide agacement, parce qu'il ne lui avait pas juste d'ignorer la littérature, mais son récit, fruit d'une longue investigation d'ordre intellectuel, et les comptes rendus de l'affaire que l'on pouvait lire dans les journaux.

C'est que Sciascia, comme Vittorini, croyait qu'il était la nature même de l'homme de s'attendre à ce que peut-être le mot, un mot, soit capable de transformer le monde d'une chose, ou d'un être, le monde d'une chose, ou d'un être, dans la nature intime de l'écrivain de le croire avec lui-même et l'autre.

Un peu comme Balzac, qui croyait que le roman pouvait faire changer le monde civil, un beau coup de son cher Stendhal, Sciascia promettait un miroir non pas le long d'une route, mais dans les miroirs empesés des puissants. Ne condamnant pas, n'absolvant pas : c'était, comme Tchekhov, lorsqu'il écrivait ses voleurs de chevaux, ne croyait pas nécessaire d'ajouter qu'il avait mal de voler, et qu'il avait mal de voler, et qu'il avait mal de voler.

Comme on l'a déjà signalé, la publication de Sciascia était un événement à la fois littéraire et politique, formidable. La polémique déclenchée par la parution du *Chien* - *Cadavres exquis*, dans la version cinématographique de Francesco Rosi - dura de longs mois ; et si des critiques de l'extrême gauche dénonçaient jusqu'au dégoûtement pur et simple, les autres se départirent de leur prudence habituelle qu'en raison de l'éloge inattendu de la *Littérature*.

Certes, Sciascia ne ménageait pas dans ce roman qui était, en apparence, un roman

tel, tout à l'image de son héros, un inspecteur de police féroce de Voltaire et de Borges - dont on retrouve souvent les traces, ainsi que celles de Savinio - mais où il décrivait les divers courants politiques italiens, de l'extrême droite à l'extrême gauche, s'acheminant de pair vers un pareil terrorisme dans l'exercice du pouvoir.

Sciascia voyait les gauchistes italiens, des catholiques, des juifs, fanatiques, funèbres, qui se joignent à l'Eglise par troupeaux, et celle-ci n'avait eu que le droit de se joindre au goût du jour, puisque leur plus profond désir était d'interdire, de porter partout l'inquisition : « Vous êtes au âge de criminalité diffuse et anonyme. »

Or la polémique provoquée par *Le Chien* était une polémique entre communistes un mouvement de sympathie. Ils prirent sa défense et, au moment du référendum sur le divorce, Sciascia décida de se joindre à eux et, par conséquent, au PCI.

À l'époque - c'était en 1976 - on pouvait dire que le PCI était vraiment un parti communiste « différent », et Sciascia accepta de faire partie de sa municipalité. Il y avait, dans l'espoir de contribuer à la démocratie chrétienne qui s'incrustait depuis plus de trente ans. Une expérience qui ne dura que dix-huit mois : c'est la première réunion, un communiste influent avait déclaré : « Nous ne voulons pas faire le procès du passé. »

Un autre roman, *Le Chien*, au *Conte*, trois ans plus tard, en 1974 : *Todo modo* - expression pagane empruntée à saint Ignace de Loyola et signifiant « par tous les moyens » - bâti, comme le précédent, sur un canevas de roman policier, admirable d'ingéniosité, où l'on voit un groupe de démocrates-chrétiens se retirer, pour mener à bien des exercices spirituels, dans un hôtel-couvent géré par un prêtre qui a lu tous les livres de la Bible, et qui, virtuose du paradoxe, parle de la vertu de la violence.

Sciascia, de la pierre philosophale, de la pierre d'un Christ peint par Odilon Redon, et pousse si on lui demande son avis sur la

Rencontres avec le

M



réhabilitation du Diable ordonnée
par Paul VI.

Il y a dans *Todo modo* — porté à l'écran avec succès par Elio Petri — une spectaculaire gymnastique intellectuelle — et des crimes à foison. Et si Sciascia laisse au lecteur le soin d'en découvrir le ou les auteurs, n'est pour lui qu'une façon de souligner que, dans les aléas politiciennes, où c'est le grand capital qui arme la main des assassins, n'importe qui peut être appelé à tuer.

Or, comme l'observe Mario Fusco, maître d'œuvre de cette admirable édition, « propos d'Actes relatifs à la mort » Raymond Roussel, si Sciascia était un lecteur d'histoires policières, non seulement eût-il servi à cette forme de récit pour exposer certains problèmes de société, qu'il voulait mettre en lumière et dénoncer, mais du roman policier il retenirait peut-être aussi l'exigence d'expliquer la part de mystère que peuvent comporter, quitte à reconnaître (...), que l'écriture ne peut toujours servir à révéler la vérité, mais qu'elle peut — bien contribuer à l'impossibilité d'établir la vérité ».

Sciascia, ou son narrateur, est rive à cet rarement des lieux du récit, comme le policier sur le lieu du crime, par une porte dérobée. Il dresse en impose par les apparences logiques de ses arguments et de son invention analytique ; ce qui l'intéresse n'est pas coupable, mais l'exploration d'une situation, d'un « état de ».

Ainsi, cette période terrible sur le dossier de police sur la mort, à Palerme, de l'auteur *L'Uomo solus* ; ou cette prodigieuse enquête qu'est *La Disparizione di Majarama* : *La Disparizione*, le physicien de génie qu'vraiment, aura un point, avant que Heisenberg

« Que vivent les intellectuels engagés, mais à condition qu'ils s'engagent toujours contre le prince, contre le pouvoir, contre les Eglises, fussent-elles les leurs ! »

1930 ; et *La Sicile, son cœur*, 1952 —, lui-même s'est empressé de les exclure de toute publication ultérieure. En 1987, 12 + 1, enquête autour de D'Annunzio et l'une de ses maîtresses, le recopie — en prose ! — des vers du poète « pour que rien ne se perde de leur folie et de leur atrocité, car la prose se pardonne pas ». ■ révélateur de sa méfiance à l'égard de la poésie, dont la cadence, la musique, la confirmation réciproque des rimes emportent l'adhésion du lecteur avant qu'il n'ait ■ le sens ■ mots ?

Plus que de la poésie, on dirait que Sciascia ■ mûse du pouvoir acoustique de la versification. Il ■ la vérité, tout ■ étant convaincu que l'expression de la vérité ■, quelle que ■ la vigilance de l'écrivain, scrupuleusement ambiguë.

En se consacrant à une manière de mise en doute systématique de la version officielle des faits ; en mettant à nu les préjugés, les mesquineries, les raisons fausses par lesquelles ■ justifie, individuellement ou collectivement, un comportement ; ■ démontrant

comment l'obscur machinerie que l'on appelle « psychologie des profondeurs » n'est qu'une combinaison de de misérables men-
sures de la littérature de Sciascia
représente un effort admirable,
l'un des plus grands de notre
époque, pour restituer réalité à
la réalité, et sortir l'homme de son
magma petites illusions senti-
mentales, conviant à faire
aux désillusions de la raison.

 Oui, je suis sceptique, avait-il.
Je crois que les seules choses
qui soient sûres en ce monde, sont
coïncidences, j'ai appris chez
 et chez Savinio. Ces deux
écrivains génie m'ont appris
à douter de . Même l'impro-

Ce n'est pas tous les jours qu'il fait bon désespérer. Mais dans le désespoir de Sciascia, il y a de la jubilation.

★ Parmi les titres cités, trois ne figurent pas dans ce premier volume des *Œuvres complètes*: *Le Contexte*, *Tutto modo* et *La Disparition de Majorana*. On peut les lire, les deux premiers dans « Folio », et tous trois dans « Bibles », Gallimard.

livraisons

● **L'ÉCRIVAIN ET SON TRADUCTEUR**
Qu'il **soit** considéré comme le porteur d'eau de la littérature, le cheval de trait de la culture ou un passeur génial, le traducteur **est** devenu un acteur indispensable **à** la vie littéraire malgré **la** rémunération accordée **à** son travail. S'il vit dans l'ombre **des** auteurs, **il** a choisi **sa** place. Mais plus en plus d'écrivains **ont** aussi leur traducteur. Une relation privilégiée s'instaure. **Il** **est** d'ailleurs symptomatique que la plupart **des** termes servant d'appréciation à la traduction ressortissent **à** un vocabulaire amoureux : fusion, exaltation, fidélité, trahison. Cela n'empêche pas les interrogations, les doutes ou même les conflits – mais toujours l'enthousiasme est là. La traduction n'est pas une science, **c'est** un **art** d'esprit, **à** l'indice infallible du **niveau** culturel d'un pays **ou** d'un **individu**, comme le dit Ossip Mandelstam. C'est pour mieux nous faire connaître leur travail qu'est publié **un** livre regroupant interviews, **des** manuscrits, ainsi qu'un choix **de** cinquantaine photos (ouvrage publié **à** la direction de Marion Graf, éd. Zoé, **pp.** 188 F [24,08 €]).

P. Des

■ **PANAMA AL BROWN**, d'Eduardo Arroyo
 Avant ■■ consacré ■■ peintre, Eduardo Arroyo s'adonna ■■ journalisme sportif, spécialiste ■■ boxe. C'était vraiment ■■ journaliste sportif, spécialiste ■■ temps, il pour lui le « noble ■■ ». Parmi les pugilistes de ■■ temps, le père, ancien esclave du chrétien Alfonso Brown (1902-1951), dont le père, ancien esclave du Tennessee émancipé par Lincoln, s'était installé au Panama comme boulanger. ■■ ouvriers des entreprises de construction du canal fournissaient un contingent élevé d'amateurs de boxe. Au cours ■■ son adolescence, Al eut l'occasion d'échanger des coups ■■ Kid Nordford, Young Wills ■■ autres vedettes ■■ époque. Arroyo a passé cinq ■■ ■■ son existence ■■ reconstituer le ■■ ■■ ■■ génie du Tout-Paris, turistes, peintres ■■ écrivains, dont Jean Cocteau. Par son style précis, son goût ■■ ■■ concrets, le peintre-écrivain parle aux ■■ ■■ frappe le ■■ ■■ d'une manière immédiate qui entraîne l'adhésion, même de ceux qui détestent la brutalité de ■■ boxe (Grasset, ■■ R. Ca. 128 F [19,51 €]).

■ LE VOYAGE SÉDENTAIRE, de Gonzalo Celorio
 ■ Mexicain Gonzalo Celorio s'abandonne avec élégance à la
 manie du passéisme ■ un livre fourre-tout, il ■ réuni
 ■ nostalgiques. Pour donner à la cohérence à ces mélanges,
 ■ leur attribue un thème commun : l'espace, ■ plutôt ■ es-
 paces qu'il occupe, ■ bureau, la salle enfumée du bar
 quartier au marché coloré, mais aussi la rumba et, il
 l., l'on pouvait entendre les rois ■ la cathédrale ■ Mexico
 description puissante ■ vindicative, avant que ■ bulldozers
 Evocation d'un Mexico encore vivable, avant que ■ intellectuels n'aient
 ■ scrutent ■ anciens hôtels, quand ■ cannelles ■ musiqu
 pas ■ découvrent les charmes cannelles ■ musiqu
 cubaine, ■ même quand ■ indiens enchaînés gâchaient le mon
 tier pour bâtir la cathédrale. Laisant aller ■ réverie, ressuscitant
 ■ vieilles amitiés, exhalant quelques rages, Celorio parle de lui
 même en égotiste distingué ■ dresse son portrait, celui d'un
 homme généreux ■ sympathique (traduit de l'espagnol
 Mexique - par Marie-Ange Brillaud, Atelier du Gué, 11300 Vill
 lonne d'Aude, 170 p., 100 F. (25.4 €)).

● J'AI TROP REGARDÉ LES ÉTOILES, de Jean Colombar. Employé d'une banlieue de Mons, au Bar des Sports, charmes et jeux, Robert Légatine, cinquagénaire, n'est que Monsieur PMU. Sa vie se résume en peu de mots : son s'y passe rien. Sa solitude, il se sent vieux, laid. Un soir, le hasard est dans une boîte à lettres sous l'aspect de belle. Cinquante mille francs plus tard, une autre enveloppe avec promesse de trois cent mille, une adresse et une photo. Un contrat pour éliminer un mystère. Un autre se révèle encore plus troublant. Le commandant inconnu tout la vie de Légatine, qui ne cesse de devenir meilleur, mais qui se rend à l'adresse, lui la promesse d'all. Pourquoi tout qu'on attend de Légatine, l'acceptation seulement savoir ce qu'on attend du portrait d'un anti-héros, l'homme qui souhaiter avec brio la Pologne, puis au bord de la nous transporte avec brio la Pologne, puis au bord de la l'Egée, tout au long de chapitres où se dessinent peu à peu complétiés les personnages riches de secrets. On ne peut pas que bel art pour définir ce talent à restituer des ambiances évoquent la « perdue d'un solitaire, le petit monde d'un banlieue, un bistro à dockers sur la Balique. On suggère d'âme d'étrangers qui s'enlèvent d'espérance l'humanité savent l'humanité (Calmann-Lévy, 199 p., 11 F 16,29 €).

Rencontres avec le Sicilien des Lumières


Un témoignage du romancier, traducteur et ami de Leonardo Sciascia

Mardi 1^{er} février 1972, Rome, hall de l'Hotel Mediterraneo. Par téléphone, nous avons fixé ce rendez-vous : je n'ai encore jamais rencontré le *Stilikon* des Littératures. Quand je le hèle, un pen rôlé dans la révérence et l'attente — ma première interview, proposée à Maurice Nadeau pour *La Quinzaine littéraire* —, il se tourne vers moi dans son élégant costume trois-pièces gris, cravate, et ses yeux se plissent de méfiance sur l'inconnu, comme deux meurtriers horizontales. Je dis mon nom. Une bonté infinie étend son visage à la Edward G. Robinson et il me demande de se voir, ronde, douce et retenue si j'ai préparé des questions. Je lui en présente une que j'ai élaborées la veille. Il me dit d'attendre, qu'il doit monter quelques minutes dans sa chambre. Le temps d'un expresso, il redescend, ses réponses à la mala : neuf feuillets à en-tête de l'hôtel qu'il me donne, sans une seule rature, de son écriture pleine, nette et droite, si lisible et reconnaissable sur ses enveloppes tannées couleur brisque que j'ai devant les yeux, une écriture qui n'a pas varié jusqu'à la fin de sa vie... A Milan, où je me trouvais fin février 1989 avec Antoine Gallimard — l'éditeur et l'auteur de *Pirandello et le Sicile* envisageaient ces deux de réaliser l'album *Pirandello pour la Piéride* — Leonardo Scialoja m'offrit *Le Chevalier et la Mort*, accompagné de ces mots, entre autres, écrits sur la page de garde : « De Sicilien à Sicilien... Les mêmes jambages que dix-sept ans avant. Et en cette année 1989, les douloureuses dialyses perdent la bataille contre ses bataillons de cigarettes fumées à la fin comme on se tue.

1971), premier volet de la célèbre trilogie qui se poursuit avec *Toto Mo-*
 (« Tu... savoir, me dit-il un jour, alors que ce n'était clair pour personne et que l'on se pose encore la question, qui assassine ?... Le peintre L. ») et *Candido*, la plus féroce et la plus pudique des autobiographies. En somme, l'Italie des années 70 que nous vivions, celle des compromis éternels et des fanatismes extrêmes qui menèrent au meurtre d'Aldo Moro, et de tant

■ Innocents, meurtre préparé douillettement par des intellectuels qui s'en sont bien tirés par rapport aux morts, il leur famille, il certains étudiants poussés aux armes par leurs officinistes professeurs et réduits, aujourd'hui, à la mendicité

■ Paris, des penseurs


Hotel Mediterraneo
Roma
aveva una piccola biblioteca: e io, fortunatamente, senza replica, ho letto tutti quei libri. Non che fossero molti, né tutti scelti. C'erano romanzi popolari = classici italiani e francesi. I primi li ho letti: I promessi sposi, I boati padani di Luigi Natali, ie Marco Visconti di Tommaso Grossi, Il paradosso nell'attore comico di Albert I. Libelli, di Courier, Il fu Mattia Pascal e un libro di Annunzio (è stata la lettura di D'Annunzio, una specie di vaccinazione). Poi ho letto, trovato non so come, le Memorie di Casanova. Questo fino a 14 anni. Poi ho cominciato a mettere ordine nelle mie letture: molti americani, qualche classico italiano (la lista

Feuilletit manuscrit de Leonardo Sciascia

pensées courtes méconnaissant les réalités de l'Italie continuent de soutenir les insouciantes justiciers des carnavaux idéologiques montrés par Sciascia, et dont il me parlait dans ■■■■ menaçantes de Rome, et qu'il annonçait ou décourtait dans ■■■■ pour qu'il savait ou voulait bien les lire.

Un Parlement italien où il siège en tant que député radical, un matin il m'invite, ■■■■ l'écrivain Vincenzo Mosvito, ■■■■ l'écouter. Il m'en souvient comme ■■■■ c'était triste. D'une voix monocorde qui dessine des arabesques d'ironie, il interpelle ■■■■ Chambre afin que l'on sache sur quels critères les carabinieri arrêtent les voitures pour les contrôler dans ■■■■ campagnes siciliennes : le conducteur ? la cylindrée ? la plaque minéralogique ? le changement visible ou caché ? ■■■■ direction ■■■■ prend le véhicule ? sa tenue ■■■■ route ? sa vitesse ? ■■■■ lenteur ? sa couleur ? sur un quatre ? sur dix ?... Quels sont donc les critères ? ... Paul-

Louis Courier, Voltaire et Diderot jouent dans la tête ■■■■ Sciascia par ce « simple discours », réussit à créer une atmosphère métaphysique jusque chez les policiers qui veillent, debout dans notre dos, ■■■■ que ■■■■ ne serions rien de nos poches, pas même l'ombre d'un crayon.

Le même jour, ou un autre de ces années où je rejoignais souvent Leonardo à Rome (de la fin 1972 à 1981 à l'habitat Naples), l'homme et l'écrivain le plus honnête, le plus pur, le plus limpide que j'aie connu, nous cherchions tous deux des livres chez les antiquaires. Derrière la place Novone, en face de l'Hôtel Raffaello, nous fit acheter *Il Capitano Ussese* de Roberto Savinio, première, introuvable édition, et un livre fondamental sur la Sicile, non traduit en France possible, *Questa Sicilia* de Sebastiano Agliardi (Mondadori, 1950). N'aimais quelques mètres dans la dell'Anima et il m'invoita à nous fumer et abanant, l'escalier infatigable d'un grand peintre qui il

endait en haut des marches, am-
par notre esclade, compagne
lanais de Savinio (cf. *Ville, l'écoute*
cœur), ami de Cocteau qui l'ad-
trait tant, admiré aussi par Unge-
rit, Moravia, Julien Green, Audi-
art... et, en silence, il m'invitait
garder les œuvres : Fabrizio Car-
c'était lui, m'offrit ainsi sa noble
créatrice amitié... Par ses phrases,
levant les faits ou les silences, Leo-
vardo Sciascia savait transmettre
un coup d'œil admiration, ou in-
signation, ou compassion, ou fro-
incrédule.

Un soir, à Rome, après une
plaine Campo ■ Flori,
de minute - Sciascia n'aime guère veill-
er, il préfère se coucher et plus tard
à neuf heures, « mais passé cette
heure, je peux tenir toute la nuit... »
■ et un tir de poudre lui fend le vi-
sage. Nous sommes au pied de la
statue de Giordano Bruno, Leonar-
do, Ignazio Buttita, Rafael Alberti et
moi. Dans ■ ténébre carava-
guese, ■ ombres se rapprochent
de ■ silencieuses s'éloignent ou
craquent. Buttita, grand poète sic-
ilien, écrivant et disant dans sa lan-
gue de Sicile, à une voix de sténor-
tor (qui me fait penser à celle de Ce-
sare Zavattini) et il commence d'im-
proviser à très hautes et belles
vibrations quelques vers à Giordano
Bruno... Bûcher... Inquisition...
Eglise... Flammes... Œuvre ■ bron-
ze... Vêrre. Dans sa langue de Ca-
dix, Alberti lui répond ■ la souf-
rance ■ l'injustice, le bronze est
l'exil, l'ignorance, la science, la reli-
gion, le peuple : Sciascia, penché à
mon oreille, me traduit doucement
le poète enfamé... ■ à Palermo

(1) **expression sicilienne**
une **macchia** sans tache, ni corrompue, ni
corruptible. Voir *Ceil à chèvre*
page 49 de l'édition française, col-
lection « De l'Italie » que j'avais fon-
dée chez Fayard à la demande de Claude
Durand, lequel, il y a presque troi-
sient lustres déjà, envisageait de publier
l'*opera omnia* de Leonardo Sciascia.

**ALINA
REYES**

**MOHA
M'AIME**

roman



GALLIMARD

: page 13

tion	18
board	19
i	22
gite	25
	25
	26
ord	28
mission	29

L i v r a i s o n s

● **H. P. LOVECRAFT, CONTRE LE MONDE, CONTRE LA VIE**, Michel Houellebecq. Quatre ans avant *Extension du domaine de la lutte*, roman de la révolution permanente, description misanthrope des contemporains robotisés, Michel Houellebecq abattu ses cartes (aujourd'hui réédité) qui débutait ainsi : « La vie est douloureuse et décevante. Inutile, par conséquent, d'écrire de réalistes. Sur la réalité en général, nous sommes déjà à quoi tenir et nous n'avons guère envie d'en apprendre davantage. L'humanité telle qu'elle ne nous inspire qu'une curiosité mitigée. » Ce livre sur le peintre de la dégénérescence génétique apparaît comme un premier roman dont Lovcraft serait le seul personnage, héros d'un « matérialisme absolu », gentleman de province en qui la haine raciale provoque une poésie. Houellebecq y dit aussi, en passant, que « le style n'a, en littérature, pas la moindre importance », et que le génie de Lovcraft « d'avoir réussi à transformer le dégoût de la vie en hostilité agissante ». Il défend d'avoir poussé à l'extrême pour le maître de l'horreur jusqu'au rejet de ce qui a trait à l'argent et au sexe, mais s'honore d'avoir subi l'influence de ce puritain inhibé, dans l'utilisation des termes et concepts scientifiques (éd. du Rocher, « Les Infréquentables », 134 p., 19 F [13,56 €]). J.-L. D.

● **ROVERANDOM**, de J. R. R. Tolkien. C'est parce que son jeune fils Michael avait perdu la plage des vacances l'un de ses jouets préférés, un petit chat miniature en plomb, que Tolkien inventa pour le consoler cette histoire d'un petit chien qui, pour avoir mordu le mollet du magicien Artaxerxes, est envoyé sur la Lune, puis dans le royaume sous-marin des sirènes... Est-il loin ici de *le hobbit* ou du *Seligneur des anneaux*. Les pérégrinations du chien Rover ont deux faces : la Lune, puis dans le palais de la dame-des-flois, bien plus proches d'Alice au pays des merveilles et tirent le lecteur vers le merveilleux. Rover ne rencontre-t-il pas dans chacune de ses villégiatures un chien s'appelant Rover ? Ne découvre-t-il pas la face cachée de la Lune des enfants qui rêvent, notamment Flonstoneux, l'alter ego de Michael ? Le conte par exemple du serpent, mer, la part très belle au règne animal. Écrit en 1927, il n'a été publié qu'en 1998. Il n'a pas pourtant d'un *l'anneau* de tirage... Il illustre de dessins de l'auteur qui donnent à rêver à l'ajout à son charme naïf. (Christine Bourgeois, traduit de l'anglais par Jacques Georgel, 136 p., 80 F [12,19 €]). J. Ba.

● **UNE SALE RUMEUR**, d'Anne Fine. Bridle, Liddy, Stella, Heather ont toujours d'accord, « la lauréat entre sœurs l'emportait toujours sur la lauréat envers les petits copains, les amis et les maris ». Jusqu'au jour où ça craque, ça grince, ça pleure, ça explose. Parce que Stella a entendu dire que l'homme que Liddy va épouser, qui sera donc le beau-père de ses enfants, peut-être pédophile qu'elle l'a dit à Bridle et à Heather mais pas à Liddy, pour ne lui gâcher la vie. Heather n'y croit pas mais Bridle est horrifiée. Les maris, les amis s'en mêlent ou se taisent à l'abri du grain. Bref, une affreuse histoire de comme Anne Fine les aime, mais à laquelle il manque ces recueils de cruauté auxquels nous sommes habitués (traduit de l'anglais par Dominique Kugler, éd. de l'Olivier, 110 p., 110 F [16,76 €]). M. Si.

● **SOIENT-ILS**, Nell Barlett. C'est un livre étrange, l'histoire d'un amour entre un jeune homme et un autre plus âgé qui frise tantôt le pathos tantôt la crudité, tantôt l'hybris absurde, un livre qui peut paraître délicieusement baroque ou romantique, plein de cruauté et de compassion, beau aussi, original, inattendu, mais qui choit finalement façon lourdingue, une actrice qui se sort de scène, qui s'effondre dans le rideau, arrachant aux spectateurs des cris étouffés et des fous rires incontrôlables, que l'on sache bien si la traduction en français ou les correspondances d'une langue à l'autre n'étaient pas vraiment possibles (traduit de l'anglais par Gilles Cohen-Solal, Actes Sud, 394 p., 149 F [22,71 €]). M. Si.

● **GEISHA**, d'Arthur Golden. Le fait, pour devenir geisha, accepter une longue pauvreté, des humiliations, la solitude sentimentale, pas mal de gifles : mais de la chance, on peut un jour obtenir son diplôme et peut-être réussir. L'auteur, soigneusement respectueux des traditions, a rédigé le reportage en nous épargnant vulgarité et érotisme de pacotille. Vous savez tout sur les innombrables condamnés qui enferment le corps derrière une cuirasse d'ingénierie, tout le financement de cette interminable formation professionnelle, tout sur les enchères dévotieuses pour un pucelage notoire. Quant à l'intrigue, elle rappelle plaisamment le meilleur Dickens : une lente et patiente conquête du pouvoir, une pauvre aux yeux splendides qui finira au Waldorf Astoria (traduit de l'anglais par Annie Hamel, Lattès, 524 p., 139 F [21,19 €]). J. Sn.

● **LE JOUEUR DES TÉNÉRES**, Louis Owens. La « multiforme » : un vent, l'ombre d'un grizzly, une silhouette. Elle poursuit l'homme, Cole McCurtain, un métis d'Indien, professeur dans une université, sur laquelle plane un autre danger, celui d'un tueur en série. Louis Owens comment le héros et ses affrontements, déjouent et finalement apaisent la menace, tout en poursuivant une enquête sur des assassinats d'étudiants. L'ambition de l'auteur d'utiliser le suspense pour affiner l'étude psychologique de la dénonciation politique. Cherokee lui-même, il puise abondamment dans l'histoire la culture amérindiennes. Le maître mot de l'histoire : « culpabilité ». McCurtain sa fille une dette d'amour, dette sacrificielle son frère défunt, une dette historique envers les ancêtres massacrés. Ce thriller ambitieux est aussi l'histoire d'une guérison, une thérapie indienne (traduit de l'anglais - États-Unis - par Danièle et Pierre Bondil, Albin Michel, 332 p., 130 F [19,81 €]). J. Sn.

● **LE FRÈRE À LA BAGUE**, de Jean-Claude Bologne. Elisés, figuristes, discernants... le XVIII^e siècle n'a manqué de convulsionnaires. Saint-Médard restent les plus célèbres. Dans le cimetière de cette paroisse parisienne, sur la tombe de Paris, diacre janséniste, on annonce les miracles. Les scènes d'hystérie s'y déroulent, divers supplices s'y pratiquent. Jean-Claude Bologne revivra le rassemblement d'illuminés d'écrocs fond relations orageuses entre deux frères on ne peut plus différents, Armand Arouet, trésorier à la Chambre des comptes, amoureux fou d'une Angélique et aussi fou de dévotion. François-Marie qu'on ne nomme plus que d'un nom, Voltaire. Balançant le roman historique et le feuilleton en honneur au XIX^e siècle, le récit décrit l'histoire de ces frères ennemis et des secrets de leur famille, restituant l'atmosphère d'une époque où mêlent et combattent un obscurantisme séculaire l'épanouissement des Lumières. C'est passionnant de bout en bout et cela ne va pas sans éveiller quelques échos contemporains (éditions du Rocher, 282 p., 119 F [18,14 €]). P.-R. L.

Stefan Zweig à l'épreuve

Le romancier viennois excellait dans l'art d'admirer. Les portraits qu'il a faits de ses amis et de ses proches le confirment

HOMMES ET DESTINS (Menschen und Schicksale; Europäisches Erbe) de Stefan Zweig. Traduit de l'allemand par Hélène Denis-Jeanroy. Belfond, 224 p., 106 F (16,61 €).

Parfois, dans des moments de doute, on se dit que Stefan Zweig n'est vraiment ce biographe que par accident, qu'il n'a que quelques pages d'accéder au cœur du destin des personnages qui ont requis son attention. Tout cela trop facile pour lui : que pouvait-il entendre de ces hommes ou de ces femmes saisis par une fatalité meurtrière ou en proie aux vertiges de l'autodestruction, lui qui exerçait une telle maîtrise sur son extériorité que, le nuit venue, il se mettait à d'y mettre un terme, il se suicidait. L'amabilité de jouer des échecs avec des amis, lui qui était si sûr de lui, l'improvisiste ? Quelques années plus tard, il avalait du poison. Nul n'avait pu, ce soir-là, deviner son inquiétude.

Alors, pour s'assurer que l'admiration qu'on avait en lui n'était pas un peu saugrenu, par exemple, on ouvre *Hommes et destins*, un recueil de portraits qu'il avait rédigés entre 1911 et 1939. Dans ces quelques figures familières : Otto Weininger, le jeune philosophe tchécoslovaque que Zweig croisa à l'université de Vienne ; Theodor Herzl qui l'encouragea à publier ses premières nouvelles dans la *Neue Freie Presse* ; Gustav Mahler déjà à l'agonie ou encore Joseph Roth, qu'il dépeint comme une réincarnation autrichienne du Job biblique.

Zweig est présent à chaque ligne comme il poursuivait avec eux un dialogue que ni l'envie, ni la maladie, ni même la mort n'auraient pu interrompre. Mais il a la délicatesse de ne pas forcer le trait, de livrer ses confidences comme si,



Stefan Zweig en compagnie de Joseph Roth à Ostende, en juillet 1936

nous aussi, comptons parmi ses proches ou ses amis. « Jamais, nous dit-il, on ne pourra reconnaître pleinement un créateur si l'on n'évoque pas simultanément l'image de l'homme. » Cette image, parfois, un peu affaiblie, comme si un peu d'admiration - pour Rilke notamment - ou de proximité - pour Schützler - se voit.

Il excelle, en revanche, à retracer des destins chaotiques, comme celui de Verlaine, exotiques comme celui de Lillian Haas, ou encore de Proust, ou qui lui sont familiers comme celui de Mahler. Il évoque, à l'admiration, la correspondance d'Anna qui lui a écrit à Oberbach. Mais le plus remarquable est encore le texte qu'il a consacré au jeune Philippe Daudet, petit-fils d'Alphonse et fils de Léon Daudet,

ami de Proust et député d'extrême droite. Le 29 novembre 1923, Philippe Daudet, âgé de quatorze ans, s'enfuit de la maison paternelle non sans avoir écrit auparavant une lettre importante à ses parents. Il a écrit de partir pour le Havre, puis de s'embarquer pour le Canada. Notre aventurier qui a pris pour pseudonyme Pierre Bouchamps et qui est alors entrainé à l'espace de quelques jours dans un monde qui aura pour dénouement sa mort.

Une mort mystérieuse aujourd'hui, car on ne sait pas s'il s'est suicidé ou si il a été tué par la police après avoir pris refuge dans les milieux anarchistes. Le but d'assassiner une personnalité politique et, pourquoi pas, son propre père. Griffonnant des poèmes baudelairiens, errant dans Paris un pistolet dans la

poche, passant muets auprès des filles perdues, Philippe Daudet est saisi par l'amok, la folie meurtrière classique à laquelle Zweig a déjà consacré une nouvelle hallucinante (1). On comprend qu'il se fascine par la course à la mort de ce jeune garçon. Mais aussi, a-t-il écrit, par l'homme qu'il admirait le plus au monde, Sigmund Freud.

« Partout où nous essaierons de progresser dans le labyrinthe du cœur humain, l'intelligence continuera à éclairer la route », dit-il le 26 novembre 1923 au crématorium de Londres. Ce sera son dernier hommage à l'homme et à l'ami.

Roland Jaccard

(1) Stock, 1979.

« La mort change tout »

Accompagnant un recueil d'essais, deux romans de Dorothy Allison explorent sans complaisance l'envers du rêve américain

RETOUR À CAYRO

(Cadeau d'été) de Dorothy Allison. Traduit de l'anglais par Michèle Valencia. Belfond, 110 p., 129 F (19,66 €).

L'HISTOIRE DE BONE

(Bastard out of Carolina) de Dorothy Allison. Traduit par Michèle Valencia. 10/18, 416 p., 65 F (9,90 €).

PEAU

de Dorothy Allison. Traduit par Nicolas Milon. Belfond, 110 p., 115 F (15,09 €).

Pourquoi jamais changer ? Tirer un trait sur son passé pour repartir à zéro, changer, se proposer, se proposer à l'autre ? La question de Dorothy Allison est probablement l'origine de son désir d'écrire : « Ce que j'ai toujours redouté, c'est d'être ce que les gens pensent de moi, j'ai joué consentant de mon beau-père, celle qui a trahi sa mère, l'allumée perfide de celle que j'aime, la honte suprême de ma famille, une gouine blanche et pauvre du Sud, une salope, raciste, stupide, qui ne sait pas ce qu'elle fait », écrit-elle dans *Peau*, un recueil d'essais où il est question aussi bien de l'art de confectionner un gilet-croisé et de l'évolution du mouvement lesbien qu'États-Unis que du roman. Si ses textes, confessions diverses ou remarques pratiques d'un ton très inégal, lui permettent de comprendre pourquoi Dorothy Allison a passé du militantisme à la littérature.

Née en 1955 à Cayro, Caroline du Sud, elle appartient à la catégorie des petits Blancs paumés « à qui on a appris à être fiers de ne pas être noirs et à avoir honte d'être pauvres ». Une femme de racaille inculpable qui n'a de place nulle part et surtout pas en littérature. Car il y a deux types de pauvres, les bons,

« travaillant dur, déguenillés mais propres et intimement honorables », les autres. « Les hommes buvaient et étaient incapables de garder un travail ; les femmes, invariablement enceintes avant le mariage, devenaient rapidement usées, grosses et vieilles d'avoir trop travaillé et porté trop d'enfants (...). Nous n'étions ni nobles ni reconnaissants, ni même pleins d'espoir. Travailler, économiser, lutter ou se battre pour quoi ? Nous avions les générations précédentes pour nous apprendre que ceux qui avaient tenté d'y échapper avaient échoué. »

ENFANCE EN RAVAGE

L'histoire de Bone, le premier roman de Dorothy Allison, évoque une enfance dévastée, celle de Ruth Anne Boatwright, qui fait une entrée sensationnelle et prématurée dans l'existence sur une route de Caroline du Sud. A bord d'une vieille Chevrolet s'est entassée toute une famille de joyeux ivrognes pour aller chercher, à l'aéroport, un cousin démobilisé. A l'arrière, une gamine de quinze ans encroûte de huit mois. Elle va passer à travers le pare-brise quand le conducteur perd le contrôle du véhicule. Ainsi Ruth Anne, sommée Bone la cause, est un aspect malingre. Petite « bête » tous jours malade, elle dispose pourtant d'un rempart contre la méchanceté du monde, l'amour malade mais sincère de sa mère et de son oncle. La situation des femmes n'est pourtant pas la plus enviable dans ce milieu. Bone l'apprend à ses dépens au moment d'un beau-père qui lui rend la vie impossible.

Le succès de l'histoire de Bone aux États-Unis, le livre a été finaliste pour la *Pulitzer Book Award* en 1992, comme celui, récemment des *Cendres d'Angela* de Frank McCourt, est le signe d'un renouveau d'une littérature sociale qui explore, sans complaisance, l'envers du décor américain. Le livre de Dorothy Allison aborde sans tabous le thème de

l'inceste, mais surtout il dépasse le simple témoignage par une puissance d'évocation, un tempo étonnant, l'affirmation paradoxale d'une joie à vivre malgré misère et violence. Dans le cas de l'inceste, la violence est généralement compliquée par des interrogations sur la part de la victime : c'est elle qui éprouve le plus de culpabilité, et puis comment pardonner à une mère un silence plus ou moins complice ?

« La mort change tout », Dorothy Allison dans *Peau*, la mort est le point à partir duquel si elle n'a pas déjà été revendiquée, la justification devient possible. « La mort change tout », ce sont aussi les premiers mots de *Retour à Cayro*, le plus achevé de ses romans. L'histoire de Della, une jeune femme qui abandonne un mari violent et deux gamines, la plus jeune a trois ans, pour suivre son oncle, son groupe de rock Mud Dog. En route pour la Californie, entre défonces et concerts, Della devient l'égérie du groupe, une sorte de Janis Joplin qui il arrive qu'on la confonde. Elle a une fille de Randall. Le jour où celui-ci se tue en moto, Della décide de retourner à Cayro, tenter de reconstruire une famille, vivre en la plus grande succès Mud Dog, *Diamonds and Dirt*, « une chanson sur la culpabilité et l'explication ». Mais comment se faire accepter dans une petite ville de Georgie où c'est le pasteur qui régit ? Comment reconstruire une famille avec la fille d'un rocker et sa demi-sœur qui organise des croisades contre l'avortement ? Comment comprendre et pardonner et faire admettre qu'on a changé ? Les romans de Dorothy Allison ne sont ni misérabilistes ni optimistes. Ils sont humains. Ils disent que la vie est toujours plus compliquée que l'image qu'on s'en fait, que chacun d'entre nous a pitié des contradictions et qu'il faut la justification du regard sincère et mesuré de la littérature.

Gérard Mordant

Légendes scandinaves

LES SAGAS LÉGENDAIRES

de Régis Boyer. Les Éditions Lettres, « Vérité et mythes », 320 p., 140 F, (21,34 €).

Inlassable passeur de la littérature scandinave, Régis Boyer exerce son œil critique sur les sagas légendaires islandaises (*foraldarsögur*) du XIII^e siècle, dont le sujet remonte aux temps païens, à la colonisation de l'île (879). On a longtemps lu ces sagas dans une perspective romantique, l'expression de l'âme primitive d'un peuple, perpétuelle par la tradition orale. Grand égarateur des « mythes » qui courent sur cette civilisation, Régis Boyer prouve par pièces l'élaboration complexe de ces sagas, empruntées à la littérature médiévale contemporaine et aux grands poèmes épiques antérieurs. L'intertextualité et les références historiques nourrissent les sagas compensatoires, censées divertir le lecteur moderne et convoquer les grands archétypes héroïques au moment où l'histoire s'obscurcit. Tout en commentant le style laconique caractéristique de la saga, elle développe l'analyse des thèmes - comiques, érotiques ou merveilleux - qui restent marginaux dans les autres types de sagas, jouant ainsi un rôle d'exotisme. Mais à ceux qui attendent au tournant trolls, nains et walkyries, Régis Boyer propose un « paganisme très tempéré », une sorte de mentalité du XIII^e siècle. Sans chercher à construire une typologie systématique, il mène une analyse des motifs légendaires, nourrie de l'histoire de la littérature et d'une lecture, parfois des sagas de Dumézil, de la folie. Un travail qui s'attache à la signification des mythes du nord légendaire qu'à l'histoire des genres littéraires.

Fabienne Dumontet

LA RELIGION DES ORIGINES

Savoirs et fictions en préhistoire de Claudine Cohen. Seuil, 1998, 314 p., 149 F (22,71 €).

Les origines sont un vaste sujet. Le temps y est immobile, les croyances toutes semblables. Il fut donc une époque où l'homme eurent à peu près tous les mêmes outils, les mêmes aliments et mêmes terribles, mêmes rites et mêmes fêtes, ensemble par la similitude des gestes et des jours. A l'arrière-plan du monde que nous connaissons, il y eut donc d'imaginer cette page d'histoire et l'histoire contrevient l'unité imaginaire des commencements. Contre la pluralité des langues et des mythes, le rêve du monde premier n'est une simplification.

Ce livre lui-même a une histoire. A partir de la Renaissance, dès que le monde des origines se présente vraiment disparate, creusé d'histoires dissemblables et de peuples distincts, les gens de savoir, en Europe, se mirent à perfectionner l'image d'un « monde primitif » où toutes les mythologies trouvaient leurs sources. Ces siècles d'histoire ont permis à l'homme de l'âge classique (Court de Gébelin, Bailly) de rendre équivalents les panthéons de l'Inde et de la Grèce, les rites chinois et les rites scandinaves, les rites de l'Amazonie et de la Vierge. Ainsi, alors que voyageurs, missionnaires et autres découvraient la dispersion des cultures et des civilisations, il leur semblait que l'homme, à son jour d'éclat, appartenait aux origines, à son jour d'origine, une unité perdue.

Domaine de recherches savantes, la préhistoire est aussi source de rêveries multiples. Peut-on entièrement séparer, dans ce type de connaissances, savoirs et fictions ?

La longue histoire de ce mythe du monde primitif a été nourrie par les philologues, les archéologues, les historiens. Entre Buffon et Cuvier, le temps de la nature se creuse vertigineusement. Avec le déchiffrement du sanskrit et la naissance des études indiennes, l'histoire de la littérature et de la philosophie voient reculer leurs frontières historiques. La constitution d'un savoir scientifique sur la « préhistoire » a entraîné les fantasmes relatifs à la vie des origines. L'absence de documents, la nature des traces, le flou des repères ont ouvert des portes à la fiction. Les savoirs progressant, la tentation des origines n'a pas pour autant disparu. Le petit livre d'Emmanuel Anati est la preuve. Ce savant italien, auteur de nombreuses publications, est un des grands spécialistes de l'art rupestre. Il a notamment découvert dans le désert du Néguev la montagne sacrée d'Har Karkom et dirige des archives mondiales rassemblant les peintures sur roches.

Dans des pages très accessibles, il expose sa conviction de l'existence d'une « religion des origines », dans les croyances d'aujourd'hui porteraient encore parfois la marque. Qu'il s'agisse de l'âme, des rites de passage, de la naissance et de la mort, de la mémoire du premier exode humain à travers les siècles, du monde des cataclysmes climatiques qui ont noyé les terres autrefois émergées, Emmanuel Anati voudrait qu'une

La science impure



Le boucher avec la viande de la fiction, les traces de la connaissance. Le nouvel essai de Claudine Cohen, qui fait suite à son travail sur Le Dénouement du mythe (1), tente sur cette imitation de la nature et de ses observations, un mélange de sciences et de mythes, de savoirs et de fictions. Ainsi les fossiles retrouvés dans les Alpes passent-ils, au XVIII^e siècle, pour des preuves du Déluge. « Car, comme les Antiquaires, particulièrement les Poissons de Mer, pourrissent-ils se trouver dans les endroits si éloignés de la mer, et même dans les montagnes fort hautes, comme dans la Suisse, si ce n'est par

la boucherie avec la viande de la fiction, les traces de la connaissance. Le nouvel essai de Claudine Cohen, qui fait suite à son travail sur Le Dénouement du mythe (1), tente sur cette imitation de la nature et de ses observations, un mélange de sciences et de mythes, de savoirs et de fictions. Ainsi les fossiles retrouvés dans les Alpes passent-ils, au XVIII^e siècle, pour des preuves du Déluge. « Car, comme les Antiquaires, particulièrement les Poissons de Mer, pourrissent-ils se trouver dans les endroits si éloignés de la mer, et même dans les montagnes fort hautes, comme dans la Suisse, si ce n'est par

la boucherie avec la viande de la fiction, les traces de la connaissance. Le nouvel essai de Claudine Cohen, qui fait suite à son travail sur Le Dénouement du mythe (1), tente sur cette imitation de la nature et de ses observations, un mélange de sciences et de mythes, de savoirs et de fictions. Ainsi les fossiles retrouvés dans les Alpes passent-ils, au XVIII^e siècle, pour des preuves du Déluge. « Car, comme les Antiquaires, particulièrement les Poissons de Mer, pourrissent-ils se trouver dans les endroits si éloignés de la mer, et même dans les montagnes fort hautes, comme dans la Suisse, si ce n'est par

floues qu'on ne le croyait naguère. On traits que l'on jugeait discriminants - bipédie, usage d'outils, pratiques funéraires - mais désormais chez des espèces autres que l'*Homo sapiens*. Bref, au lieu d'un nette rupture séparant l'homme de l'animal, on rencontre aujourd'hui - déconcertantes, difficiles à se représenter - une multitude de passerelles, d'êtres hybrides, d'embranchements et d'intermédiaires, un foisonnement de chemins et de trajectoires. Le livre de Claudine Cohen d'arpenter ce labyrinthe, de retracer notamment les itinéraires inattendus qui mènent à la science présente. Cela nous offre une promenade plaisante et lettrée. On trouve en particulier le chapitre consacré aux romans évoquant la préhistoire. En effet, certains trouvent dans la vie de nos ancêtres un quelconque miroir, vaguement lesté. Ainsi Rosny l'a publié-t-il en 1909. Mais, amours lacustres, comme que Léon Lambry décrit Rama, la fée des cavernes, on attendait que Henry-Jacques Prouven ose pour sa part, en 1934, se tenir à l'écart. Eve, proie des hommes. On aurait tort de croire que ces fantasmes ne sont que de délicieuses fictions de siècle, d'échauffement de demi-savants pour les néolithiques demi-mondaines. Ces archives enseignent une chose que les ardeurs de messieurs à bécotter s'enflamment à l'âge des « âges farouches ». Elles rappellent plutôt combien, dans de nombreux secteurs, la science est impure. Il s'y glisse des fantasmes. Ni par hasard, ni par hasard. Par même en manière parasite. Au contraire : quand il s'agit de sciences et de mythes, il se pourrait que la part du rêve soit constitutive, inséparable des rigueurs méthodiques et des données réglées. Bouvard et Pécuchet, qui sont un temps victimes d'un accès de préhistorisme aigüé, en déchiffrent la part de la déception : ces sciences, concluent-ils, sont « défectueuses ». Mais des sciences trop défectueuses.

Clinton en victime

Nichole Bacharan démonte le piège judiciaire tendu par Kenneth Starr au président américain

LE PIÈGE Quand la démocratie perd la tête de Nichole Bacharan. Seuil, 1998, 298 p., 89 F (13,56 €).

C'est entendu : l'Amérique est un État pauvre, reculé, à l'origine refuge de grands bandits, plus tard terre de stations thermiques fréquentées par Al Capone et sa suite, paradis des jeux de hasard et des courses ; bref, c'est un État du Sud où l'on n'a pas la même conception qu'en Nouvelle Angleterre de la nécessaire séparation entre affaires publiques et affaires privées. On y a des pratiques qui rappellent plus l'Amérique centrale, par exemple, que la région de Boston. Le jeune gouverneur Bill Clinton et son avocat d'épouse, Hillary Rodham, piler du plus gros cabinet d'avocats d'affaires de la capitale, Little Rock, n'ont donc pas été surpris d'être la plus grande transparence de l'affaire du Whitewater, un projet immobilier, dans lequel ils étaient tous deux actionnaires, vite en faillite ; mal secouru par la Caisse d'épargne de la ville, elle-même bénéficiaire de l'affaire.

Mais, in fine, les Clinton ont perdu de l'argent dans cette aventure. Et, in fine, après 30 millions de dollars d'enquête, de pressions sur nombre de malheureux, de chantage sur des familles entières, d'écoutes téléphoniques et autres pratiques qu'on penserait réservées à la lutte contre le grand banditisme, le procureur « indépendant » Kenneth Starr n'a rien trouvé ni prouvé contre Bill Clinton dans le Whitewater. Alors, on ne comprend rien à ce qui a suivi, rien à cette incroyable trahison lancée contre Clinton par le juge Starr, qui, mandaté pour enquêter sur cette affaire immobilière, a uniquement celle-ci, la vie sexuelle du président, si l'on se refuse à ad-

Clinton en victime

Nichole Bacharan démonte le piège judiciaire tendu par Kenneth Starr au président américain

LE PIÈGE Quand la démocratie perd la tête de Nichole Bacharan. Seuil, 1998, 298 p., 89 F (13,56 €).

C'est entendu : l'Amérique est un État pauvre, reculé, à l'origine refuge de grands bandits, plus tard terre de stations thermiques fréquentées par Al Capone et sa suite, paradis des jeux de hasard et des courses ; bref, c'est un État du Sud où l'on n'a pas la même conception qu'en Nouvelle Angleterre de la nécessaire séparation entre affaires publiques et affaires privées. On y a des pratiques qui rappellent plus l'Amérique centrale, par exemple, que la région de Boston. Le jeune gouverneur Bill Clinton et son avocat d'épouse, Hillary Rodham, piler du plus gros cabinet d'avocats d'affaires de la capitale, Little Rock, n'ont donc pas été surpris d'être la plus grande transparence de l'affaire du Whitewater, un projet immobilier, dans lequel ils étaient tous deux actionnaires, vite en faillite ; mal secouru par la Caisse d'épargne de la ville, elle-même bénéficiaire de l'affaire.

Mais, in fine, les Clinton ont perdu de l'argent dans cette aventure. Et, in fine, après 30 millions de dollars d'enquête, de pressions sur nombre de malheureux, de chantage sur des familles entières, d'écoutes téléphoniques et autres pratiques qu'on penserait réservées à la lutte contre le grand banditisme, le procureur « indépendant » Kenneth Starr n'a rien trouvé ni prouvé contre Bill Clinton dans le Whitewater. Alors, on ne comprend rien à ce qui a suivi, rien à cette incroyable trahison lancée contre Clinton par le juge Starr, qui, mandaté pour enquêter sur cette affaire immobilière, a uniquement celle-ci, la vie sexuelle du président, si l'on se refuse à ad-

Clinton en victime

Nichole Bacharan démonte le piège judiciaire tendu par Kenneth Starr au président américain

LE PIÈGE Quand la démocratie perd la tête de Nichole Bacharan. Seuil, 1998, 298 p., 89 F (13,56 €).

C'est entendu : l'Amérique est un État pauvre, reculé, à l'origine refuge de grands bandits, plus tard terre de stations thermiques fréquentées par Al Capone et sa suite, paradis des jeux de hasard et des courses ; bref, c'est un État du Sud où l'on n'a pas la même conception qu'en Nouvelle Angleterre de la nécessaire séparation entre affaires publiques et affaires privées. On y a des pratiques qui rappellent plus l'Amérique centrale, par exemple, que la région de Boston. Le jeune gouverneur Bill Clinton et son avocat d'épouse, Hillary Rodham, piler du plus gros cabinet d'avocats d'affaires de la capitale, Little Rock, n'ont donc pas été surpris d'être la plus grande transparence de l'affaire du Whitewater, un projet immobilier, dans lequel ils étaient tous deux actionnaires, vite en faillite ; mal secouru par la Caisse d'épargne de la ville, elle-même bénéficiaire de l'affaire.

Mais, in fine, les Clinton ont perdu de l'argent dans cette aventure. Et, in fine, après 30 millions de dollars d'enquête, de pressions sur nombre de malheureux, de chantage sur des familles entières, d'écoutes téléphoniques et autres pratiques qu'on penserait réservées à la lutte contre le grand banditisme, le procureur « indépendant » Kenneth Starr n'a rien trouvé ni prouvé contre Bill Clinton dans le Whitewater. Alors, on ne comprend rien à ce qui a suivi, rien à cette incroyable trahison lancée contre Clinton par le juge Starr, qui, mandaté pour enquêter sur cette affaire immobilière, a uniquement celle-ci, la vie sexuelle du président, si l'on se refuse à ad-

La ruée vers l'os

L'histoire de l'Homme et l'évolution de cette discipline racontées par Yves Coppens

LE GENOU DE LUCY L'histoire de l'Homme et l'évolution de cette discipline racontées par Yves Coppens. Ed. L'Esprit, 1998, 256 p., 130 F (21,19 €).

En 1974, Yves Coppens dirigeait avec Maurice Tchernov la mission israélienne qui découvrit à l'Éthiopie les plus anciennes traces de l'homme moderne. Depuis, le monde des préhistoriens a été bouleversé. Le Collège de France, la chaire de paléontologie et de préhistoire, il y a signé les ouvrages de vulgarisation, par bien requis de la critique et du public et de nombreux volontiers les romanciers scrupuleux (Debout dans le blanc de l'os, de Jean-Pierre Lévêque, vient de paraître chez Denoël). Il y a aujourd'hui dans le monde, plus jeune que Lucy de quelque trois millions d'années, un regard composite et personnel sur ce qu'il appelle la « ruée vers l'os ».

Pour Quentin, Yves Coppens a écrit en fausses sciences l'histoire de l'Homme. L'histoire de cette science neuve qui n'a fait plus de réviser les éphémères certitudes, une esquisse d'autobiographie, un portrait de la fameuse Lucy, qui n'est pas la plus vieille femme du monde, mais « la plus jeune » parmi les plus anciennes. Sans oublier le final, récréation mutine ou révélation scientifique de la poésie des origines, l'humanité postérieure de cette improbable aïeule, à vingt ans à peine, noyée, humaine et démentie inutile l'aventure humaine à venir, dans la lyrique et somptueuse l'histoire de l'Homme (1).

La ruée vers l'os

L'histoire de l'Homme et l'évolution de cette discipline racontées par Yves Coppens

LE GENOU DE LUCY L'histoire de l'Homme et l'évolution de cette discipline racontées par Yves Coppens. Ed. L'Esprit, 1998, 256 p., 130 F (21,19 €).

En 1974, Yves Coppens dirigeait avec Maurice Tchernov la mission israélienne qui découvrit à l'Éthiopie les plus anciennes traces de l'homme moderne. Depuis, le monde des préhistoriens a été bouleversé. Le Collège de France, la chaire de paléontologie et de préhistoire, il y a signé les ouvrages de vulgarisation, par bien requis de la critique et du public et de nombreux volontiers les romanciers scrupuleux (Debout dans le blanc de l'os, de Jean-Pierre Lévêque, vient de paraître chez Denoël). Il y a aujourd'hui dans le monde, plus jeune que Lucy de quelque trois millions d'années, un regard composite et personnel sur ce qu'il appelle la « ruée vers l'os ».

Pour Quentin, Yves Coppens a écrit en fausses sciences l'histoire de l'Homme. L'histoire de cette science neuve qui n'a fait plus de réviser les éphémères certitudes, une esquisse d'autobiographie, un portrait de la fameuse Lucy, qui n'est pas la plus vieille femme du monde, mais « la plus jeune » parmi les plus anciennes. Sans oublier le final, récréation mutine ou révélation scientifique de la poésie des origines, l'humanité postérieure de cette improbable aïeule, à vingt ans à peine, noyée, humaine et démentie inutile l'aventure humaine à venir, dans la lyrique et somptueuse l'histoire de l'Homme (1).

La ruée vers l'os

L'histoire de l'Homme et l'évolution de cette discipline racontées par Yves Coppens

LE GENOU DE LUCY L'histoire de l'Homme et l'évolution de cette discipline racontées par Yves Coppens. Ed. L'Esprit, 1998, 256 p., 130 F (21,19 €).

En 1974, Yves Coppens dirigeait avec Maurice Tchernov la mission israélienne qui découvrit à l'Éthiopie les plus anciennes traces de l'homme moderne. Depuis, le monde des préhistoriens a été bouleversé. Le Collège de France, la chaire de paléontologie et de préhistoire, il y a signé les ouvrages de vulgarisation, par bien requis de la critique et du public et de nombreux volontiers les romanciers scrupuleux (Debout dans le blanc de l'os, de Jean-Pierre Lévêque, vient de paraître chez Denoël). Il y a aujourd'hui dans le monde, plus jeune que Lucy de quelque trois millions d'années, un regard composite et personnel sur ce qu'il appelle la « ruée vers l'os ».

Pour Quentin, Yves Coppens a écrit en fausses sciences l'histoire de l'Homme. L'histoire de cette science neuve qui n'a fait plus de réviser les éphémères certitudes, une esquisse d'autobiographie, un portrait de la fameuse Lucy, qui n'est pas la plus vieille femme du monde, mais « la plus jeune » parmi les plus anciennes. Sans oublier le final, récréation mutine ou révélation scientifique de la poésie des origines, l'humanité postérieure de cette improbable aïeule, à vingt ans à peine, noyée, humaine et démentie inutile l'aventure humaine à venir, dans la lyrique et somptueuse l'histoire de l'Homme (1).

La ruée vers l'os

L'histoire de l'Homme et l'évolution de cette discipline racontées par Yves Coppens

LE GENOU DE LUCY L'histoire de l'Homme et l'évolution de cette discipline racontées par Yves Coppens. Ed. L'Esprit, 1998, 256 p., 130 F (21,19 €).

En 1974, Yves Coppens dirigeait avec Maurice Tchernov la mission israélienne qui découvrit à l'Éthiopie les plus anciennes traces de l'homme moderne. Depuis, le monde des préhistoriens a été bouleversé. Le Collège de France, la chaire de paléontologie et de préhistoire, il y a signé les ouvrages de vulgarisation, par bien requis de la critique et du public et de nombreux volontiers les romanciers scrupuleux (Debout dans le blanc de l'os, de Jean-Pierre Lévêque, vient de paraître chez Denoël). Il y a aujourd'hui dans le monde, plus jeune que Lucy de quelque trois millions d'années, un regard composite et personnel sur ce qu'il appelle la « ruée vers l'os ».

Pour Quentin, Yves Coppens a écrit en fausses sciences l'histoire de l'Homme. L'histoire de cette science neuve qui n'a fait plus de réviser les éphémères certitudes, une esquisse d'autobiographie, un portrait de la fameuse Lucy, qui n'est pas la plus vieille femme du monde, mais « la plus jeune » parmi les plus anciennes. Sans oublier le final, récréation mutine ou révélation scientifique de la poésie des origines, l'humanité postérieure de cette improbable aïeule, à vingt ans à peine, noyée, humaine et démentie inutile l'aventure humaine à venir, dans la lyrique et somptueuse l'histoire de l'Homme (1).

(1) Lucy, la femme verticale, Flammarion, 1998.

Poisson-vinaigre

Un titre qui ne veut rien dire, une histoire qui ne mène nulle part : vous allez adorer ce roman !

Le vieil homme et l'enfant

BRUNO BONTEMPELLI

roman Grasset

22

plus tôt, à ne pas être en France de ce côté, ne force d'un pas, il confie, numéroté.

re page 13

édition 18

édition 19

édition 20

édition 21

édition 22

édition 23

édition 24

édition 25

édition 26

édition 27

édition 28

édition 29

DROIT
par Philippe Simonnot

Pourquoi diable obéit-on aux lois ?

ESSAIS DE THÉORIE DU DROIT de Norberto Bobbio. Traduit de l'italien par Michel Guérin. collaboration de Christophe Agostini, préface Riccardo Guastini, Bruylant (67, rue la Régence, Bruxelles, Belgique : LGD) p. 320 F (48,78 €).

La querelle interminable qui oppose partisans du droit naturel au positivisme juridique, nul doute que le grand juriste italien Norberto Bobbio occupe une place éminente. Non seulement parce que sa production scientifique comprend plus de mille titres portant sur les domaines de la philosophie du droit, de la philosophie politique, mais aussi parce que, grand connaisseur de l'œuvre majeure de Hans Kelsen, il a réussi d'une certaine manière à la dépasser. Aussi bien convient-il de saluer chapeau bas la publication de ce recueil de textes, rendus accessibles au lecteur français.

Pour mesurer l'enjeu d'une dispute malheureusement trop cantonnée dans le domaine de la science juridique, il rendue particulièrement abstruse par le jargon utilisé, il faut rappeler que pour Kelsen (1881-1973), fondateur du début du droit de l'École positiviste de Vienne, et auteur de la fameuse *Théorie pure du droit*, tout État, même la pire des dictatures, est un État à droit. Et lui qui, en raison de ses origines, devra fuir devant la barbarie nazie, n'hésitera pas à pousser sa logique jusqu'à affirmer : « Du point de vue de la science juridique, le droit (Recht) le régime nazi était le droit. » Face à de telles assertions, les juristes naturalistes (et non pas les juristes positivistes) à la limite de l'idolâtrie de l'État.

Le premier mérite de Norberto Bobbio est de définir avec clarté les positions : chaque camp : le jusrationalisme (le droit positif du droit naturel, lequel est fondé sur la nature des choses et des hommes) ; il soutient la supériorité du second. Le positivisme juridique n'admet pas cette distinction et affirme qu'il n'existe pas de droit en dehors du droit positif. Pour le jusrationaliste, on doit obéir aux lois uniquement lorsqu'elles sont justes - mais qui juge de leur justesse ? La maxime fondamentale du positivisme juridique est que l'on doit obéir aux lois en toutes circonstances. La justice est un idéal irréaliste, elle n'est pas un problème dont peut s'occuper la science. La théorie du droit, dans la mesure où elle prétend être une science, doit s'en désintéresser.

Après avoir rappelé ces principes, Bobbio n'en a que plus à l'aise pour répondre aux accusations des jusrationalistes. D'abord, remarque-t-il, il est faux historiquement que la doctrine de l'obligation morale d'obéir aux lois positives soit un apanage du positivisme. Une telle doctrine a été affirmée par les théories traditionnelles du droit naturel. En fait, la doctrine n'appartient à aucun des deux camps, elle dérive simplement de la constatation, aussi vieille que la philosophie du droit, qu'aucun droit n'a pu se soutenir en se fiant uniquement à l'obéissance arrachée à la crainte de la sanction.

Ensuite, le positivisme n'a jamais enseigné, selon Bobbio, qu'il fallait obéir aux lois parce qu'elles étaient justes. Que telles, mais parce que justes. Injustes, bonnes ou mauvaises, elles servent à réaliser des valeurs sans lesquelles la société ne pourrait survivre. Le maître italien rappelle que les postulats éthiques du positivisme juridique, l'égalité, l'ordre, la sûreté, ont été élaborés au XVIII^e siècle par des penseurs libéraux, de Montesquieu à Kant, pour poser une barrière au despotisme. En Italie, dans les années fascistes, la résistance à l'arbitraire fut conduite par des juristes au nom de ces mêmes postulats. Bobbio participa lui-même à ce combat. Il est vrai que le raisonnement appliqué au positivisme étonnera dans la mesure où la science du droit, comme toute science, est en principe éthiquement neutre - *wertfrei* - pour reprendre l'expression fameuse de Weber. Mais pour notre auteur, la prétention à la neutralité éthique est tout bonnement infondée.

Bobbio est certes plus convaincant quand il nous montre abondamment que partisans du droit naturel sont loin d'avoir toujours pris parti : la résistance à l'oppression, de la part de la personne contre les prétentions de l'État, de la liberté individuelle contre l'asservissement de la loi. « Les morales les plus différentes », écrit notre auteur, « parviennent à se référer, selon les époques et les occasions, dans le giron du droit naturel » ; aussi bien l'égalité de tous les hommes que la nécessité de l'esclavage, l'excellence de la propriété individuelle que celle de la communauté des biens, le droit à la résistance que le devoir d'obéissance. Et de citer le livre d'un autre juriste italien démontrant que le jusrationalisme a toujours été et ne peut être, par sa nature, c'est bien le droit de la loi, qu'une éthique de la loi opposée à une éthique de la liberté (1).

Enfin, insiste Bobbio, Kelsen lavé lui-même de tout étatisme puisqu'il a lui-même affirmé le primat du droit international et œuvré pour la dissolution de la souveraineté étatique.

Reste la grande question de la nature même d'un gouvernement : de qui est-il distingué en droit d'une bande de brigands, qui justifie l'obéissance aux lois. Pour un jusrationaliste, la réponse est évidente. Pour un positiviste, elle se trouve dans un vieil adage latin utilisé par le philosophe anglais John Austin : *ex facto oritur ius*. Le droit est ce qui habituellement observé. Autrement dit, la loi, le pouvoir, le transforme en droit. « Existe-t-il un droit sans pouvoir ? », demande Bobbio. A quoi on pourrait répondre par une autre question : existe-t-il un pouvoir sans droit ?

(1) Pietro Piovani, *Giustizialismo ed etica moderna*, Laterza, Bari, 1961.

PASSAGE EN REVUE

« Cahiers du judaïsme » Succédant aux *Nouveaux Cahiers* (1965-1997), la revue de l'Alliance israélite universelle, *Les Cahiers du judaïsme*, dont c'est le troisième numéro, propose opportunément la réflexion d'une universitaire israélienne, Raya Cohen, sur « Le génocide arménien dans la mémoire collective juive ». On y apprendra avec intérêt à quel point fut sensible l'influence du livre de Franz Wertheim, *Les Quarante jours du Musa-Dagh* - datant de 1915 - et consacré à l'écrasement d'une révolte d'Arméniens en 1915 -, sur les jeunes révoltés juifs de Varsovie en 1942, même si, la suite, le caractère inouï de la Shoah apparaît aux assésés du ghetto. On constatera, à l'aide des échos qu'en rapporte l'auteur de l'article, qu'en Israël aussi, sur la spécificité du génocide juif, rage depuis la Shoah. A signaler également, un dossier consacré à la Shoah juive dans la France d'aujourd'hui et la publication d'un inédit de Sartre, sous la forme d'une conférence prononcée le 11 juin 1947, à l'invitation de l'Alliance, par l'auteur des *Reflexions sur la question juive*, texte suivi d'un commentaire très critique du directeur de la revue, le sociologue Pierre Birbaumer (*Les Cahiers du judaïsme*, n° 3, 75 F [11,43 €], 45, rue La Bruyère, 75009 Paris).

INTERNATIONAL
par Daniel Vernet

UN MONDE SOUVERAINETÉ Les Etats entre ruse et responsabilité de Bertrand Badie. Fayard, p. 135 F (20,58 €).

Les élections des députés au Parlement de Strasbourg, le 11 juin, ont donné l'occasion aux défenseurs patentés de la souveraineté de faire entendre leur voix. Avant de se lancer dans des phylloxyers en faveur de ce que Bertrand Badie nomme « une fiction », ils seraient bien avisés de lire l'ouvrage que le professeur de sciences politiques aux relations internationales, il y trouverait matière à réflexion sur ce qui n'est même pas un combat d'arrière-garde, puisque l'âge d'or de la souveraineté n'a jamais existé, et qu'elle est aujourd'hui l'articulation de nouvelles solidarités, citoyenne, transnationale et identitaire.

Il ne faut pas trop demander. La fiction, celle de souveraineté « fonctionnelle », offre une intelligibilité trompeuse. La mondialisation, le noyau dur, la puissance ultime et perpétuelle, selon Jean Bodin, elle fournit un principe d'explication pratique qui a résisté au temps. Après 1945 encore, elle a constitué le principe d'organisation de la société internationale. Le concept, dont Bertrand Badie reconnaît l'incertitude, a la vie dure. Quand les responsables des États européens ont été réunis à Francfort la responsabilité de la monnaie, ils se refusent à reconnaître une perte de souveraineté. Au contraire, ils disent en substance : « L'organisation d'une souveraineté transcenderait celle des États-nations. » Que la souveraineté nationale comme valeur absolue des lois que, depuis 1945, quelque trente-cinq traités ont été signés par les États qui, par définition, doivent respecter leurs engagements internationaux jusqu'à la limite de leurs lois ?

On objectera que ces États internationaux ont librement signé par des États souverains et que la plupart admettent la non-ingérence dans les affaires intérieures de ces États.

POLITIQUE
par Thierry Bréhier

CHRONIQUE D'UN NAUFRAGE PROGRAMMÉ de Philippe Reinhard. Albin Michel, 372 p., 130 F (19,81 €).

« Seigneur, protégez-moi de mes amis. Je ne suis qu'un homme », Jacques Chirac, qui gomme les « seigneurs » lapidaires et la sagesse populaire, ne pourra que lancer cette prière s'il lit le dernier ouvrage de Philippe Reinhard, cette *Chronique d'un naufrage programmé* qui raconte et explique le flasco actuel de la droite, alors que tout lui semblait promis après son écrasante victoire des législatives de 1993. Un récit masochiste, en fait, l'auteur n'a jamais camouflé que c'est cette « politique » qui l'appartenait. Enarque, il a préféré la liberté qu'il offre le journalisme, il qui adore arperter les couloirs parlementaires à la réserve qu'il impose une carrière de haut fonctionnaire. Centriste de gauche et raison, il a été, un temps, dans la sphère chiraquienne, étant même membre du cabinet du chef du gouvernement et première cohabitation.

Les amours déçus ne justifient pas le fait que Bobbio n'ait jamais enseigné, selon Bobbio, qu'il fallait obéir aux lois parce qu'elles étaient justes. Que telles, mais parce que justes. Injustes, bonnes ou mauvaises, elles servent à réaliser des valeurs sans lesquelles la société ne pourrait survivre. Le maître italien rappelle que les postulats éthiques du positivisme juridique, l'égalité, l'ordre, la sûreté, ont été élaborés au XVIII^e siècle par des penseurs libéraux, de Montesquieu à Kant, pour poser une barrière au despotisme. En Italie, dans les années fascistes, la résistance à l'arbitraire fut conduite par des juristes au nom de ces mêmes postulats. Bobbio participa lui-même à ce combat. Il est vrai que le raisonnement appliqué au positivisme étonnera dans la mesure où la science du droit, comme toute science, est en principe éthiquement neutre - *wertfrei* - pour reprendre l'expression fameuse de Weber. Mais pour notre auteur, la prétention à la neutralité éthique est tout bonnement infondée.

Bobbio est certes plus convaincant quand il nous montre abondamment que partisans du droit naturel sont loin d'avoir toujours pris parti : la résistance à l'oppression, de la part de la personne contre les prétentions de l'État, de la liberté individuelle contre l'asservissement de la loi. « Les morales les plus différentes », écrit notre auteur, « parviennent à se référer, selon les époques et les occasions, dans le giron du droit naturel » ; aussi bien l'égalité de tous les hommes que la nécessité de l'esclavage, l'excellence de la propriété individuelle que celle de la communauté des biens, le droit à la résistance que le devoir d'obéissance. Et de citer le livre d'un autre juriste italien démontrant que le jusrationalisme a toujours été et ne peut être, par sa nature, c'est bien le droit de la loi, qu'une éthique de la loi opposée à une éthique de la liberté (1).

Enfin, insiste Bobbio, Kelsen lavé lui-même de tout étatisme puisqu'il a lui-même affirmé le primat du droit international et œuvré pour la dissolution de la souveraineté étatique.

Reste la grande question de la nature même d'un gouvernement : de qui est-il distingué en droit d'une bande de brigands, qui justifie l'obéissance aux lois. Pour un jusrationaliste, la réponse est évidente. Pour un positiviste, elle se trouve dans un vieil adage latin utilisé par le philosophe anglais John Austin : *ex facto oritur ius*. Le droit est ce qui habituellement observé. Autrement dit, la loi, le pouvoir, le transforme en droit. « Existe-t-il un droit sans pouvoir ? », demande Bobbio. A quoi on pourrait répondre par une autre question : existe-t-il un pouvoir sans droit ?

SOCIÉTÉ
par Michèle Aulagnon

LA GUERRE DES RUES de Christian Jelen. Plon, 238 p., 120 F (18,3 €).

L'AUTODAFÉ DES QUARTIERS de Christophe Colinet. Ed. Imago, 111 p., 110 F (16,8 €).

FRANÇAISES de Dumeige et Sophie Ponchelet. Ed. Nil, 238 p., 110 F (18,3 €).

La délinquance des mineurs a été l'objet d'une polémique Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, et Elisabeth Guigou, garde des Sceaux. Les chiffres des crimes et délits commis par les mineurs n'ayant augmenté depuis 1994, le ministre de l'Intérieur a demandé davantage de fermeté à la justice. Mais le ministère de la justice souhaitait davantage de fermeté pour « rééduquer » les jeunes concernés. Le débat a été clos par l'annonce d'un renforcement des moyens de la police et de la justice.

Mais qui sont ces jeunes auteurs de violences ? Christian Jelen, journaliste au *Point*, dans son livre *La Guerre des rues*, s'insurge contre le fait qu'on parle de « jeunes » alors que, selon les statistiques de criminologie, environ 5 % des 15-29 ans sont responsables de 50 % des crimes et délits commis par ces groupes d'âge. Mais son propos est plus que polémique dans la mesure où l'auteur n'hésite pas à évoquer

Bricolage international

Toutefois, ces deux principes fondamentaux de la vie internationale moderne ne sont pas aussi absolus qu'il y paraît. Il existe une pression de l'universalisme qui oblige les États à adhérer à des traités qui contredisent parfois la conception « souveraine » qu'ils ont du droit. En outre, ces accords peuvent être utilisés par des acteurs non-étatiques pour revendiquer le respect par les États de leurs engagements internationaux qu'il s'agit de servir. La manière dont les États s'engagent du chapitre « droits de l'homme » des accords d'Helsinki est exemplaire à cet égard. Et les États occidentaux se sont sentis habilités à demander timidement - des comptes aux dirigeants soviétiques sur ce même chapitre.

C'était le droit d'ingérence qui s'est peu à peu transformé en « devoir d'ingérence ». Personne ne s'étonne, explique Bertrand Badie, « qu'on en remonte au Brésil quand il s'agit de la déforestation massive (...). On s'indigne d'autant plus que les puissances occidentales n'ont point fait la police quand un massacre se produisit dans l'Afrique des Grands Lacs que les forces de l'OTAN n'ont point fait le karaté pour faire juger par un tribunal international... ». Ce que des forces internationales ne surveillent pas l'application d'un accord sur le Kosovo, pourrait-on ajouter. Mais cette implication internationale ne va pas de soi. Elle se heurte non seulement à la conception de la souveraineté nationale ; elle butte aussi sur les hésitations des acteurs internationaux à assumer une responsabilité.

Ce déplacement de la souveraineté vers la responsabilité devrait être, selon Bertrand Badie, le futur principe d'organisation de la vie internationale, si l'on veut éviter une « dérive » qui menacerait les valeurs, marquerait la victoire de l'utilitaire sur le technique, de l'identification ethnique sur les communautés politiques. attendait, le monde se trouve dans une phase intermédiaire et indéfinissable où les États se colinent avec d'autres partenaires, d'une part les réseaux transnationaux avec lesquels ils cherchent à composer, en outre, « l'imaginaire

ethnique » l'individu frustré ou déçu par les contre-performances de l'État ou de la mondialisation. Or, pour retrouver une part de légitimité, les gouvernants acceptent parfois d'ethniciser l'État, au risque de brader encore plus leur souveraineté. Face à des acteurs internationaux nombreux et nouveaux, les États deviennent eux-mêmes « agents du postmodernisme ».

Il en résulte une impression de « bricolage » dans l'organisation de la vie internationale. La multiplicité des stratégies coïncide avec la prolifération des acteurs, les États s'affaiblissent, résistent en passant des compromis, mais se renforcent en retour à leur profit les armes de leurs adversaires. « De ce brassage », écrit Bertrand Badie, « dérivent des institutions nouvelles... et des ambiguïtés ». Ni domination d'une hyper-puissance ni multipolarité, le monde se trouve dans un chaos peu rassurant. Au moins est-il clair que la nostalgie de l'ordre « souverain » est une chimère.

Il faut également mentionner le rôle de Jean-Marie Gaudin et Arnaud de La Grange, membres de groupes ethniques ou paramilitaires ou mafieuses. Sur plus de 1500 pages, les auteurs passent en revue, continent par continent, pays par pays, les révoltes contre tous les régimes établis. Ils ont d'ailleurs moins d'a priori idéologiques que la fin de la division du monde en deux blocs a rendu caduques les explications univoques et simplistes. Il faut donc aller rechercher dans chaque cas les causes particulières, mais se laisser aveugler par des principes idéologiques réducteurs. Chaque « bloc » est construit sur le même schéma : contexte historique, idéologie, carte, tableau de forces, bibliographie. Ce gros ouvrage encyclopédique, que nous avons saisi dans *Le Monde des livres* du 18 janvier 1997, est aujourd'hui enrichi d'une nouvelle revue et augmentée, il apparaît comme un véritable ouvrage de référence (présenté par Jean-Christophe Rufin, Michalon, 1566 p., 220 F [33,53 €]).

Au péril d'une droite malade

D'où un des principaux intérêts de son livre qui permet de se remémorer une histoire récente risquant de sombrer dans l'oubli, son livre pourrait perdre de vue ses prémices.

Le passé permet de comprendre le présent et de prévoir un avenir qui, en l'espèce, ne semble guère encourageant. Cette chronique offre ainsi des perspectives nouvelles en perspective bien venues. Pour son auteur, tout commence lors de l'élection présidentielle de 1974 quand Jacques Chirac a « trahi » le gaullisme en permettant la victoire de Valéry Giscard d'Estaing au premier tour de Jacques Chaban-Delmas. Et le « naufrage » était annoncé par les conditions de la présidence de 1995. Les années 1970-1980 l'empêchent de souligner les erreurs commises par le premier ministre-candidat, mais sont, entendus, les moyens utilisés par le vainqueur qu'il dénonce en démontrant, sans difficulté, que les « gaullistes » ne pouvaient qu'entraîner l'échec du gouvernement Juppé.

Le plus inquiétant pour la droite est la série de portraits qu'il dresse de ceux qui la dirigent ou qui ambitionnent de le faire : Jacques Chirac dont la « force » est de « ne jamais s'embarrasser d'aucune contradiction » ; ceux qui « contribuent à compliquer l'intrigue », Valéry Giscard d'Estaing, qui veut « prendre sa revanche sur 1981, fût-ce par une personne interposée », Charles Pasqua, qui « consacre l'énergie à contredire le président de la République », François Léotard, qui « laisse à sa famille son héritage politique » ; « Atrides du RPR », Philippe Séguin, qui cherche « à empêcher qu'une

velle candidature Chirac ne devienne inéluctable », Alain Juppé, qui n'admet « jamais avoir commis une grosse faute », Nicolas Sarkozy, qui ne « pense qu'à monter sur la plus haute marche du podium républicain », Edouard Balladur, « animé d'un violent désir de revanche » ; « les francs-tireurs de l'armée », Alain Madelin, dont la « stratégie passe par une candidature à la présidence de la République », François Bayrou, « l'ambition est servie par une volonté impressionnante ».

L'ambition qui oppose tous ces hommes de pouvoir entre eux n'a, pour Philippe Reinhard, qu'une seule issue : l'élection du président à la République au suffrage universel. Cet observateur-acteur est de ceux qui jugent que tout le mal vient de cette compétition élyséenne qui « domine la vie politique française au point de l'écraser ». Et si, pour l'heure, la gauche n'en est pas trop malade, dans l'autre « l'arrivée d'une nouvelle génération n'a pas mis fin au traditionnel combat des deux camps » dont la droite a perdu depuis 1981. Mais au contraire. En accroissant le nombre des chefs de bande, elle a rendu moins maîtrisable et plus sanglant, l'effacement de l'adversaire commun.

Le drame qu'il ainsi, comme le remarque Philippe Reinhard, l'« alternance politique » risque d'être « interdire pour longtemps ». Ce n'est sain pour personne. Et puisque, comme il l'écrit, la droite « est l'homme malade de notre démocratie », son « sauvetage » est effectivement « une grande cause nationale ». Faudrait-il, encore, qu'elle soit un peu du sien !

Blues des banlieues

« la surdélinquance d'une minorité de jeunes Français d'origines maghrébines et africaines ». Et Jean-Pierre Chevènement serait, pour Christian Jelen, le seul homme politique à avoir pris conscience « de l'ampleur du drame qui couve, de la menace d'une minorité croissante de « sauvages » ».

Beaucoup plus mesurée est l'enquête menée à Maubeuge par Christophe Colinet, journaliste à *La Voix du Nord*. Originelle de cette région où tous les indicateurs sociaux sont au rouge, Christophe Colinet est revenu y vivre alors que la majorité des jeunes qui thènt leur épingle du jeu y sont nés et y restent. « Pour celui qui reste en Sambre, l'insertion professionnelle n'existe pas ou presque pas », écrit-il dans *L'autodafé des quartiers*. « Une vingtaine d'années, la Sambre est passée d'une génération terrifiée par le spectre du chômage à une nouvelle jeunesse dont les éléments les plus marginalisés estiment que travailler honnêtement est la dernière chose à faire. »

En 1975, la Sambre comptait 51 900 emplois. En 1995, ce chiffre était divisé par deux, atteignant tout juste les 26 000. Parallèlement, le nombre de chômeurs explosait, passant de 2 000 à 15 000. A Maubeuge, le cœur des violences urbaines se situe dans le quartier Sous-le-Bois, 8 000 habitants, où le taux de chômage culmine à 30 %, frappant essentiellement les moins de vingt-cinq ans. Épisodiquement, le quartier s'embrase, les voitures brûlent, les affrontements avec les forces de l'ordre se multiplient. Mais l'enquête de Christophe Colinet esquisse l'économie parallèle qui s'est mise en place dans de tels quartiers, d'autant plus facilement que les Pays-Bas, source d'approvisionnement en

drogues, sont à une heure de route. Non seulement les jeunes vivent en quartier, mais ils font figure d'exemples pour les plus jeunes, prenant la place des « grands frères » des années 80 qui promettaient l'intégration.

Mais toutes les banlieues ne s'embrasent pas, et tous les jeunes ne sont pas des délinquants. Les six filles françaises d'origine étrangère dont le portrait est brossé par Valérie Dumeige et Sophie Ponchelet dans *Françaises* ont grandi entre deux pays, entre deux cultures. Elles ont quitté le Sénégal, le Vietnam, l'Algérie ou le Roumanie, jeunes, avec leurs parents et ont aujourd'hui entre vingt et vingt-cinq ans. Certaines d'entre elles ont vécu dans ces banlieues dites difficiles, et y ont été heureuses, souffrant de devoir quitter le cocon familial pour leurs études. Toutes restent très attachées à leur communauté et à leurs parents. Elles sont plus que conscientes des sacrifices qu'elles ont dû faire pour les élever et leur permettre une véritable intégration.

D'origines et de cultures différentes, Oumil, N'Deye, Viana, Cristina, Naïma et Anne ont su profiter du système scolaire. Les unes deviendront des championnes d'athlétisme, une autre s'acrochera à l'école, seul moyen d'échapper à un mode de vie traditionnel où les filles accomplissent l'essentiel des tâches domestiques, une dernière créera une association pour les jeunes venus de son pays. Aucune ne prétend incarner l'« elle seule la communauté dont elle est issue. Mais leurs parcours, leurs rêves et leurs déceptions finissent par esquisser le portrait, complexe, de ces jeunes filles issues de l'immigration.

Gabriel Tarde, le sociologue retrouvé

Son passé de juge d'instruction puis de criminologue, ses incursions dans de multiples disciplines et, surtout, sa rivalité avec Durkheim pour fonder la sociologie ont desservi ce socio-philosophe. La réédition de ses œuvres permet de redécouvrir une pensée plus que jamais contemporaine

MONADOLOGIE ET SOCIOLOGIE de Gabriel Tarde. Préface d'Eric Alliez. Postface de Maurice Lazzarato. Institut Synthélabo, 152 p., 84 F (12,80 €).

LES LOIS SOCIALES de Gabriel Tarde. Préface d'Isaac Joseph. Institut Synthélabo, 152 p., 94 F (14,35 €).

Tout commence par une confrontation inégale entre un aîné et un cadet qui se sont donnés un même but : fonder la sociologie, en faire une science neuve, la science de toutes les sciences. L'aîné, Gabriel Tarde, perdra cette bataille des commencements alors que son livre le même parvenu, *Les Lois de l'imitation* (1890), lui apporte la notoriété et les dernières années de sa vie la reconnaissance institutionnelle par l'élection au Collège de France et à l'Institut. Le cadet, Émile Durkheim, bien que l'éloignement universitaire en province puis l'accès à la sociologie à la Sorbonne par une porte étroite ne facilitent pas son projet, sortira victorieux de cet affrontement. Il est alors devenu pour longtemps le fondateur de l'école française de sociologie appuyée sur une revue, *L'Année sociologique*, l'initiateur inlassable d'une science moderne du social dont il définit les domaines et la méthode en en précisant les règles. Il a acquis une autorité intellectuelle et morale qui le fait considérer comme une sorte de grand instituteur de la République.

Entre les deux prétendants la confrontation passe par des phases aiguës sans que les relations soient rompues. Durkheim voit en Tarde son principal rival, il critique ses thèses avec violence, notamment dans *Le Suicide* (1897). Il exprime son contentement de le savoir « casé » au Collège de France, en espérant qu'il s'en tienne à la définition de sa chaire, « Philosophie moderne », et

n'enseigne pas une sociologie qui serait d'« un mauvais exemple ». Il faut bien voir que l'enjeu n'est pas mince : choisir pour la discipline naissante le statut scientifique le plus conforme à l'esprit des sciences alors pratiquées et traiter du social dans une période où les luttes idéologiques, politiques et sociales sont intenses. Les deux rivaux ne se trouvent pas dans une situation égale. Durkheim, ancien élève de l'école normale supérieure et agrégé de philosophie, est dès le départ bénéficiaire d'une position et de relations universitaires, et âgé de moins de trente ans, il a la charge du nouveau cours de « science sociale et pédagogie » à l'université de Bordeaux. Il a lié sa vie intellectuelle à la sociologie.

Tarde n'a ni la même formation - il a étudié le droit - ni le même parcours professionnel ; il a une curiosité précoce qui le porte vers la philosophie, mais il accède à la sociologie en quelque sorte par un détour. Il a une longue carrière de juge d'instruction à Sarlat, sa ville natale, puis est nommé directeur de la statistique judiciaire au ministère de la justice - là même où Durkheim enverra son neveu Marcel Mauss effectuer les recherches statistiques nécessaires à la rédaction du *Suicide*. Gabriel Tarde est d'abord connu par ses publications relatives à la criminologie, au droit et à la philosophie pénale, et c'est aux *Archives d'anthropologie criminelle* qu'il réserve des articles où se précise et se développe sa théorie sociologique. Son passé de criminologue le suit, ses incursions dans les sciences et dans de multiples disciplines déconcertent. Malgré son affirmation d'avoir pour but la fondation d'une « sociologie pure », il reste mal localisable dans le champ des sciences sociales. Cette ambiguïté le desservit, elle a conduit à l'oubli de son œuvre et laissé le terrain libre aux durkheimiens.

Le retour d'intérêt est récent ; il se marque par quelques rééditions durant ces dernières années. Mais



DAVID GABRIEL TARDE ET LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

c'est la publication des œuvres de Tarde en cinq volumes qui signale l'événement. Elle incite à rechercher les raisons qui justifient cette nouveauté pour le « plus philosophe des sociologues ». Deux des volumes, incorporant les commentaires de spécialistes actuels, viennent de paraître. Ils préparent complétement à la redécouverte du socio-philosophe oublié, à l'accueil d'une œuvre qui peut s'accorder pour une part à la pensée du temps présent. Dans l'un, *Monadologie et sociologie*, se révèle l'ancrage philosophique, la constitution d'une science sociale à partir d'une métaphysique, voire d'une cosmogonie où Tarde se laisse en-

porter dans une « féerie d'idées ». Dans l'autre, *Les Lois sociales*, il souligne ce qui fait lien entre ses thèses sur l'imitation, l'opposition universelle et la logique sociale, et donc entre trois de ses principaux ouvrages. Il apparaît ainsi comme le briseur des barrières dressées entre monde vivant et monde inorganique, nature et société, philosophie de la nature et éthique.

Là où Durkheim sépare - le social dans sa réalité propre et son autonomie, la sociologie en tant que savoir positif indépendant de la philosophie -, Tarde unifie et « sociologise » l'univers car tout y fait « société ». Il s'inscrit lui-même dans une généalogie philo-

sophique qui comprend Spinoza, Leibniz, Nietzsche, Bergson, son successeur au Collège de France : et Gilles Deleuze le retrouve dans un bref commentaire lorsqu'il théorise les relations entre différence et répétition. Deux des clefs de la construction tardienne d'un monde dont le social n'est qu'une partie ou un aspect. C'est sur l'infinitésimal, sur les éléments provisoirement reconnus derniers - l'atome chimique, la cellule vivante, l'individu social -, dont l'exploration ne cesse de révéler la grande complexité, et non sur les

Georges Balandier

systèmes constitutifs d'ensembles, d'organisations subordonnant ce qu'ils incorporent que Tarde établit sa cosmogonie.

C'est là où il situe l'origine de l'impensable multiplicité du réel, de la création continuée de nouveau qui fait de la dynamique de la différenciation la génératrice des choses et de leur devenir. Mais, afin de lier ce qui apparaît sous l'aspect de la dispersion et du changement, il recourt à deux procédés. D'une part, à ce qui a été qualifié de psychomorphisme universel, reportant non pas à un univers de choses, mais de « petits êtres » qui sont des « agents » et dont les « variations infinitésimales » sont des « actions », un univers où se manifeste des « volontés », des « desseins », où opèrent des forces mesurables assimilables au désir et à la croyance. C'est le passage au pansychisme, à l'occasion duquel Tarde laisse libre cours à son imagination, au jeu des métaphores et des analogies, c'est ce qui donne son angle d'attaque à la critique durkheimienne. D'autre part, Tarde identifie trois principes qui permettent à la science de maîtriser « la diversité ondoyante du réel » : la répétition (production simplement conservatrice), l'opposition (rapport des forces) et

l'adaptation (coproduction créatrice). Sa sociologie en résulte, il le dit en commandant à la science sociale de reconnaître « son domaine propre de répétitions, son domaine propre d'oppositions, son domaine propre d'adaptations ». Au premier, il impute le caractère imitatif de la vie sociale et de la vie psychologique ; au deuxième, les formes principales de la « lutte » (discussion, concurrence, guerre) ; au troisième, les transformations qui résultent des dérogations individuelles, des innovations, des inventions surtout et de leur imitation.

Sur ce dernier point, « il s'agit de surprendre sur le vif et par le menu » les changements sociaux « pour comprendre les faits sociaux » et non pas l'inverse. Là où Durkheim identifie des « choses sociales », des groupes structurés, des institutions, de la contrainte, des états sociaux déterminants, il identifie des acteurs individuels, des « citoyens infinitésimaux », des affects et des affinités, de la spontanéité dans l'interaction et une évolution créatrice.

Il est difficile de le suivre dans toutes ses explorations, d'accompagner ses survols. Il est resté le mal classable, le préfigure mais il est souvent méconnu de ceux dont il fut l'annonciateur, il s'engage sur les mauvais chemins lorsqu'il imagine une « bio-politique universelle ». Mais on voit ce qui peut actualiser sa pensée, la place aujourd'hui occupée par la sociologie du minuscule et du quotidien, par la considération des phénomènes de communication, d'opinion, de foule, de suggestion et de contagion imitative (1).

(1) La récente publication de la correspondance de Durkheim adressée à son neveu, Marcel Mauss, éclaire le milieu sociologique français lorsque la discipline se constitue. Tarde y est évoqué : *Lettres à Marcel Mauss*, d'Émile Durkheim, présentées par Philippe Bernard et Marcel Fournier, PUF, 599 p., 248 F.

Lamaze, correcteur de Bible

Déjouant les fatalités de la Genèse, le pionnier de l'accouchement sans douleur trouve en Caroline Gutmann, sa petite-fille, une biographe

LE TESTAMENT DU DOCTEUR LAMAZE médecin accoucheur. de Caroline Gutmann. Ed. Lattès, 278 p., 120 F (18,29 €).

Intépride, indignée, une enfant de douze ans se précipitait, voilà des années, dans les locaux de RTL où l'on venait d'insulter la mémoire de son grand-père, qu'elle n'avait pourtant pas connu. Aujourd'hui, la même Caroline Gutmann, armée cette fois d'un magnétique don d'écrivain, fait surgir, palpitant de vie, ce Fernand Lamaze, médecin délégué célèbre entre les deux guerres et, dès 1951, pionnier de l'accouchement sans douleur. Illustré, internationalement adulé, viscéralement voué à ce dont il avait fait un sacerdoce, il fut sacrifié à son art, trahi et pratiquement assassiné. Derrière ce personnage légendaire et qui eût passionné Balzac, sa petite-fille découvre, nous faisant suivre les étonnantes étapes de sa quête, un homme complexe et paradoxal, des événements et des faits qui révélaient toute une constellation familiale, toute une époque, un passé qu'ils éclairaient et troublaient à la fois. Implacable, fervente, avec humour, elle traque les traces qui survivent à celui dont elle est la descendante : photos, témoignages, documents, mais aussi ses propres souvenirs d'une fratrière évocatrice, tout imprégnés des lieux et surtout des êtres familiers à l'admirable mais non toujours exemplaire docteur Lamaze.

Tout au long de sa vie, le voit puissant et fragile, capif de son exigente liberté, homme de caractère et d'éthique, mélancolique et paillard, dépressif et bon vivant, marqué par la guerre de 14, apolitique et proche des communistes, ami des plus fidèles, homme à femmes, mais pas à la sienne, Louise, issue d'une importante fa-

mille de la haute bourgeoisie, épouse à jamais enamourée, bafouée, mais aussi forte qu'il est, en vérité, faible et vulnérable. Louise, la non conformiste, deviendra pour l'auteur la plus exquise des grand-mères, veuve aux souvenirs enchanterés. Destinées toutes deux, hantées, originelles, souvent bouleversées, celles des amis et de la parenté qui traversent et forment le destin de Fernand Lamaze, issu, lui, d'une ligne de rudes paysans lorrains, fier souvent d'une accession au rang d'industriel. Nous le rencontrons d'abord, étudiant pauvre « monté » à Paris où, pour financer ses études de médecine, il fait office de surveillant dans un ministère et sulfureux Institut des sourds et muets, mais aussi de serveur dans un bouge, de croque-mort et même de... dame de compagnie d'une riche Américaine ! Il sera précepteur de Jean Gutmann, dont le père, banquier méfiant aux mille vocations et qui se suicidera à l'entrée des Allemands en 1940, deviendra son ami le plus cher, tandis que Jean, bien plus tard, épousera Anne-Marie Lamaze, devenant ainsi le gendre du docteur, puis le père de Caroline.

PIONNIER

C'est presque par hasard, par résignation (il avait espéré devenir neurologue, ses moyens lui avaient interdit de poursuivre d'aussi longues études), et c'est assez tardivement que Lamaze rencontrera sa vocation d'obstétricien et s'illustre pour longtemps comme le plus exceptionnel, le plus réputé d'entre eux. Il découvrira la sa nature véritable, une passion, une obsession et s'y adonnera, pratiquant « son art comme il respirait, accompagnant la parturiente pendant son travail, la guidant dans les mystérieuses métamorphoses de son corps, reprenant son souffle avec elle, épousant ses souffrances ». On a oublié, aujourd'hui, ces souffrances, l'angoisse, les affres mêmes que la

naissance de leurs enfants promettait aux mères, il y a peu de temps encore. Dès ses débuts - d'où son aura -, Fernand Lamaze s'est attaché à dédramatiser, à humaniser la préparation et le déroulement des naissances avant d'aller plus loin et de libérer les femmes d'un acquiescement général à la malédiction biblique. Il avait alors soixante ans. Inspiré d'expériences découvertes lors d'un voyage professionnel en URSS, sa méthode de l'accouchement sans douleur fit scandale, mais permit aux femmes de refuser toute passivité, de faire appel à leur pouvoir de décision, à leur volonté et de contrôler cette aventure de leur propre corps. On voit quels tabous furent enfreints. On peut imaginer l'enthousiasme et les résistances ! Et le prix que l'initiateur eut à payer. Qu'il paie encore : un étrange silence s'est fait autour de lui, auquel ne fut pas étranger l'intérêt qu'ont eu certains de masquer le scandale de sa mort due à l'hypocrite brutalité stalinienne de ceux qui lui avaient été professionnellement associés.

De ses triomphes à son calvaire, Caroline Gutmann nous rend très proche l'homme de science, comme elle rend attachant son entourage. A respecter certaines lacunes, certaines questions laissées sans réponses, à refuser de tout expliquer, elle nous offre d'autant plus présent, plus poignant cet homme et ses failles : la précision même du récit exige ces quelques trous noirs, cette part d'ombre indéchiffrable, cette part d'inachèvement qui constitue les êtres vivants et les distingue des héros fictifs. Chaleureux et farouche, Fernand Lamaze frémit dans ses pages depuis ses débuts tourmentés jusqu'à ses réussites glorieuses et sa mort tragique, au point que cette biographie très documentée, égayée sur des informations des plus escales, se lit aussi comme un très beau roman.

Viviane Forrester

D'une gaie sagesse

Michel Onfray mêle une nouvelle fois avec jubilation ses curiosités intellectuelles et ses goûts hédonistes

LES VERTUS DE LA FOUDRE « Journal hédoniste », tome II de Michel Onfray. Grasset, 376 p., 136 F (20,79 €).

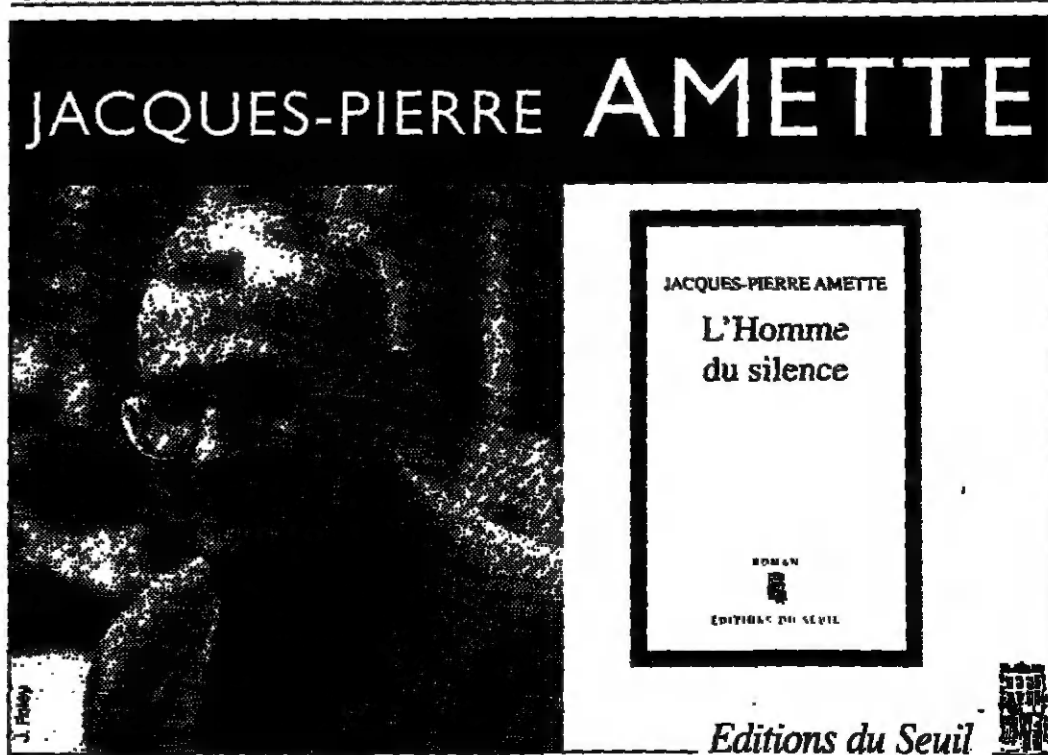
Comme il l'avait fait, en d'admirables pages, dans le premier tome de son « Journal hédoniste » (*Le Désir d'être un volcan*, Grasset, 1996), Michel Onfray assoit ce nouveau volume sur une évocation intime : il accompagne un jour sa mère aux services des archives de l'assistance publique pour qu'elle y découvre la vérité sur sa propre mère qui l'a abandonnée. Pages cruelles et fortes qui renvoient à la propre enfance de l'auteur tributaire de celle subie par sa

mère. Les lecteurs de Michel Onfray retrouveront ici la même jubilation « sagesse » d'un écrivain qui ne se paie pas de mots, résume les faux-semblants, les conformismes de tout bord et orchestre ses goûts hédonistes comme ses curiosités intellectuelles, les uns et les autres avides, jubilants, empreints d'une rayonnante sensualité et d'une franchise gail-larde.

Venu à la philosophie par l'Antiquité et sous la férule de Lucien Jherphagnon, Michel Onfray, quel que soit son sujet d'étude, de l'éloge des péchés capitaux à celui de la musique contemporaine ou à la célébration du gaz lacrymogène, prône « la liberté, le souci et l'usage de soi entièrement soumis au pur et

simple caprice subjectif », mais dans une perspective volontariste et révolutionnaire proprement nietzschéenne, qui exclut l'autocomplaisance, l'approximation et la nébuleuse sensualiste.

C'est une sagesse gaie, allègre, mais issue d'une rigoureuse discipline de pensée, qu'il procure ; le pessimisme même est d'un velouté ombré chez ce « conjurateur des hypothèses idéalistes, spiritualistes et religieuses ». La séduction des écrits de Michel Onfray tient dans son art de célébrer les bonheurs de la vie, hors de tout leurre, en la libérant des codes et servitudes auxquels doctrines sociales et idéologiques voudraient la soumettre. Pierre Kyria



Editions du Seuil

plus
us, il ne
ait ain-
France
s de cé-
70, ne-
re ou-
conquis
d'un pa-
i confie,
minant.

page 13
don... 18
bord... 19
... 22
je... 25
... 26
... 28
vision... 29

Des nouvelles de l'« Homo biographicus »

Genre tenu pour mineur il y a encore vingt ans, la biographie suscite un véritable engouement auprès du public. Histoire, typologie, problème juridiques, Salon... Enquête sur un phénomène éditorial

Avec malice, l'écrivain britannique E. M. Forster distinguait trois types de personnages : l'*homo sapiens* (l'homme réel), l'*homo fictus* (l'invention romanesque) et l'*homo biographicus* (cas intermédiaire du héros biographié). Aujourd'hui, le dernier modèle est plus fréquenté que jamais, séduisant conjointement - et c'est une conjonction inédite - romanciers et historiens, journalistes et politiques, comme si l'exercice, gauchère réelle ou leurre destiné à couvrir travestissements personnels ou transferts contestables, était une panacée.

Le genre n'a rien de neuf, et si le mot n'apparaît qu'au début du XVIII^e siècle, repris d'un mot grec attesté tardivement (vers 500), le récit d'une vie, comme le fait de l'écrire, remonte à l'Antiquité. A l'obscur navigateur carien Scylax, auteur d'une vie du tyran Héraclès, rédigée en grec au VI^e siècle avant notre ère, semble-t-il. Sans doute est-il issu de l'épigraphie funéraire, de l'éloge funèbre ou du goût dynastique des puissants pour célébrer, détailler et recomposer leur généalogie.

Le monde médiéval le réserve peu ou prou aux légendes : la popularité inouïe de la *Légende dorée*, recueil de Jacques de Voragine, est telle qu'on trouve des traces de ses récits édités jusque dans la fameuse Bibliothèque bleue sous l'Ancien Régime. Et si, en marge des très politiques figures de l'évêque martyr Thomas Becket et du roi français Louis IX, l'exceptionnel statut de François d'Assise fixe en dogme le rêve d'une histoire immédiate - le rappel biographique composé par le dominicain Bonaventure devait être la seule version autorisée de la vie du Poverello -, il faut attendre la Renaissance pour que savants et artistes, souverains et guerriers partagent un traitement aussi spécifique, les *vidas* du XIII^e siècle, notices consacrées aux plus fameux troubadours quasiment toutes anonymes, n'étant guère que des esquisses introductives à l'œuvre du poète, fiables pour l'origine sociale et géographique du troubadour le plus souvent, mais des plus romanesques sur sa vie amoureuse, recomposée sur la matière des chansons.

En vogue au XVII^e siècle, le genre trouve alors son identité (l'anglais *biography* est attesté en 1683, près de quarante ans avant son équivalent français). Le genre se dilate aux préoccupations encyclopédiques et universelles chères au XVIII^e siècle (Louis-Gabriel Michaud entreprend dès 1811 sa monumentale *Biographie universelle ancienne et moderne*, l'achèvement malgré ses 85 volumes, dont l'écho s'entend encore dans les formidables entreprises contemporaines de Jean Maitron, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* et son complément international). Toutefois, dans le sillage du mouvement romantique, la rhétorique sociale cède bientôt devant le portrait du seul individu - notons que c'est alors qu'apparaît le sens moderne de l'autobiographie.

De telles fluctuations ont naturellement brouillé les pistes. Longtemps en vigueur, même suivies de façon parfois peu scrupuleuse, les normes spécifiques héritées de l'époque romaine ont survécu à Suétone et Plutarque, dont les *Vies des douze Césars* et les *Vies parallèles* fixent la référence : le texte est bref au regard du flot majestueux de l'histoire générale, privilège les particularités concrètes du parcours individuel à force d'anecdotes exemplaires, tout en séparant clairement l'évocation du caractère et des événements auxquels le modèle est mêlé, dichotomie qui annonce l'impénétrable succès du diptyque « l'homme et

l'œuvre ». Les hagiographies médiévales, même les vies revisitées à la Renaissance, reprennent le schéma, qui connaît une fortune nouvelle avec la traduction des *Vies des hommes illustres* (1559) de Plutarque par l'humaniste Jacques Amyot, précepteur des derniers Valois - signalons toutefois l'apparition du genre des biobibliographies, inauguré par la *Bibliothèque de La Croix du Maine* (1584). Avec l'absolutisme vient le temps des *Eloges* exaltant la pitié, le savoir ou la sagesse des hommes célèbres, qu'illustrent Perrault, Fontenelle et nombre d'anonymes avec la multiplication des académies, des premiers *Dictionnaire historique* (1752) et *Histoire de la littérature française* (1740), où l'exacitude compte moins que la rhétorique, au service d'une préoccupa-

tion morale fortement didactique. Il faut donc attendre plus de seize siècles pour que la biographie change de vocation. L'imprimé, au cœur du débat d'idées, permet de confronter des ouvrages copieux jusqu'à l'indigestion, qui ne craignent ni les partis pris tapageurs ni les options polémiques mais dont le nombre pléthorique atteste la soif de repérage et de décatation après la formidable remise en cause des valeurs qui a accompagné l'épisode révolutionnaire. La monographie s'impose avec l'affirmation romantique, émanée des normes antiques qui en limitaient l'extension : si la renommée de leurs auteurs a conservé ses lecteurs à la *Vie de Rossini*, de Sten-

dhal, et rendu les leurs aux « Grands Hommes en robe de chambre » de Dumas (*Jules César*, *Henri IV*, *Louis XIII* et *Richelieu*), c'est la critique littéraire qui a le plus vite compris l'intérêt du genre repensé, qui autorise le mélange du récit de la vie, de l'essai sur l'œuvre, de digressions personnelles, jusqu'à permettre même l'identification au modèle. L'historien reste plus prudent et le lexiconariste circospect : Littré définit la biographie comme une « sorte d'histoire qui a pour objet la vie d'une seule personne ». Une singularité suspecte à l'heure où l'histoire aspire à un statut scientifique, mais qui a le mérite de disqualifier les stéréotypes rhétoriques hérités des Lumières. Avec l'irruption du rôle de l'inconscient, personnel ou collectif, tel que les écrits de Schopenhauer, Dostoevski, Nietzsche, Freud enfin le révélaient, l'option anecdotique et psychologique, jusque-là privilégiée, est de plus en plus contestée et les historiens, réticents, abandonnent le genre aux littéraires, dont la manière renouvelait le ton (Stefan Zweig, André Maurois, Marcel Brion, Henri Guillemin n'ont toutefois plus de successeurs à leur mesure, peut-être parce que les savants ont, depuis, réinvesti le terrain avec un bonheur de plume parfois qui rend sans intérêt les tentatives moins informées et pas nécessairement mieux composées).

L'anathème comme le panégyrique ne sont pas de mise pour l'historien, qui accepte la formation d'un panthéon civique à de seules fins didactiques, sélectionnant les figures-étapes indispensables d'une mythologie nationale dont l'Etat républicain a besoin (Lavis) mais qui ne requiert pas l'option biographique, abandonnée aux polygraphes, académiciens et autres nostalgiques des hagiographies dynastiques. Le préjugé défavorable se renforce encore dans le sillage de l'école des *Annales* : symbole même d'une conception traditionnelle du passé, où chronologie et grands hommes priment sur les structures et les masses et où batailles et traités occupent prioritairement le devant de la scène, contribuant ainsi aux héroïsmes convenus, l'approche biographique ne reçoit aucun tribut de Marc Bloch, et ceux, apparents, de Lucien Febvre (*Philippe II et la Franche-Comté* [1911],

Luther [1928], *Rabelais* [1942]) subvertiraient radicalement le genre s'ils s'en réclamaient. La leçon de Michelet, qui remettait en visionnaire le peuple au premier rang des préoccupations de l'historien, ne s'était pas perdue. C'est par l'enquête prosopographique que le tenant de la « nouvelle histoire » a retrouvé le métier du biographe, tenu avec une inentable bonne conscience pour un sous-genre quasi déshonorant. Soucieux de défricher de nouveaux « territoires », pour reprendre la formule du collectif dirigé par Jacques Le Goff et Pierre Nora, *Faire de l'Histoire* (1974), l'historien étudie les sénateurs romains, les ingénieurs du roi, les notables du Premier Empire ou les régents de la Banque de France sans renier sa démarche, affirmant tout au plus ses méthodes. Il rencontre ainsi des destins individuels dont il se prend à vouloir exhumier le souvenir.

Ainsi Georges Duby, André Chastel ou André Miquel ont-ils révélé *Guillaume Le Maréchal*, le cardinal *Louis d'Aragon* ou le prince syrien *Ousama*, à l'acoustus

Philippe-Jean Guéhen de l'Histoire » (c'est le titre d'une éphémère collection de Fayard), où Bernard Guénée a retracé quatre vies de prélats de l'Ancien Régime, de l'ingénieur Bernard Gui, dépris des fables du *Nom de la Rose*, à l'historien et témoin Thomas Basin (*Entre l'Eglise et l'Etat*, 1987).

Toutefois, l'engouement populaire reste fort pour un genre considéré, comme frivole, dégagé des leçons éthiques de sa vocation première pour ne plus séduire que par sa facture fluide, faite d'anecdotes et de témoignages agencés sans perspective critique, et ses choix conventionnels (rois, reines, grands ministres et soldats fameux). Sa rélégitimation récente par le retour des universitaires sur le terrain déserté a accru encore son audience.

Après l'étourdissant succès de *Louis XI* de Paul Murray Kendall (Fayard, 1974), suivirent les biographies de *Philippe le Bel*, de Jean Favier (1978), ou de *Catherine de Médicis*, d'Ivan Cloulas (1979), portés aux premiers rangs des best-sellers comme les ouvrages, issus de traditions plus contestées, de Jean Orlioux (*Talleyrand*) ou Alain

Decaux (*Blanqui*). Au vu du succès commercial, inespéré, le ton était donné et les sirènes devinrent irrésistibles.

Ainsi, depuis vingt ans le genre, longtemps tenu pour mineur, voire ringard, séduit tous les éditeurs, qui multiplient les collections, débouchent les historiens les plus sourcilieux, accueillent leaders politiques et essayistes opportunistes, campés dans des (im) postures de carnaval, jouent la concurrence effrénée sans que l'état de la documentation, généralement invariant, justifie ces récidives obstinées. A ce jeu-là, Cléopâtre, Henri IV ou François I^{er} ne sont guère menacés que par Jean Moulin - pas moins de cinq titres consacrés au résistant en moins d'un semestre -, Napoléon et de Gaulle étant plus sûrement annexés par les récits romanesques. Dans bien des cas on est cependant loin des exigences spécifiques de la biographie repensée, comme si la large notoriété promise à un historien connu jusque-là de ses seuls pairs suffisait à passer outre des codes rigoureux de sa pratique : combien de Louis XIV ou de Napoléon qui ne tranchent pas sur

les plus antiques références sans convaincre d'une légitime pérennité ? Rien de tel, en revanche, avec la démarche personnelle de Pierre Assouline. Avec constance ce journaliste brosse depuis vingt ans par touches le paysage de l'histoire culturelle de ce siècle, loin des oukases nouveaux de cette spécialité récemment promue.

De Gaston Gallimard à Jean Jardin, d'Albert Londres à Daniel-Henri Kahnweiler, de Simenon à Hergé, c'est, après le coup d'éclat de *Monsieur Dassault* (Balland), une histoire singulière de notre temps que tisse Pierre Assouline, où l'on peut gager que les rares domaines encore négligés - musique, photo, architecture ou chanson - pourraient livrer bientôt les éclairages manquants. Héritier, plus encore que Jean Lacouture, de ce goût de la manière personnelle qui fit la signature d'un Maurois ou d'un Zweig, Assouline réconcilie la rigueur et l'invention. Sorte de Coppens de l'*Homo biographicus*, puisque ce lecteur de Marcel Schwob sait aussi que les *Vies imaginaires* peuvent être les plus belles...



Les limites imposées par la justice

Entre souci de vérité et respect de la vie privée, la marge de manœuvre du biographe est de plus en plus étroite

Le biographe peut-il tout dire, sauf l'essentiel ? Dans quelles conditions peut-il espérer travailler à la rédaction d'un ouvrage sans redouter les invectives des biographes, ayants droit - voire des tiers ? Dans quelles mesures un éditeur peut-il prendre le risque de publier une biographie susceptible de déplaire sans craindre les foudres de la justice ? Y a-t-il et doit-il y avoir une véritable dissension entre biographes et juristes, entre liberté d'expression et respect de la vie privée ?

C'est avec une acuité toute particulière que ces questions se posent aujourd'hui tant, depuis quelques années, ces affaires sont de plus en plus souvent portées devant la justice. En outre, le magazine professionnel *Livres Hebdo* a ouvert - depuis maintenant un an - une chronique juridique. De même, alors que le mensuel *Lire* consacrait un dossier spécial au sujet (novembre 1998), le premier Salon de la biographie - à Nîmes du 5 au 7 février - organisait un débat sur le thème : « Biographies : des livres au tribunal ».

L'enjeu est en effet de taille. Comme le souligne M^{me} Emmanuel Pierrat (1), « les juges disposent d'une palette de sanctions suffisamment dissuasive pour

alerter les éditeurs sur le risque qu'ils prennent - tant en termes financiers qu'en termes d'images - en publiant une biographie non autorisée ».

Si la saisie de l'ouvrage est un cas encore exceptionnel, la suppression de passages, la condamnation aux dommages-intérêts, la publication de la condamnation ou l'insertion de rectificatifs sont devenues procédures courantes. Et il est naïf de croire que les frais engagés dans une procédure sont compensés par l'effet d'annonce du scandale - la condamnation aux dommages et intérêts se montant en moyenne à 50 000 F (7 622 €). Pourtant c'est parfois jusqu'à la parution même qui est remise en cause. La biographie de James Lord consacrée à *Giacometti* a ainsi dû attendre douze ans avant de pouvoir être publiée en France. Sa venue - choquée par certains passages

qui évoquaient les écarts conjugaux de son défunt mari, et notamment ses régulières visites aux prostituées - menaçait de faire saisir l'ouvrage.

Mais un éditeur ne doit-il pas

faire confiance à l'auteur qui s'impose des limites dictées par une rigueur intellectuelle et morale ? Pour Pierre Assouline (2), il y a chez le biographe « du fic, de l'indig et de l'éboueur » et

L'arsenal juridique

Quatre « pans du droit » permettent d'intenter un procès à un éditeur et/ou un auteur :

● L'utilisation de la loi du 29 juillet 1981 sur la liberté de la presse permet de combattre un écrit à caractère diffamatoire - c'est-à-dire portant atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne - et/ou injurieux.

● L'article 9 du code civil s'applique à la protection de la vie privée. Le concept de vie privée recouvre, entre autres, l'identité de la personne (nom, prénom véritable et adresse), sa vie sentimentale, conjugale et sexuelle ainsi que ses convictions religieuses et politiques. C'est ainsi que, l'année dernière, Catherine Deneuve a notamment obtenu la suppression de six passages dans le *Truffaut* de Serge Toubiana et Antoine de Baecque.

● Le droit à l'image, s'il ne fait l'objet d'aucun texte de loi spécifique, permet tout de même de s'opposer à la reproduction de ses traits, que ce soit sous forme de photo ou de dessin, et cela même lors d'une manifestation publique. Son invocation, qui handicape l'illustration de la couverture comme le cabler photo, participe largement du développement exponentiel des procès aujourd'hui.

● Les droits qui protègent la propriété littéraire et artistique s'exercent sur le droit de citation. Quant à la citation d'édits, c'est un casse-tête pour celui qui désire publier romans inédits, journaux et correspondances.

Laurent Greilsamer (3) considère que le métier de biographe nécessite « tact, respect et diplomatie ». Pour lui, la tentative du biographe « d'aller au plus près de la vérité » ne doit pas être mise à mal par la justice : « Je préférerais renoncer », si tel était le cas. Toute vérité serait alors bonne à dire ? « Oui, explique Alain Quella-Villégier (4), dès lors qu'elle éclaire de façon pertinente l'œuvre de l'artiste biographé ».

Reste que la justice française - une des plus coercitives au monde en ce qui concerne la protection des droits de la personnalité - risque de compromettre la publication de biographies, sauf à être des hagiographies ou des bio graphies dites autorisées.

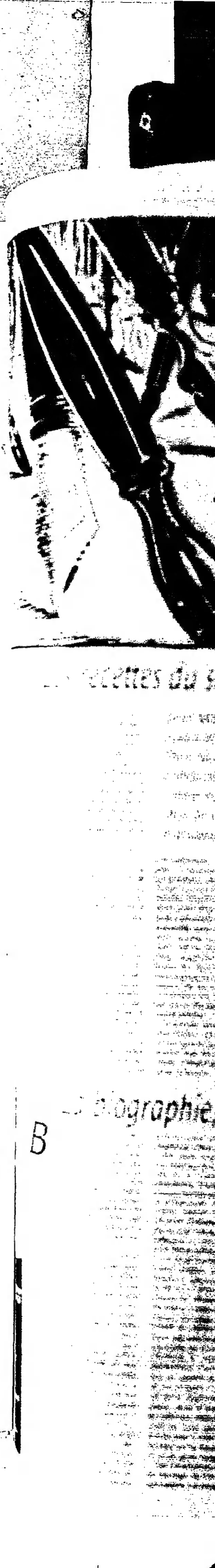
Emilie Grangeray

(1) Avocat au barreau de Paris, auteur notamment de *Le Droit d'auteur et l'édition* (éditions du Cercle de la librairie, 1998).

(2) Auteur de nombreuses biographies dont : Hergé (Gallimard « Folio », 1998), Simenon (Gallimard « Folio », 1996).

(3) Auteur notamment de *Hubert Beuve-Méry 1902-1989* (Fayard, 1990) et *Le Prince Joudroy, la vie de Nicolas de Staël* (Fayard, 1998).

(4) Auteur notamment de *Pierre Loti* (Aubéron, 1998).





Des habits neufs pour la bio ?

N'hésitant pas à inventer un genre qui devrait avoir quelque peine à faire école, le médiéviste Jacques Le Goff a fait preuve d'audace avec son mémorable *Saint Louis* (1996), où il étudie d'avantage le « phénomène de mémoire » collective qu'un parcours individuel. La formule, qui suppose un corpus limité mais constant, ne semble, au regard de l'historien, pouvoir ne s'appliquer guère qu'à Abélard, Frédéric II de Hohenstaufen et François d'Assise.

Est-ce ce qui autorise certains historiens encore réticents envers la contrainte biographique à récusar l'approche que leurs éditeurs persistent à promouvoir ? Ainsi, ni *La Mémoire du pouvoir*, de Joël Cornette, ni *La Sagesse et le Malheur*, de Denis Crouzet, ne sont à proprement parler des biographies d'Omer Talon et de Michel de L'Hospital, ce qui n'apparaît pas si crûment dans leur présentation. Le plus malicieux reste Alain Corbin, qui, en tenant la gageure de réaliser la biographie d'un parfait inconnu, *Le Monde retrouvé de Louis-François Pinagot* (Flammarion, 1998), a accompli le rêve d'une « histoire totale » cher aux Annales dans le domaine suspect de la biographie. L'angle, intellectuellement des plus convaincants, porte toutefois en germe la prise de conscience de la vanité de toute reconstruction psychologique. L'historien, en poursuivant la chimère, cède alors à la tentation du romancier.

Les recettes du succès

La biographie serait-elle une forme apparentée au jackpot pour les éditeurs aujourd'hui ? On serait tenté de le croire, vu le rythme des parutions sur le marché national. Sans doute n'a-t-il jamais été aussi soutenu, puisque désormais le genre excède largement le territoire traditionnel des politiques et des princes, des favoris et des saints, des hommes de lettres et des artistes, pour gagner celui longtemps négligé des entrepreneurs et des hommes d'affaires, Michelin ou Rothschild, Citroën ou Renault.

Maître reconnu du domaine, Fayard est certainement avec Perrin l'éditeur le plus investi sur ce que la logique commerciale commande de considérer comme un créneau. Directeur littéraire de la maison de la rue des Saints-Pères, Denis Maraval justifie la production de ce type spécifique d'approche par la nécessité de « faire le truchement entre des historiens de métier et le public, composé aussi d'universitaires et de chercheurs ». La parution ce mois d'un *Saint Augustin* (de Serge Lancel), d'une *Espagne de Philippe II* (de Joseph Pérez) et des premiers volumes de monumentales biographies de Zola (par Henri Mitterand) et *Beaumarchais* (par Maurice Lever) donne une idée de l'industrie. Pour la douzième de titres qu'il publie chaque année, Denis Maraval commande le plus souvent l'ouvrage une fois le sujet arrêté ; il s'agit de convaincre « l'auteur le plus qualifié et le plus compétent, historien de métier, de franchir le pas de la biographie ». Si l'on en croit le nombre de récidivistes (Jean Favier, Jean Tulard, Ivan Cloula ou Michel Ducloux), l'éditeur semble efficace. Bien sûr, cette façon de procéder suppose qu'on se donne du temps - « cinq ou six ans en moyenne », précise Maraval, qui « essaie de travailler en amont et d'anticiper sur les oc-

casions qui permettent de lancer un livre », évoquant notamment les vagues de commémorations dont la mode résiste aux surenchères. Si la règle privilégie l'indépendance de l'éditeur, soucieux de reprendre « tel personnage jusqu'à pas, peu ou mal traité », elle n'interdit pas d'entendre le désir personnel de tel ou tel d'entreprendre une biographie précise.

Le cas de Laurent Theis est plus éclairant : auteur d'un *Dagobert* (Fayard, 1982) et d'un *Clévis* (Complexe, 1996) qui font référence, il prépare un *Robert le Pieux* à paraître cet automne. Si les deux premiers titres furent le fruit de commandes d'éditeur, c'est lui qui a proposé de traiter le roi de l'an mil. Le médiéviste a sauté sans état d'âme le pas qui fait un biographe : « Sortir des catégories habituelles, écrire pour un autre public, plus large » que celui qu'il connaissait jusque-là. C'étaient autant de défis faits pour séduire une université suffisamment atypique pour modifier les règles du jeu si l'intelligence du sujet le demande. Aujourd'hui éditeur chez Plon, il distingue deux cas de figure : deux tiers des biographies qu'il publie sont des commandes où le sujet arrêté conduit à débaucher l'auteur adéquat, avec quelques usages paradoxaux - plus le héros

Denis Maraval pour Fayard et Laurent Theis pour Plon expliquent sur quels critères reposent leurs choix de sujets et d'auteurs

est inattendu, obscur ou décrié, plus le biographe gagne à être surprenant (ainsi avec François Furet convainc-t-il Jean-Denis Bredin d'écrire son *Joseph Caillaux* pour Hachette) ; il arrive, plus rarement, que l'auteur soit pressenti sans qu'aucun sujet ne soit encore envisagé - on mise alors sur la plume du biographe pour magnifier le sujet de son choix. Un tiers des titres naissent cependant de la démarche inverse : on lui a proposé ainsi directement un *Maurépas* comme un *Louis XII* qu'il va prochainement publier.

Il semble donc qu'il y ait moins des règles que des usages, qui n'épargnent pas au lecteur des textes mal tressés, signés d'auteurs contestables sur des sujets peu folichons. Mais, à l'inverse,

des succès imprévisibles, tel le *Zita* de Jean Sévillia (Perrin), joliment conduit, tiré à l'origine à 2 500 exemplaires et qui a largement dépassé les 30 000 ventes. Souhaitons, à l'échelle des *Études crouzettes*, le même miracle au colonel Roudaire et à son projet de mer sabarienne, à Gérard Dubost, publié par la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse (146 F à l'ordre de la Société CCP Limoges 106 17 S), dont le projet de fertilisation des champs pour être resté un mirage, méritait qu'on en fût l'historien.

Reste à comprendre le succès constant d'un genre aux réalisations si inégales. Est-ce encore le rattrapage d'un ancien retard de l'édition française ? La facilité toujours plus grande à trouver des signataires, puisque même les politiques postulent (Ségui, Bayrou, Lang, Sarkozy) ?

Le plébiscite doit correspondre à une perception marchande très stricte. Fort mal représentée dans le catalogue des livres au format de poche, la biographie est un objet clairement identifié en librairie, un solide argument de vente, comme de compte-rendu pour tous les supports critiques, qui ne résisterait bien que dans son format original.

Des vies dans les Arènes

C'est un peu comme le numéro zéro d'un journal », dit Charles Robillard, l'un des inventeurs de ce Salon de la biographie, dont la première édition s'est tenue à Nîmes du 5 au 7 février. Tout n'était pas parfait, en effet. Si les lectures, organisées par Chantal Atlani, étaient de grande qualité et les rencontres avec des biographes, dans les Arènes, très plaisantes, la « grande librairie de biographies », répartie en plusieurs stands, toujours dans les Arènes, était un peu en désordre, avec en évidence des travaux mineurs et bien caché le Proust de Painter, par exemple.

Quant au colloque au Carré d'art, les 5 et 6, autour de la question biographique, il était un peu chaotique. Des interventions remarquables - en particulier celles des biographes Alain Buisson, Jean-Luc Steinmetz, Jacques d'Hondt ou de Françoise Gallard (sur Sartre et le biographique) - étaient noyées dans des tables rondes prenant parfois des allures de conversations anodines. Cela dit, les questions soulevées ont montré la pertinence de l'initiative et fourni des thèmes pour de nombreuses années à venir.

PARTI PRIS

Reste la possibilité de redéfinir à minima un genre si encombré. D'aucuns trônent arbitrairement le parcours, comme Henry Douglar et Michel Boyer, en charge chez Autrement de la récente collection « Naissance d'un destin », qui s'abrite derrière la contestable affirmation de François Mauriac : « L'enfance est le tout d'une vie, puisqu'elle nous en donne la clef. » Après un astucieux balancement Trotsky/Staline, dû à Jean-Jacques Marie, dernières illustrations en date de ce déterminisme, *John Kennedy* et *Richard Nixon*, tous deux signés de Claude Moisy (208 p. et 192 p., 89 F chacun). D'autres adoptent le parti pris de se limiter à un angle de vue, comme les brefs volumes de la collection « Curriculum », dirigée chez Liana Levi par Emmanuelle Thounieux-Polard : dernier titre, *Toutankhamon*, de Patricia Rigault (156 p., 78 F [11,89 €]), en attendant un prometteur *Greta Garbo*, de Jean Letourneur, inaugurant pour l'occasion la possibilité de codition (à paraître fin mai).

Même subjectivité pour Christophe Pincemille chez Payot, qui traite d'un point de vue qu'il entend surprendre : un *Edouard VII* à paraître bientôt permettra d'en juger. Rien de très neuf en revanche, toujours chez Payot, dans la collection « Biographie » confiée à Sophie Bajard, au vu du premier titre, *Henri VIII. Le Pouvoir par la force*, de Bernard Cottret (464 p., 150 F [22,86 €]). Rien de révolutionnaire non plus dans le parti pris de Belin, qui ouvre sa nouvelle collection, « La vie amoureuse », par un *François F. Le Chevalier de l'Amour*, signé Claude Dufresne (264 p., 99 F) : le public n'en attendra que ce simple plaisir de lecture et cette saveur parfois épicée de l'anecdote qui ont ruiné la réputation du genre aux yeux des universitaires, avant qu'ils n'y sacrifient parfois.

Somme toute, les seuls cas réellement notables au rang des nouveautés sont les premières investigations méthodiques sur les grands contemporains. Mais, là, l'historien est plus réservé que le journaliste, qui s'attache moins aux politiques, hypothétiques futurs grands du XXI^e siècle, qu'aux hommes de lettres et aux artistes. La rapidité d'exécution requise, comme la capacité de synthétiser intelligemment, expliquent moins cet écart que le corpus requis.

Un fonds privé livré pour la première fois, la tour professionnelle de l'investigation, la garantie de la non-ingérence des héritiers ou ayants droit, et les conditions sont réunies pour la réussite de ces biographies « pionnières » qui ont récemment permis de mieux connaître Marguerite Yourcenar, Michel Foucault ou Marguerite Duras. Chance en partie refusée à Ferdinand Braudel ou Roland Barthes.

La biographie, un genre encore littéraire ?

THÉÂTRE MOLINA MAISON DE LA POÉSIE

Lectures Lectures

Serge Maggiani dit 3 monologues de Bernard Noël

du 5 février au 20 mars les vendredis et samedis à 19h30

01 44 54 53 00

Ennui Théâtre - Passages Molins 157 rue Saint-Martin - Paris 3

Biographe, est-ce un métier, une vocation ? Et la biographie littéraire est-elle un genre défini par l'adjectif ou bien un chapitre de l'histoire et de la science des œuvres ? Autrement dit, la littérature doit-elle contenir la biographie comme l'une de ses nombreuses demeures, ou accepter d'être, par elle, à partir d'une extériorité neutre, regardée, jaugée, approchée ?

Le développement récent et considérable de la biographie littéraire en tant que catégorie éditoriale, d'une certaine façon, répond à ces questions. En les annulant. Car, du côté des éditeurs, la demande est forte, pressante, à la mesure de celle, supposée ou réelle, des lecteurs. Ainsi, sous cette pression, la biographie peut, de quelque manière, s'affranchir de la littérature, aussi bien comme art que comme problématique. Raconter, avec plus ou moins de bonheur, la vie d'un écrivain n'est pourtant pas un geste neutre, qui n'engagerait que le savoir-faire, la méthode et la compétence de celui qui l'accomplit. La théorie littéraire d'un côté - dont le reflux après l'engouement pour les sciences du texte dans les années 60 et 70 est net - et de l'autre le rapport intime, personnel, avec une œuvre,

constituent des questions qui semblent s'être dissipées.

On écrit donc des biographies. Les éditeurs passent commande, un oeil sur le calendrier des commémorations, l'autre sur les terrains encore inexploités. De fait, comme le remarquait Alain Buisson - lui-même auteur, notamment, d'un *Verlaine* (Tallandier, 1995) et d'un *Pierre Loti* (idem, 1998) - lors d'un colloque à Cerisy, en août 1990 sur « La biographie », « on assiste (...) à un phénomène fort symptomatique : depuis quelque temps les meilleurs spécialistes universitaires de tel ou tel écrivain, après lui avoir consacré depuis des décennies maintes analyses idéologiques, esthétiques, stylistiques, littéraires, déclinant de couronner leur effort critique par une biographie (...). Après toute une vie d'exclusive attention à l'écriture, le critique littéraire n'a maintenant d'autre empressément que de devenir le grand biographe de son écrivain ». Il y a là, bien sûr, un désir légitime de reconnaissance, dont la voie est tracée par les éditeurs. Mais il y a aussi, de la part de ceux qui ont les instruments pour y réfléchir, un déficit de pensée sur la nature et les implications du geste biographique.

Les conséquences de ce déficit et du passage de l'étude universitaire spécialisée à la biographie sont par-

fois étranges. Ainsi, un seizième siècle, Frank Lestringant, auteur de plusieurs essais sur cette période, a-t-il dû renoncer à un livre sur Agrippa d'Aubigné - deux biographies du poète des *Tragiques* ayant paru récemment - et, faisant un long saut hors de ses compétences d'origine, écrire une vie... d'Alfred de Musset, excellente au demeurant (Flammarion, 836 p., 169 F [25,76 €]). De même, Madeleine Lescouret, après des biographies de Rubens (J.-C. Lattès, 1990) et d'Emmanuel Levinas (Flammarion, 1994), vient-elle de publier un ouvrage sur Goethe (Flammarion), dont on fête cette année le deux cent cinquantième anniversaire de la naissance (1749). Ce qui dessine, pour le moins, un curieux itinéraire. « L'art du biographe consiste dans le choix », pensait Marcel Schwob.

Bien sûr, si le « désir biographique » apparaît souvent aléatoire et induit par la demande éditoriale, rien n'empêche qu'il naisse et augmente à la lumière de l'écriture fréquentée. Si l'on doit s'interroger sur ce désir, on ne peut, de cette interrogation, déduire un jugement a priori sur le travail accompli. De plus, il est des cas où le désir, malgré tout, commande, où c'est la connaissance intime et préalable qui conduit celui qui va prendre, à

un certain moment de sa relation avec le sujet, la posture du biographe : ainsi de Michel Surya à propos de *Georges Bataille* (Seguier, 1987, et Gallimard, 1992), de Christophe Bident avec un *Maurice Blanchot* (Champ Vallon, 1998) qui pose, jusqu'à l'une de ses extrémités, la question de la validité du geste biographique, ou encore, dans le domaine de l'édition manuscrite, d'une sorte de connaissance totalisante du sujet, de Jean-Jacques Lefrère avec son *Isidore Ducasse* (Fayard, 1998). Raconter la vie d'un écrivain, c'est, non pas se cacher derrière son sujet, mais faire œuvre en son propre nom. En ce sens, la démarche de Sartre écrivain *L'Idiot de la famille* représente une sorte de point limite ou de modèle absolu du geste biographique.

Finalement, au-delà des questions de méthode et d'intérêt, en marge du débat sur l'utilité ou la légitimité des approches biographiques de la littérature, une question demeure, une question que tous ces gros livres - on est loin des merveilleuses *Vies brèves* de l'un des créateurs du genre, l'Anglais du XVII^e siècle John Aubrey - ne devraient pas occulter : celle des figures possibles du biographe, écrivain de l'ombre certes, mais auteur à part entière.

P. K.

Ph.-J. C.

nd

page 13
dion... 18
bord... 19
i... 22
je... 25
aux... 26
pé... 26
indon... 29

L'EDITION FRANÇAISE

● Ramsay. Reprise en novembre 1998 par le distributeur-diffuseur Vilo, la maison de littérature générale - fondée en 1976 par Jean-Pierre Ramsay - redémarre ses activités en se concentrant sur la fiction, les essais, les documents et les ouvrages de cinéma. Entouré notamment de Françoise Sanson, Zéline Guéna et Chantal Terroir, Jean-Claude Gawsewitch - qui dirige la maison - prévoit de publier de 30 à 35 livres par an. Par ailleurs, c'est Ramsay qui sortira dans la collection « Coup de gueule » le pamphlet de Dominique Janet intitulé *Mon sieur le Président... le vous fais une lettre*. En contrat chez Pion, il s'agit de signer par Olivier Orban que sa lettre ouverte n'était - malgré une relecture sur épreuves par des avocats - « pas publiable » en raison de son caractère diffamatoire et injurieux envers Jacques Chirac.

● Joëlle Losfeld récupère ses auteurs. Jean-François Lamunière - président-directeur général de Payot-Rivages - a cédé, « pour un montant raisonnable », l'intégralité du fonds et des copyrights de Joëlle Losfeld à Hugues de Saint-Vincent qui dirige les éditions Mango où elle est entrée comme directrice littéraire en décembre 1998 (voir « Le Monde des livres » du 22 janvier). Payot-Rivages garde en revanche la jouissance d'une vingtaine de titres en poche. Joëlle Losfeld s'est déclarée « ravie » du bon déroulement des négociations qui ont abouti le 5 février.

● Lecture et culture. Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, qui fait de la lecture des jeunes et de leur accès à la culture écrite « l'une des priorités de l'action de son ministère », vient de confier à cette fin une mission d'expertise et de réflexion à Danielle Taesch, conservateur général des bibliothèques, directrice des bibliothèques municipales de Mulhouse. C'est en septembre que cette dernière devrait remettre à M^{me} Trautmann un ensemble de propositions.

● Nouvelle collection. Après avoir développé une ligne de textes classiques sous la direction de René Khawam, les éditions L'Esprit des péninsules lancent « Péninsules arabes », une collection consacrée à la littérature arabe contemporaine. Dirigée par François Zabbal et Jabbar Yassin Hussien, les premiers titres sont : *Le Saignement de la pierre*, d'Ibrahim Al-Khoni, *Villes sans palmier*, de Tarek Eltayeb, et *Un lieu nommé Komeit*, de Najem Wali.

● Prix littéraires. Le prix Saint-Valentin a été remis pour la première fois, lors de la deuxième édition du Saint-Valentin Film Festival de Luchon (Haute-Garonne). Il a été attribué à Virginie Despentes pour *Les lollies Choses* (Grasset).

RECTIFICATIF

● La dernière ligne de l'article de Michel Contat sur le livre de Nadine Fresco, *Fabrication d'un antisémitisme* (« Le Monde des livres » du 12 février), au sujet de Paul Rassinier parlait de son « dévouement catastrophique », et non de son « dévouement ».

Khalil Gibran, les prophéties d'un esthète

A l'occasion des diverses manifestations organisées par l'Institut du monde arabe autour du Liban, une importante exposition a été consacrée à l'écrivain et peintre, tandis que les éditions Arfuyen publient une belle traduction de ses poèmes arabes

Hésitant entre la peinture et la littérature, Gibran (1883-1931) se fit d'abord connaître comme artiste, à Paris et à New York avant la première guerre mondiale. Il cherchait à exprimer une sensualité lyrique, où la nudité et l'angélisme se confondaient curieusement dans des paysages tourmentés, inspirés de son Liban natal. Mais c'est avec son livre, *Le Prophète*, qu'il connut une notoriété internationale peu commune : dès sa sortie chez Knopf à New York, en 1923, *Le Prophète* rencontra un succès inattendu, confirmé par d'innombrables traductions.

Immigré d'origine chrétienne et de langues arabe et anglaise, Khalil Gibran fut élevé par sa mère seule, venue avec lui et ses autres enfants aux États-Unis, à Boston, quand il a une douzaine d'années. Le père, marchand de moutons, est resté au pays. A l'âge de treize ans, il rencontre un esthète, le photographe et éditeur Fred Holland Day, avec lequel il entretient une amitié passionnée et qui le photographie dans des attitudes d'éphémère évanescence et trouble. Il s'initie à la peinture et à la poésie, mais retourne au Liban

et voyage à travers le Moyen-Orient et l'Europe, avant de regagner Boston où sa mère meurt. Ses peintures (1), de style préraphaélite, sont exposées, tandis qu'il découvre les œuvres de Nietzsche et de Walt Whitman. Grâce à l'aide d'une admiratrice, Mary Elizabeth Haskell, qui sera l'une de ses nombreuses égéries (la dernière, une intellectuelle syro-libanaise vivant en Egypte, May Ziadeh, perdra la raison à la mort de Gibran), il s'installe à Paris, en 1908, où il rencontre Rodin et des peintres pompiers qu'il va admirer et imiter. Son œuvre picturale, désormais inspirée de William Blake, mais aussi, hélas, de Puvion de Chavannes et d'élèves de Gustave Moreau, est disparue. Son admiration pour Léonard et Michel-Ange le conduit à un néoacadémisme déconcertant, tandis que ses essais, nouvelles, poèmes, critiques littéraires, articles et proverbes se ressentent d'une sorte d'exaltation humaniste, éclectique, libertaire, antinationaliste, anticonformiste qui lui vaut les foudres de l'Eglise maronite.

Il commence par écrire en arabe à New York où il s'établit définitivement dans la 10^e Rue, en 1910, devenant une figure singulière des cercles d'esthétique et de réflexion politique liés au monde arabe et à l'Europe. Dès 1918, il publie en anglais *The Madman*, recueil de fables morales (2). Et, avant que *Le Prophète*, en 1923, ne fasse de lui un homme célèbre, il compose en 1919, un long poème en arabe, *Les Processions*, où sont présents les grands jalons de sa « philosophie ».

On peut voir que sont déjà en place les obsessions du futur moraliste : défiance à l'égard des passions, mais aussi de tout manichéisme, refus des religions instituées, affirmation mais aussi redéfinition polémique de la liberté, retour à la nature dans la lignée de Thoreau et de Whitman, principes de fraternité, mise en cause des systèmes politiques et législatifs, horreur des conventions et des apparences, des biens matériels, du travail aliénant, du familisme, célébration d'un pansensualisme sous le contrôle de la raison et du respect mutuel.

Gibran n'a toutefois pas encore le ton évangélique qui fera de son *Prophète* un livre-culte, à vrai dire intemporel, tant ses principes

sont vagues et abstraits, mais non dépourvus de grandeur et de générosité. Son manuel de sagesse n'est donc pas encore écrit - il est vrai qu'une première version avait été esquissée en arabe dès 1898 -, à son retour au Liban on peut dire qu'une même inspiration guide ses poèmes où sont préfigurés les dialogues édités, mais aussi parfois paradoxaux : dès qu'un moralisme rigide menace, l'écrivain dilatoire se ressaisit dans des élan lyriques.

Comme Salah Stétié qui a traduit (de l'anglais) et remarquablement présenté *Le Prophète* (3), Adonis consacre un poème-préface aux *Processions* que vient de traduire avec lui (de l'arabe) Anne Wade-Minkowski (4). Un lecteur attentif appréciera la beauté (française) de vers simples et justes, où s'expriment une ironie désenchantée (« Tu vois quelqu'un de sobre et de vigilant, étonne-toi ! / La lune va-t-elle prendre refuge sous une nuée gonflée de pluie ? »), une critique virulente des accommodements de la religion (« Celui qui aspire au Paradis éternel est un ignorant : / Il craint de voir le feu s'enflammer. »), de la loi, de la force, de la veulerie, de

la mièvrerie, du plaisir sans amour, un éloge de la folie d'amour, de l'absolu, mais aussi du corps et des sens, sublimés par l'âme et par la vie naturelle où l'individu perd toute attache au monde : « As-tu comme moi pris la forêt / pour maison, refusé les palais ? »

René de Ceccatty

(1) L'Institut du monde arabe en a présenté un certain nombre.
(2) *Le Fou*, traduit par Anis Chahine, Mille et Une Nuits, n° 126, 1996.
(3) Ed. La Renaissance du livre (160 p., 245 F.). Le volume contient une centaine d'illustrations en couleurs, œuvres de Gibran, documents photographiques, fac-similés et reproductions de peintures admirées par l'écrivain. Il existe des traductions françaises du *Prophète* dans la quasi-totalité des collections de poche. Citons, notamment, celles d'Anne Wade-Minkowski en « Folio », de Guillaume Villeneuve en « Mille et Une Nuits », de Jean-Pierre Dahdah en « Librairie » et en « J'ai lu », de Camille Aboussouan en « Points ».

(4) *Le Livre des Processions*, traduit de l'arabe et commenté par Anne Wade-Minkowski et Adonis, éd. Arfuyen, bilingue, 35, rue Le Marois, 75016 Paris, 96 p., 95 F.

Missoula via Saint-Malo

Michel Le Bris en révolt depuis plusieurs années : jumeler Saint-Malo avec Missoula, petite ville paumée au fin fond du Montana - États-Unis -, 40 000 habitants, cinquante écrivains résidents. Réaliser un partenariat entre le festival Etrangers Voyageurs et la ville-écrivain, Q.G. symbolique (nombre d'entre eux vivent à mille kilomètres de là, dans le Wyoming ou le Nouveau-Mexique) des écrivains américains inclassables, rudes buveurs et amoureux fous des grands espaces, parmi lesquels Jim Harrison, Thomas McGuane, Rick Bass, Dan O'Brien, James Crumley, Larrie Brown et les Indiens Louis Owens, James Welch, Sherman Alexie, Louise Erdrich. Réunir les pionniers - de tous horizons, de Redmond O'Hanlon à Salman Rushdie, de Hanif Kureishi à Ben Okri - d'une littérature aventureuse, les maîtres de la « world fiction » qui assument d'être de plusieurs cultures à la fois, écrivains des cinq continents, et les forcenés de la pêche à la truite, les rangers, gardiens de moutons, ex-cow-boys de rodéo, prospecteurs de pétrole, charpentiers... tous ces mavericks, indomptés, écrivains de la nature et de la boulingrin.

Ce sera chose faite cette année, à l'occasion des dix ans de Saint-Malo. Un accord sera conclu les 25 et

27 février à Missoula. Michel Le Bris y animera d'abord une conférence intitulée « Quand la Californie était française... », inspirée des recherches qu'il a menées pour la rédaction de son roman *Les Flibustiers de la Sonore*, évocation de l'épopée des insurgés de la révolution de 1848 dans l'Ouest californien (Flammarion, voir « Le Monde des livres » du 12 décembre 1998), puis il sera reçu par Mike Kadas, maire, Robert Sims Reid, écrivain et shérif, Susan Talbot, consul honoraire. A l'issue de cet accord, conclu aussi avec l'Université de Missoula, ses professeurs (Lois Welch pour la littérature contemporaine, Maureen Kernow pour la littérature française), Saint-Malo accueillera en mai prochain (du 20 au 24) certains des auteurs présents lors de la signature des accords (Robert Sims Reid, Jon Jackson, James Crumley, Kevin Canty), tandis qu'une « semaine française » sera organisée l'an prochain à l'Université de Missoula. Pour son anniversaire, le festival Etrangers Voyageurs organise par ailleurs cette année un jumelage avec le centre culturel français de Sarajevo, dirigé par Francis Bueb : une trentaine d'écrivains, de journalistes, d'étudiants, d'enseignants seront les invités de Saint-Malo durant une quinzaine de jours.

Jean-Luc Doulin

A L'ETRANGER

Le Chacal va à Madrid

Andrew Wylie, dit « Le Chacal », le plus redouté des agents littéraires américains, va ouvrir un bureau à Madrid pour s'attacher des auteurs espagnols et surtout d'Amérique latine. Il représente déjà de nombreux auteurs japonais (grâce à un partenariat avec l'agence Orion), et bien entendu des grands écrivains anglais ou américains comme Philip Roth, Salman Rushdie, Saul Bellow, Norman Mailer, Oliver Sachs, Martin Amis ou David Mamet, ainsi que des écrivains décadents, de John Cheever à Jorge Luis Borges, William Burroughs, Allen Ginsberg, André Malraux ou Italo Calvino.

GRANDE-BRETAGNE : la poésie au féminin

Les deux principaux postes voués à la poésie en Angleterre, celui de Poète Laureate - qui a été refusé par Tony Harrison, laquelle a adressé un poème à la fois virulent et cocasse à la reine Elisabeth, publié par le quotidien *The Guardian* - et la direction littéraire de poésie chez l'éditeur Faber & Faber sont à pourvoir. Le premier qui consiste à faire office de poète officiel de la Cour est surtout honorifique et, compte tenu des aventures de la famille royale, peu facile à tenir ; le deuxième en revanche est nettement plus important. L'un comme l'autre ont toujours été tenus par des hommes, mais deux femmes sont candidates : Carol Ann Duffy et Jo Shapcott.

Moisson de prix

Le prix Juan Rulfo d'un montant de 30 000 F (45734,736 F) a été décerné par Radio France International au jeune écrivain chilien Marcelo Leonart. Le prix de littérature pour la jeunesse de l'American Library Association a été attribué au livre de Louis Sachar, *Holes*, qui raconte l'histoire d'un adolescent condamné pour un crime qu'il n'a pas commis. L'action se situe dans un centre de détention. L'écrivain de science-fiction, Anne McCaffrey, a reçu le Margaret Edwards Award pour l'ensemble de son œuvre. Le Prix de la paix Erich Maria Remarque doté de 12 700 euros a été attribué cette année au romancier iranien Huchang Golchiri, l'un des initiateurs de l'appel de 134 intellectuels signé en 1994 en faveur de la liberté d'expression et de la création d'une association littéraire indépendante en Iran.

AGENDA

● JUSQU'AU 30 JUIN. DELERM. A Paris, le Petit-Hébertot propose, dans une mise en scène de France Jolly, une lecture-spectacle du texte de Philippe Delerm : *La Première Gorgée de bière et autres plaisirs minuscules* (78 bis, bd des Batignolles, 75017 Paris, réservations au 01-44-70-06-69).

● LE 22 FÉVRIER. BANDE DESINÉE. A Paris, Vincent Helm présentera la singularité du travail de Jean-Christophe Menu, éditeur de bandes dessinées (à 19 h 30, bibliothèque publique d'information, 101, piazza du Centre Georges-Pompidou, 75004 Paris).

● LES 26 FÉVRIER, 5 ET 12 MARS. CERVANTES. A Paris, Le Loup du faubourg propose une lecture de *L'ingénieux Hidalgo Don Quichotte de la Manche*, de Miguel de Cervantes, par Denis Bolusset - accompagné par la chanteuse Maria Licata et la flûtiste Ernestine Blueau (21, rue de la Roquette, 75011 Paris, réservations au 01-40-21-90-95).

● LE 26 FÉVRIER. LORAND GASPARD. A Paris, le Centre d'étude des poétiques de l'université Paris-XII organise un colloque sur Lorand Gaspar, sous la direction de Jérôme Thélot (salle des thèses de l'université Paris-XII, Créteil, rens. : Daniel Lançon, 1, cours de l'Armorial, 37000 Tours, tél./fax : 02-47-61-89-94).

● LES 27 ET 28 FÉVRIER. MÉDITERRANÉE. A Antibes, les Troisièmes Journées du livre méditerranéen seront l'occasion de rencontres, spectacles, expositions et animations pour les enfants. L'Italie et la littérature italienne seront à l'honneur (chantier naval Opéra, 06600 Antibes, tél. : 04-93-74-99-86).

● LE 2 MARS. LECTURE. A Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chapelet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 157, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

75003 Paris, tél. : 01-44-54-53-00).
● DU 2 AU 13 MARS. JEUNESSE. A Bordeaux, la librairie Complices et la médiathèque Les Colonnes de Blanquefort organisent, à l'occasion de leur vingtième anniversaire, rencontres, expositions et spectacles. L'évolution de la littérature pour la jeunesse fera plus particulièrement l'objet de débats les 10 et 11 mars (rens. : Centre régional des lettres d'Aquitaine, 139, bd du Président-Wilson, 33200 Bordeaux).

Le tour du monde en 365 jours

de la part du procureur, mais pendant Kenneth Starr, l'ancien procureur général de la Maison-Blanche, Monica Lewinsky, l'assistante de Clinton, a été accusée d'avoir eu une relation avec le président. Le 12, un homme a été tué dans une explosion à Alger. Le 13, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 14, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 15, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 16, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 17, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 18, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 19, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 20, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 21, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 22, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 23, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 24, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 25, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 26, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 27, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 28, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 29, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 30, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire. Le 31, un avion a été abattu au-dessus de la mer Noire.

L'année 1998 dans *Le Monde*
Les principaux événements en France et à l'étranger
Préface d'André Fontaine

actuel
INÉDIT
folio

RUTH KLUGER
REFUS DE TEMOIGNER
UNE JEUNESSE
« A lire toutes affaires cessantes. »
JORGE SEMPRUN
Le Journal du dimanche
Victoire Hamy

Revue Témoin
N° 15
La ruralité entre réforme et désespoir
Sénat et gérontocratie
Puritanisme et politique
Dépense publique et efficacité
Mitterrand au-delà du bien et du mal
Revue Témoin
75 F l'unité/Abon. 300 F
4 - 9 pl de Valois 75001 Paris
Tél. 01 53 53 40 16
Diffusion MULTILIVRES

VOUS CHERCHEZ UN
LIVRE ÉPUISÉ ?
Une seule adresse
LE TOUR DU MONDE
et son réseau de 250 correspondants
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
Tél. : 01.42.88.73.59
Fax : 01.42.88.40.57